

Avis

Avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune (Bruxelles) relative à l'aide et à la protection de la jeunesse



Avis

Avant-projet d'ordonnance de la Commission communautaire commune (Bruxelles) relative à l'aide et à la protection de la jeunesse

Approuvé par l'Assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice
le 17 octobre 2018

Il existe aussi une version néerlandaise du présent avis.
Er bestaat ook een Nederlandse versie van dit advies.

Vous pouvez consulter ou télécharger cet avis sur le site Internet du Conseil supérieur de la Justice.

Conseil supérieur de la Justice
Rue de la Croix de Fer, 67
B-1000 Bruxelles

Tel: +32 (0)2 535 16 16

www.csi.be

Contenu

INTRODUCTION	2
1. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1. Plaidoyer pour un langage clair et accessible	3
1.2. Recherche d'accord entre les différents modèles.....	4
1.3. Cohésion	5
1.4. Attention à accorder à l'applicabilité	5
2. OBSERVATIONS CONCERNANT LA PARTIE « AIDE À LA JEUNESSE »	6
3. OBSERVATIONS CONCERNANT LA PARTIE « PROTECTION DES JEUNES POURSUIVIS DU CHEF D'UN FAIT QUALIFIÉ INFRACTION ».....	7
3.1. La limitation dans le temps de la phase préparatoire.....	7
3.2. La prise en compte d' « indices sérieux de culpabilité »	7
3.3. Hiérarchie des mesures et des sanctions	8
3.4. Mesures de remplacement en cas de non-respect des « conditions ».....	8
3.5. Offre de soutien à la parentalité	10
3.6. Placement en institution publique lors de la phase préparatoire.....	11
3.7. Mesures/sanctions au fond	13
3.8. Le dessaisissement	16
4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	17

Le CSJ formule les recommandations suivantes à l'intention de la Commission communautaire commune :

- Veiller à une collaboration approfondie entre les communautés, qui doivent faire preuve de respect à l'égard de la spécificité de la situation à Bruxelles.
- Soumettre le texte, tant néerlandais que français, à un contrôle approfondi de sa lisibilité par des linguistes.
- Se doter d'un soutien et d'un monitoring scientifiques pour vérifier si, et dans quelle mesure, les mesures ont un effet (sur le plus long terme).
- Veiller à ce que les décisions des magistrats de la jeunesse puissent être mises en œuvre de manière effective.
- Prévoir la possibilité que l'aide à la jeunesse puisse également être dispensée dans une section fermée d'une institution.
- Envisager que la phase préparatoire ne soit pas limitée à 2 ans, moyennant de strictes conditions.
- Envisager de supprimer ou de remplacer la condition des « indices sérieux de culpabilité » pour prendre une mesure provisoire.
- Vérifier s'il n'est pas possible de réduire davantage les différences entre les mesures qui peuvent être prises respectivement en Flandre, à Bruxelles et en région de langue française.

Introduction

Le Conseil supérieur de la Justice (ci-après : le « CSJ ») a pris l'initiative de rendre – pour la première fois – un avis sur une matière attribuée aux communautés. Le 20 septembre 2017, le CSJ a adopté un avis sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande relatif au droit de la délinquance juvénile¹. L'impact d'un tel décret sur le fonctionnement de la justice et sur la confiance du citoyen en la justice est en effet très important.

Peu de temps après, le CSJ a également rendu un avis d'office concernant un projet de décret de la Communauté française portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse².

Mi-septembre 2018, les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune ont demandé au CSJ de rendre un avis sur un avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse. Le CSJ considère cette demande comme une marque de confiance et de reconnaissance à l'égard de son expertise.

Rédiger une ordonnance sur l'aide à la jeunesse et le traitement de la délinquance juvénile est une tâche épineuse. Le droit de la jeunesse est, pour une grande partie, une matière communautaire et, pour la mise en œuvre pratique, les institutions bruxelloises doivent s'adresser aux communautés. Les réglementations des communautés et les pratiques sont tout sauf uniformes, avec toutes les conséquences que cela implique.

En droit de la jeunesse, le jeune est toujours central, et le droit de la jeunesse est, par excellence, une matière liée à la personne. L'aide à la jeunesse est, en général, liée au lieu de résidence des parents ou – si ceux-ci ne cohabitent pas – au lieu de résidence du parent avec qui le jeune réside habituellement en évaluant le lieu du centre des intérêts du mineur. C'est ainsi que la loi fédérale relative à la protection de la jeunesse³ est interprétée. C'est logique d'un point de vue pédagogique et pratique : l'aide doit idéalement être organisée le plus rapidement possible et une famille doit pouvoir être, littéralement, suivie de près. Ce principe reste valable lorsqu'il s'agit de délinquance juvénile. En effet, l'objectif est de mettre sur la bonne voie des jeunes qui ont besoin d'aide et/ou qui ont eu un comportement délinquant. Et cela requiert, bien entendu, un accompagnement ininterrompu, sur mesure et à proximité. En revanche, pour les adultes, le critère de rattachement est le lieu où l'infraction a été commise et l'accent est davantage mis sur ce qui s'y est produit ; la personnalité du suspect/de l'auteur n'intervient qu'à un stade ultérieur.

Cette approche a pour conséquence que les coauteurs mineurs d'une même infraction sont jugés séparément et suivant des règles de droit différentes. Il est possible que différents juges de la jeunesse se penchent sur les mêmes faits. À Bruxelles, où les législations (différentes) des différentes communautés doivent être appliquées (et où il arrive aussi souvent qu'il faille changer de langue), il n'est pas rare que plusieurs suspects mineurs soient soumis à des régimes tout à fait différents. Le CSJ se demande si c'est bien compréhensible pour le citoyen.

¹ Disponible à l'adresse suivante : http://www.csj.be/sites/default/files/press_publications/20170920_advies-jeugd-fr-def.pdf.

² Avis du 6 novembre 2017, disponible à l'adresse suivante : http://www.csj.be/sites/default/files/press_publications/avis-code-madrane-fr.pdf.

³ Article 44 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait.

Il est donc extrêmement difficile pour la Commission communautaire commune de surmonter toutes ces différences et ces contrastes. L'ordonnance bruxelloise devrait idéalement concilier ce qu'il y a de mieux dans les législations (adoptées ou en projet) des deux communautés⁴.

Le citoyen s'attend à avoir un système qui fonctionne bien, qui est efficient et efficace. C'est également dans cette perspective que s'inscrit le CSJ : le présent avis traite avant tout de l'impact que l'ordonnance pourrait avoir sur la confiance du citoyen en la justice et sur le bon fonctionnement de la justice. Le CSJ n'a donc pas l'ambition de décortiquer chaque détail de façon exégétique ou juridique, mais, là où cela s'avère nécessaire, il signalera les incohérences possibles ou formulera des suggestions pour améliorer le projet.

1. Considérations générales

1.1. Plaidoyer pour un langage clair et accessible

L'un des projets repris dans le plan Crocus du CSJ (le plan pluriannuel 2017-2020) vise à porter une attention accrue à l'emploi d'un langage clair et accessible.

Dans le travail législatif aussi, il convient d'accorder une plus grande attention à la formulation et à l'utilisation de mots et de phrases simples. En effet, le texte de l'ordonnance sera repris de diverses manières par les générations futures dans des documents écrits, des pièces de procédure et des plaidoiries. Le citoyen est le premier intéressé et il est essentiel qu'il comprenne, à la première lecture, la portée des textes de loi applicables.

Dans son projet « Épices », relatif à un langage judiciaire clair, le CSJ formule la recommandation suivante à l'intention du législateur :

« Soyez conscients de l'importance de consulter, lors de la rédaction de vos textes, des experts linguistiques familiers des problématiques juridiques. La mission de ces experts linguistiques et de rédacteurs spécialisés consisterait à simplifier les textes qui peuvent l'être et à assurer une concordance exacte des textes traduits. Continuez à encourager les rédacteurs des textes de loi à être attentifs à l'accessibilité du langage utilisé »⁵.

Le CSJ suggère donc aux auteurs de l'avant-projet de consulter des linguistes pour que le texte final soit encore plus lisible et compréhensible, sans porter atteinte à la précision juridique.

En outre, indépendamment de l'emploi des mots, le CSJ remarque qu'il y a encore beaucoup de travail à accomplir au niveau du texte néerlandais. Un certain nombre de passages repris du Code de la Communauté française sont par exemple traduits dans l'ordonnance différemment de la traduction de ce Code parue au *Moniteur Belge*.

⁴ Décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, *M.B.*, 3 avril 2018.

Projet de décret relatif au droit de la délinquance juvénile, 25 juillet 2018, document 1670 (2017-2018), n° 1, disponible à l'adresse suivante : <http://docs.vlaamsparlament.be/pfile?id=1417625>.

⁵ « Projet épices. Le langage clair au menu du judiciaire », p. 21, disponible à l'adresse suivante : http://www.csj.be/sites/default/files/press_publications/projet-epices.pdf.

1.2. Recherche d'accord entre les différents modèles

L'avant-projet constitue clairement un texte de compromis pour tenir compte tant des préoccupations de la Communauté flamande que de celles de la Communauté française. L'impression qui domine est que l'ambition n'est pas de développer une vision entièrement propre concernant l'aide à la jeunesse ou la délinquance juvénile, ce qui semble difficile. Dans le contexte propre à la Cocom, le choix de reprendre les éléments positifs des législations des deux communautés semble justifié.

La partie relative à l'aide (contrainte) à la jeunesse se base sur l'ordonnance existante qui, en soi, reprenait, en grande partie, l'« ancien » système fédéral de la loi relative à la protection de la jeunesse. En même temps, l'avant-projet conserve – heureusement – les principes les plus importants qui ont été également intégrés dans les décrets communautaires : le principe de subsidiarité (préférer l'aide volontaire si possible), une procédure « normale » et une « procédure d'extrême urgence » pour pouvoir – lorsque c'est nécessaire – agir immédiatement, et une hiérarchie au sein de l'éventail des mesures possibles, parmi lesquelles le placement est la dernière option⁶.

La partie relative au traitement de la délinquance juvénile semble surtout s'inspirer du modèle de la Communauté française, qui est toujours basé sur le modèle protectionnel de la loi relative à la protection de la jeunesse, avec quelques ajustements. Les auteurs de l'avant-projet d'ordonnance écrivent que « *choix a été fait de maintenir au sein de l'ordonnance la philosophie protectionnelle de la loi du 8 avril 1965 dans sa réaction à la délinquance juvénile tout en y intégrant cependant des éléments de nature sanctionnelle en insistant sur la responsabilité du jeune, celle des titulaires de l'autorité parentale à son égard et le critère de la protection sociétale* »⁷. Le CSJ signale que la Communauté flamande souhaite, quant à elle, passer à un modèle de responsabilisation, dans lequel l'idée de restauration conserve aussi une place de premier plan.

L'avenir nous dira si la mise en œuvre pratique de ces modèles distincts fera réellement apparaître des différences fondamentales. Dans le modèle protectionnel, les jeunes et leur entourage peuvent aussi être activés et, dans un modèle de responsabilisation, une attention est, bien entendu, aussi accordée aux facteurs criminogènes qui doivent être traités par le biais d'une aide poussée et ayant des fondements pédagogiques.

Bien entendu, il y a des raisons valables de créer quelque chose de conforme à ce qui préoccupe la communauté et de choisir explicitement de mettre, ou non, davantage l'accent sur d'autres choses. Mais, le plus important pour le CSJ est qu'un système fonctionne et engrange des résultats. À cet égard, il manque, dans l'avant-projet d'ordonnance et l'exposé des motifs, l'engagement d'assurer un monitoring permanent du fonctionnement, de sorte que puisse être examiné, sur une base scientifique, quelles mesures sont efficaces et quelles mesures ne le sont pas, et ce afin que des ajustements puissent être apportés à la législation⁸.

« Le plus important est qu'un système fonctionne et engrange des résultats. »

⁶ Voir l'exposé des motifs, n° 3.3.3. *in fine*.

⁷ Exposé des motifs, n° 6.2.2.

⁸ À comparer avec l'article 88 du projet de décret de la Communauté flamande, qui est le reflet de l'objectif de travailler en se basant sur des preuves ("evidence based").

1.3. Cohésion

Le CSJ trouve positif que la Commission communautaire commune mette l'accent sur la cohésion entre l'aide (contrainte) à la jeunesse et le traitement de la délinquance juvénile. Ceci se traduit notamment par l'élaboration d'une seule et même ordonnance qui aborde les deux aspects, comme l'a aussi fait la Communauté française.

Il est important de se rendre compte que la justice et l'aide à la jeunesse interagissent, de telle sorte qu'il est nécessaire de renforcer et d'améliorer la collaboration entre les deux « secteurs ».

Une certaine cohésion est aussi nécessaire avec le droit pénal classique, qui s'applique aux adultes.

Le gouvernement fédéral a l'intention de réformer le Code pénal.

Contrairement à la Communauté flamande, les auteurs de l'avant-projet ont opportunément choisi de ne pas trop utiliser des renvois aux articles du Code pénal, par exemple, pour déterminer si des délais peuvent être prolongés ou pour rendre ou non possible le placement dans une institution publique.

C'est à juste titre qu' « il a (...) été choisi de faire référence aux faits nommément désignés dans le projet d'ordonnance et non plus en référence à des articles du Code pénal pour ne pas devoir modifier l'ordonnance si les faits infractionnels ne devaient plus être visés par les actuels articles du Code pénal en cas de révision de ce dernier »⁹.

Une autre bonne raison de désigner les infractions par leur nom est la lisibilité¹⁰.

1.4. Attention à accorder à l'applicabilité

Les citoyens nourrissent parfois d'énormes attentes vis-à-vis du juge de la jeunesse ; le citoyen part du principe que lorsqu'un juge de la jeunesse prend une décision, celle-ci est immédiatement et intégralement mise en œuvre.

Bruxelles est, à ce sujet, dans une situation très particulière : pour l'exécution des mesures, la Commission communautaire commune est, en grande partie, tributaire de chacune des deux communautés dont il est attendu qu'elles consacrent le budget nécessaire.

Toute réforme est tributaire de la manière dont celle-ci peut être mise en pratique. Lorsque des moyens suffisants ne sont pas investis pour appliquer effectivement les mesures ou les sanctions proposées, une loi restera lettre morte.

⁹ Exposé des motifs, commentaire de l'article 91.

¹⁰ Il convient de noter que dans le projet de nouveau livre II du Code pénal, les articles qui définissent les infractions sont systématiquement précédés d'un court titre. Ainsi, il est indiqué clairement et à un endroit quelle est la dénomination de chaque infraction.

2. Observations concernant la partie « aide à la jeunesse »

Même si l'aide contrainte à la jeunesse représente environ 90% du travail des magistrats de la jeunesse, le CSJ ne s'attardera pas sur cette partie de l'avant-projet d'ordonnance.

Ce système fonctionne relativement bien à Bruxelles et réunit les meilleurs principes des décrets de la Communauté flamande et de la Communauté française. De plus, les auteurs ont clairement tenu compte de quelques observations des magistrats de la jeunesse bruxellois. C'est surtout la mise en œuvre pratique des mesures qui pose parfois problème aux magistrats de la jeunesse (voir *supra*, concernant l'applicabilité des décisions judiciaires).

La principale difficulté réside cependant dans le fait que les juges de la jeunesse bruxellois¹¹ ne peuvent, dans le cadre de l'aide à la jeunesse, imposer de placement dans un régime fermé. Dans certains cas, il est nécessaire d'isoler le jeune de façon temporaire et de le protéger des influences extérieures. Les cas de délinquance ne sont pas les seuls à comporter des risques en matière de sécurité.

« Les cas de délinquance ne sont pas les seuls à comporter des risques en matière de sécurité. »

En Flandre, il existe, depuis de nombreuses années, une offre des institutions communautaires permettant d'accueillir les jeunes pendant une quinzaine de jours dans une section fermée pour une sorte de « pause restauratrice ». De cette manière, on essaye parfois de débloquer certains parcours d'aide qui sont dans l'impasse¹².

Une forme de « confinement » peut aussi être nécessaire dans d'autres cas.

L'exemple suivant est frappant. À la demande de l'Agence (flamande) pour le bien-être des jeunes (*Agentschap Jongerenwelzijn*), Child Focus a mené une enquête exploratoire en 2015 concernant l'accueil des victimes de proxénètes d'adolescents et de "loverboys". Ces criminels séduisent des adolescents dans le but de les exploiter dans la prostitution et, souvent aussi, dans d'autres activités illégales. Le rapport rendu par Child Focus le 25 janvier 2016 arrive notamment à la conclusion suivante:

« Les victimes de proxénètes d'adolescents ont besoin d'être protégées du milieu dans lequel elles ont atterri et, souvent aussi, d'elles-mêmes. Souvent, elles sont incapables de (bien) mesurer les dangers de la situation à laquelle elles sont arrivées. De ce fait, elles ne peuvent pas résister à la force d'attraction qui émane du/des proxénète(s) d'adolescents et continuent à s'exposer à l'exploitation sexuelle, aux drogues, à la criminalité et à la violence. C'est pourquoi il est souvent recommandé de les placer, pendant quelques mois, dans un cadre fermé et/ou isolé, de façon à ce qu'elles puissent revenir à la raison et couper les liens avec leur réseau destructeur »¹³.

Il est très improbable que la problématique des proxénètes d'adolescents ou des "loverboys", qui vont souvent recruter des jeunes filles dans les institutions pour jeunes, qui abusent d'elles et les font entrer dans des réseaux de prostitution, soit un phénomène purement flamand.

Le CSJ insiste pour que l'avant-projet d'ordonnance soit adapté sur ce point.

¹¹ Il en va de même pour les juges de la jeunesse "de Wallonie".

¹² « Conceptnota Gemeenschapsinstellingen 3.0. » (note conceptuelle relative aux institutions communautaires 3.0.), p. 15, disponible (en néerlandais) à l'adresse suivante : https://www.jongerenwelzijn.be/assets/docs/jeugdhulp/publieke-jeugdinstellingen/conceptnota_gi_3.0.pdf.

¹³ « Slachtoffers van tienerpooiers in Vlaanderen » (victimes de proxénètes d'adolescents en Flandre), p. 56-57, disponible (en néerlandais) à l'adresse suivante : http://www.childfocus.be/sites/default/files/rapport_tienerpooiers_en_hun_slachtoffers_1.pdf. Le rapport indiquait toutefois que le fonctionnement de la (à l'époque) seule section fermée au sein de l'institution communautaire pour jeunes filles était inadaptée pour cette catégorie de victimes. Child Focus plaidait pour une maison d'accueil spécialisée, située à un endroit isolé et secret.

3. Observations concernant la partie « protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction »

Le CSJ doit s'arrêter plus en détail sur les dispositions relatives à la « délinquance juvénile », parce que les différences entre les régions, non seulement, rendent le travail des magistrats de la jeunesse à Bruxelles plus difficile, mais aussi parce que ces différences seront sans aucun doute constatées par les jeunes eux-mêmes (et leurs familles) et par le grand public.

3.1. La limitation dans le temps de la phase préparatoire

En l'état actuel, la procédure provisoire peut théoriquement être prolongée jusqu'à la majorité (pour l'aide à la jeunesse) ou même jusqu'au vingt-troisième anniversaire (pour les faits qualifiés infractions). Jusqu'à ces dates, le tribunal de la jeunesse peut donc prendre des mesures sans qu'il ait été constaté que les faits sont prouvés.

L'article 13 de l'avant-projet dispose que la durée de la phase préparatoire est limitée à 9 mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse. Cette durée ne peut pas être prolongée en ce qui concerne l'aide à la jeunesse.

Cette possibilité existe exceptionnellement lorsque le juge de la jeunesse doit se pencher sur une demande concernant un fait qualifié infraction. L'article 62 prévoit la possibilité de prolonger la phase préparatoire de trois mois « *si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie* ». Durant cette période, des mesures provisoires ne peuvent être prises ou maintenues que « *si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent* ». Le juge de la jeunesse doit le motiver de façon expresse. Ce système est repris du Code de la Communauté française et est suffisamment flexible. Contrairement à la région de langue française¹⁴, dans l'avant-projet d'ordonnance, une limitation de la durée totale a cependant été fixée à 24 mois. En Flandre aussi, le souhait est de limiter expressément la phase préparatoire à 2 ans. Le CSJ peut l'accepter, mais signale le risque que, dans des dossiers exceptionnels et complexes, même un délai de deux ans pourrait ne pas suffire pour clôturer l'enquête.

Dans ses avis sur les textes de la Communauté flamande et de la Communauté française, le CSJ a proposé de porter la durée de principe de la phase préparatoire à un an et de prévoir que ce délai puisse être prolongé, par exemple, tous les trois mois, à la condition que cela soit expressément motivé.

3.2. La prise en compte d' « indices sérieux de culpabilité »

L'article 60 de l'avant-projet dispose qu'une mesure provisoire ne pourra être prise « *que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière* ».

Dans son avis à propos de l'avant-projet de la Communauté flamande, le CSJ a mis en garde sur le fait que la prise en compte d' « indices sérieux de culpabilité » pourrait modifier le fonctionnement des

¹⁴ Au sens de l'article 4 de la Constitution. Le territoire visé recouvre celui de la Communauté française à l'exception de Bruxelles, ou, autrement dit, la partie francophone de la Wallonie (à l'exclusion de sa partie germanophone).

tribunaux de la jeunesse de façon particulièrement fondamentale. Cet avis se basait sur la jurisprudence de la Cour constitutionnelle. Le raisonnement était que le juge qui a déjà dû juger des « indices sérieux de culpabilité » ne pourrait plus, par après, être impartial pour se prononcer quant à la culpabilité ou non. Cela signifie qu'un juge de la jeunesse qui a pris des mesures dans la phase préparatoire, ne pourrait plus rendre de jugement quant à « ses » jeunes lorsque le fond de l'affaire sera traité par le tribunal de la jeunesse. Le modèle suivant lequel le même juge de la jeunesse peut construire un lien avec le jeune et sa famille était donc mis à mal.

Le Gouvernement flamand était (heureusement) favorable à une continuité aussi grande que possible du suivi du jeune et a modifié le texte. Les termes « indices sérieux de culpabilité » ont été remplacés par un concept quelque peu sibyllin : il faut qu'il existe des « *indices sérieux et suffisants qu'une enquête plus approfondie est nécessaire* ».

Dans le Code de la Communauté française, la notion d' « indices sérieux de culpabilité » n'est pas non plus employée.

Le Conseil d'État a clarifié cette problématique dans un avis adressé au Gouvernement flamand¹⁵. En se référant à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et à la Convention relative aux droits de l'enfant, le Conseil d'État conclut qu'il semble que les « *dispositions envisagées n'imposent pas de modification de l'organisation existante des juridictions de la jeunesse* ».

Par prudence, il vaudrait mieux aligner le texte de l'ordonnance sur le projet de décret flamand relatif au droit de la délinquance juvénile ou sur le Code de la Communauté française.

3.3. Hiérarchie des mesures et des sanctions

Comme la Communauté flamande et la Communauté française, les auteurs de l'avant-projet souhaitent introduire une hiérarchie des mesures possibles. Le modèle restaurateur est fort heureusement mis en avant, tout en prévoyant d'autres mesures possibles à côté de celui-ci, parmi lesquelles le placement en institution fermée qui est à prendre en considération en dernier lieu.

3.4. Mesures de remplacement en cas de non-respect des « conditions »

L'article 68 de l'avant-projet prévoit la possibilité pour le juge de la jeunesse de mettre des conditions au maintien du jeune dans son milieu de vie. Cette possibilité existait déjà dans la loi relative à la protection de la jeunesse et est maintenue tant dans le projet de décret de la Communauté flamande que dans le Code de la Communauté française. Le juge de la jeunesse peut donc décider de ne pas placer le jeune ailleurs que chez lui s'il satisfait à une ou plusieurs « conditions ». Le juge de la jeunesse peut être créatif en la matière. Traditionnellement, il s'agit par exemple d'une interdiction de contact, d'une interdiction de lieu, de l'obligation de participer à certaines activités, d'aller à l'école, de se faire traiter dans un centre de santé mentale, d'une assignation à résidence, etc.¹⁶.

¹⁵ Avis du Conseil d'État n° 62.779/3 du 18 avril 2018 à propos d'un avant-projet de décret de la Communauté flamande relatif au droit de la délinquance juvénile, p. 27 et s., point 32.

¹⁶ Cf. article 68, § 3, de l'avant-projet.

Le projet de décret flamand est un peu plus explicite sur certains points: il y est mentionné que la durée maximale de la période au cours de laquelle les conditions doivent être respectées est de tout au plus un an, et que la durée des projet d'apprentissage ou d'un « *service à la communauté* » ne peut être que de *maximum 60 heures*¹⁷. L'avant-projet d'ordonnance, comme en région de langue française¹⁸, se base sur la loi relative à la protection de la jeunesse et le travail d'intérêt général est considéré comme une mesure d'instruction. Dans la phase préparatoire, un tel travail pourra durer *au maximum 30 heures*. Le choix de cette limitation à 30 heures se fonde sur la jurisprudence de la Cour de Cassation qui soulignait qu'un tel travail ne peut constituer une sanction ou une mesure exclusivement éducative; le but est que le jeune effectue un travail pour permettre la réalisation d'investigations^{19 20}.

Le juge de la jeunesse peut également adapter ultérieurement les conditions à des circonstances spécifiques. Il peut ainsi réagir à la modification des circonstances. Cette adaptation peut être appliquée sur initiative propre, à la demande des parents²¹, du jeune, ou du Procureur du Roi. Le juge de la jeunesse doit avoir entendu le jeune avant de modifier les conditions. Les conditions ne peuvent cependant pas être renforcées ou alourdies. Le système est donc suffisamment flexible.

La question se pose de savoir ce qui se passera si le jeune ne respecte pas les conditions.

Le deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 68 de l'avant-projet d'ordonnance est inspiré par le modèle flamand. La première phrase de cet alinéa dispose ce qui suit : « *Le juge prévoit simultanément (lorsqu'il fixe des conditions) une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge* ». Comme mesure de remplacement, le juge a le choix entre une prestation d'intérêt général, un accompagnement ou une guidance, ou encore le placement en institution publique²².

Le CSJ constate que le projet de décret de la Communauté flamande ouvre la possibilité de recourir à une « mesure ambulatoire »²³ en tant que « mesure de remplacement » dans le cadre de la procédure préparatoire. Le juge de la jeunesse peut aussi fixer des conditions (autres ou additionnelles), ou prévoir un placement dans une institution communautaire²⁴, comme contrainte. Une disposition similaire s'applique pendant la phase au fond (on parle alors de « sanctions »).

« L'exécution d'un placement ouvert dans une institution communautaire flamande ne sera pas réalisable. »

Notons qu'en Flandre, à l'avenir, tout placement dans une institution communautaire sera un placement fermé, pour les délinquants juvéniles. Concrètement, l'avant-projet d'ordonnance autorise le juge de la jeunesse bruxellois à placer un

délinquant juvénile dans une institution communautaire à régime ouvert, alors que cela ne peut être mis en œuvre dans les institutions flamandes. Autrement dit : un jeune néerlandophone qui a eu un comportement délinquant et qui a été placé par le juge de la jeunesse bruxellois se retrouvera d'office

¹⁷ Voir l'article 25, § 2, § 3 et § 4 du projet de décret de la Communauté flamande.

¹⁸ Article 101, § 1^{er}, 2^o, du Code.

¹⁹ Cass., 21 mai 2003, disponible sur www.juridat.be et cité par l'exposé des motifs (commentaire de l'article 64).

²⁰ Il reste à savoir si le jeune perçoit, lui aussi, l'obligation d'effectuer un travail comme une « mesure d'instruction ».

²¹ Plus précisément : les « *personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard (du jeune)* ».

²² L'article 68, § 1^{er}, deuxième alinéa, deuxième phrase, renvoie, en effet, à l'article 64, alinéa 3, 2^o, 4^o ou 7^o.

²³ Le texte du projet de décret ne dit pas ce qu'implique précisément cette « mesure ambulatoire ». Il s'agit d'ailleurs là d'un point critiqué par le CSJ. Le concept est défini comme une *réaction non résidentielle à un délit juvénile, proposée au sein d'une structure sans que le mineur (...) y passe la nuit, ou à un autre endroit qu'au sein d'une structure, et reposant sur des méthodes qui réduisent le risque de récidive et font fortement appel à l'activation du contexte du mineur* (cf. art. 24, alinéa 2, du projet de décret).

²⁴ Soit pour une orientation fermée d'un mois, soit un placement de maximum 3, 6 ou 9 mois, pour autant qu'il y ait d'abord eu une orientation.

dans un régime fermé, alors que ce ne sera pas nécessairement le cas pour un délinquant juvénile francophone lorsqu'il est envoyé dans une institution publique de protection de la jeunesse (en abrégé, « IPPJ ») ...

Le juge de la jeunesse peut également rapporter les conditions²⁵, lorsqu'un parquet a introduit une procédure pour une « nouvelle » infraction ou lorsque le jeune ne respecte pas ou pas suffisamment les conditions. Le juge de la jeunesse doit d'abord entendre le jeune (et son avocat). Il peut également entendre les parents et le Procureur du Roi. Lorsque les conditions sont rapportées, le juge ordonne les mesures de remplacement (ou, exceptionnellement, une autre mesure plus adaptée)²⁶.

Le CSJ observe que le projet de décret flamand a été adapté entre-temps. Ce que l'on entendait par « une nouvelle infraction » n'était en effet pas clair. Il est désormais précisé que la « révocation » est possible lorsqu'il existe des indices sérieux suffisants qu'une enquête plus approfondie est nécessaire quant à la commission d'une nouvelle infraction par le jeune. L'exposé des motifs précise qu'une « nouvelle » infraction est une infraction que le jeune aurait commise pendant la « période d'essai » au cours de laquelle il doit respecter les conditions imposées²⁷. En Flandre, dans cette hypothèse, un réquisitoire (de saisine ampliative) du Procureur du Roi ne serait apparemment pas ou plus nécessaire pour cette nouvelle infraction et le juge de la jeunesse pourra imposer une des mesures sans devoir se limiter aux mesures de remplacement qu'il avait prévues à l'origine.

L'avant-projet d'ordonnance permet, heureusement, de tenir compte du fait que les circonstances peuvent avoir considérablement changé au moment où les conditions doivent être révoquées et que la mesure de remplacement fixée préalablement peut ne plus être adéquate.

3.5. Offre de soutien à la parentalité

La loi relative à la protection de la jeunesse prévoyait depuis 2006 la possibilité de faire suivre un « stage parental » par les parents d'un délinquant juvénile²⁸. Cette mesure n'a pourtant remporté que peu de succès et n'était, *de facto*, plus appliquée depuis des années.

Le stage parental ne figure plus en tant que tel dans le projet de décret flamand²⁹. La Communauté française ne l'a plus repris non plus dans son Code.

Il est donc étonnant que les auteurs de l'avant-projet d'ordonnance prévoient malgré tout une offre pour les parents³⁰. « *Les parents sont souvent dépassés par la délinquance de leur enfant. Plutôt que de les sanctionner, il nous a paru opportun de pouvoir les aider face à cette délinquance et de leur donner des pistes de réflexion, des aides, des soutiens dans leur rôle de parents. Il nous semble beaucoup plus opportun de les impliquer sur une base volontaire* », indique le commentaire de l'article 34 au sein de l'exposé des motifs. Le Procureur du Roi ou le juge de la jeunesse peuvent proposer un soutien à la parentalité aux parents, qui ne doivent pas rendre de comptes à ce sujet.

²⁵ Le projet de décret flamand utilise le terme « révoquer ».

²⁶ Article 68, § 8, de l'avant-projet d'ordonnance.

²⁷ Exposé des motifs, p. 32.

²⁸ Article 29*bis* de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, inséré par la loi du 13 juin 2006, (et entré en vigueur le 2 avril 2007).

²⁹ L'article 3, § 4, du projet de décret dispose cependant que : « Le fait que les parents ou les responsables de l'éducation assument la responsabilité lors de l'exercice de droits et d'obligations est respecté à tous les niveaux de l'intervention sociale. » En bref: il faut impliquer autant que possible les parents dans toute mesure, sanction ou réaction.

³⁰ Articles 34 et 59 de l'avant-projet.

Il est, bien évidemment, positif en soi d'essayer de (ré)activer les parents et de les soutenir dans la réorientation et l'éducation de leur enfant. Les auteurs de l'avant-projet maintiennent cependant la condition selon laquelle les parents doivent paraître manifester un « *désintérêt caractérisé* » à l'égard du comportement délinquant du jeune et que ce désintérêt caractérisé doit avoir contribué aux problèmes du mineur. Le CSJ se demande si les personnes qui manifestent un « *désintérêt caractérisé* » réagiront à une proposition qui reste relativement sans engagement. Il s'agit aussi de savoir comment un magistrat peut juger de ce « *désintérêt caractérisé* ».

Le CSJ constate également que ce sont vraisemblablement uniquement les « parents » qui sont associés à cette offre. Si l'intention est de développer plus avant ces projets, il semble utile que l'offre soit élargie à toute personne qui assume un rôle éducatif. La société actuelle connaît en effet un nombre en croissance constante de modèles familiaux.

3.6. Placement en institution publique lors de la phase préparatoire

3.6.1. Délais

Les auteurs de l'avant-projet d'ordonnance souhaitent clairement limiter les placements en institution publique. L'article 76 prévoit qu'un placement, qu'il soit en milieu ouvert ou fermé, ne peut durer plus d'un mois. Ce délai peut être prolongé de mois en mois, à condition que la décision motivée du juge de la jeunesse soit justifiée par des "*circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique ou propres à la personnalité de l'intéressé et qui nécessitent le maintien de ces mesures. L'intéressé, son conseil et le directeur de l'établissement seront préalablement entendus.*" S'il s'agit d'un régime fermé, l'adolescent doit également faire preuve d'un "*comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui*" et il doit exister des raisons sérieuses de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers. Cette disposition s'inspire largement de la réglementation en vigueur en Communauté française.

Il faut noter que dans le Code de la Communauté française, le placement initial dans une institution publique peut durer trois mois au lieu d'un seul.

Le décret flamand s'écarte considérablement de cette approche. Les placements des jeunes en Flandre pour faits de délinquance se font toujours dans un régime fermé³¹. Un placement dans une institution communautaire flamande a toujours initialement une "orientation fermée" dans une section d'une institution communautaire, pour une durée d'un mois. Un screening multidisciplinaire motive cette orientation : le juge de la jeunesse reçoit déjà un (premier) avis, après une évaluation des risques, sur la question de savoir si un placement en milieu fermé est réellement nécessaire. Si l'avis estime que l'enfermement n'est pas nécessaire, une réunion (en cabinet) a lieu dans les 48 heures pour entendre les intéressés (audition). Si l'avis recommande un maintien de l'enfermement, le mineur (ou son avocat) peut demander une audience (droit d'être entendu). À la fin de la période d'orientation, le juge de la jeunesse reçoit une "proposition d'orientation". Un placement dans une institution communautaire pour une durée (maximale) de 3, 6 ou 9 mois n'est possible que si une proposition d'orientation est (a été) faite en ce sens. Pour un même acte de délinquance juvénile, une seule prolongation pour deux mois est possible.

³¹ La différence entre un régime fermé et un régime ouvert dans les institutions publiques était et est par ailleurs plutôt théorique : les jeunes ne sont en réalité pas libres d'aller et venir où ils le veulent ...

En d'autres termes : si nous supposons qu'une phase préparatoire ordinaire dure 9 mois ³², le juge de la jeunesse qui place le mineur dans une institution de la communauté flamande devra organiser une audience lors de la première présentation, probablement encore une après 10 jours d'orientation, une nouvelle 20 jours plus tard pour un placement prolongé (pour quelques mois), et six mois après la première présentation, une audience pour pouvoir prolonger la durée de base de la phase préparatoire. En tout, quatre audiences donc.

Pour un jeune dont le juge de la jeunesse souhaite maintenir, pendant 9 mois, le placement durant la phase préparatoire en régime fermé dans une IPPJ³³, il / elle devra organiser une audience lors de la première présentation, une autre vraisemblablement après 3 mois et ensuite une à l'échéance du quatrième, du cinquième, du sixième, du septième et du huitième mois. Donc, 7 audiences en région de langue française. Et même 9 à Bruxelles.

Cela illustre comme des choix liés aux différentes manières de prévoir des garanties juridiques suffisantes peuvent aussi engendrer des différences au niveau du volume de travail des juges.

3.6.2. Conditions

Les conditions permettant de confier un jeune de plus de 14 ans à une institution publique / communautaire en régime fermé diffèrent également. Le jeune doit être suspecté de faits qui, s'il avait été majeur, auraient été punis de :

Bruxelles	Flandre	Communauté française
Peine d'emprisonnement correctionnel principal de 5 ans ou plus, autre que pour un vol simple, un recel ordinaire ou une fraude informatique	Peine d'emprisonnement correctionnel principal de 3 ans ou une peine plus lourde	Réclusion de 5 ans ou plus
Ou coups et blessures avec circonstances aggravantes.		Ou coups et blessures ayant entraîné une maladie incurable, une incapacité permanente de travail de plus de 4 mois, la perte (totale) d'un organe, ou une mutilation grave
Ou un fait grave dans le cadre du droit humanitaire international, une infraction terroriste, un attentat à la pudeur avec violences ou menaces, une association de malfaiteurs (en vue de commettre un crime ou un fait qualifié de menace aux personnes)		Ou un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire, une infraction terroriste, un attentat à la pudeur avec violences ou menaces, une association de malfaiteurs (en vue de commettre une infraction, des menaces verbales ou écrites contre des personnes ou un attentat contre des personnes) puni d'une peine criminelle

³² En Flandre, la durée de base est de 6 mois.

³³ Il faut noter que des jeunes présentant un handicap mental attesté ou des troubles mentaux ne peuvent être placés dans une IPPJ. Cette limitation n'est pas prévue en Flandre.

Ou avoir commis un nouveau fait qualifié d'infraction après un jugement définitif de placement dans une institution publique		Ou avoir commis un nouveau fait qualifié d'infraction après un jugement définitif de placement dans une institution publique
Ou en cas de non-respect des mesures précédemment imposées ³⁴		Ou en cas de non-respect des mesures précédemment imposées ³⁵

Le juge de la jeunesse peut exceptionnellement placer des jeunes à partir de 12 ans dans une institution publique / communautaire.

L'avant-projet d'ordonnance et le Code de la communauté française ne le permettent pas en régime fermé ; le placement des mineurs âgés de moins de 14 ans n'est possible que dans la section « ouverte ». Ce sont pratiquement les mêmes conditions³⁶ que pour les plus de 14 ans qui doivent être réunies, à savoir que le jeune ait porté une atteinte grave contre la vie ou la santé d'autrui et que son comportement soit particulièrement dangereux.

En Flandre, un placement (fermé) des moins de 14 ans peut exceptionnellement être admis s'ils sont soupçonnés de faits qui, s'ils avaient été majeurs, auraient été punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans ou d'une peine plus lourde.

3.7. Mesures/sanctions au fond

Il est ici utile d'indiquer comment les juges de la jeunesse peuvent réagir à la délinquance des jeunes au moment de prononcer la peine. Le schéma ci-dessous ne tient pas compte de la hiérarchie instituée par chaque communauté.

Bruxelles	Flandre	Communauté française
Médiation réparatrice	Médiation réparatrice	Médiation réparatrice
Concertation restauratrice en groupe	Concertation restauratrice en groupe	Concertation restauratrice en groupe
Réprimande	Réprimande	Réprimande ³⁷
	Absence de sanction (parce qu'une mesure a été déjà exécutée)	

³⁴ Dans ce cas, le placement peut durer au maximum 6 mois et ne peut être prolongé.

³⁵ Dans ce cas, le placement peut durer au maximum 6 mois et ne peut être prolongé.

³⁶ Légère nuance : en Communauté française, il s'agit de faits qui sont punissables d'une peine d'emprisonnement correctionnel principal de 5 ans ou plus, autre qu'un vol simple, un recel ordinaire ou une fraude informatique.

³⁷ Il est à remarquer que la réprimande (certes comme unique mesure) peut également être appliquée à des jeunes de moins de 12 ans. Ce n'est pas le cas en Flandre.

Projet pour jeunes	Projet positif d'un maximum de 220 heures	Projet écrit
Mise sous surveillance par un service social	38	Mise sous surveillance par le service de protection de la jeunesse via le directeur
Prestation éducative et d'intérêt général de 30 à 150 heures	39	Prestation éducative et d'intérêt général de maximum 150 heures
	Sanction ambulatoire	
Suivi d'un accompagnement éducatif intensif ou d'un autre accompagnement	40	Suivi d'un accompagnement éducatif intensif ⁴¹
Se faire suivre par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale, un centre psychomédico-social agréé ou un centre compétent pour le traitement des assuétudes (en cas de constat de la nécessité de pareil traitement)	42	Se faire suivre par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale, un centre psychomédico-social agréé ⁴³
Participation à un ou plusieurs modules de formation ou de conscientisation (...)	44	Participation à un ou plusieurs modules de formation ou de conscientisation (...) ⁴⁵
Participation à une ou plusieurs activités sportives, sociale ou culturelles encadrées	46	Participation à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées. ⁴⁷
Fréquenter régulièrement une école d'enseignement ordinaire ou spécial	48	Fréquenter régulièrement une école d'enseignement ordinaire ou spécial ⁴⁹

³⁸ En Flandre, la mise sous surveillance ne constitue pas une sanction autonome. L'ensemble des sanctions (à l'exception de la réprimande et de l'absence de sanction) emportent une mise sous surveillance.

³⁹ Peut-être comme « sanction ambulatoire » ?

⁴⁰ Il est concevable que la « sanction ambulatoire » puisse également intégrer ces formes d'accompagnements ou qu'elle en constitue une « condition ».

⁴¹ Compris dans la mesure générique « l'accompagnement et la guidance » (article 120 du Code).

⁴² Il est concevable que la « sanction ambulatoire » puisse également intégrer ces formes d'accompagnements.

⁴³ Compris dans la mesure générique « l'accompagnement et la guidance » (article 120 du Code).

⁴⁴ Il est concevable que la « sanction ambulatoire » puisse également intégrer ces formes d'accompagnements ou qu'elle en constitue une « condition ».

⁴⁵ Compris dans la mesure générique « l'accompagnement et la guidance » (article 120 du Code).

⁴⁶ Il est concevable que la « sanction ambulatoire » puisse également intégrer ces formes d'accompagnements ou qu'elle en constitue une « condition ».

⁴⁷ Compris dans la mesure générique « l'accompagnement et la guidance » (article 120 du Code).

⁴⁸ Cela peut être considéré comme une « condition ».

⁴⁹ Compris dans la mesure générique « l'accompagnement et la guidance » (article 120 du Code).

Conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie	Conditions	Conditions lui permettant d'être maintenu dans son milieu de vie ⁵⁰
Suivre un accompagnement post-institutionnel	51	Suivre un accompagnement post-institutionnel ⁵²
Confier le jeune à une institution spécialisée en vue de son traitement (si la nécessité de pareil traitement est constatée)	53	Confier le jeune à une institution spécialisée en vue de son traitement (si la nécessité de pareil traitement est constatée) ⁵⁴
55	56	Placement auprès d'un membre de la famille ⁵⁷
	58	Placement chez un 'accueillant familial' ⁵⁹
Placement dans une institution publique (max. 6 mois) ⁶⁰	Placement au sein d'une institution communautaire pour une orientation fermée d'un mois	Placement dans une institution publique (max. 6 mois) ^{61 62}
	Placement au sein d'une institution communautaire pour un encadrement fermé de 3, 6 ou 9 mois au maximum	
	Placement au sein d'une institution communautaire pour un encadrement fermé de 2, 5 ou 7 ans maximum	

⁵⁰ Compris dans la mesure générique "l'accompagnement et la guidance" (article 120 du Code).

⁵¹ Cela peut être considéré comme une "condition".

⁵² Article 121 du Code.

⁵³ Cela peut certainement être rapproché de la mesure "confier à une section d'un service pédopsychiatrique", ou en constituer une « condition ».

⁵⁴ Compris dans la mesure "éloignement du milieu de vie" (article 122 du Code).

⁵⁵ Un placement du jeune auprès d'un membre de la famille peut être considéré à Bruxelles comme une condition visant à son maintien dans son milieu de vie.

⁵⁶ Un placement du jeune auprès d'un membre de la famille peut-il être considéré comme une condition en Flandre ? Ou le placement doit-il être organisé conformément au décret *Aide intégrale à la jeunesse* ?

⁵⁷ Compris dans la mesure "éloignement du milieu de vie" (article 122 du Code).

⁵⁸ Un placement du jeune auprès d'un membre de la famille peut-il être considéré comme une condition en Flandre ? Ou le placement doit-il être organisé conformément au décret *Aide intégrale à la jeunesse* ?

⁵⁹ Compris dans la mesure "éloignement du milieu de vie" (article 122 du Code).

⁶⁰ De facto le terme maximum est de 6 mois. Les placements dans une section fermée d'une institution publique doivent être revus tous les 6 mois (article 90 de l'avant-projet d'ordonnance).

⁶¹ De facto le terme maximum est de 6 mois. Les placements dans une section fermée d'une institution publique doivent être revus tous les 6 mois (article 113, §4, deuxième alinéa du Code).

⁶² Compris dans la mesure "éloignement du milieu de vie" (article 122 du Code).

En Flandre, les sanctions les plus lourdes associent une surveillance ou un suivi électronique à un encadrement. La surveillance électronique peut également intervenir indépendamment d'un placement dans une institution communautaire⁶³.

L'encadrement en régime fermé de longue durée dans une institution communautaire pour 2, 5 ou 7 ans est soumis à certaines conditions strictes⁶⁴. Une mise à la disposition du tribunal de la jeunesse (voire ensuite du tribunal d'application des peines) peut également suivre pour une durée maximale de 10 ans⁶⁵.

Un élément positif de l'avant-projet d'ordonnance et du Code de la communauté française est que le tribunal de la jeunesse doit expliciter la mise sous surveillance et indiquer précisément ce qui est attendu du service compétent.

3.8. Le dessaisissement

Le CSJ suppose que le titre "de onttrekking" figurant au-dessus de l'article 91 de l'avant-projet fait en réalité référence à la notion connue de "de uithandengeving". Par l'effet du dessaisissement, un jeune sera jugé, comme un adulte, par la "chambre des dessaisissements" du tribunal de première instance.

Il y a, en ce qui concerne cette question, des différences entre les réglementations (envisagées) des différentes communautés. Le présent avis ne s'attarde pas sur ce sujet car il y a relativement peu de jeunes qui font l'objet d'un dessaisissement.

Le CSJ constate une nouvelle fois que l'option de supprimer le dessaisissement, recommandée par plusieurs instances internationales ou nationales, n'a pas été retenue.

⁶³ Le CSJ s'est montré critique dans son avis au sujet de ce concept, principalement parce qu'il n'était à ce moment pas clair ce qu'il recouvrait précisément.

⁶⁴ Article 37, § 1^{er} à § 7, du projet de décret.

⁶⁵ Article 37, § 8, du projet de décret. Le CSJ a critiqué ce système.

4. Conclusion et recommandations

L'avant-projet d'ordonnance est une tentative très louable de réconcilier les modèles et les règles parfois distinctes des deux Communautés. Les différences entre les législations même relativement minimales n'en apparaîtront pas moins incompréhensibles voire infondées pour les observateurs non avertis.

Il est pratiquement impossible de résoudre cette situation complexe qui résulte de la structure de l'État. La migration d'une règle de compétence territoriale vers un système où le lieu de commission de l'infraction constituerait l'unique critère de rattachement aurait pour sa part l'inconvénient de déconnecter complètement, l'une de l'autre, l'aide à la jeunesse et l'approche de la délinquance juvénile.

Le CSJ formule les recommandations suivantes à l'intention de la Commission communautaire commune :

- Veiller à une collaboration approfondie entre les communautés, qui doivent faire preuve de respect à l'égard de la spécificité de la situation à Bruxelles.
- Soumettre le texte, tant néerlandais que français, à un contrôle approfondi de sa lisibilité par des linguistes.
- Se doter d'un soutien et d'un monitoring scientifiques pour vérifier si, et dans quelle mesure, les mesures ont un effet (sur le plus long terme).
- Veiller à ce que les décisions des magistrats de la jeunesse puissent être mises en œuvre de manière effective.
- Prévoir la possibilité que l'aide à la jeunesse puisse également être dispensée dans une section fermée d'une institution.
- Envisager que la phase préparatoire ne soit pas limitée à 2 ans, moyennant de strictes conditions.
- Envisager de supprimer ou de remplacer la condition des « indices sérieux de culpabilité » pour prendre une mesure provisoire.
- Vérifier s'il n'est pas possible de réduire davantage les différences entre les mesures qui peuvent être prises respectivement en Flandre, à Bruxelles et en région de langue française.

Advies

Voorontwerp van ordonnantie van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie (Brussel) betreffende
jeugdhulpverlening en jeugdbescherming



Advies

Voorontwerp van ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie (Brussel) betreffende jeugdhulpverlening en jeugdbescherming

Bekrachtigd door de Algemene Vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie
op 17 oktober 2018

Er bestaat ook een Franstalige versie van dit advies.
Il existe aussi une version française du présent avis.

U kan dit advies raadplegen of downloaden op de website van de Hoge Raad voor de Justitie.

Hoge Raad voor de Justitie
IJzerenkruisstraat 67
B-1000 Brussel

Tel: +32 (0)2 535 16 16

www.hrj.be

Inhoudsopgave

INLEIDING	2
1. ALGEMENE BESCHOUWINGEN.....	3
1.1. Pleidooi voor een helder en toegankelijk taalgebruik.....	3
1.2. Overeenstemming zoeken tussen verschillende modellen	4
1.3. Samenhang.....	5
1.4. Aandacht voor de uitvoerbaarheid	5
2. OPMERKINGEN BIJ HET ONDERDEEL “JEUGDHULPVERLENING”	6
3. OPMERKINGEN BIJ HET ONDERDEEL “BESCHERMING VAN JONGEREN DIE VERVOLGD WORDEN VOOR EEN ALS MISDRIJF OMSCHREVEN FEIT”	7
3.1. De beperking in de tijd van de voorbereidende rechtspleging	7
3.2. Het in aanmerking nemen van “ernstige aanwijzingen van schuld”	7
3.3. Hiërarchie van de maatregelen/sancties	8
3.4. Vervangende maatregelen bij niet-naleving van “voorwaarden”.....	8
3.5. Aanbod van ondersteuning voor het ouderschap.....	10
3.6. Plaatsing in een openbare instelling in de voorbereidende fase	11
3.7. Maatregelen/sancties ten gronde.....	13
3.8. De “onttrekking” / de uithandengeving	16
4. BESLUIT EN AANBEVELINGEN	17

De HRJ formuleert de volgende aanbevelingen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

- Zorg voor een doorgedreven samenwerking tussen de gemeenschappen, die respect moeten betonen voor de eigenheid van de situatie in Brussel.
- Laat de tekst, zowel in het Nederlands als het Frans, grondig nakijken op zijn leesbaarheid door taaldeskundigen.
- Zorg voor wetenschappelijke ondersteuning en monitoring om na te gaan of en in welke mate de maatregelen (op langere termijn) effect hebben.
- Zorg er mee voor dat de beslissingen van de jeugdmagistraten ook effectief kunnen worden uitgevoerd.
- Voorzie in de mogelijkheid om ook jeugdhulpverlening in een gesloten afdeling van een instelling toe te laten.
- Overweeg om de voorbereidende rechtspleging niet tot 2 jaar te beperken, onder strikte voorwaarden.
- Overweeg om de voorwaarde “ernstige aanwijzingen van schuld” om een voorlopige maatregel te nemen, te schrappen of te vervangen.
- Ga na of de verschillen in maatregelen die mogelijk zijn in Vlaanderen, Brussel en het Franse taalgebied toch beperkter kunnen worden

Inleiding

De Hoge Raad voor de Justitie (hierna kortweg “HRJ”) nam het initiatief om -voor het eerst- een advies uit te brengen over een materie die behoort tot de gemeenschappen. Op 20 september 2017 heeft de HRJ een advies goedgekeurd over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse gemeenschap over het jeugddelinquentierecht¹. De impact van zo’n decreet op de werking van justitie en het vertrouwen van de burger in justitie is immers groot.

Kort nadien bracht de HRJ ook ambtshalve een advies uit over het ontwerp van de Franse gemeenschap over het Wetboek voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.² Half september 2018 vroegen de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan de HRJ om een advies op te stellen over een voorontwerp van ordonnantie betreffende jeugdhulpverlening en jeugdbescherming. De HRJ beschouwt deze vraag als een blijk van vertrouwen en erkenning van zijn expertise.

Een ordonnantie opstellen over de jeugdhulpverlening en het omgaan met jeugddelinquentie is een heikele opdracht. Het jeugdrecht is grotendeels gemeenschapsmaterie en voor de praktische uitvoering moeten de Brusselse instellingen zich wenden tot de gemeenschappen. De regelgeving van de gemeenschappen en de praktijken zijn allerminst gelijklopend, met alle gevolgen vandien.

In het jeugdrecht staat de jongere altijd centraal, en het jeugdrecht is bij uitstek een persoonsgebonden materie. Jeugdhulpverlening wordt gekoppeld aan de verblijfplaats van de ouders of –als zij niet samen wonen- het centrum van belangen van de minderjarige. Zo wordt de federale Jeugdwet³ geïnterpreteerd. Dat is logisch vanuit een pedagogisch en praktisch oogpunt: hulpverlening wordt best zo spoedig mogelijk georganiseerd en een gezin moet letterlijk van nabij kunnen opgevolgd worden. Gaat het om jeugddelinquentie, dan blijft dit principe gelden. Men wil immers jongeren, die hulp nodig hebben en/of delinquent gedrag hebben gesteld, op een goed pad brengen. En dat vergt natuurlijk een aanklampende begeleiding op maat, dichtbij. Bij volwassenen daarentegen is het aanknopingspunt de plaats waar het delict is gepleegd, en ligt de nadruk meer op wát er gebeurd is; de persoonlijkheid van de verdachte/dader komt feitelijk pas in een later stadium aan bod.

Deze benadering zorgt ervoor dat minderjarige mededaders aan eenzelfde misdrijf afzonderlijk worden berecht, zodat het mogelijk is dat verschillende jeugdrechters zich over dezelfde feiten buigen. In Brussel, waar verschillende wetgevingen van verschillende gemeenschappen moeten toegepast worden en zich vaak ook taalwijzigingen voordoen, leidt dat er bovendien toe dat verschillende minderjarige verdachten aan een totaal ander regime kunnen onderworpen worden. De HRJ stelt zich de vraag of dit allemaal wel uit te leggen valt aan de burger.

Het is dus allerminst eenvoudig voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie om alle verschillen en tegenstellingen te overbruggen. De Brusselse ordonnantie zou idealiter het beste van de wetgevingen van de twee gemeenschappen moeten verenigen.⁴

¹ http://www.hri.be/sites/default/files/press_publications/20170920_advies-jeugd-nl-def.pdf

² Advies van 6 november 2017 over het ontwerp van decreet van de Franse gemeenschap houdende het Wetboek voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, via http://www.hri.be/sites/default/files/press_publications/advies-wetboek-madrane-nl.pdf

³ Artikel 44 van de Wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade.

⁴ Decreet van de Franse gemeenschap van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, jeugdhulpverlening en jeugdbescherming, B.S. 3 april 2018.

Ontwerp van decreet betreffende het jeugddelinquentierecht, 25 juli 2018, stuk 1670 (2017-2018), nr. 1, via <http://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=1417625>

De burger verwacht een vlot werkend systeem dat efficiënt en effectief is. Want dat is precies de invalshoek van de HRJ : de impact die de ordonnantie zou kunnen hebben op het vertrouwen van de burger in justitie en de vlotte werking van het gerecht. De HRJ heeft dus niet de ambitie om elk detail exegetisch of juridisch uit te pluizen, maar waar nodig zal hij wijzen op mogelijke inconsistenties of suggesties doen om het ontwerp te verbeteren.

1. Algemene beschouwingen

1.1. Pleidooi voor een helder en toegankelijk taalgebruik

Een van de projecten die zijn opgenomen in het Krokusplan van de HRJ (het meerjarenplan 2017-2020) betreft een vergrote aandacht voor een helder en toegankelijk taalgebruik.

Ook bij het wetgevend werk moet meer aandacht gaan naar de formulering en het gebruik van eenvoudige woorden en zinnen. De tekst van de ordonnantie zal immers door de volgende generaties veelvuldig worden overgenomen in geschreven documenten, procedurestukken en pleidooien. De burger is trouwens de eerste betrokkene en het is essentieel dat hij bij de eerste lezing de draagwijdte van de toepasselijke wetteksten begrijpt.

In zijn “project Kruid” over toegankelijke rechtstaal formuleert de HRJ de volgende aanbeveling aan de wetgever:

“Wees bewust van het belang om bij het opstellen van teksten taaldeskundigen in te schakelen die op de hoogte zijn van juridische kwesties. Taaldeskundigen en gespecialiseerde redacteurs kunnen teksten nog vereenvoudigen en ervoor zorgen dat de vertaalde teksten accuraat met elkaar overeenstemmen. Blijf de opstellers van wetteksten stimuleren om aandacht te hebben voor een toegankelijke taal.”⁵

De HRJ vraagt dus met aandring dat de auteurs van het voorontwerp taaldeskundigen raadplegen om de finale tekst nog leesbaarder en begrijpelijker te maken, zonder aan de juridische precisie te raken. Nog afgezien van het woordgebruik merkt de HRJ op dat nog veel werk is aan de Nederlandse tekst. Een aantal passages die zijn overgenomen van het Wetboek van de Franse gemeenschap zijn trouwens op een andere manier in de ordonnantie vertaald dan de vertaling van dat Wetboek zoals die is verschenen in het Belgisch Staatsblad.

⁵ Project Kruid, p. 19, via http://www.hrj.be/sites/default/files/press_publications/project-kruid_0.pdf

1.2. Overeenstemming zoeken tussen verschillende modellen

Het voorontwerp is duidelijk een compromistekst om tegemoet te komen zowel aan de bekommernissen van de Vlaamse als aan die van de Franse gemeenschap. De indruk overheerst dat het niet de ambitie is om een geheel eigen visie over jeugdhulpverlening of jeugddelinquentie te ontwikkelen, als dat al zou kunnen. Het is inderdaad een zeer gerechtvaardigde keuze om de positieve elementen van de wetgevingen van de twee gemeenschappen over te nemen.

Het deel over de (gedwongen) jeugdhulpverlening bouwt voort op de bestaande ordonnantie, die op zich grotendeels het “oude” federale systeem van de Jeugdwet heeft overgenomen. Tegelijk behoudt het voorontwerp –gelukkig maar- de belangrijkste principes die ook in de gemeenschapsdecreten zijn ingebed: het subsidiariteitsbeginsel (voorkeur voor vrijwillige hulpverlening indien dat mogelijk is), een “normale” procedure en een “hoogdringende procedure” om –wanneer dat noodzakelijk is- onmiddellijk te kunnen ingrijpen, en een hiërarchie van een waaier aan mogelijke maatregelen waarbij plaatsing als “laatste optie” wordt gezien.⁶

Het deel over de aanpak van jeugddelinquentie lijkt vooral geïnspireerd te zijn op het model van de Franse gemeenschap, dat nog steeds gebaseerd is op het beschermingsmodel van de Jeugdwet, met enkele bijstellingen. De auteurs van het voorontwerp van ordonnantie schrijven dat “er [voor] werd gekozen om (...) de beschermingsfilosofie van de wet van 8 april 1965 in diens reactie op jeugddelinquentie te behouden, maar er tegelijk wel sanctionele elementen in op te nemen door de nadruk te leggen op de verantwoordelijkheid van de jongere, die van de houders van het ouderlijk gezag ten opzichte van hem en het criterium van maatschappelijke bescherming.”⁷ De HRJ wijst er op dat de Vlaamse gemeenschap de overgang wenst te maken naar een “responsabiliseringsmodel” waarin de herstelgedachte ook een prominente plaats behoudt.

De toekomst zal uitwijzen of de toepassing in de praktijk van deze onderscheiden modellen ook werkelijk fundamenteel van elkaar zal verschillen. In het “beschermingsmodel” kunnen jongeren en hun omgeving ook worden geactiveerd, en in een “responsabiliseringsmodel” is uiteraard ook aandacht voor de criminogene factoren die met een aanklampende en pedagogisch verantwoorde hulpverlening moeten worden aangepakt.

Natuurlijk zijn er valabele redenen om vorm te geven aan wat leeft binnen de gemeenschap en er uitdrukkelijk voor te kiezen om elders meer accenten te leggen, of juist niet. Maar het belangrijkste voor de HRJ is dat een systeem wérkt en resultaten boekt. Wat dat betreft mist het voorontwerp van ordonnantie en de memorie van toelichting het engagement om de werking permanent te monitoren zodat op wetenschappelijke basis onderzocht kan worden welke maatregelen effectief zijn en welke niet, zodat de wetgeving kan bijgestuurd worden.⁸

“Het belangrijkste is dat een systeem wérkt en resultaten boekt.”

⁶ Zie de Memorie van Toelichting, randnummer 3.3.3. *in fine*.

⁷ Memorie van Toelichting, afdeling 6.2.2.

⁸ Vergelijk dit met artikel 88 van het ontwerpdecreet van de Vlaamse gemeenschap, dat de neerslag is van de doelstelling om “evidence based” te werken.

1.3. Samenhang

De HRJ vindt het positief dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de samenhang tussen (gedwongen) jeugdhulpverlening en de aanpak van jeugddelinquentie benadrukt. Dit uit zich onder meer door het uitwerken van één ordonnantie waarin beide aspecten aan bod komen, zoals ook de Franse gemeenschap heeft gedaan.

Het is van belang te beseffen dat justitie en welzijn op elkaar inspelen, zodat meer en betere samenwerking tussen beide “sectoren” noodzakelijk is.

Samenhang is er ook met het volwassenenstrafrecht.

De federale regering heeft plannen om het strafrecht te hervormen.

Anders dan de Vlaamse gemeenschap kiezen de auteurs van het voorontwerp er bewust niet voor om al te veel te verwijzen naar artikelen uit het Strafwetboek, bijvoorbeeld om te bepalen of termijnen verlengd kunnen worden, of om plaatsing in een openbare instelling wel of juist niet mogelijk te maken.

Terecht is er voor geopteerd om in het voorontwerp “naar de feiten die een inbreuk vormen met hun aangeduide term te verwijzen en niet langer naar artikelen uit het Strafwetboek, om de ordonnantie niet te moeten wijzigen” mocht het Strafwetboek herzien worden.⁹

Een andere goede reden om de misdrijven te benoemen, is de leesbaarheid.¹⁰

1.4. Aandacht voor de uitvoerbaarheid

Elke hervorming staat of valt met de wijze waarop deze in de praktijk kan omgezet worden. Wanneer onvoldoende middelen worden ingezet om voorgestelde maatregelen of sancties werkelijk uit te voeren, blijft een wet dode letter.

De verwachtingen van de burger naar de jeugdrechter zijn soms zeer groot; de burger gaat ervan uit dat wanneer de jeugdrechter een beslissing neemt, de uitvoering ervan onmiddellijk en onverkort volgt.

Brussel is wat dat betreft zeer bijzonder: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is voor de uitvoering van maatregelen grotendeels afhankelijk van elk van beide gemeenschappen.

⁹ Memorie van Toelichting, bespreking van artikel 91

¹⁰ Merk op dat het ontwerp van het nieuwe boek II van het Strafwetboek de artikelen waarin de misdrijven worden gedefinieerd telkens laat voorafgaan met een korte titel. Zo wordt ineens duidelijk gemaakt wat de benaming is van elk misdrijf.

2. Opmerkingen bij het onderdeel “jeugdhulpverlening”

Ook al maakt de gedwongen jeugdhulpverlening zowat 90% uit van het werk van de jeugdmagistraten, zal de HRJ niet diep ingaan op dit onderdeel van het voorontwerp van ordonnantie.

Dit systeem blijkt relatief goed te werken in Brussel en verenigt de beste principes van de decreten van de Vlaamse en Franse gemeenschap. Bovendien hebben de auteurs duidelijk rekening gehouden met enkele opmerkingen van Brusselse jeugdmagistraten. Het is vooral de concrete uitvoering van de maatregelen die de jeugdmagistraten soms als problematisch ervaren. (zie hoger omtrent de uitvoerbaarheid van rechterlijke beslissingen)

Het grootste pijnpunt is evenwel dat de Brusselse jeugdrechters geen plaatsing in een gesloten regime kunnen/mogen opleggen in het kader van de jeugdhulpverlening.¹¹ In sommige gevallen is het noodzakelijk om een jongere tijdelijk af te schermen en te beschermen tegen invloeden van buitenaf. Veiligheidsrisico's zijn er niet alleen in gevallen van delinquentie.

“Veiligheidsrisico's zijn er niet alleen in gevallen van delinquentie.”

In Vlaanderen is er sinds vele jaren wél een aanbod van de gemeenschapsinstellingen om jongeren gedurende een tweetal weken op te vangen in een gesloten afdeling als “herstelgerichte time out”. Op die manier probeert men soms vastgelopen hulpverleningstrajecten vlot trekken.¹²

Een vorm van “beslotenheid” kan ook in andere casussen noodzakelijk zijn. Het volgende voorbeeld is markant. Op vraag van het Agentschap Jongerenwelzijn voerde Child Focus in 2015 een exploratief onderzoek uit over de opvang van slachtoffers van “tienerpooiers” of “loverboys”. Deze criminelen verleiden tieners met het doel hen uit te buiten in de prostitutie, en daarnaast vaak ook in andere illegale activiteiten. Het rapport van 25 januari 2016 van Child Focus concludeerde onder meer:

“Slachtoffers van tienerpooiers hebben nood aan bescherming voor het milieu waarin ze zijn terechtgekomen, en niet zelden ook voor zichzelf. Vaak kunnen ze de gevaren van de situatie waarin ze zijn terecht gekomen niet (goed) inschatten. Daardoor kunnen ze niet weerstaan aan de aantrekkingskracht die van de tienerpooier(s) uitgaat en blijven ze zich zo blootstellen aan seksuele uitbuiting, drugs, criminaliteit en geweld. Daarom is het vaak aangewezen om hen enkele maanden in een besloten en/of afgezonderd kader onder te brengen zodat ze tot inzicht kunnen komen en de banden met hun destructieve netwerk kunnen worden doorgesneden.”¹³

Het is zeer onwaarschijnlijk dat de problematiek van de tienerpooiers of loverboys, die vaak meisjes uit jeugdinstellingen ronselen, misbruiken en inzetten in prostitutienetwerken, een louter Vlaams fenomeen is.

De HRJ dringt erop aan dat het voorontwerp van ordonnantie op dat punt wordt aangepast.

¹¹ Ook de “Waalse” jeugdrechters kunnen dit niet.

¹² “Conceptnota Gemeenschapsinstellingen 3.0.”, p.15, via https://www.jongerenwelzijn.be/assets/docs/jeugdhulp/publieke-jeugdinstellingen/conceptnota_gi_3.0.pdf

¹³ “Slachtoffers van tienerpooiers in Vlaanderen”, p. 56-57, via http://www.childfocus.be/sites/default/files/rapport_tienerpooiers_en_hun_slachtoffers_1.pdf Het rapport voegde er wel aan toe dat de huidige werking van de toen enige gesloten afdeling van de gemeenschapsinstelling voor meisjes onaangepast was voor deze categorie slachtoffers. Child Focus pleitte voor een gespecialiseerd opvangtehuis op een afgelegen en geheime locatie.

3. Opmerkingen bij het onderdeel “bescherming van jongeren die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit”

De HRJ moet uitgebreider stil staan bij de bepalingen over “jeugddelinquentie”, omdat de eventuele verschillen tussen de regio’s niet alleen het werk van de jeugdmagistraten in Brussel bemoeilijken, maar ook omdat deze verschillen ongetwijfeld zullen opvallen bij de jongeren (en hun families) zelf én bij het grote publiek.

3.1. De beperking in de tijd van de voorbereidende rechtspleging

In de huidige stand van zaken kan de voorlopige rechtspleging theoretisch doorlopen tot de meerderjarigheid (bij jeugdhulpverlening) of zelfs tot de drieëntwintigste verjaardag (bij als misdrijf omschreven feiten). Tot dan kan de jeugdrechtbank dus maatregelen nemen zonder dat er is vastgesteld dat de feiten bewezen zijn.

Artikel 13 van het voorontwerp bepaalt dat de duur van de voorbereidende fase beperkt is tot 9 maanden vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtbank. Die duur kan niet worden verlengd als het gaat over jeugdhulpverlening.

Dat kan uitzonderlijk wel als de jeugdrechter zich moet buigen over een vordering over een als misdrijf omschreven feit. Artikel 62 voorziet in de mogelijkheid om de voorbereidende fase met drie maanden te verlengen “indien deze verlenging noodzakelijk is om de als misdrijf omschreven feiten te bepalen of om de persoonlijkheid van de jongere en diens leefomgeving te leren kennen”. Tijdens die periode kunnen voorlopige maatregelen alleen maar genomen of behouden worden “indien ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met de vereisten inzake openbare veiligheid dit vereisen”. De jeugdrechter moet dat uitdrukkelijk motiveren. Dit systeem is overgenomen van het Wetboek van de Franse gemeenschap en is voldoende flexibel. Anders dan in het Franse taalgebied¹⁴ is er in het voorontwerp van ordonnantie wel een beperking bepaald van de totale duur tot 24 maanden. Ook in Vlaanderen wenst men de voorbereidende fase uitdrukkelijk te beperken tot 2 jaar. De HRJ kan zich hierin vinden, maar wijst op het risico dat in uitzonderlijke en complexe dossiers zelfs een termijn van twee jaar niet zal kunnen volstaan om het onderzoek afgerond te hebben.

In zijn adviezen aan de Vlaamse en Franse gemeenschap deed de HRJ het voorstel om de duur van de voorlopige fase principieel te brengen op één jaar, met dien verstande dat deze termijn bijvoorbeeld driemaandelijks verlengd kan worden mits dit uitdrukkelijk wordt gemotiveerd.

3.2. Het in aanmerking nemen van “ernstige aanwijzingen van schuld”

Artikel 60 van het voorontwerp bepaalt dat een voorlopige maatregel enkel genomen kan worden “voor een zo kort mogelijke duur, wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld zijn en het einddoel van de voorlopige maatregel niet op een andere manier bereikt kan worden”.

In zijn advies aan de Vlaamse gemeenschap waarschuwde de HRJ dat het in aanmerking nemen van “ernstige aanwijzingen van schuld” de werkwijze van de jeugdrechtbanken bijzonder ingrijpend zou kunnen wijzigen. Dit was gebaseerd op de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. De redenering was

¹⁴ In de zin van artikel 4 van de Grondwet. Het gaat dus om de Franse gemeenschap, maar zonder het gebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (of Wallonië zonder de Duitstalige gemeenschap).

dat een rechter die al “ernstige aanwijzingen van schuld” heeft moeten beoordelen, nadien niet onbevangen meer zou kunnen zijn om later uitspraak te doen over schuld en onschuld. Dat zou kunnen betekenen dat een jeugdrechter die maatregelen heeft genomen in de voorbereidende fase, geen oordeel meer zou kunnen vellen over “zijn” jongere wanneer de grond van de zaak wordt behandeld door de jeugdrechtbank. Het model waarbij dezelfde jeugdrechter een band kan opbouwen met de jongere en zijn gezin stond dus op de helling.

De Vlaamse regering was (gelukkig) voorstander van een zo groot mogelijke continuïteit in de opvolging van de jongere, en wijzigde de tekst. “Ernstige aanwijzingen van schuld” werd vervangen door het ietwat Sibillijnse begrip “voldoende ernstige aanwijzingen dat verder onderzoek noodzakelijk is”.

In de tekst van het Wetboek van de Franse gemeenschap komt geen verwijzing naar “ernstige aanwijzingen van schuld” voor.

De Raad van State heeft deze kwestie uitgespit in zijn advies voor de Vlaamse regering.¹⁵ Met verwijzing naar rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens en naar het Verdrag voor de Rechten van het Kind komt de Raad van State tot het besluit dat het lijkt dat “de ontworpen bepalingen niet nopen tot een wijziging van de bestaande organisatie van de jeugdgerechten.”

Voorzichtigheidshalve is de tekst van de ordonnantie best in lijn te brengen met het ontwerp van het Vlaams decreet jeugdgedelinquentie of het Wetboek van de Franse gemeenschap.

3.3. Hiërarchie van de maatregelen/sancties

Net zoals de Vlaamse en Franse gemeenschap wensen de auteurs van het voorontwerp een hiërarchie in te stellen van de mogelijke maatregelen. Het herstelmodel wordt voorop geschoven, en daarnaast zijn andere maatregelen mogelijk, waarbij een plaatsing in een gesloten instelling als laatste in overweging te nemen is.

Dit is positief.

3.4. Vervangende maatregelen bij niet-naleving van “voorwaarden”

Artikel 68 van het voorontwerp voorziet in de mogelijkheid voor de jeugdrechter om voorwaarden te koppelen aan het behoud van de jongere in zijn leefomgeving. Die mogelijkheid bestond al in de jeugdwet en is behouden zowel in het ontwerpdecreet van de Vlaamse gemeenschap als in het Wetboek van de Franse gemeenschap. De jeugdrechter kan dus beslissen om een jongere niet uit huis te plaatsen als hij voldoet aan een of meerdere “voorwaarden”. De jeugdrechter kan dat creatief invullen, maar als vanouds gaat het bijvoorbeeld om: een contactverbod, een plaatsverbod, deelnemen aan bepaalde activiteiten, naar school gaan, zich laten behandelen bij een centrum geestelijke gezondheidszorg, een huisarrest, enz.¹⁶

¹⁵ Advies nr. 62.779/3 van de Raad van State, p. 27, randnummer 32.

¹⁶ Artikel 68,§3

Het Vlaamse ontwerpdecreet is iets explicieter op sommige punten: daar wordt gesteld dat de maximale periode waarbinnen de voorwaarden dienen te worden nageleefd ten hoogste een jaar bedraagt, en de duurtijd van leerprojecten of een “gemeenschapsdienst” mag *ten hoogste 60 uur* bedragen.¹⁷

In het voorontwerp van ordonnantie wordt, net zoals in het Franse taalgebied¹⁸, voortgebouwd op de Jeugdwet, en wordt een prestatie van algemeen nut als een onderzoeksmaatregel beschouwd. In de voorbereidende fase kan zo’n prestatie *maximaal 30 uur* zijn. De keuze voor deze beperking tot 30 uur steunt ook op rechtspraak van het Hof van Cassatie dat onderstreepte dat een dergelijke prestatie geen sanctie of een exclusief educatieve maatregel mag inhouden; het is de bedoeling dat de jongere een prestatie verricht om de verwezenlijking van onderzoeken mogelijk te maken.^{19 20}

De jeugdrechter kan de voorwaarden nadien ook aanpassen aan de specifieke omstandigheden. Zo kan hij inspelen op gewijzigde omstandigheden. Deze aanpassing kan op eigen initiatief, of op vraag van de ouders²¹, de jongere of de procureur des Konings. De jeugdrechter moet de jongere gehoord hebben vooraleer hij de aanpassing aan de voorwaarden doorvoert. De voorwaarden mogen evenwel niet versterkt of verzaamd worden. Het systeem is dus voldoende flexibel.

De vraag is wat er gebeurt wanneer een jongere zich niet aan deze voorwaarden houdt, en hoe daarop moet gereageerd worden.

Het voorontwerp van ordonnantie is geïnspireerd door het Vlaamse model wanneer het tweede lid van artikel 68 vervolgt met : “De rechter bepaalt gelijktijdig een alternatieve maatregel in het geval de jongere de door de rechter vastgelegde voorwaarden niet naleeft.” Als vervangende maatregel kan de rechter kiezen uit een prestatie van algemeen nut, de verplichting om een begeleiding te volgen, of een plaatsing in een openbare instelling.²²

De HRJ stelt vast dat door het ontwerpdecreet van de Vlaamse gemeenschap een “ambulante maatregel”²³ kan voorzien worden als “vervangende maatregel” in de voorbereidende rechtspleging. De jeugdrechter kan als stok achter deur ook (andere of bijkomende) “voorwaarden” bepalen, of een plaatsing in een gemeenschapsinstelling²⁴. Een gelijkaardige regeling geldt in de fase ten gronde (en dan spreekt men van “sancties”).

Merk op dat in Vlaanderen in de toekomst elke plaatsing in een gemeenschapsinstelling een gesloten plaatsing zal zijn voor jeugddelinquenten. Het komt er dus op neer dat de ordonnantie de Brusselse jeugdrechter toelaat om een delinquente jongere te plaatsen in een gemeenschapsinstelling in een open regime, maar dat de uitvoering ervan in

“De uitvoering van een open plaatsing in een Vlaamse gemeenschapsinstelling zal niet realiseerbaar zijn.”

¹⁷ Zie artikel 25,§2, §3 en §4 van het ontwerpdecreet van de Vlaamse gemeenschap

¹⁸ Artikel 101,§1, 2° van het Wetboek

¹⁹ Cassatie 21 mei 2003, via www.juridat.be

²⁰ Of de jongere het moeten verrichten van een prestatie ook ervaart als een “onderzoeksmaatregel” is maar zeer de vraag.

²¹ “personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen”.

²² Artikel 68,§1, tweede lid, in fine verwijst immers naar artikel 64, lid 3, 2°, 4° of 7°

²³ Uit de tekst van het ontwerpdecreet blijkt niet duidelijk wat deze “ambulante maatregel” precies inhoudt. Dat is trouwens een punt van kritiek van de HRJ. Het wordt gedefinieerd als “een niet-residentiële reactie op een jeugddelict, die wordt aangeboden in een voorziening, zonder dat de minderjarige (...) er overnacht, of die niet in een voorziening maar elders wordt aangeboden en waarbij gewerkt wordt met methodieken die het risico op recidive verminderen en er sterk ingezet wordt op het activeren van de context van de minderjarige.”

²⁴ Ofwel voor een gesloten oriëntatie van één maand, ofwel een plaatsing van maximaal 3, 6 of 9 maanden, mits er eerst een oriëntatie is geweest.

Vlaanderen niet gerealiseerd kan worden. Of anders gesteld: een Nederlandstalige jongere die delinquent gedrag heeft gesteld en die geplaatst wordt door de Brusselse jeugdrechter zal per definitie in een gesloten regime terechtkomen, terwijl dat niet noodzakelijk zo is voor een Franstalige jeugddelinquent wanneer hij naar een *institution publique de protection de la jeunesse* (kortweg “IPPJ”) wordt gestuurd...

De jeugdrechter kan de voorwaarden ook intrekken²⁵, wanneer de procureur een vordering heeft ingesteld voor een “nieuw” misdrijf, of wanneer de jongere de voorwaarden niet of niet toereikend naleeft. De jeugdrechter moet eerst de jongere (en zijn advocaat) horen. Hij kan ook de ouders en de procureur des Konings horen. Wanneer de voorwaarden ingetrokken worden, beveelt de rechter de alternatieve (vervangende) maatregelen.²⁶

De HRJ merkt op dat het Vlaamse ontwerpdecreet inmiddels is bijgestuurd. Het was immers niet duidelijk wat bedoeld werd met “een nieuw misdrijf”. Nu is verduidelijkt dat “herroeping” kan wanneer er “voldoende ernstige aanwijzingen zijn dat verder onderzoek noodzakelijk is naar de betrokkenheid van de minderjarige (...) bij het plegen van een nieuw jeugddelict.” In de Memorie van Toelichting wordt ook verduidelijkt dat een “nieuw” jeugddelict een delict is dat de jongere zou gepleegd hebben tijdens de “proefperiode” waarbinnen hij de opgelegde voorwaarden moet naleven.²⁷ In Vlaanderen is in die hypothese een formele vordering van de procureur des Konings voor dit nieuwe misdrijf blijkbaar niet (meer) noodzakelijk, en kan de jeugdrechter (opnieuw) eender welke maatregel opleggen en hoeft hij zich dus niet te beperken tot de vervangende maatregelen die hij oorspronkelijk had voorzien.

Het voorontwerp van ordonnantie maakt het –gelukkig- mogelijk om rekening te houden met beduidende gewijzigde omstandigheden als de voorwaarden herroepen zouden worden en het vooraf bepaalde alternatief niet meer geschikt zou zijn.

3.5. Aanbod van ondersteuning voor het ouderschap

In de Jeugdwet stond sinds 2006 de mogelijkheid ingeschreven om ouders van een jeugddelinquent een “ouderstage” te doen volgen.²⁸ Maar deze maatregel kende weinig succes, en al jaren werd ze de facto niet meer toegepast.

Als dusdanig komt de ouderstage niet meer voor in het Vlaamse ontwerpdecreet²⁹. Ook de Franse gemeenschap heeft dit niet meer opgenomen in het Wetboek.

Het valt dus op dat de auteurs van het voorontwerp van ordonnantie toch voorzien in een aanbod voor de ouders.³⁰ “Ouders worden vaak overweldigd door de delinquentie van hun kind. Eerder dan hen te bestraffen leek het ons dan ook gepast om hen te kunnen helpen (...) en hen denkpesten, hulp en ondersteuning in hun rol als ouders aan te reiken. Het lijkt ons veel opportuener om hen op vrijwillige basis te betrekken.” De procureur des Konings of de jeugdrechter kunnen dit voorstellen aan de ouders die daar geen rekenschap voor moeten afleggen.

²⁵ Het Vlaamse ontwerpdecreet spreekt van “herroepen”

²⁶ Artikel 68,§8 voorontwerp van ordonnantie

²⁷ Memorie van Toelichting, p. 32.

²⁸ Artikel 29bis van de Jeugdwet, aangepast door de wet van 13 juni 2006, en in werking getreden op 2 april 2007.

²⁹ Het is wél zo dat artikel 3,§4 van het ontwerpdecreet bepaalt : “Het opnemen van de verantwoordelijkheid bij de uitoefening van de rechten en de plichten door de ouders of de opvoedingsverantwoordelijken wordt op alle niveaus van de maatschappelijke tussenkomst geëerbiedigd.” Kortom: bij elke maatregel/sanctie/reactie moet men de ouders zoveel als mogelijk betrekken.

³⁰ Artikelen 34 en 59 van het voorontwerp

Op zich is het natuurlijk positief om te proberen om ouders te (re)activeren en hen te ondersteunen in de bijsturing en opvoeding van hun kind. De auteurs houden echter vast aan de voorwaarde dat de ouders blij moeten geven van een “duidelijke onverschilligheid” tegenover het delinquent gedrag en dat deze “onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige”. De HRJ stelt zich de vraag of personen die “duidelijk onverschillig” zijn toch zullen ingaan op een relatief vrijblijvend voorstel. De vraag is ook hoe een magistraat een “duidelijke onverschilligheid” kan beoordelen.

De HRJ merkt ook op dat blijkbaar enkel de “ouders” zouden betrokken worden bij dit aanbod. Als men met deze plannen zou willen doorgaan, lijkt het nuttig dat het aanbod zou uitgebreid worden naar iedereen die een opvoedingsrol vervult. De huidige maatschappij kent immers steeds meer alternatieve gezinsvormen.

3.6. Plaatsing in een openbare instelling in de voorbereidende fase

3.6.1. Termijnen

De auteurs van het voorontwerp van ordonnantie wensen duidelijk plaatsingen in een openbare instelling te beperken. Artikel 76 bepaalt dat een plaatsing, zowel in open als gesloten regime, niet langer dan een maand mag duren. Dat is wel van maand tot maand verlengbaar, mits een gemotiveerde beslissing van de jeugdrechter, verantwoord door “ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die betrekking hebben op de vereisten van de openbare veiligheid of eigen zijn aan de persoonlijkheid van de betrokkene en die de handhaving van deze maatregelen noodzakelijk maken. De betrokkene, zijn raadsman en de directeur worden vooraf gehoord.” Gaat het om een gesloten regime, moet de jongere daarenboven blij geven van “een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is” én er moeten ernstige redenen bestaan om te vrezen dat de jongere, mocht hij opnieuw in vrijheid gesteld worden, nieuwe misdaden of wanbedrijven zou plegen, zich aan het gerecht zou onttrekken, zou proberen om bewijsmateriaal te doen verdwijnen, of tot een heimelijke verstandhouding zou komen met derden. Deze bepaling is grotendeels geïnspireerd op de regeling in de Franse gemeenschap.

Merk op dat in het Wetboek van de Franse gemeenschap de initiële plaatsing in de openbare instelling drie maand mag duren, in plaats van één maand.

Het Vlaamse ontwerp wijkt hier behoorlijk van af. Plaatsingen in Vlaanderen omwille van jeugddelinquentie zijn steeds in een gesloten regime³¹. Een plaatsing in een Vlaamse gemeenschapsinstelling is bovendien altijd eerst een “gesloten oriëntatie” in een afdeling van een gemeenschapsinstelling, gedurende één maand. Tijdens die oriëntatie staat een multidisciplinaire screening centraal; de jeugdrechter krijgt al na 10 dagen op basis van een risicotaxatie een (eerste) advies over de vraag of er werkelijk behoefte is aan een gesloten begeleiding. Is het advies dat gesloten begeleiding niet nodig is, vindt er binnen de 48 uur een (kabinets)zitting plaats om de betrokkenen te horen (hoorplicht). Luidt het advies dat verdere geslotenheid nodig is, kan de minderjarige (of zijn advocaat) een zitting vragen (hoorrecht). Tegen het einde van de oriëntatieperiode ontvangt de jeugdrechter een “oriëntatievoorstel”. Een plaatsing in de gemeenschapsinstelling voor (maximaal) 3, 6 of 9 maanden is maar mogelijk als er een oriëntatievoorstel (geweest) is. Op grond van hetzelfde jeugddelict is er slechts één keer een verlenging van twee maanden mogelijk.

³¹ Overigens was en is het onderscheid tussen een “open” en “gesloten” regime in publieke instellingen eerder theoretisch: de jongeren zijn eigenlijk niet vrij om te gaan en te staan waar zij willen...

Met andere woorden: indien we aannemen dat een gewone voorbereidende fase 9 maanden³² duurt, zal de jeugdrechter die de jongere plaatst in een Vlaamse gemeenschapsinstelling een zitting moeten organiseren bij de eerste voorleiding, nog één allicht na 10 dagen oriëntatie, en 20 dagen later nogmaals voor een verdere plaatsing (voor enkele maanden), en 6 maanden na de eerste voorleiding een zitting om de basistermijn van de voorbereidende fase te kunnen verlengen. Dus 4 zittingen.

Voor een jongere die de jeugdrechter tijdens de voorbereidende fase gedurende 9 maanden wil geplaatst houden in een IPPJ³³ in een gesloten regime, zal hij/zij een zitting moeten organiseren bij de eerste voorleiding, nog één allicht na 3 maanden, en telkens één na de vierde, vijfde, zesde, zevende, en achtste maand. Dus 7 zittingen in het Franse taalgebied. In Brussel zelfs 9.

Dit illustreert hoe keuzes die te maken hebben met manieren om voldoende rechtswaarborgen in te bouwen ook kunnen leiden tot verschillen in werkvolume van de jeugdrechters.

3.6.2. Voorwaarden

Ook de voorwaarden om een jongere ouder dan 14 jaar toe te vertrouwen aan een openbare/gemeenschaps-instelling in een gesloten regime verschillen. De jongere moet verdacht worden van feiten die, mocht hij meerderjarig zijn geweest, strafbaar zijn met:

Brussel	Vlaanderen	Franse gemeenschap
Correctionele hoofdgevangenisstraf van 5 jaar of meer, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en internetfraude	Correctionele hoofdgevangenisstraf van 3 jaar of een zwaardere straf	Opsluiting van 5 jaar of meer
Ofwel slagen en verwondingen met verzwarende omstandigheid		Ofwel slagen en verwondingen met een ongeneeslijke ziekte of blijvende arbeidsongeschiktheid van meer dan 4 maanden, of het (totaal) verlies van een orgaan, of een ernstige verminking tot gevolg
Ofwel ernstig misdrijf in het kader van het internationaal humanitair recht, een terroristisch misdrijf, aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, bendevorming (om misdaden te plegen of bedreiging van personen)		Ofwel een feit dat een grove schending van het internationaal humanitair recht inhoudt, of een terroristisch misdrijf, aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, bendevorming om misdaden te plegen of verbale of geschreven bedreigingen of een aanslag tegen personen, strafbaar met een criminele straf

³² In Vlaanderen is de basistermijn 6 maanden

³³ Merk op dat in een *Institution Publique de Protection de la Jeunesse* jongeren met een geattesteerde mentale handicap of mentale stoornis niet terecht kunnen. In Vlaanderen is niet in deze beperking voorzien.

Ofwel na het plegen van een nieuwe MOF na een eerdere, definitieve veroordeling tot een plaatsing in een openbare instelling		Ofwel na het plegen van een nieuwe MOF na een eerdere, definitieve veroordeling tot een plaatsing in een openbare instelling
Ofwel na het niet-naleven van de eerder opgelegde maatregelen ³⁴		Ofwel na het niet-naleven van de eerder opgelegde maatregelen ³⁵

De jeugdrechter kan uitzonderlijk ook jongeren vanaf 12 jaar plaatsen in een openbare/gemeenschapsinstelling.

Het voorontwerp van de ordonnantie en het Wetboek van de Franse gemeenschap laten dit niet toe in het gesloten regime; plaatsing van min-14-jarigen kan enkel in de “open” afdeling. Quasi-dezelfde³⁶ voorwaarden gelden als voor plus-14-jarigen, met dien verstande dat de jongere een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een andere persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

In Vlaanderen kan een (gesloten) plaatsing van deze min-14-jarigen uitzonderlijk wel als zij verdacht zijn van feiten die, mocht hij meerderjarig zijn geweest, strafbaar zijn met een opsluiting van 5 tot 10 jaar of een zwaardere straf.

3.7. Maatregelen/sancties ten gronde

Ook hier is het nuttig om te duiden hoe de jeugdrechters kunnen reageren op jeugddelinquentie in de vonnisfase. Het onderstaande schema houdt geen rekening met de hiërarchie die elke gemeenschap heeft aangebracht.

Brussel	Vlaanderen	Franse gemeenschap
Herstelbemiddeling	herstelbemiddeling	herstelbemiddeling
Herstelgericht groepsoverleg	Herstelgericht groepsoverleg	Herstelgericht groepsoverleg
Berisping	Berisping	Berisping ³⁷
	Geen sanctie (omdat er al een maatregel is uitgevoerd)	
Jongerenproject	Positief project van maximaal 220 uur	Geschreven project

³⁴ In dat geval kan de plaatsing maximaal 6 maand duren en is ze niet verlengbaar.

³⁵ In dat geval kan de plaatsing maximaal 6 maand duren en is ze niet verlengbaar.

³⁶ Kleine nuance: in de Franse gemeenschap gaat het om feiten strafbaar met een correctionele hoofdgevangenisstraf van 5 jaar of meer, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en internetfraude.

³⁷ Opmerkelijk is dat de berisping (weliswaar als enige maatregel) ook aan jongeren onder de twaalf jaar kan opgelegd worden. Dit is niet zo in Vlaanderen.

Ondertoezichtstelling van de sociale dienst	38	Ondertoezichtstelling van de dienst voor jeugdbescherming via de directeur
Prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut van 30 tot 150 uur	39	Prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut van maximaal 150 uur
	Een ambulante sanctie	
Volgen van een intense educatieve begeleiding of een andere begeleiding	40	Volgen van een intense educatieve begeleiding ⁴¹
Zich laten volgen door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een erkende psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen (indien nood aan behandeling is vastgesteld)	42	Zich laten volgen door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een erkende psycho-medische-sociale dienst ⁴³
Deelname aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking (...)	44	Deelname aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking (...) ⁴⁵
Deelname aan een of meer begeleide sportieve, sociale of culturele activiteiten	46	Deelname aan een of meer begeleide sportieve, sociale of culturele activiteiten ⁴⁷
Geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs bezoeken	48	Geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs bezoeken ⁴⁹

³⁸ In Vlaanderen is de ondertoezichtstelling geen afzonderlijke sanctie, maar gaan alle sancties (behalve de berisping en "geen sanctie") gepaard met een ondertoezichtstelling.

³⁹ Misschien als "ambulante sanctie"?

⁴⁰ Het is denkbaar dat de "ambulante sanctie" ook deze vormen van begeleiding kan omvatten, of dat dit wordt beschouwd als een "voorwaarde".

⁴¹ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

⁴² Het is denkbaar dat de "ambulante sanctie" ook deze vormen van begeleiding kan omvatten.

⁴³ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

⁴⁴ Het is denkbaar dat de "ambulante sanctie" ook deze vormen van begeleiding kan omvatten, of dat dit wordt beschouwd als een "voorwaarde".

⁴⁵ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

⁴⁶ Het is denkbaar dat de "ambulante sanctie" ook deze vormen van begeleiding kan omvatten, of dat dit wordt beschouwd als een "voorwaarde".

⁴⁷ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

⁴⁸ Dit kan beschouwd worden als een "voorwaarde".

⁴⁹ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

Voorwaarden met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving	Voorwaarden	Voorwaarden opdat hij in zijn leefomgeving zou kunnen blijven ⁵⁰
Een postinstitutionele begeleiding volgen	51	Een postinstitutionele begeleiding volgen ⁵²
Toevertrouwen aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling (indien nood aan behandeling is vastgesteld)	53	Toevertrouwen aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling (indien nood aan behandeling is vastgesteld) ⁵⁴
55	56	Plaatsing bij een familielid ⁵⁷
	58	Plaatsing bij een 'accueillant familial' ⁵⁹
Plaatsing in een openbare instelling (max. 6 maanden) ⁶⁰	Plaatsing binnen een gemeenschapsinstelling voor een gesloten oriëntatie van één maand	Plaatsing in een openbare instelling (max. 6 maanden) ^{61 62}
	Plaatsing binnen een gemeenschapsinstelling voor een gesloten begeleiding van maximaal 3, 6 of 9 maanden	
	Plaatsing binnen een gemeenschapsinstelling voor een gesloten begeleiding van maximaal 2, 5 of 7 jaar	

⁵⁰ Dit kadert in de generieke maatregel "l'accompagnement et la guidance", artikel 120 van het Wetboek

⁵¹ Dit kan beschouwd worden als een "voorwaarde".

⁵² artikel 121 van het Wetboek

⁵³ Dit kan enigszins opgevangen worden via het "toevertrouwen aan een afdeling van een jeugdpsychiatrische dienst", of als een "voorwaarde" gesteld worden.

⁵⁴ Dit kadert in de maatregel "verwijdering uit het leefmilieu", artikel 122 van het Wetboek

⁵⁵ Kan in Brussel een plaatsing bij een familielid als "voorwaarde" beschouwd worden "met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving"?

⁵⁶ Kan in Vlaanderen een plaatsing bij een familielid gesteld worden als een "voorwaarde"? Of moet een pleegplaatsing georganiseerd worden via het decreet integrale jeugdhulp?

⁵⁷ Dit kadert in de maatregel "verwijdering uit het leefmilieu", artikel 122 van het Wetboek

⁵⁸ Kan in Vlaanderen een plaatsing bij een familielid gesteld worden als een "voorwaarde"? Of moet een pleegplaatsing georganiseerd worden via het decreet integrale jeugdhulp?

⁵⁹ Dit kadert in de maatregel "verwijdering uit het leefmilieu", artikel 122 van het Wetboek

⁶⁰ De facto is de maximumtermijn 6 maanden. Plaatsingen in een gesloten afdeling van een openbare instelling moeten om de 6 maanden herzien worden (artikel 90 van het voorontwerp van ordonnantie).

⁶¹ De facto is de maximumtermijn 6 maanden. Uithuisplaatsingen moeten om de 6 maanden herzien worden (artikel 113,§4, tweede lid van het Wetboek).

⁶² Dit kadert in de maatregel "verwijdering uit het leefmilieu", artikel 122 van het Wetboek

Merk op dat in Vlaanderen de meer ingrijpende sancties koppelen aan een elektronische monitoring of opvolging gecombineerd met begeleiding. In plaats van een plaatsing in een gemeenschapsinstelling kan deze elektronische monitoring ook autonoom.⁶³

De lange gesloten begeleiding in een gemeenschapsinstelling van 2, 5 of 7 jaar is onderworpen aan een aantal strikte voorwaarden.⁶⁴ Nadien kan ook een terbeschikkingstelling van de jeugdrechtbank (en later zelfs de strafuitvoeringsrechtbank) gedurende maximaal 10 jaar volgen.⁶⁵

Positief in het voorontwerp van ordonnantie en in het Wetboek van de Franse gemeenschap is dat de jeugdrechtbank de ondertoezichtstelling moet verduidelijken en aangeven wat precies van de bevoegde dienst verwacht wordt.

3.8. De “onttrekking” / de uithandengeving

De HRJ veronderstelt dat de titel “de onttrekking” boven artikel 91 van het voorontwerp eigenlijk doelt op het gekende begrip “de uithandengeving”. Door de uithandengeving zal een jongere berecht worden zoals een volwassene, door de “kamer van uithandengevingen” van de rechtbank van eerste aanleg.

Ook wat deze problematiek betreft, zijn er verschillen tussen de (geplande) regelgevingen van de verschillende gemeenschappen. De HRJ gaat hier niet verder op in, omdat er eigenlijk relatief weinig jongeren uit handen gegeven worden.

De HRJ stelt opnieuw vast dat de optie om de uithandengeving af te schaffen niet in aanmerking werd genomen, zoals nochtans aanbevolen door meerdere internationale en nationale instanties.

⁶³ In zijn advies heeft de HRJ kritiek op dit concept, voornamelijk omdat op dit moment het niet geheel duidelijk is wat dit inhoudt.

⁶⁴ Artikel 37,§1 tot §7 van het ontwerpdecreet

⁶⁵ Artikel 37,§8 van het ontwerpdecreet. De HRJ bekritiseert dit systeem.

4. Besluit en aanbevelingen

Het voorontwerp van ordonnantie is een zeer verdienstelijke poging om de soms diverse modellen en regels van de twee gemeenschappen met elkaar te verzoenen. Toch kan het niet anders dan dat op het eerste gezicht relatief kleine verschillen in de wetgevingen onbegrijpelijk of zelfs onrechtvaardig zullen overkomen voor buitenstaanders.

Het is bijna ondoenbaar om deze complexe situatie, die het gevolg is van de staatsstructuur, op te lossen. Een aanpassing van de territoriale bevoegdheidsregel⁶⁶ naar een systeem waar enkel de plaats van het delict het aanknopingspunt is, zou dan weer het nadeel hebben dat jeugdhulpverlening en de aanpak van jeugddelinquentie van elkaar worden los gekoppeld.

De HRJ formuleert de volgende aanbevelingen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

- Zorg voor een doorgedreven samenwerking tussen de gemeenschappen, die respect moeten betonen voor de eigenheid van de situatie in Brussel.
- Laat de tekst, zowel in het Nederlands als het Frans, grondig nakijken op zijn leesbaarheid door taaldeskundigen.
- Zorg voor wetenschappelijke ondersteuning en monitoring om na te gaan of en in welke mate de maatregelen (op langere termijn) effect hebben.
- Zorg er mee voor dat de beslissingen van de jeugdmagistraten ook effectief kunnen worden uitgevoerd.
- Voorzie in de mogelijkheid om ook jeugdhulpverlening in een gesloten afdeling van een instelling toe te laten.
- Overweeg om de voorbereidende rechtspleging niet tot 2 jaar te beperken, onder strikte voorwaarden.
- Overweeg om de voorwaarde “ernstige aanwijzingen van schuld” om een voorlopige maatregel te nemen, te schrappen of te vervangen.
- Ga na of de verschillen in maatregelen die mogelijk zijn in Vlaanderen, Brussel en het Franse taalgebied toch beperkter kunnen worden.

⁶⁶ Artikel 44 van de federale Jeugdwet bepaalt de territoriale bevoegdheid in principe op basis van de verblijfplaats van de (ouders van de) minderjarige.

**ADVIES VAN DE NEDERLANDSTALIGE JEUGDRECHTERS MET BETREKKING TOT
HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE BETREFFENDE DE JEUGDHULP EN
DE JEUGDBESCHERMING (tekst van 7 september 2018)**

Wij hebben kennis genomen van het voorontwerp van ordonnantie betreffende de jeugdhulp en de jeugdbescherming.

Wij vinden het een goede zaak dat zowel de jeugdhulp als de jeugdbescherming in één enkele wettekst opgenomen zijn. Wij kunnen ons eveneens vinden in het behoud van het beschermingsmodel ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Ermeë rekening houdend dat ook onze Franstalige collega's en andere actoren hun advies zullen uitbrengen en gelet op het eerder kort tijdsbestek, hebben wij ons advies beperkt tot volgende, voor ons essentiële opmerkingen, zonder hierin volledigheid na te streven.

Wij konden reeds kennis nemen van het advies van de Franstalige Brusselse jeugdrechters en sluiten ons hier grotendeels bij aan.

1. Absolute nood aan een doorgedreven samenwerkingsakkoord tussen de verschillende Gemeenschappen

Voornamelijk wat de strafrechtelijke aanpak betreft, valt het verschil in visie en aanpak tussen de Brusselse ordonnantie en de nieuwe Vlaamse wetgeving sterk op. De voornaamste bekommernis van de Brusselse jeugdrechters betreft de perceptie en de gevolgen op het terrein wanneer ten aanzien van verschillende minderjarigen die samen of gelijkaardige misdrijven plegen verschillende maatregelen kunnen (of niet kunnen!) genomen worden.

Binnenkort zijn in ons land drie verschillende regelgevingen van toepassing op minderjarigen die ervan verdacht worden een misdrijf te hebben gepleegd. Dit kan in het bijzonder in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Vlaamse en Waalse Rand tot verschillende toepassingen leiden, al naargelang de woonplaats van de verdachte in één van de drie Gewesten/Gemeenschappen gelegen is. Met name wanneer minderjarigen in bende opereren, kan dit tot onbegrip over de mogelijk te treffen of getroffen maatregel leiden en uitvoeringsmoeilijkheden met zich meebrengen.

Zo voorziet de ordonnantie in een totaal verschillende werking van de gemeenschapsinstellingen dan het voorontwerp van Vlaams decreet betreffende het jeugdgedelinquentierecht (verschillende termijnen en herzieningsmogelijkheden). Zijn de gemeenschapsinstellingen hier in hun werking en programma's op voorzien? Leidt dit niet tot een te verschillende benadering van de minderjarige, al naargelang deze afkomstig is van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dan wel van Vlaanderen? Een eigen, openbare instelling voor de Brusselse jongeren lijkt wenselijk te zijn.

Verder wordt vastgesteld dat de duur van de voorbereidende rechtspleging regionaal verschillend is. Ook op dit punt kan dit een verschillende behandeling van de minderjarige tot gevolg hebben, al naargelang hij/zij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest woont, of niet.

Is Vlaanderen tenslotte bereid om voldoende middelen te voorzien voor de uitvoering van de ordonnantie? Of is Brussel daarentegen bereid om de oprichting van eigen diensten en voorzieningen te overwegen?

Een bijzonder samenwerkingsverband met de andere Gemeenschappen en met de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie dringt zich alleszins absoluut en tijdig op, zoals ook de Raad van State in haar advies van 18 april 2018 inzake het nieuw jeugddelinquentierecht ten aanzien van Vlaanderen reeds terecht heeft opgemerkt (randnummer 24): *“Er zou dus een gedetailleerd samenwerkingsakkoord tussen de diverse gemeenschappen van ons land moeten komen waarin bepaald wordt hoe een maatregel die beslist werd in de ene gemeenschap kan worden uitgevoerd in een andere gemeenschap, wie de kosten daarvoor draagt, hoe de rapportering van de uitvoering van de maatregelen dient te gebeuren enz.”*

2) De duur van de voorbereidende fase en de termijnen om voorlopige maatregelen op te leggen zijn niet coherent en vragen meer duidelijkheid

2.1.

De voorbereidende fase in het kader van de hulpverlening (VOS) – artikel 13 en volgende

De voorbereidende fase bedraagt 9 maanden, te rekenen vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot de uitspraak ten gronde. Het Openbaar Ministerie beschikt over een dagvaardingstermijn van 2 maanden.

Het kan echter niet uitgesloten worden dat in sommige omstandigheden de voorbereidende fase langer dan 9 maanden duurt (bv indien partijen op de openbare zitting om een uitstel verzoeken of indien een zaak op de inleidende zitting moet uitgesteld worden omdat de tolk verstek laat). Thans voorziet de tekst dat, indien de voorbereidende fase langer dan 9 maanden duurt, de voorlopige maatregel van rechtswege vervalst, wat een breuk in de hulpverlening kan betekenen (bv. bij een langdurige uithuisplaatsing). Dit moet absoluut vermeden worden! Wij suggereren daarom minstens dat de termijn van 9 maanden geschorst wordt vanaf de dagvaarding tot aan de uitspraak van het vonnis.

De termijn van de voorlopige maatregelen is 6 maanden, maar verlenging is vooraf mogelijk tot maximum één jaar, in dit geval te rekenen vanaf de maatregel en dus niet vanaf de aanhangigmaking en volgens artikel 16§2 enkel op vraag van de jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten, maar volgens artikel 16,§3 eigenlijk ook ambtshalve of op vraag van het Openbaar Ministerie. Tegelijkertijd bedraagt de duur van de voorbereidende fase 9 maanden en vervallen in de huidige de tekst de voorlopige maatregelen na het verstrijken van deze termijn.

De artikelen 13 en 16 roepen dus tegenstrijdigheden op. De libellering van vooral artikel 16§2 en §3 is onduidelijk en wordt best aangepast.

Andere opmerkingen betreffende de voorbereidende fase:

Artikel 16,§6 voorziet dat de jeugdrechter zijn geplaatste pupil minstens één keer per semester bezoekt. Dit is absoluut onhaalbaar, zodat dergelijke bepaling geen enkele zin heeft.

Artikel 17: bij hoogdringendheid is alleen plaatsing mogelijk. Suggestie: gelijkschakelen met het Vlaams decreet, waar in geval van hoogdringendheid bv. ook Crisishulp aan Huis mogelijk is (dit is een zeer intensieve, kortdurende contextbegeleiding, die tegelijkertijd minder ingrijpend is dan een plaatsing, maar in de praktijk vaak zeer effectief blijkt te zijn. Bovendien kan dergelijke begeleiding doorgaans zonder of slechts mits een zeer korte wachtlijst aangevat worden, in tegenstelling tot een plaatsingsmaatregel waarvoor de wachtlijsten doorgaans zeer lang zijn).

In geval van hoogdringendheid gebeurt de aftoetsing of er mogelijkheid tot vrijwillige hulpverlening is thans door de gemandateerde voorzieningen (OCJ of VK). Is het niet opportuun om dergelijke toetsing te laten uitvoeren door de Sociale Dienst bij de jeugdrechtbank, zoals dit thans voor Vlaanderen al het geval is? In elk geval moet in de tekst van artikel 17, §3 en 4 de term “het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg” worden vervangen door “één van de gemandateerde voorzieningen”. Zo niet wordt het VK zonder enige reden uitgesloten.

Artikel 17,§3-2^e lid: Dit behoort eerder tot de taak van de advocaat.

2.2.

De voorbereidende fase bij de bescherming van jongeren die vervolgd worden voor een MOF – artikel 60 en volgende

De voorbereidende fase bedraagt 9 maanden, te rekenen vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot de uitspraak ten gronde. De voorlopige maatregelen vervallen na 9 maanden. Het Openbaar Ministerie beschikt over een dagvaardingstermijn van 2 maanden.

De voorbereidende fase kan met telkens drie maanden verlengd worden, samen met de voorlopige maatregelen zonder een totaal van 24 maanden te overschrijden. Wat zijn de gevolgen/ sancties indien de maximumtermijn toch overschreden wordt? Voor sommige, zeer zware feiten is ook een termijn van 24 maanden te kort.

Wij suggereren om de termijn van de voorbereidende fase te schorsen vanaf de dagvaarding tot de uitspraak. De kans op een uitstel op de inleidende zitting is immers niet gering, bv. wanneer er zich op de inleidende zitting een burgerlijke partij manifesteert of wanneer de familiale verzekeraar nog de gelegenheid moet krijgen om in de zaak tussen te komen.

Artikel 62 is niet heel duidelijk omschreven.

Er is verder een tegenstrijdigheid met artikel 68, volgens hetwelk voorwaarden kunnen opgelegd worden voor een termijn van één jaar.

Andere opmerkingen betreffende de voorbereidende fase:

-Een plaatsing in een openbare instelling kan slechts voor een maand worden opgelegd, weliswaar verlengbaar met telkens een maand. Dit betekent 9 verschijningen voor de jeugdrechter tijdens de voorbereidende fase, en mogelijk nog veel meer in geval van verlenging van de voorbereidende fase. Zulke, veelvuldige verschijningen bemoeilijken het pedagogisch traject enorm, aangezien de plaatsing elke maand opnieuw in vraag kan gesteld worden. Bovendien brengt dit ook extra politie-overbrengingen met zich mee, wat nu reeds vaak problematisch is.

-Er is een groot verschil met de voorbereidende fase in het Vlaams decreet, voornamelijk wat de plaatsing in een openbare instelling betreft.

-in Vlaanderen wordt het onderscheid tussen een open en een gesloten afdeling afgeschaft (zie punt 5).

3. De fase ten gronde – artikel 78 en volgende

Er is een aanzienlijk verschil in mogelijk te nemen maatregelen tussen de ordonnantie en het Vlaams decreet.

-De Brusselse minderjarige kan een gemeenschapsdienst opgelegd krijgen van maximum 150 uren. Voor een Vlaamse jongere kan het positief project (dat ook een gemeenschapsdienst kan omvatten) 220 uren bedragen.

-De Brusselse minderjarige kan aan een openbare instelling worden toevertrouwd. De maximumduur is niet duidelijk, maar alleszins wordt in een verplichte evaluatie voorzien na 6 maanden (artikel 47 en 90). Vlaanderen voorziet daarentegen in meerdere andere, waaronder ook zeer lange, plaatsingstermijnen.

-Artikel 83 is onduidelijk geformuleerd. De plaatsing in een gesloten afdeling van de psychiatrische dienst kan alleen gebeuren krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke. De formulering lijkt te suggereren dat een minderjarige toch ook krachtens de ordonnantie in een psychiatrische setting kan worden geplaatst.

4) De Openbare instellingen

Artikel 2-8°: onderscheid tussen een open en gesloten regime van een openbare instellingen (lees: gemeenschapsinstelling). In Vlaanderen wordt dit onderscheid afgeschaft en zal er in de toekomst alleen nog sprake zijn van een gesloten begeleiding voor een MOF. Een Nederlandstalige VOS-jongere zal dus nooit meer in een openbare instelling terechtkunnen.

Er bestaan voor VOS-jongeren in Brussel echter geen gespecialiseerde instellingen, zoals die in Vlaanderen inmiddels wel uitgebouwd worden (bv. Van Celst in Antwerpen).

5) De tekst vraagt op bepaalde vlakken meer duidelijkheid, helderheid, eenduidigheid en coherentie. Vertalingen zijn niet steeds correct. Dit zal ook de leesbaarheid van de tekst ten goede komen.

5.1.

Bepaalde principes worden te vaak herhaald. Het is wenselijk ze als een eenmalig principe te omschrijven, zodat punctuele herhaling niet langer nodig is:

-motiveringsverplichting: Dit is een grondwettelijke verplichting, dus dit moet niet opgenomen worden. Herhaling (wat op verschillende plaatsen gebeurt) is bijgevolg eveneens overbodig.

-hoorrecht: Artikel 52ter-eerste lid van de jeugdbeschermingswet blijft behouden. In dit geval is het niet meer nodig om op verschillende plaatsen nogmaals expliciet te herhalen dat de jongere moet gehoord worden.

5.2.

Bepaalde begrippen worden niet consequent gebruikt of onder een steeds andere terminologie aangeduid – eenduidigheid is gewenst:

-“jongere” versus “minderjarige”

-“fase ten gronde” en “fase ter opvolging van het vonnis dat uitspraak doet” – suggestie: “fase ten gronde” behouden, want dit is een gekend begrip, ook in het strafrecht.

-verschillende begrippen voor het herstelrechtelijk aanbod: “bemiddeling”, “bemiddeling op vraag van partijen”, “herstelgericht groepsoverleg” – dit zijn allemaal verschillende modaliteiten van een herstelrechtelijk aanbod.

-“relationele en materiële gevolgen” – begrip “relationeel” is enger dan “moreel” – een slachtoffer wordt dan weer aangeduid als iemand die “materiële en morele schade geleden heeft (artikel 2-22°) – suggestie: “relationeel” vervangen door “moreel”.

-Personen die de jongere onder zijn bewaring heeft – personen die hem in feite of in rechte opvangen – leefgenoten.

Hiermee samenhangende opmerking: “gezin” is te eng omschreven (artikel 2-6°). Vele gezinnen bestaan uit leden met wie men geen afstammingsband heeft. Suggestie: “afstammingsband” vervangen door “duurzaam samenleven”.

Ook het begrip “leefgenoten” is te vaag omschreven. Suggestie: meerderjarige personen met wie één van de ouders duurzaam samenleeft.

-(o.a.) artikel 17,§3: alleen het Ondersteuningscentrum jeugdzorg wordt als instantie vermeld voor de organisatie van de vrijwillige hulpverlening, terwijl ook het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling deze taak opneemt. Beiden zijn zogenaamd “gemandateerde voorzieningen”, zodat het aangewezen is om deze term te gebruiken voor de instanties die voor Nederlandstalige jongeren en hun gezin de vrijwillige hulpverlening op zich nemen.

5.3.

Bepaalde toevoegingen of definities zijn overbodig:

- artikel 2-16°: “ouders” moet niet omschreven worden
- artikel 2-19°: “plaatsvervangende” voogd: adjectief is overbodig

5.4.

Foutieve of ongelukkige vertalingen:

- Le dessaisissement = uithandengeving (en niet onttrekking)
- la maturité = maturiteit (beter dan “rijpheid”)
- les jeunes: de jeugd of jongeren (maar consequent zijn)
- institutions publiques = gemeenschapsinstellingen in Vlaanderen

6. Overgangsrecht en toepasselijke wetgeving

De ordonnantie bevat geen enkele overgangsbepaling.

Welke wetgeving is overigens van toepassing indien een minderjarige tijdens de procedure van het Gewest naar één van de Gemeenschappen verhuist of andersom, ermee rekening dat artikel 2 van het strafwetboek stelt dat steeds de minst strenge straf moet worden toegepast?

De Nederlandstalige Brusselse jeugdrechters hopen tenslotte dat voldoende middelen ter beschikking worden gesteld om aan de nieuwe ordonnantie effectief uitvoering te kunnen geven. Opdat een constructief traject, zowel voor een VOS als een MOF, voldoende kans van slagen heeft, is het een absolute vereiste dat voldoende ingezet wordt op een intense begeleiding van de jongere en zijn ouders, zowel tijdens de plaatsing, resp. “detentie”, maar evenzeer erna. Zowel voor VOS-jongeren als voor MOF-jongeren moet er in een naadloze overgang kunnen voorzien worden van de ene (residentiële) begeleiding naar een andere (ambulante) opvolging. Ook de overgang van VOS naar MOF moet zo nodig mogelijk zijn, meer bepaald voor jongeren die na een MOF-plaatsing omwille van hun thuiscontext – of juist het ontbreken ervan – niet naar huis kunnen terugkeren.

Advies van D'Broej vzw met betrekking tot voorontwerp van ordonnantie betreffende de jeugdhulpverlening en jeugdbescherming

Algemene reactie:

1. Het stappenplan aan Nederlandstalige en aan Franstalige kant zou het best geharmoniseerd zijn. Er wordt nu in de praktijk een taalopdeling gemaakt bijvoorbeeld door het eerste verhoor dat is afgenomen. Dat zet zaken voor de rest van het proces meteen vast. Dit lijkt ons niet optimaal. In het verleden waren er bijvoorbeeld Franstalige jeugdrechters die voorwaarden oplegden in het kader van het onderwijs, maar de jongere zat in het Nederlandstalige onderwijs. Die voorwaarden konden daar onmogelijk gerealiseerd worden.
2. Het lijkt ons belangrijk om in de wetgeving ook het pre-informeren van ouders in verband met hun rechten en plichten te voorzien.
3. Het voorontwerp van ordonnantie is heel technisch en zoals verwacht heel procedureel. Het voorontwerp houdt naar onze mening te weinig rekening met de omgeving van de jongere, die ruimer is dan de ouders, de school en de begeleidende instellingen. Andere omkaderingsvormen zouden mee gevaloriseerd kunnen worden. Eenvoud van procedures zou het welzijn van de jongere ten goede komen.
4. Het voorontwerp van ordonnantie verdiept naar onze mening nog te weinig het aspect van preventie en het kansen geven vooraleer het tot een tuchtmaatregel komt.

Opmerkingen bij specifieke artikelen:

1. Artikel 5, b): We hebben bedenkingen bij de woordkeuze. Het accent zou naar onze mening moeten liggen op actief luisteren en de situatie juist inschatten om vandaaruit te zien of toezicht, omkadering, (waarden)opvoeding, begeleiding en bescherming (tegen zichzelf of ten opzichte van de maatschappij) de beste keuze zijn.
2. Artikel 7: We moedigen hulpverlening en bescherming binnen de eigen leefomgeving aan. Het aantal begeleidende instanties is naar onze mening wel te beperkt. Jeugd ontmoetingsplaatsen kunnen ook een rol spelen. Bijvoorbeeld een WMKJ (Werking met Kansarme Jongeren).
3. Artikel 8: We moedigen hier aan om ook het 'versterken van jongeren' een plaats te geven in de tekst.
4. Artikel 13: De voorbereidende fase van 9 maanden waarvan sprake in artikel 13 en in andere artikelen is naar onze mening vrij lang.
5. Artikel 15, § 1, 2°, a): De mogelijkheden tot vormingen zijn naar onze mening te beperkt en er wordt geen aandacht gegeven aan ervaringsleren wat dikwijls wel een kans zou zijn om jongeren erbij te krijgen.
6. Artikel 15, § 1, 2°, b): Het hulpverleningsaanbod wordt naar onze mening te institutioneel gezien.
7. Artikel 15, § 1, 9°: We zouden liever spreken over een 'vertrouwenspersoon' dan over een 'betrouwbaar persoon'.

8. Artikel 15: Het is voor ons heel positief dat de gesloten instelling als een uitzondering wordt gezien.
9. Artikel 18: De verantwoordelijk leggen bij jongeren vanaf 12 jaar lijkt ons jong.
10. Artikel 37: We vragen ons af of het haalbaar is voor een jeugdrechter om zijn jongeren een keer per semester te bezoeken. Het lijkt ons ook noodzakelijk dat er nog meer aandacht gaat naar het jongerenproject.
11. Artikel 41: Het open regime wordt hier sterk benadrukt. Dit zou volgens ons in de mate van het mogelijk de gangbare regel moeten blijven.
12. Artikel 58 : Een periode van zes maanden voor de uitvoer van het jongerenproject is naar onze mening goed om reëel een fundamenteel veranderingsproces aan te vangen. Het zou naar onze mening goed zijn nog meer te beogen wat de objectieven en inhoud van zo'n project kunnen zijn.

Contact:

Inge Loodsteen

Algemeen Coördinator

D'Broej vzw

Henegouwenkaai 29/6

1080 Sint-Jans-Molenbeek

02 412 06 50

inge.loodsteen@dbroeij.be

www.dbroeij.be

**AVANT-PROJET
D'ORDONNANCE**

**RELATIVE A L'AIDE ET A LA
PROTECTION DE LA JEUNESSE**

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni chargés de la politique d'Aide aux personnes,

Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'État, donné le ..., en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Après délibération,

ARRÊTE :

Les Membres du Collège réuni chargés de la politique de l'Aide aux personnes sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I. Définitions et champ d'application

Article 1. La présente ordonnance règle les matières visées à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° accueillant familial : la personne physique qui assume volontairement, dans le cadre d'une mesure d'aide, l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont elle n'est ni le père ni la mère ;

2° aide : l'aide contrainte à la jeunesse spécialisée organisée dans le cadre du Titre II de la présente ordonnance;

07/09/2017

**VOORONTWERP
VAN ORDONNANTIE**

**BETREFFENDE DE
JEUGDHULPVERLENING EN
JEUGDBESCHERMING**

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

Gelet op advies XXXX/X van de Raad van State, gegeven op ... met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Na beraadslaging,

BESLUIT:

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

TITEL I – ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt de in artikel 135 van de Grondwet beoogde aangelegenheden.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder:

1° pleegzorger: de natuurlijke persoon die vrijwillig, in het kader van een hulpverleningsmaatregel, een kind of een jongere opvangt wiens moeder of vader hij niet is;

2° hulpverlening: gespecialiseerde jeugdhulpverlening, georganiseerd in het kader van Titel II van onderhavige ordonnantie;

3° Concertation restauratrice en groupe : Processus de concertation qui permet au jeune qui est soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction et ce sur base d'un mandat du juge ou du tribunal de la jeunesse ;

4° décret du 18 janvier 2018 : le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

5° décret du 12 juillet 2013 : le décret du 12 juillet 2013 de l'Autorité flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

6° famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation, ainsi que le tuteur et le protuteur;

7° familiers : les personnes qui composent le milieu de vie du jeune, en ce compris les accueillants familiaux ;

8° Institution publique : institution qui accueille, en régime ouvert ou fermé, les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction en vertu du Titre III en leur offrant un travail pédagogique et axé sur la restauration avec pour objectif la réintégration du jeune dans la société.

9° jeune :

a) pour l'application du Titre II : la personne qui fait l'objet d'une procédure devant une juridiction de la jeunesse et qui est âgée de moins de

3° herstelgericht groepsoverleg: Overlegproces dat de jongere die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, alsook het slachtoffer, hun sociale omgeving en alle andere nuttige personen in staat stelt om, in groep en met behulp van een neutraal bemiddelaar, in overleg te overwegen hoe het conflict dat het resultaat is van het als misdrijf omschreven feit opgelost kan worden, met name door rekening te houden met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de rechter of de jeugdrechtbank;

4° decreet van 18 januari 2018: het decreet van 18 januari 2018 van de Franse Gemeenschap houdende het wetboek van preventie, jeugdhulpverlening en jeugdbescherming;

5° decreet van 12 juli 2013: het decreet van de Vlaamse overheid betreffende de integrale jeugdhulp;

6° gezin: personen met wie de jongere zich in een afstammingsband bevindt, alsook de voogd en de plaatsvervangende voogd;

7° leefgenoten: de personen die de leefomgeving van de jongere uitmaken, met inbegrip van de pleegzorgers;

8° openbare instelling: de openbare instelling die, in een open of een gesloten regime, jongeren die worden vervolgd wegens een feit dat op grond van Titel III als misdrijf wordt omschreven opvangt door hen opvoedkundige begeleiding aan te bieden, gericht op herstel en met als doelstelling de herintegratie van de jongere in de maatschappij;

9° jongere:

a) voor de toepassing van Titel II: de persoon die het voorwerp is van een procedure voor een jeugdrechtbank en die jonger dan achttien oud is, of jonger dan 20 jaar oud is en waarvoor de hulpverlening aangevraagd werd vóór de

dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans;

b) pour l'application du Titre III: la personne poursuivie du chef d'un fait qualifié infraction âgée de plus de douze ans et âgée de moins de dix-huit ans au moment du ou des faits qui a provoqué la procédure;

10° juge: le juge de la jeunesse qui statue, pendant la phase préparatoire de la procédure et la phase de suivi de jugement, en audience de cabinet ;

11° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

12° Mandat : la décision par laquelle le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse confie une mission à un service qu'il désigne ;

13° Médiation: Processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou les personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base d'un mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal de la jeunesse.

14° médiation à la demande des parties : Processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est

07/09/2017

leeftijd van achttien jaar;

b) voor de toepassing van Titel III: de persoon die vervolgd wordt voor een als misdrijf omschreven feit en die jonger dan achttien jaar oud is op het moment van de feiten waarvoor de procedure is opgestart;

10° rechter: de jeugdrechter die in de voorbereidende fase van de procedure en in de fase ter opvolging van het vonnis een uitspraak doet in een zitting in een kabinet;

11° wet van 8 april 1965: wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

12° mandaat: de beslissing waarmee de procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank een opdracht toevertrouwt aan een dienst die door hen is aangeduid;

13° bemiddeling: Overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, de personen die het ouderlijk gezag over deze jongere uitoefenen, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over deze persoon uitoefenen of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank.

14° bemiddeling op vraag van de partijen: Overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, de personen die het ouderlijk gezag over deze jongere uitoefenen, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over

mineure, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou les personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base volontaire en dehors de tout mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal ;

15° mesure : réaction du juge ou du tribunal de la jeunesse aux faits qualifiés infractions commis par le jeune, autre qu'une offre restauratrice, une offre de soutien à la parentalité ou un projet du jeune.

16° Personnes qui exercent l'autorité parentale : les père et mère du jeune, le tuteur ou le protuteur.

17° phase préparatoire: phase qui s'étend de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou jusqu'à la décision du procureur du Roi de classer sans suite.

18° protection : la protection de la jeunesse organisée dans le cadre du Titre III de la présente ordonnance ;

19° protuteur : la personne désignée par le tribunal de la jeunesse pour exercer les droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les obligations qui y sont corrélatives;

20° Service social compétent : le service de la protection de la jeunesse mentionné à l'article 19 alinéa 2 et 3 du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse ou le Service d'Aide judiciaire à la Jeunesse mentionné à l'article 56 du décret du 12 juillet 2013 de l'Autorité flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

deze persoon uitoefenen of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op vrijwillige basis zonder mandaat van de procureur des Konings, de rechter of de rechtbank;

15° maatregel: reactie van de rechter of de jeugdrechtbank op de als misdrijf omschreven feiten die door de jongeren gepleegd zijn, behalve een herstelrechtelijk aanbod, een ondersteuningsaanbod van het ouderschap of een project van de jongere.

16° personen die het ouderlijk gezag uitoefenen: vader en moeder van de jongere, voogd of plaatsvervangende voogd.

17° voorbereidende fase: fase die loopt vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtbank of tot de beslissing van de procureur des konings om de zaak te seponeren.

18° bescherming: jeugdbescherming, georganiseerd in het kader van Titel III van onderhavige ordonnantie;

19° plaatsvervangende voogd: de persoon die door de jeugdrechtbank is aangesteld om de rechten waarvan de ouders of een van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en de overeenkomstige verplichtingen na te komen;

20° bevoegde sociale dienst: de dienst voor jeugdbescherming die vermeld wordt in artikel 19, lid 2 en 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 houdende het wetboek voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming of de Sociale Dienst voor Gerechtelijke Jeugdhulpverlening, vermeld in artikel 56 van het decreet van 12 juli 2013 van de Vlaamse Overheid betreffende de integrale jeugdhulp;

21° rechtbank: de jeugdrechtbank die, in

21° tribunal : le tribunal de la jeunesse qui statue, dans le cadre de l'audience publique, dans la phase de jugement au fond ou de révision introduite dans les formes prévues à l'article 45,2 b ou c de la loi du 8 avril 1965;

22° Victime : la personne physique ou morale qui déclare avoir subi un dommage moral ou matériel résultant d'un fait qualifié infraction commis par un jeune âgé de moins de dix-huit ans au moment du fait;

Art. 3. La présente ordonnance s'applique aux jeunes visés à l'article 2, 9° pour lesquels le tribunal de la jeunesse est territorialement compétent pour la Région de Bruxelles-Capitale, aux personnes qui font partie de la famille ou des familiers des jeunes et aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles prises par les autorités judiciaires en matière d'aide et de protection de la jeunesse sur la base de la présente ordonnance.

CHAPITRE II. Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs

Art. 4. Tout jeune visé à l'article 2, 9° a droit à l'aide et à la protection de la jeunesse organisées dans le cadre de la présente ordonnance. Cette aide et cette protection tendent à lui permettre de se développer dans des conditions d'égalité de chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine.

Art. 5. Quiconque concourt à l'exécution de la présente ordonnance est tenu de prendre en considération l'intérêt supérieur du jeune et de respecter les droits et libertés qui lui sont reconnus.

Parmi ces droits et libertés dont jouissent

het kader van de publieke hoorzitting, in de fase van het vonnis ten gronde of van de herziening, ingediend in de vorm zoals bepaald in artikel 45,2 b of c van de wet van 8 april 1965, een uitspraak doet;

22° slachtoffer: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verklaart morele of materiële schade te hebben geleden als resultaat van een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is door een jongere van minder dan achttien jaar oud op het moment van de feiten;

Art. 3. Onderhavige ordonnantie is van toepassing op de jongeren bedoeld in artikel 2, 9° waarvoor de jeugdrechtbank voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest territoriaal bevoegd is, op de personen die van het gezin deel uitmaken of leefgenoten van de jongeren en op natuurlijke personen en rechtspersonen die bijdragen aan de uitvoering van individuele beslissingen die door de gerechtelijke instanties inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming op basis van onderhavige ordonnantie genomen zijn.

HOOFDSTUK II. Fundamentele rechten en beginselen van de rechtsbedeling van minderjarigen

Art. 4. Elke in artikel 2, 9° bedoelde jongere heeft recht op de jeugdhulpverlening de en jeugdbescherming die in het kader van onderhavige ordonnantie ingericht worden. Deze hulpverlening en bescherming zijn erop gericht om de jongere in staat te stellen zichzelf te ontwikkelen, in het kader van gelijke kansen, met het oog op zijn toetreding tot een leven waarin de menselijke waardigheid wordt geëerbiedigd.

Art. 5. Wie deelneemt aan de uitvoering van onderhavige ordonnantie moet het hoger belang van de jongere en de rechten en vrijheden die hem worden toegekend in acht nemen.

Tot deze rechten en vrijheden waarvan de jongeren in het kader van onderhavige ordonnantie formeel genieten, behoren de rechten en

les jeunes, à titre propre, dans le cadre de la présente ordonnance, figurent ceux qui sont énoncés dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et dans la Constitution, ces droits et libertés devant être assortis de garanties spéciales :

a) les jeunes ont le droit, chaque fois que la loi est susceptible de porter atteinte à certains de leurs droits et libertés, d'être informés du contenu de ces droits et libertés;

b) la situation des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction requiert surveillance, éducation, discipline et encadrement ; toutefois, l'état de dépendance dans lequel ils se trouvent, leur degré de développement et de maturité créent dans leur chef des besoins spéciaux qui exigent écoute, conseils et assistance;

c) toute intervention comportant une mesure éducative vise à encourager le jeune à intégrer les normes de la vie sociale;

d) dans le cadre de la prise en charge des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, il est fait recours, lorsque cela est possible, aux mesures de substitution aux procédures judiciaires prévues par l'ordonnance et ce, en restant cependant attentif à l'impératif de protection sociale ;

e) dans le cadre de la loi, le droit des jeunes à la liberté ne peut souffrir que d'un minimum d'entraves commandées par la protection de la société, compte tenu des besoins des jeunes, des intérêts de leur famille et du droit des victimes.

Art. 6. Tous les services, publics ou privés, prévus par la présente ordonnance, ainsi que les personnes, physiques ou morales, chargées d'apporter leur concours à l'application de la présente ordonnance sont tenus de

07/09/2017

vrijheden die in het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind en in de Grondwet vermeld zijn, waarbij deze rechten en vrijheden gepaard moeten gaan met bijzondere garanties:

a) telkens als de wet afbreuk kan doen aan bepaalde rechten en vrijheden van de jongeren, hebben die jongeren het recht te worden geïnformeerd over de inhoud van deze rechten en vrijheden;

b) de situatie van de minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, vereist toezicht, opvoeding, tucht en begeleiding. Hun toestand van afhankelijkheid, hun ontwikkelingsgraad en graad van rijpheid scheppen echter bijzondere noden die luisterbereidheid, raad en bijstand vereisen;

c) elk optreden dat een opvoedende maatregel inhoudt, heeft tot doel de jongere aan te moedigen zich de maatschappelijke normen eigen te maken;

d) bij de tenlasteneming van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt, wanneer zulks mogelijk is, een beroep gedaan op de in de ordonnantie bepaalde vervangingsmaatregelen voor de gerechtelijke procedures, waarbij evenwel rekening wordt gehouden met de bescherming van de maatschappij;

e) in het kader van de wet mogen aan het recht op vrijheid van de jongeren slechts minimale belemmeringen worden opgelegd die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de maatschappij, rekening houdend met de noden van de jongeren, de belangen van hun gezin en het recht van de slachtoffers.

Art. 6. Alle diensten, openbaar of privé, die door onderhavige ordonnantie voorzien worden, alsook de personen, natuurlijke personen of rechtspersonen, die ermee belast zijn hun medewerking te verlenen aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, dienen de rechten van de jongere te respecteren, zonder enige rechtstreekse of

respecter les droits du jeune, sans discrimination directe ou indirecte aucune au sens de l'article 3, 6° et 7° de l'ordonnance du visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans les institutions, centres et services relevant de la compétence de la Commission communautaire commune ainsi que dans les Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 7. L'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci étant l'exception.

En cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt du jeune, il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents et la possibilité d'un retour auprès de ses parents est évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement.

L'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents.

Art. 8. §1. La protection de la jeunesse poursuit des objectifs d'éducation, de restauration, de responsabilisation, d'émancipation et d'insertion sociale.

§2. Les prises en charge, dans le cadre de la protection de la jeunesse, des services et des institutions publiques répondent aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, visent à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrivent dans une démarche éducative et restauratrice.

Art. 9. Les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction ne peuvent, en aucun cas, être assimilés aux majeurs quant à leur degré de responsabilité et aux conséquences de leurs actes.

07/09/2017

onrechtstreekse discriminatie in de zin artikel 3, 6° en 7° van de ordonnantie van ... ter bevordering van de diversiteit en de strijd tegen discriminatie in de instellingen, centra en diensten die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen, alsook in de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 7. Hulpverlening en bescherming geschieden prioritair in de leefomgeving, waarbij de verwijdering uit deze uitzonderlijk moet zijn.

Als de jongere wordt verwijderd, moet, behalve als dit in strijd is met zijn belang, worden gezorgd voor de eerbiediging van zijn recht om persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn ouders te onderhouden, en wordt de mogelijkheid om bij zijn ouders terug te keren regelmatig geëvalueerd, opdat de duur van de verwijdering zo veel mogelijk beperkt wordt.

Via hulpverlening en bescherming moeten ouders worden bijgestaan bij de uitoefening van hun opvoedingsrecht en -plicht.

Art. 8. §1. De jeugdbescherming streeft doelstellingen inzake opvoeding, herstel, responsabilisering, emancipatie en sociale inschakeling na.

§2. De tenlastenemingen, in het kader van de jeugdbescherming, door de openbare diensten en openbare instellingen, beantwoorden aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie, hebben tot doel de jongere in de samenleving weer in te schakelen en zijn gericht op opvoeding en herstel.

Art. 9. De jongeren die vervolgd worden voor het plegen van een als misdrijf omschreven feit, kunnen geenszins met meerderjarigen worden gelijkgesteld wat betreft hun aansprakelijkheidsgraad en de gevolgen van hun handelingen.

Art. 10. Elke persoon die, in welke

Art. 10. Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, apporte son concours à l'application de la présente ordonnance est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission.

Les articles 458 et 458bis du Code pénal lui sont applicables.

TITRE II – L'AIDE CONTRAINTE AUX JEUNES ET A LEUR FAMILLE

CHAPITRE I. Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse.

Art. 11. Après avoir constaté que la santé ou la sécurité d'un jeune est actuellement et gravement compromise et que l'aide volontaire, qui a dû être préalablement envisagée soit sur base du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018, soit sur base du décret de l'Autorité flamande du 12 juillet 2013, a été refusée ou a échoué, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard de ce jeune, de sa famille ou de ses familiers, une mesure prévue à l'article 15.

La santé ou la sécurité d'un jeune est considérée comme actuellement et gravement compromise lorsque soit son intégrité physique ou psychique est menacée, soit parce que le jeune adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui compromettent réellement et directement ses possibilités d'épanouissement affectif, social ou intellectuel, soit encore parce que le jeune est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels le menaçant directement et réellement.

Art. 12. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique du jeune est exposée directement et actuellement à un péril grave, et lorsqu'il est démontré que l'intérêt du jeune ne

hoedanigheid ook, zijn medewerking verleent aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, staat daardoor in voor de geheimhouding van de feiten die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd.

Artikels 458 en 458bis van het Wetboek zijn van toepassing.

TITEL II – HULPVERLENING AAN DE JEUGD EN HUN GEZIN

HOOFDSTUK I. De voorwaarden voor het optreden van de jeugdrechtbank.

Art. 11. Na te hebben vastgesteld dat de gezondheid of de veiligheid van een jongere momenteel ernstig in gevaar komt en dat de vrijwillige hulpverlening, die vooraf overwogen moest worden, ofwel op basis van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018, ofwel op basis van het decreet van de Vlaamse Overheid van 12 juli 2013, geweigerd werd of gefaald heeft, kan de rechter of de jeugdrechtbank ten aanzien van deze jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten een maatregel zoals voorzien in artikel 15 treffen.

De gezondheid of de veiligheid van een jongere wordt beschouwd als momenteel ernstig in gevaar wanneer zijn fysieke of psychische integriteit bedreigd wordt, ofwel omdat de jongere gewoonlijk of herhaaldelijk gedrag vertoont die zijn mogelijkheden tot affectieve, sociale of intellectuele ontplooiing rechtstreeks en op reële wijze ondermijnen, ofwel omdat de jongere het slachtoffer is van ernstige verwaarlozing, slechte behandeling, machtsmisbruik of seksueel misbruik die hem rechtstreeks en op reële wijze bedreigen.

Art. 12. In geval van dringende noodzaak, wanneer de fysieke of psychische integriteit van de jongere rechtstreeks en op dit moment ernstig in gevaar komt, en wanneer is aangetoond dat in het belang van de jongere niet op de organisatie en uitvoering van vrijwillige hulp gewacht kan worden, kan

permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire, le juge de la jeunesse peut prendre, à l'égard de ce jeune, une mesure provisoire dont la nature et les modalités sont définies à l'article 15 §2 et 17 §1^{er}.

CHAPITRE II . La phase préparatoire

Art. 13. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse. A l'expiration de ce délai, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer l'intéressé à comparaître devant le tribunal de la jeunesse.

Le délai de neuf mois est suspendu entre l'acte d'appel et l'arrêt.

Art. 14. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures pédagogiques contraignantes visées à l'article 15.

CHAPITRE III. Les mesures d'aide à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque les conditions prévues à l'article 11 sont réunies, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures contraignantes suivantes :

1° donner une directive pédagogique aux personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du jeune ou qui en assument la garde en fait ou en droit;

2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent en lui imposant éventuellement les conditions suivantes :

de jeugdrechter ten aanzien van deze jongere een voorlopige maatregel treffen waarvan de aard en de modaliteiten in artikel 15 §2 en 17 §1 worden gedefinieerd.

HOOFDSTUK II. De voorbereidende fase

Art. 13. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtbank. Bij het verstrijken van deze termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de belanghebbende te dagvaarden voor de jeugdrechtbank.

De termijn van negen maanden wordt geschorst tussen de akte van hoger beroep en het arrest.

Art. 14. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter een of meerdere dwingende pedagogische maatregelen nemen zoals bedoeld in artikel 15.

HOOFDSTUK III. De hulpverleningsmaatregelen die ter beschikking staan van de rechter en de jeugdrechtbank

Art. 15. § 1. Wanneer de in artikel 11 bepaalde voorwaarden vervuld zijn, kan de rechter of de jeugdrechtbank een of meerdere van de volgende dwingende maatregelen nemen:

1° een pedagogische richtlijn verstrekken aan de personen die titularis zijn van het ouderlijk gezag over de jongere of die de jongere in feite of in rechte onder hun bewaring hebben;

2° de jongere onder toezicht van een bevoegde sociale dienst stellen en hem desgevallend onderwerpen aan de volgende voorwaarden:

a) het regelmatig bezoeken van een schoolinstelling van het gewoon of

a) fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;

b) suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative

c) suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;

d) avoir régulièrement un entretien avec l'assistant social compétent ;

e) respecter d'autres conditions dont le juge ou le tribunal précise les modalités.

3° ordonner une guidance familiale, psychosociale, éducative et/ou thérapeutique pour le jeune, sa famille et/ou ses familiers ;

4° imposer au jeune, à sa famille ou ses familiers un projet éducatif,

5° imposer au jeune de fréquenter un service semi-résidentiel ;

6° permettre au jeune, s'il a plus de 16 ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence ;

7° placer le jeune dans un centre d'observation et/ou d'orientation ;

8° en cas d'urgence, placer le jeune dans un centre d'accueil;

9° placer le jeune dans une famille ou chez une personne digne de confiance;

buitengewoon onderwijs;

b) het volgen van de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting

c) het volgen van de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor mentale gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een psychomedische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

d) regelmatig gesprekken hebben met de bevoegde maatschappelijk assistent;

e) het naleven van andere voorwaarden waarvan de rechter of de rechtbank de modaliteiten bepaalt.

3° een familiale, psychosociale, opvoedende en/of therapeutische begeleiding bevelen ten aanzien van de jongere, zijn familie en/of zijn naasten;

4° de jongere, zijn familie of zijn naasten een opvoedend project opleggen,

5° de jongere een semi-residentiële voorziening doen bezoeken;

6° de jongere die ouder is dan zestien jaar, toestaan om zelfstandig of onder permanent toezicht te wonen, en om zich op deze verblijfplaats te laten inschrijven in de bevolkingsregisters;

7° de jongere onder de begeleiding stellen van een observatie- en/of oriëntatiecentrum;

8° bij hoogdringendheid, de jongere toevertrouwen aan een opvangcentrum;

9° de jongere toevertrouwen aan een gezin of aan een betrouwbaar persoon;

10° in uitzonderlijke omstandigheden, bevelen dat de jongere tijdelijk zal verblijven in een gepaste instelling, met

10° décider, dans des situations exceptionnelles, que le jeune sera hébergé temporairement dans un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle.

§ 2. Les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée au §1^{er} qu'il juge utile.

§ 3. L'application des mesures prévues au présent article devra toujours viser à restaurer le bon fonctionnement de la famille du jeune, et, à cette fin, la distance entre le lieu d'exécution de la mesure et la résidence de la famille du jeune sera limitée dans toute la mesure du possible, sauf s'il est, dans certaines situations exceptionnelles, démontré que le bien-être personnel du jeune impose une autre solution.

Art. 16. § 1^{er}. Les mesures visées à l'article 15 peuvent être prises tant pendant la phase préparatoire de la
07/09/2017

het oog op zijn behandeling indien nood aan behandeling is vastgesteld, op opvoeding, onderrichting of professionele opleiding.

§ 2. De bepalingen uit onderhavige ordonnantie worden toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoofd om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in § 1 bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§ 3. De toepassing van de in dit artikel voorziene maatregelen zal er altijd op gericht moeten zijn om de goede werking van het gezin van de jongere te herstellen, en hiertoe zal de afstand tussen de plaats van uitvoering van de maatregelen en de verblijfplaats van het gezin van de jongere in de mate van het mogelijke beperkt worden, behalve wanneer er in bepaalde uitzonderlijke situaties wordt aangetoond dat het persoonlijk welzijn van de jongere een andere oplossing vereist.

Art. 16. § 1. De in artikel 15 bedoelde maatregelen kunnen zowel in de voorbereidende fase van de procedure genomen worden als wanneer er een uitspraak ten gronde wordt gedaan.

procédure que lorsqu'il est statué au fond.

§ 2. Les mesures prises pendant la phase préparatoire de la procédure ne valent que pour une période de six mois à moins qu'à la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers, elles ne soient préalablement prolongées pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où il est statué au fond.

La durée des mesures visées à l'article 15, est limitée à un an maximum à compter du jour où la mesure est prise par le tribunal de la jeunesse. Sauf celles visées aux 4°, 7° et 8° de l'article 15, les autres mesures peuvent être prolongées pour une ou plusieurs périodes maximales d'un an.

§3. Les mesures visées à l'article 15, peuvent à tout moment, soit d'office par le juge ou le tribunal de la jeunesse, soit à la demande du procureur du Roi, soit encore, par requête, à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune ou des personnes qui ont la garde du jeune en fait ou en droit, être rapportées ou remplacées par une autre mesure prévue à cet article et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du mineur.

§ 4. Les mesures visées à l'article 15 sont suspendues lorsque le jeune est confié à une institution psychiatrique en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

§5. Les mesures prévues à l'article 15, prennent fin de plein droit le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans à moins qu'elles ne soient préalablement prolongées par jugement, à la demande du procureur du Roi, du jeune, de sa famille ou de ses familiers, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans.

07/09/2017

§ 2. De maatregelen die in de voorbereidende fase van de procedure getroffen worden, gelden slechts voor een periode van zes maanden, tenzij ze op vraag van de jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten vooraf verlengd werden voor een of meerdere periodes die de dag waarop er een uitspraak ten gronde is gedaan niet mag overschrijden.

De duur van de in artikel 15 bedoelde maatregelen is beperkt tot maximaal één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de maatregel door de jeugdrechtbank getroffen is. Afgezien van de maatregelen bedoeld in 4°, 7° en 8° van artikel 15 kunnen de andere maatregelen voor een of meerdere periodes van maximaal één jaar verlengd worden.

§3. De in artikel 15 bedoelde maatregelen kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege door de rechter of de jeugdrechtbank, ofwel op vraag van de procureur des Konings, ofwel met een verzoekschrift op vraag van de jongere, van de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen of van de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun bewaring hebben, teruggeschroefd of vervangen worden door een andere in dit artikel voorziene maatregel, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie en in het beste belang van de minderjarige.

§ 4. De in artikel 15 bedoelde maatregelen worden geschorst wanneer de jongere toevertrouwd wordt aan een psychiatrische instelling op grond van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

§5. De in artikel 15 voorziene maatregelen worden van rechtswege beëindigd op de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, tenzij ze vooraf door een vonnis, op vraag van de procureur des Konings, van de jongere, van zijn gezin of zijn leefgenoten, verlengd werden voor één of meerdere periodes die de dag waarop de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt niet mag overschrijden.

§6. Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout mineur qui fait l'objet d'une des mesures prévues à l'article 15 §1^{er}, 6° à 10°.

Art. 17. § 1er. Dans l'hypothèse visée à l'article 12, le juge peut prendre une des mesures visées à l'article 15, §1^{er}, 7°, 8°, 9° ou 10° et 15 §2.

§ 2. La mesure prise d'urgence par le juge de la jeunesse est valable pour une durée de trente jours, renouvelable une seule fois.

§ 3. Lorsque le juge de la jeunesse est saisi conformément à l'article 12, il en avise immédiatement soit le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit le *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel*, selon la langue dans laquelle la procédure a été menée devant la juridiction, afin que ceux-ci puissent éventuellement organiser une aide volontaire.

Au cas où le jeune ne comprend pas la langue de la procédure, le juge de la jeunesse a la faculté de désigner un service ou une institution qui relève de la compétence d'une autre autorité.

§ 4. Lorsque l'aide volontaire a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont avisés par le service compétent au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai.

La mesure ordonnée par le juge de la jeunesse est immédiatement levée. La mesure d'aide volontaire est mise en œuvre soit par le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit par le *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel* dès son homologation par le juge de la jeunesse, conformément à l'article 63 bis, §2 de la loi du 8 avril 1965.

07/09/2017

§6. De jeugdrechter bezoekt ten minste één keer per semester elke minderjarige die het voorwerp is van de maatregelen voorzien in artikel 15, §1, 6° tot 10°.

Art. 17. § 1. In de in artikel 12 bedoelde veronderstelling kan de rechter een van de in artikel 15, §1, 7°, 8°, 9° of 10° en 15 §2 bedoelde maatregelen treffen.

§ 2. De maatregel die met hoogdringendheid door de jeugdrechter wordt genomen, is geldig voor een duur van dertig dagen en is één keer verlengbaar.

§ 3. Wanneer de jeugdrechter in overeenstemming met artikel 12 aangezocht wordt, brengt hij hier onmiddellijk ofwel de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel het *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel* van op de hoogte, volgens de taal waarin de procedure voor het gerecht gevoerd werd, zodat zij eventueel vrijwillige hulpverlening kunnen organiseren.

Ingeval de jongere de taal van de procedure niet begrijpt, heeft de jeugdrechter de mogelijkheid om een dienst of instelling aan te duiden die onder de bevoegdheid van een ander gezag valt.

§ 4. Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en ook de procureur des Konings ten minste drie werkdagen voor het aflopen van deze termijn door bevoegde dienst ingelicht.

De door de jeugdrechter bevolen maatregel wordt onmiddellijk opgeheven. De vrijwillige hulpverleningsmaatregel wordt ofwel door de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel door het *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel* uitgevoerd vanaf de homologatie door de jeugdrechter, overeenkomstig artikel 63 bis, §2 van de wet van 8 april 1965.

De rechter kan zijn homologatie enkel weigeren indien deze ingaat tegen de

Le juge ne peut refuser son homologation que si elle est contraire à l'ordre public.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont également avisés par le service compétent au moins vingt-quatre heures avant l'échéance de ce délai.

Le juge de la jeunesse peut alors, si les conditions prévues à l'article 12 sont toujours réunies, prolonger la mesure pour un nouveau délai de trente jours.

Toutefois, si le juge de la jeunesse estime inopportun de prolonger la mesure, il en avise immédiatement le procureur du Roi qui pourra alors saisir le juge ou le tribunal conformément à l'article 11.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le second délai de trente jours, le juge de la jeunesse en est avisé par le service compétent avant l'échéance de ce délai. Le juge de la jeunesse en avise alors le procureur du Roi qui pourra saisir le juge ou le tribunal de la jeunesse conformément à l'article 11.

TITRE III – LA PROTECTION DES JEUNES POURSUIVIS DU CHEF D'UN FAIT QUALIFIÉ INFRACTION

CHAPITRE I. Champ d'application

Art. 18. §1. Les dispositions du présent Titre s'appliquent au jeune visé à l'article 2, 9°, b) conformément à l'article 3 de la

openbare orde.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en de procureur des Konings ook ten minste vierentwintig uur voor het verlopen van deze termijn door bevoegde dienst ingelicht.

De jeugdrechter kan op dat moment, indien de in artikel 12 bepaalde voorwaarden nog steeds vervuld zijn, de maatregel verlengen voor een nieuwe termijn van dertig dagen.

Indien de jeugdrechter echter oordeelt dat het ongepast is om de maatregel te verlengen, brengt hij daar onmiddellijk de procureur des Konings van op de hoogte, die op dat moment de rechter of de rechtbank aanzoekt in overeenstemming met artikel 11.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening niet binnen de tweede termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, wordt de jeugdrechter hier voor het verlopen van deze termijn door de bevoegde dienst over ingelicht. De jeugdrechter brengt op dat moment de procureur des Konings op de hoogte, die de rechter of de jeugdrechtbank zal kunnen aanzoeken in overeenstemming met artikel 11.

TITEL III – DE BESCHERMING VAN JONGEREN DIE VERVOLGD WORDEN VOOR EEN ALS MISDRIJF OMSCHREVEN FEIT

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Art 18. §1. De bepalingen van onderhavige Titel zijn op de jongere bedoeld in artikel 2, 9°, b) in overeenstemming met artikel 3 van onderhavige ordonnantie van toepassing.

présente ordonnance.

§2. Les jeunes suspectés d'un fait qualifié infraction qui n'ont pas encore atteint l'âge de douze ans au moment du fait sont présumés, de manière irréfragable, non-responsables de leurs actes. A leur égard, le procureur du Roi peut renvoyer l'affaire aux services compétents des Communautés dans le cadre de l'aide à la jeunesse en vertu des décrets du 18 janvier 2018 et du 12 juillet 2013.

§3. Lorsque le jeune est âgé de plus de dix-huit ans au moment du jugement, il est assimilé à un mineur pour l'application des dispositions de la loi du 8 avril 1965 et de la présente ordonnance relatives à la procédure.

Art. 19. Le juge et le tribunal de la jeunesse connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis.

Art. 20. Par dérogation à l'article 18, et sauf en cas de connexité avec des poursuites du chef d'infractions autres que celles prévues ci-dessous, les juridictions compétentes en vertu du droit commun, connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans au moment des faits, poursuivis du chef d'infraction :

1° aux dispositions des lois et règlements sur la police du roulage;

2° d'homicide involontaire ou coups ou blessures involontaires au sens du Code pénal, pour autant que l'infraction soit connexe à une infraction aux lois et règlements visés au 1°;

§2. De jongeren die verdacht worden van een als misdrijf omschreven feit en die op het moment van de feiten de leeftijd van twaalf jaar nog niet bereikt hebben, worden onweerlegbaar geacht niet-verantwoordelijk te zijn voor hun daden. De procureur des Konings kan hun zaak doorverwijzen naar de bevoegde diensten van de Gemeenschappen in het kader van de jeugdhulpverlening op grond van de decreten van 18 januari 2018 en van 12 juli 2013.

§3. Wanneer de jongere ouder dan achttien jaar is op het moment van het vonnis, wordt hij gelijkgesteld met een minderjarige voor de toepassing van de bepalingen uit de wet van 8 april 1965 en onderhavige ordonnantie met betrekking tot de procedure.

Art. 19. De rechter en de jeugdrechtbank hebben kennis van vorderingen van de procureur des Konings ten aanzien van personen die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is voor het aflopen van het achttiende levensjaar.

Art. 20. In afwijking van artikel 18 en behoudens in geval van samenhang met de vervolgingen uit hoofde van andere inbreuken dan die die hieronder bepaald zijn, hebben de op grond van het gemeen recht bevoegde rechtscolleges kennis van vorderingen van de procureur des Konings ten aanzien van personen van jonger dan zestien en jonger dan achttien jaar oud op het moment van de feiten, die vervolgd worden voor inbreuken:

1° tegen de bepalingen uit de wetten en regelgevingen van de politie van het vervoer;

2° voor onvrijwillige doodslag, onvrijwillige letsels of onvrijwillige slagen en verwondingen in de zin van het Strafwetboek, voor zover de inbreuk verband houdt met een inbreuk tegen de wetten en reglementen die bedoeld zijn in 1°;

3° tegen de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake

3° à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteurs.

Si les débats devant ces juridictions font apparaître qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu.

CHAPITRE II. La médiation à la demande des parties

Art. 21. §1. Conformément à l'article 3ter du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle et sous réserve de l'offre de médiation par le procureur du Roi visée à l'article 27 et de l'offre restauratrice consistant en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe proposée par le juge ou le tribunal de la jeunesse et visée à l'article 50 de la présente ordonnance, toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure judiciaire et de l'exécution de la mesure, s'adresser à un service qui met en œuvre la médiation à la demande des parties.

§ 2. La médiation à la demande des parties organisée dans le cadre de la présente ordonnance n'est possible que pour les faits qualifiés infractions dont le procureur du Roi a connaissance. Il n'appartient en effet pas au service de médiation de porter à la connaissance du procureur du Roi des faits qualifiés infractions.

§3. Toute personne qui a un intérêt direct peut s'adresser à un service de médiation qui met en œuvre la médiation à la demande des parties lorsque soit :

motorrijtuigen.

Indien de debatten voor deze rechtscolleges doen blijken dat een bewaringsmaatregel, een beschermingsmaatregel of een opvoedkundige maatregel in dit geval beter geschikt zou zijn, kunnen deze rechtscolleges de zaak via een met redenen omklede beslissing uit handen geven en doorverwijzen naar de procureur des Konings voor vorderingen voor de jeugdrechtbank, indien nodig.

HOOFDSTUK II. Bemiddeling op vraag van de partijen

Art. 21. §1. In overeenstemming met artikel 3ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en onder voorbehoud van het bemiddelingsaanbod door de procureur des Konings bedoeld in artikel 27 en van het herstelrechtelijk aanbod dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bestaat dat door de rechter of de jeugdrechtbank aangeboden en in artikel 56 van onderhavige ordonnantie beoogd wordt, mag iedere persoon die een rechtstreeks belang heeft, in ieder stadium van de gerechtelijke procedure en van de uitvoering van maatregel, zich tot een dienst wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen uitvoert.

§ 2. De bemiddeling op vraag van de partijen die in het kader van onderhavige ordonnantie wordt georganiseerd, is enkel mogelijk voor de als misdrijf omschreven feiten waarvan de procureur des Konings kennis heeft. Het is namelijk niet de taak van de bemiddelingsdienst om de procureur des Konings op de hoogte te stellen van de als misdrijf omschreven feiten.

§3. Ieder persoon die een rechtstreeks belang heeft, kan zich richten tot een bemiddelingsdienst die op vraag van de partijen aan bemiddeling doet, en dit wanneer ofwel:

1° de procureur des Konings beslist om de zaak de seponeren;

2° de procureur des Konings de in artikel

1° le procureur du Roi prend une décision de classement sans suite ;

2° le procureur du Roi ne propose pas la médiation visée à l'article 27 du projet;

3° le juge ou le tribunal de la jeunesse ne propose pas l'offre restauratrice visée à l'article 50 de la présente ordonnance.

En pareils cas, le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse informent les personnes visées au §1^{er} impliquées dans une procédure judiciaire sur la possibilité de recourir à une telle médiation.

§ 4. La personne qui souhaite recourir à la médiation visée au §1^{er} adresse sa demande au service de médiation qu'elle choisit.

Ce service peut solliciter l'autorisation du procureur du Roi de prendre connaissance du dossier.

§ 5. Les parties peuvent se faire assister par un avocat au cours de la médiation.

Art. 22. §1^{er}. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une médiation à la demande des parties sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 2. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

27 van onderhavige ordonnantie bedoelde bemiddeling niet voorstelt;

3° de rechter of de jeugdrechtbank het in artikel 50 van onderhavige ordonnantie bedoelde herstelrechtelijke aanbod niet voorstelt.

In dergelijke gevallen licht de procureur des konings, de rechter of de jeugdrechtbank de in §1 bedoelde personen die bij een rechtsprocedure betrokken zijn, in over de mogelijkheid om hun toevlucht te nemen tot dergelijke bemiddeling.

§ 4. De persoon die gebruik wenst te maken van de in §1 bedoelde bemiddeling, richt zijn vraag aan de bemiddelingsdienst die hij kiest.

Deze dienst kan aan de procureur des Konings de toelating vragen om kennis te nemen van het dossier.

§ 5. De partijen kunnen zich tijdens de bemiddeling laten bijstaan door een advocaat.

Art. 22. § 1. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een bemiddelingsprocedure op vraag van de partijen verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 2. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de verplichting die de wet oplegt, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij op grond van zijn functie kennis neemt, niet openbaar maken. Hij kan niet als getuige

§ 3. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur.

Art. 23. Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément à l'article 22, §1er, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE III. La phase d'information et les prérogatives du procureur du Roi

Section 1. Classement sans suite

Art. 24. Le procureur du Roi juge de l'opportunité des poursuites. Il indique le motif des décisions de classement sans suite qu'il prend.

Le classement sans suite peut être pur et simple, ou précédé d'une lettre d'avertissement ou d'un rappel à la loi.

Art. 25. Le procureur du Roi peut adresser au jeune une lettre d'avertissement dans laquelle il indique qu'il a pris connaissance des faits, qu'il estime ces faits établis à charge du mineur et qu'il a décidé de classer le dossier sans suite.

Une copie de la lettre d'avertissement est

opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheiderechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de bemiddelaar.

Art. 23. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met artikel 22, §1, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

HOOFDSTUK III. De informatiefase en de voorrechten van de procureur des Konings

Afdeling 1. Seponering

Art. 24. De procureur des Konings oordeelt over de geschiktheid van de vervolgingen. Hij vermeldt de reden voor de beslissingen tot seponering die hij neemt.

De seponering kan op zichzelf staan of voorafgegaan worden door een waarschuwingsbrief of een herinnering aan de wet.

Art. 25. De procureur des Konings kan aan de jongere een waarschuwingsbrief richten waarin hij aangeeft dat hij kennis genomen heeft van de feiten, dat hij oordeelt dat deze feiten aan een minderjarige ten laste gelegd worden en dat hij besloten heeft om de zaak te seponeren.

Een kopie van de waarschuwingsbrief wordt overgemaakt aan de vader en moeder, aan de voogd van de minderjarige of aan de personen die hem in rechte of in feite onder bewaring hebben.

transmise aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur ou aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait.

Le procureur du Roi peut convoquer le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et leur notifier un rappel à la loi et les risques qu'ils courent.

Art. 26. Le classement sans suite ne fait pas obstacle à la possibilité pour les parties de s'adresser à un service de médiation organisant la médiation à la demande des parties conformément aux articles 21 à 23.

Section 2. La médiation

Art. 27. Le procureur du Roi informe par écrit le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une médiation et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service de médiation qu'il désigne.

Le procureur du Roi peut faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

Art. 28. §1^{er}. Sauf s'il souhaite classer l'affaire sans suite, la décision du procureur du Roi de ne pas proposer une médiation doit être spécialement motivée.

Hormis les cas visés à l'article 49, al.2 de la loi du 8 avril 1965, l'absence de telles motivations entraînent l'irrégularité de la saisine du juge et du tribunal de la jeunesse.

§2. Si le procureur du Roi ne propose pas de médiation, celles-ci peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux
07/09/2017

De procureur des Konings kan de jongere en diens wettelijke vertegenwoordigers bijeenroepen en kennis geven van een herinnering aan de wet en de risico's die ze lopen.

Art. 26. De seponering staat niet in de weg dat de partijen zich tot een bemiddelingsdienst kunnen wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen in overeenstemming met de artikelen 21 tot 23 organiseert.

Afdeling 2. Bemiddeling

Art. 27. De procureur des Konings brengt de jongere, de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, de personen die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer er schriftelijk van op de hoogte dat ze kunnen deelnemen aan een bemiddeling en dat ze in dit kader de mogelijkheid hebben om zich te richten tot een bemiddelingsdienst die door hem worden aangeduid.

De procureur des Konings kan dergelijk voorstel doen wanneer een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 28. § 1. Behalve indien hij de zaak wil seponeren, dient de beslissing van de procureur des Konings om geen bemiddeling voor te stellen op bijzondere wijze gemotiveerd te worden.

Buiten de gevallen bedoeld in artikel 49, lid 2 van de wet van 8 april 1965 heeft de afwezigheid van dergelijke motivering tot gevolg dat de aanhangigmaking van de rechter en de jeugdrechtbank onregelmatig is.

§2. Indien de procureur des Konings geen bemiddeling voorstelt, kunnen ze hun toevlucht tot bemiddeling op vraag van de partijen nemen die in overeenstemming met de artikelen 21 tot 23 georganiseerd wordt.

Art. 29. De procureur des Konings licht de betrokken personen erover in dat:

Art. 29. Le procureur du Roi informe les personnes concernées que :

1° le jeune ainsi que la victime si elle a moins de 18 ans, ont le droit de consulter et de se faire assister par un avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre de médiation et au moment où l'accord intervenu est entériné.

2° les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune et la victime âgée de plus de 18 ans peuvent également demander conseil ou être assisté de leur avocat à tout moment ;

3° les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à la médiation à tout moment ;

4° une médiation ne peut être mise en œuvre que si les parties qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve tout au long du processus.

5° l'accord intervenu est signé par le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

Art. 30. §1^{er}. Le procureur du Roi désigne le service chargé d'organiser la médiation et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec les personnes concernées. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à la médiation.

1° de jongere en ook het slachtoffer, indien die jonger dan 18 jaar is, het recht hebben om op ieder ogenblik een advocaat te raadplegen en er zich door te laten bijstaan, meer bepaald alvorens zich uit te spreken over het bemiddelingsaanbod en op het ogenblik dat het gesloten akkoord bekrachtigd is.

2° de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen en het slachtoffer ouder dan 18 jaar ook op ieder ogenblik raad kunnen vragen aan hun advocaat of zich door hem kunnen laten bijstaan;

3° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen;

4° een bemiddeling pas dan kan plaatsgrijpen indien de partijen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen.

5° het opgetreden akkoord door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, wordt ondertekend.

Art. 30. § 1. De procureur des Konings duidt de dienst aan die ermee belast wordt om de bemiddeling te organiseren en verstuurt een kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen naar de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact op met de betrokken personen. De dienst kan, mits akkoord van de betrokken personen, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij de bemiddeling hebben, contact opnemen.

§2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 29, 1° tot 4°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld

§2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 29, 1° à 4° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 29, 5°.

§3. Lorsque le service a pour information qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le procureur du Roi.

§4. Le service désigné établit au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation.

Art. 31. §1^{er}. Si la médiation aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 29, 5° et est joint au dossier de la procédure.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est approuvé par le procureur du Roi qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

§2. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au procureur du Roi. Il est joint au dossier de la procédure.

Lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le procureur du Roi en dresse procès-verbal et en tient compte dans sa décision de classer ou non le dossier sans suite. Si le procureur du Roi décide néanmoins de mettre en œuvre l'action publique, il motive expressément sa décision.

Une copie du procès-verbal est remise
07/09/2017

in artikel 29, 5°.

§3. Wanneer de dienst over de informatie beschikt volgens die minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst hier onverwijld de procureur des Konings van op de hoogte.

§4. De aangestelde dienst stelt ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij werd aangeduid een beknopt verslag op betreffende de voortgangsstatus van de bemiddeling.

Art. 31. § 1. Indien de bemiddeling tot een akkoord leidt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 29, 5° ondertekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

Het akkoord wordt goedgekeurd door de procureur des Konings, die de inhoud ervan niet kan wijzigen en enkel kan weigeren om het goed te keuren indien het in strijd is met de openbare orde.

§2. De aangewezen dienst stelt een verslag op van de uitvoering van het akkoord en verstuurt dit naar de procureur des Konings. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Wanneer de jongere het bemiddelingsakkoord volgens de voorziene modaliteiten uitgevoerd heeft, stelt de procureur des Konings hier het proces-verbaal van op en houdt hij er rekening mee in zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. Indien de procureur des Konings echter beslist om de strafvordering toe te passen, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Een kopie van het proces-verbaal wordt aan de betrokken personen, aan de advocaat van de minderjarige en aan de aangestelde dienst overgemaakt. Indien de overdracht aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt

aux personnes concernées, à l'avocat du mineur et au service désigné. Si la remise à l'une de ces personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifiée par pli judiciaire ou par courriel conformément à l'article 32bis du code Judiciaire.

Art. 32. Si la médiation ne donne aucun résultat, ni la reconnaissance de la matérialité des faits par le jeune, ni le déroulement ou le résultat de la médiation ne peuvent être utilisés, par les autorités judiciaires ou toute autre personne, au préjudice du jeune.

Art. 33. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 3. Le soutien à la parentalité

Art. 34. §1^{er}. Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifester, à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, un désintéret caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le procureur du Roi peut leur proposer de participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le procureur du Roi informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des

07/09/2017

een kopie van het proces-verbaal overeenkomstig artikel 32bis van het gerechtelijk wetboek via gerechtsbrief of via e-mail betekend.

Art. 32. Indien de bemiddeling noch resultaat, noch de erkenning van de materialiteit van de feiten door de jongere tot gevolg heeft, kunnen noch het verloop noch het resultaat van de bemiddeling door de gerechtelijke instanties of door enig ander persoon aangewend worden in het nadeel van de jongere.

Art. 33. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de bemiddelingsdienst verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen instemmen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 3. De steun aan het ouderschap

Art. 34. §1 Wanneer de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent gedrag van deze laatste, en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige, kan de procureur des Konings hen voorstellen om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De procureur des Konings licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme preuve extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service mettant en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au service.

§5. Si des éléments sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au §2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en

07/09/2017

§2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet openbaar maken. Hij kan niet als getuige opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de dienst.

§5. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met §2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE IV. L'intervention du juge et du tribunal de la jeunesse

Sous-chapitre 1. Principes communs à la phase préparatoire et à la phase de jugement

Section 1. Principes généraux

Art. 35. Le juge et le tribunal de la jeunesse sont saisis conformément à l'article 45.2. de la loi du 8 avril 1965.

Art. 36. Tous les pouvoirs dont le juge de la jeunesse dispose en vertu de la présente ordonnance, peuvent également être exercés par le tribunal de la jeunesse au terme d'une audience en présence du procureur du Roi.

Art. 37. Le juge ou le tribunal de la jeunesse peut proposer une offre restauratrice, consentir au projet proposé par le jeune et prendre, à l'égard du jeune qui comparait devant lui, les mesures de garde et d'éducation que le juge ou le tribunal estime adéquates.

Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.

Art. 38. A l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis, les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement dans un service

07/09/2017

HOOFDSTUK IV. Tussenkomst van de rechter en van de jeugdrechtbank

Onderhoofdstuk 1. Gemeenschappelijke principes van de voorbereidende fase en de fase van het vonnis

Afdeling 1. Algemene principes

Art. 35. De rechter en de jeugdrechtbank worden aangezocht in overeenstemming met artikel 45.2 van de wet van 8 april 1965.

Art. 36. Alle bevoegdheden waarover de jeugdrechter op grond van onderhavige ordonnantie beschikt, kunnen ook door de jeugdrechtbank worden uitgeoefend na een hoorzitting in aanwezigheid van de procureur des Konings.

Art. 37. De rechter of jeugdrechtbank kan een herstelrechtelijk aanbod voorstellen, instemmen met het project dat door de jongere is ingediend en ten aanzien van de jongere die voor hem verschijnt de bewaringsmaatregelen en opvoedkundige maatregelen treffen die hij geschikt acht.

De jeugdrechter bezoekt minstens één keer per zes maanden iedere jongere die krachtens een beschermingsmaatregel uit zijn leefomgeving verwijderd is.

Art. 38. Ten opzichte van de personen die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is vóór het bereiken van de leeftijd van achttien jaar, worden de bepalingen uit deze ordonnantie toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 64, alinéa 3 ou 78, alinéa 3 qu'il juge utile.

Sous-section 1. Facteurs à prendre en considération

Art. 39. Pour prendre une décision, le juge ainsi que tribunal de la jeunesse prennent en compte les facteurs suivants:

- 1° l'intérêt du jeune
- 2° la personnalité et le degré de maturité du jeune;
- 3° son milieu de vie;
- 4° la gravité des faits, leur répétition et leur ancienneté, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime;
- 5° les mesures antérieures prises à l'égard du jeune et son comportement durant l'exécution de celles-ci;
- 6° la sécurité du jeune ;
- 7° la sécurité publique.

Le bénéfice des moyens de traitement, des programmes d'éducation ou de toutes autres ressources envisagées qu'en retirerait le jeune est pris en compte.

07/09/2017

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoofd om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

Onderafdeling 1. In aanmerking te nemen factoren

Art. 39. Om een beslissing te nemen, houden de rechter en de jeugdrechtbank rekening met de volgende factoren:

- 1° het belang van de jongere
- 2° de persoonlijkheid en de graad van rijpheid van de jongere;
- 3° zijn leefomgeving;
- 4° de ernst van de feiten, hun herhaling en ouderdom, de omstandigheden waarin ze werden gepleegd, de schade en de gevolgen voor het slachtoffer;
- 5° de voorgaande maatregelen die ten aanzien van de jongere genomen zijn en diens gedrag tijdens de uitvoering ervan;
- 6° de veiligheid van de jongere;
- 7° de openbare veiligheid.

De baten die de jongere uit de behandelingsmiddelen, opvoedkundige programma's of andere overwogen hulpmiddelen zou halen, worden in aanmerking genomen.

De rechter en de rechtbank motiveren hun beslissing ten opzichte van de in lid 1 bedoelde factoren op bijzondere wijze.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard des facteurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. Investigations

Art. 40. §1^{er}. Le juge et le tribunal de la jeunesse effectuent toutes diligences et font procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité du jeune, le milieu où il est élevé, déterminer son intérêt et les moyens appropriés à son éducation ou à son traitement.

Ils peuvent faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent sauf lorsque le jeune est confié à une institution publique. Ils peuvent soumettre le jeune à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui leur est soumis ne leur paraît pas suffisant.

Lorsque le juge ou le tribunal de la jeunesse fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'extrême urgence, prendre ou modifier sa décision qu'après avoir pris connaissance de l'avis du service social compétent, à moins que cet avis ne lui parvienne pas dans le délai qu'il a fixé et qui ne peut dépasser quarante-cinq jours.

§2. Afin de permettre la réalisation des mesures d'investigations, le juge peut prendre la mesure visée à l'article 64, alinéa 3, 2^o.

Sous-section 3. Hiérarchie des offres et des mesures

Art. 41. Le juge et le tribunal tiennent compte de la hiérarchie des offres et mesures comme suit :

1^o La préférence doit être donnée en premier lieu à l'offre restauratrice visée à l'article 50 ;

2^o Avant qu'une mesure ne soit

Onderafdeling 2. Onderzoeken

Art. 40. § 1. De rechter en de jeugdrechtbank doen al het nodige en laten alle nuttige onderzoeken voeren om de persoonlijkheid van de jongere en de omgeving waarin hij is opgevoed te kennen, zijn belang en de geschikte middelen voor zijn opvoeding of zijn behandeling te bepalen.

Ze kunnen een maatschappelijk onderzoek laten uitvoeren via een bevoegde sociale dienst, behalve wanneer de jongere toevertrouwd is aan een openbare instelling. Ze kunnen de jongere aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen wanneer het dossier dat hen wordt voorgelegd onvoldoende blijkt.

Wanneer de rechter of de jeugdrechtbank een maatschappelijk onderzoek laat uitvoeren, kan hij, behalve in geval van hoogdringendheid, zijn beslissing slechts nemen of wijzigen nadat hij kennis heeft genomen van het advies van de bevoegde sociale dienst, tenzij hij dit advies niet ontvangt binnen de termijn die hij bepaald heeft en die niet langer mag zijn dan vijfenveertig dagen.

§2. Om onderzoeksmaatregelen mogelijk te maken, kan de rechter de in artikel 64, lid 3, 2^o bedoelde maatregel nemen.

Onderafdeling 3. Hiërarchie van het aanbod en de maatregelen

Art. 41. De rechter en de rechtbank houden in de volgende mate rekening met de hiërarchie van het aanbod en de maatregelen:

1^o De voorkeur moet in de eerste plaats gaan naar het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in artikel 50;

2^o Alvorens een maatregel op te leggen, moet de haalbaarheid van een project dat in overeenstemming met artikel 58 door de jongere wordt voorgesteld, overwogen worden.

3^o Ten opzichte van een

imposée, la faisabilité d'un projet proposé par le jeune conformément à l'article 58 doit être considérée.

3° Les mesures qui maintiennent le jeune dans son milieu de vie sont privilégiées par rapport à une mesure de placement.

4° Enfin, le placement en régime ouvert d'une institution publique est privilégié par rapport au placement en régime fermé.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard de la hiérarchie des normes prévue à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 4. Cumul des mesures

Art. 42. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent cumuler plusieurs mesures, sous réserve des limites suivantes :

1° la réprimande ne peut être cumulée avec d'autres mesures;

2° le projet écrit ne peut être cumulé qu'avec une offre restauratrice.

L'offre restauratrice est proposée préalablement à l'examen de la faisabilité d'un projet écrit et ne peut plus être proposée après l'approbation d'un projet écrit.

En cas de cumul de mesures, le juge et le tribunal de la jeunesse motivent leurs décisions spécialement à cet égard.

Sous-section 5. Rapports transmis au juge et au tribunal

Art. 43. Tout jeune confié à une institution publique fait l'objet d'un rapport d'évaluation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille et transmis au juge ou au tribunal de la jeunesse dans les vingt-

plaatsingsmaatregel wordt de voorkeur gegeven aan de maatregelen die de jongere in zijn leefomgeving houden.

4° Ten slotte gaat de voorkeur naar de plaatsing in een open regime van een openbare instelling ten opzichte van de plaatsing in een gesloten regime.

De rechter en de rechtbank motiveren op bijzondere wijze hun beslissing ten opzichte van de hiërarchie van de normen voorzien in lid 1.

Onderafdeling 4. Combinatie van maatregelen

Art. 42. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen verschillende maatregelen combineren, onder voorbehoud van de volgende beperkingen:

1° de berisping kan niet gecombineerd worden met andere maatregelen;

2° het geschreven project mag niet gecombineerd worden met een ander herstelrechtelijk aanbod.

Het herstelrechtelijk aanbod wordt voorgesteld voorafgaand aan het onderzoek naar de haalbaarheid van een geschreven project en kan niet meer voorgesteld worden na de goedkeuring van een geschreven project.

Bij een combinatie van maatregelen motiveren de rechter en de jeugdrechtbank hun beslissingen hieromtrent op bijzondere wijze.

Onderafdeling 5. Aan de rechter en de rechtbank overgemaakte verslagen

Art. 43. Elke jongere die aan een openbare instelling wordt toevertrouwd, is het voorwerp van een evaluatieverslag, opgesteld door het multidisciplinair team van de instelling die hem opvangt, dat binnen de vijftientig dagen, te tellen vanaf de dag waarop de jongere ten laste wordt genomen, overgemaakt wordt aan de rechter of de jeugdrechtbank.

Een evaluatieverslag of

cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge.

Un rapport d'évaluation et d'évolution est également transmis au juge ou au tribunal à la fin du trimestre, le cas échéant, et au plus tard cinq jours avant le terme de la mesure.

Le jeune et son avocat reçoivent copies des rapports dans les mêmes délais.

Sous-section 6. Modifications et réexamens des mesures

Art. 44. § 1er. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent, en tout temps, soit d'office, soit à l'initiative du procureur du Roi ou du directeur de l'établissement auquel le jeune est confié, rapporter ou modifier les mesures prises à l'égard du jeune et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du jeune.

§2. Le juge et le tribunal peuvent être saisis aux mêmes fins par requête du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou des personnes qui l'hébergent en droit ou en fait, après l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où la décision ordonnant la mesure est devenue définitive. Si cette requête est rejetée, elle ne peut être renouvelée avant l'expiration de six mois depuis la date à laquelle la décision de rejet est devenue définitive. Si l'accord de médiation est exécuté conformément à l'article 55 alinéas 2 et 3, le premier délai d'attente ne s'applique pas.

Art. 45. Toute mesure visée à l'article 78, alinéa 3, à l'exception de la réprimande et du placement en institution, prise par jugement, est réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant 07/09/2017

voortgangsverslag wordt ook aan de rechter of de rechtbank overgemaakt aan het einde van het kwartaal, desgevallend, en uiterlijk vijf dagen voorafgaand aan het einde van de maatregel.

De jongere en zijn advocaat ontvangen binnen dezelfde termijnen kopieën van de verslagen.

Onderafdeling 6. Wijzigingen en nieuw onderzoek van de maatregelen

Art. 44. § 1. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege ofwel op initiatief van de procureur des Konings of de directeur van de instelling waar de jongere aan is toevertrouwd, de maatregelen die zijn genomen ten opzichte van de jongere intrekken of wijzigen, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie in het beste belang van de jongere handelen.

§2. De rechter en de rechtbank kunnen voor dezelfde doeleinden via een verzoekschrift aangezocht worden door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen of de personen die hem in rechte en in feite opvangen, en dit na een termijn van zes maanden te tellen vanaf de dag waarop de beslissing tot oplegging van de maatregel definitief is geworden. Indien dit verzoek geweigerd wordt, kan het niet vernieuwd worden voordat zes maanden verstreken zijn vanaf de datum waarop de beslissing tot weigering definitief is geworden. Indien het bemiddelingsakkoord in overeenstemming met artikel 55 leden 2 en 3 uitgevoerd is, is de eerste wachtermijn niet van toepassing.

Art. 45. Elke in artikel 78, 3de lid bedoelde maatregel, met uitzondering van de berisping en plaatsing in een instelling, die via een vonnis genomen is, wordt opnieuw onderzocht met de bedoeling ze te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, en dit vóór het verstrijken van de termijn van één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de beslissing is genomen, of in geval van een beroep, de dag waarop de beslissing door het hof

l'expiration du délai d'un an à compter du jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45, 2, b) et c).

Art. 46. Le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait peuvent demander au juge, par requête motivée, de rapporter ou modifier la mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé au sein d'une institution publique après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de l'ordonnance ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel.

Le juge entend le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et, le cas échéant, les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi que le procureur du Roi si celui-ci le demande.

Le requérant ne peut introduire une nouvelle requête portant sur le même objet avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de la dernière décision de rejet de sa demande.

Art. 47. La mesure de placement en régime fermé d'une institution publique prise par jugement est, sans préjudice de l'article 79, réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai de six mois à compter du jour du jugement ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45,2,b) et c) de la loi du 8 avril 1965.

Art. 48. Lorsque le directeur de
07/09/2017

van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2, b) en c).

Art. 46. De jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen en de personen die hem in rechte of in feite opvangen, kunnen via een met redenen omkleed verzoekschrift aan de rechter vragen om de voorlopige maatregel die een plaatsing in een gesloten afdeling binnen een openbare instelling voorschrijft, in te trekken of te wijzigen na afloop van een termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag van de beschikking of, in geval van beroep, de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd wordt.

De rechter hoort de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen, en desgevallend de personen die hem in rechte of in feite opvangen, alsook de procureur des Konings indien hij dat vraagt.

De verzoekende partij kan, voorafgaand aan het verstrijken van een termijn van één maand, te tellen vanaf de dag van de laatste beslissing tot weigering van zijn vraag, een nieuw verzoekschrift met hetzelfde voorwerp indienen.

Art. 47. De plaatsingsmaatregel in gesloten afdeling van een openbare instelling die door het vonnis getroffen is, wordt, zonder afbreuk aan artikel 79 te doen, opnieuw onderzocht om bevestigd, ingetrokken of gewijzigd te worden vóór het verstrijken van de termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de dag van het vonnis of, in geval van beroep, vanaf de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door de procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2 b) en c) van de wet van 8 april 1965.

Art. 48. Wanneer de directeur van de instelling waar de jongere voor behandeling aan is toevertrouwd aan de rechter of de rechtbank vraagt om de maatregel te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, maakt hij aan de procureur des Konings een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag over.

l'établissement auquel le jeune est confié en vue de son traitement demande au juge ou au tribunal de confirmer, rapporter ou modifier la mesure, il transmet au procureur du Roi un rapport pédopsychiatrique circonstancié.

Sous-section 7. Communication des décisions

Art. 49. Le juge et le tribunal de la jeunesse communiquent immédiatement au service social compétent toute décision par laquelle il prend une ou plusieurs mesures.

Section 2. Les offres restauratrices à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art 50. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent par écrit le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service qu'ils désignent.

Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

Art. 51. Si le juge ou le tribunal ne propose pas d'offre restauratrice, il motive expressément sa décision au regard des circonstances de l'espèce.

En pareil cas, les parties peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux articles 21 à 23.

Art. 52. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent les personnes concernées que :

1° le jeune ainsi que la victime si elle a moins de 18 ans, ont le droit de consulter et de se faire assister par un

Onderafdeling 7. Mededeling van de beslissingen

Art. 49. De rechter en de jeugdrechtbank delen elke beslissing waarmee een of meerdere maatregelen getroffen worden aan de bevoegde sociale dienst mee.

Afdeling 2. Herstelrechtelijk aanbod dat ter beschikking van de rechter en de jeugdrechtbank staat

Art. 50. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen, schriftelijk, ambtshalve of op verzoek van de jongere, van personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, van de personen die de bewaring in rechte of in feite hebben of van het slachtoffer, een herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat bestaat uit een bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg.

Een herstelrechtelijk aanbod kan enkel voorgesteld worden indien een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 51. Indien de rechter of de rechtbank geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, licht hij uitdrukkelijk zijn beslissing ten aanzien van de specifieke omstandigheden toe.

In dergelijk geval kunnen de partijen hun toevlucht tot bemiddeling op vraag van de partijen nemen die overeenkomstig de artikelen 21 tot 23 georganiseerd wordt.

Art. 52. De rechter en de jeugdrechtbank brengen de betrokken personen ervan op de hoogte dat:

1° de jongere en ook het slachtoffer indien die jonger dan 18 jaar is, het recht hebben om op ieder ogenblik een advocaat te raadplegen en er zich door te laten bijstaan, meer bepaald alvorens zich uit te spreken over het herstelrechtelijk aanbod en op het ogenblik dat het opgetreden akkoord bekrachtigd is.

2° de personen die het ouderlijk gezag

avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre restauratrice et au moment où l'accord intervenu est entériné.

2° les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune et la victime âgée de plus de 18 ans peuvent également demander conseil ou être assistées de leur avocat à tout moment ;

3° une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, tout au long du processus.

4° les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à la médiation à tout moment ;

5° l'accord intervenu est signé par le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

Art. 53. §1^{er}. Le juge ou le tribunal de la jeunesse désigne le service chargé d'organiser l'offre restauratrice et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec celles-ci. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à la médiation.

§2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 52, 1° à 4° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 52, 5°.

§3. Lorsque le service a pour information
07/09/2017

ten aanzien van de jongere uitoefenen en het slachtoffer ouder dan 18 jaar ook op ieder ogenblik raad kunnen vragen aan hun advocaat of zich door hem kunnen laten bijstaan;

3° een herstelrechtelijk aanbod pas dan kan plaatsgrijpen indien de personen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen.

4° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen;

5° het opgetreden akkoord door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, wordt ondertekend.

Art. 53. § 1. De rechter of de jeugdrechtbank duidt de dienst aan die ermee belast wordt om het herstelrechtelijk aanbod te organiseren en stuurt kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen aan de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact met hen op. De dienst kan, mits akkoord van die laatste, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij de bemiddeling hebben, contact opnemen.

§2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 52, 1° tot 4°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld in artikel 52, 5°.

§3. Wanneer de dienst over de informatie beschikt dat minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst onverwijld de rechter of de jeugdrechtbank hiervan op de hoogte.

§4. De aangewezen dienst bepaalt, in samenwerking met de partijen, het

qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le juge ou le tribunal de la jeunesse.

§4. Le service désigné détermine, en collaboration avec les parties, l'offre restauratrice la plus adaptée à la situation des parties qui consistera soit en une médiation soit en une concertation restauratrice en groupe.

En cas de concertation restauratrice en groupe, le service contacte, en concertation avec les personnes visées à l'article 50, les personnes de leur entourage social et toutes autres personnes utiles.

§5. Le service désigné faire rapport au juge ou au tribunal, au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, sur l'état d'avancement de l'offre restauratrice duquel il doit ressortir l'offre restauratrice qui va être mise en œuvre à savoir une médiation ou une concertation restauratrice en groupe.

Les personnes concernées, avec l'aide du service désigné, présentent dans les plus brefs délais une proposition au juge ou au tribunal de la jeunesse.

Art. 54. Si l'offre restauratrice aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 52, 5° et est joint au dossier de la procédure.

En cas de concertation restauratrice en groupe, une déclaration d'intention du jeune est également insérée. Il y explique les démarches concrètes qu'il entreprendra en vue de restaurer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et de s'abstenir d'autres faits qualifiés infraction dans le futur. Cette déclaration d'intention doit également être signée

herstelrechtelijk aanbod dat het best aan de situatie van de partijen aangepast is dat ofwel uit een bemiddeling, ofwel uit een herstelgericht groepsoverleg zal bestaan.

In geval van herstelgericht groepsoverleg neemt de dienst, in overleg met de in artikel 50 bedoelde personen, met de personen van hun sociale omgeving en alle andere nuttige personen contact op.

§5. De aangewezen dienst maakt, ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij aangewezen werd, een verslag op voor de rechter of de rechtbank over de stand van zaken in verband met het herstelrechtelijk aanbod waaruit het herstelrechtelijk aanbod dat ten uitvoer gelegd zal worden, namelijk een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg, duidelijk zal moeten blijken.

De betrokken personen leggen, met de hulp van de aangewezen dienst, binnen de kortst mogelijke termijn, een voorstel aan de rechter of de jeugdrechtbank, voor.

Art. 54. Indien het herstelrechtelijk aanbod in een akkoord uitmondt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 52, 5°, getekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

In geval van herstelgericht groepsoverleg wordt er ook een intentieverklaring van de jongere ingevoegd. Hij licht er de concrete stappen in toe die hij zal ondernemen met het oog op herstel van de relationele en materiële schade en de schade die door de gemeenschap geleden is en zich in de toekomst van andere als misdrijf omschreven feiten te onthouden. Deze intentieverklaring moet ook door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, en, indien deze laatste in gebreke zijn, door zijn advocaat, ondertekend worden.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et, si ces dernières sont défailtantes, par son avocat.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est homologué par le juge ou le tribunal de la jeunesse qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

Art. 55. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au juge ou au tribunal ainsi qu'au service social compétent. Ce rapport est présenté aux parties concernées pour accord et est joint au dossier de la procédure.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient avant le prononcé du jugement, le tribunal tient compte de cet accord et de son exécution.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient après le prononcé du jugement, le juge peut être saisi sur la base de l'article 44 en vue d'alléger ou de rapporter la ou les mesures ordonnées au fond.

Art. 56. Si l'offre restauratrice n'aboutit pas à un accord, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par l'offre restauratrice ne peuvent pas utiliser le déroulement ou le résultat de l'offre restauratrice en défaveur du jeune.

Art. 57. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation ou de concertation restauratrice en groupe sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires.

Het akkoord wordt gehomologeerd door de rechter of de jeugdrechtbank die de inhoud ervan niet kan wijzigen en het enkel kan weigeren goed te keuren indien het strijdig met de openbare orde is.

Art. 55. De aangewezen dienst stelt een verslag op over de uitvoering van het akkoord en stuurt het naar de rechter of de rechtbank, alsook naar de bevoegde sociale dienst. Dit verslag wordt aan de betrokken personen voor akkoord voorgelegd en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de voorziene voorwaarden voor de uitspraak van het vonnis optreedt, houdt de rechtbank met dit akkoord en zijn uitvoering rekening.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de voorziene voorwaarden na de uitspraak van het vonnis optreedt, kan de rechter op basis van artikel 44 aangezocht worden om de bevolen maatregelen ten gronde te verlichten of in te trekken.

Art. 56. Indien het herstelrechtelijk aanbod niet in een akkoord uitmondt, kunnen de gerechtelijke instanties of de bij het herstelrechtelijk aanbod betrokken personen het verloop of het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod niet ten nadele van de jongere aanwenden.

Art. 57. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de dienst van bemiddeling of van herstelgericht groepsoverleg verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen van de gerechtelijke instanties ter kennis te brengen.

Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechtelijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 3. Het jongerenproject

Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 3. Le projet du jeune

Art. 58. §1er. Dès sa saisine, le juge informe le jeune de son droit de présenter un projet au plus tard à l'audience publique du tribunal et qu'il peut s'adresser au service que le juge désigne pour l'élaboration de celui-ci.

Le juge de la jeunesse informe le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune que :

1° le jeune doit être assisté par son avocat au moment où le projet est confirmé par écrit ;

2° le projet doit être exécuté dans les 6 mois de sa confirmation écrite.

Le projet du jeune doit être signé par celui-ci ainsi que par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et doit être approuvé par le tribunal qui ne peut en modifier son contenu mais peut le refuser par décision expressément motivée.

Le juge tribunal qui approuve le projet adresse copie du projet signé au service qu'il désigne en lui confiant le contrôle de son exécution. Le tribunal informe le jeune des conséquences possibles d'une non-exécution ou d'une exécution partielle de ses engagements.

§2. Le service compétent fait rapport périodiquement au tribunal sur

07/09/2017

Art. 58. § 1. Vanaf de aanhangigmaking brengt de rechter de jongere op de hoogte van zijn recht om ten laatste op de openbare hoorzitting van de rechtbank een project voor te leggen en dat hij zich tot de dienst die de rechter aanduidt, kan wenden voor opmaak ervan.

De jeugdrechter brengt de jongere en de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen ervan op de hoogte dat:

1° de jongere door zijn advocaat bijgestaan moet worden op het ogenblik dat het project schriftelijk bevestigd is;

2° het project binnen de 6 maanden na de schriftelijke bevestiging ervan uitgevoerd moet worden.

Het jongerenproject moet door de jongere zelf en ook door de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, ondertekend worden en moet door de rechter goedgekeurd worden die de inhoud ervan niet kan wijzigen, maar het door uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing kan weigeren.

De rechtbank die het project goedkeurt, stuurt een kopie van het ondertekende project aan de dienst die hij aanwijst en vertrouwt hem de controle op de uitvoering ervan toe. De rechtbank licht de jongere in over de mogelijke gevolgen van een niet of slechts gedeeltelijke uitvoering van zijn verbintenissen.

§2. De bevoegde dienst maakt periodiek een verslag op voor de rechtbank over de uitvoering van het project. De jongere blijft geïnformeerd over de inhoud van de verslagen.

§3. De bevoegde dienst stuurt een eindverslag aan de rechtbank over de uitvoering van het project. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de jongere zijn project volgens de

l'exécution du projet. Le jeune est tenu informé du contenu des rapports.

§3. Le service compétent adresse un rapport final au juge sur l'exécution du projet. Il est joint au dossier de la procédure.

Si le jeune a exécuté son projet suivant les modalités écrites convenues, le tribunal le reprend dans la motivation de sa décision.

Si le jeune n'a pas totalement exécuté son projet selon les modalités convenues, le tribunal le reprend dans la motivation de sa décision et en tient compte, le cas échéant, pour imposer au jeune d'autres mesures prévues aux articles 64, alinéa 3 ou 78, alinéa 3 lors d'une audience ultérieure.

Une copie de la décision est remise au jeune, à son avocat, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune et au service mentionné au §1er. Si la remise à l'une de ces personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifié par pli judiciaire ou par courriel conformément à l'article 32bis du code Judiciaire.

§4. Si le projet n'aboutit pas, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par celui-ci ne peuvent pas utiliser le déroulement ou le résultat du projet en défaveur du jeune.

Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires.

Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme

07/09/2017

overeengekomen geschreven voorwaarden uitgevoerd heeft, neemt de rechtbank dit op in de motivering van zijn beslissing.

Indien de jongere zijn project niet volledig volgens de overeengekomen modaliteiten uitgevoerd heeft, neemt de rechter of de rechtbank dit in de motivering van zijn beslissing op en houdt hij er, indien nodig, rekening mee om aan de jongere andere in de artikelen 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregelen op te leggen tijdens een latere hoorzitting.

Een kopie van de beslissing wordt aan de jongere, aan zijn advocaat, aan de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen en aan de in § 1 vermelde dienst overgemaakt. Indien de afgifte aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt een kopie van het proces-verbaal overeenkomstig artikel 32bis van het gerechtelijk wetboek via gerechtsbrief of via e-mail betekend.

§4. Indien het project niet slaagt, kunnen de gerechtelijke instanties of de bij het project betrokken personen het verloop of het resultaat van het project niet ten nadele van de jongere aanwenden.

De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de dienst verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen van de gerechtelijke instanties ter kennis te brengen.

Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 4. De steun aan het ouderschap

Art. 59. §1 Wanneer de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent

preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 4. Le soutien à la parentalité

Art. 59. §1^{er}.Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifester à l'égard du comportement délinquant de ce dernier un désintérêt caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le juge ou le tribunal les invite à participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le juge ou le tribunal informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service met en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute
07/09/2017

gedrag van deze laatste, en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige, nodigt de rechter of de rechtbank hen uit om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De rechter of de rechtbank licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

§2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet openbaar maken. Hij kan niet als getuige opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de dienst.

§5. Indien elementen uit de bemiddeling

autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au service.

§5. Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au §2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

Sous-chapitre II. La phase préparatoire

Section 1. Règles spécifiques à la phase préparatoire

Art. 60. Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte. Une mesure provisoire ne peut être prise que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière.

Art. 61. La décision du juge contient un résumé des faits reprochés et un résumé des éléments touchant à la personnalité du jeune ou à son milieu qui justifient la décision. Elle mentionne également l'audition ou les raisons pour lesquelles l'intéressé n'a pu être entendu.

Art. 62. §1^{er}. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la réquisition prévue à l'article 45.2.a) de la loi du 8 avril 1965 jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou la décision du procureur du Roi de classer sans suite.

ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met §2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

Onderhoofdstuk II. De voorbereidende fase

Afdeling 1. Specifieke regels in de voorbereidende fase

Art. 60. Geen enkele voorlopige maatregel mag genomen worden om een onmiddellijke bestraffing of elke andere vorm van verplichting uit te oefenen. Een voorlopige maatregel kan enkel genomen worden voor een zo kort mogelijke duur, wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld zijn en het einddoel van de voorlopige maatregel niet op een andere manier bereikt kan worden.

Art. 61. De beslissing van de rechter bevat een samenvatting van de aangewezen feiten en een samenvatting van de elementen in verband met de persoonlijkheid van de jongere of diens omgeving die de beslissing verantwoorden. De beslissing vermeldt ook de hoorzitting of de redenen waarom de belanghebbende niet gehoord kon worden.

Art. 62. § 1. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de vordering bedoeld in artikel 45.2 a) van de wet van 8 april 1965 tot aan het vonnis van de jeugdrechtbank of de beslissing van de procureur des Konings om de zaak te seponeren.

Bij het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de jongere te dagvaarden voor de jeugdrechtbank of hem te informeren

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer le jeune à comparaître devant le tribunal de la jeunesse ou l'informer de sa décision de classer sans suite.

§2. La phase préparatoire peut être exceptionnellement prolongée de trois mois, renouvelables, si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie.

La phase préparatoire ne peut jamais excéder un durée totale de vingt-quatre mois.

§3. Dans le cadre de la prolongation visée au §2, des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent.

Le juge de la jeunesse motive spécialement sa décision de prolonger la phase préparatoire ainsi que sa décision de prendre ou maintenir des mesures provisoires dans le cadre de cette prolongation au regard des critères visés au §2 alinéa 1^{er}.

§4. Lorsqu'une décision prise dans le cadre de la phase préparatoire est frappée d'appel, les délais visés aux §§ 1 et 2 sont suspendus à partir du jour de l'acte d'appel jusqu'au jour de l'arrêt rendu par la juridiction d'appel. La durée de cette suspension ne peut excéder deux mois.

La juridiction d'appel peut prendre les mesures provisoires prévues à l'article 64 dans les limites prévues à l'article 62.

over zijn beslissing om de zaak te seponeren.

§2. 1° De voorbereidende fase kan uitzonderlijk met drie maanden verlengd worden, die verlengd kunnen worden, indien deze verlenging noodzakelijk is om de als misdrijf omschreven feiten te bepalen of om de persoonlijkheid van de jongere en diens leefomgeving te leren kennen.

De voorbereidende fase mag nooit een totale duur van vierentwintig maanden overschrijden.

§3. In het kader van de in §2 bedoelde verlenging kunnen er voorlopige maatregelen getroffen of gehandhaafd worden indien ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met vereisten inzake openbare veiligheid dit vereisen.

De jeugdrechter motiveert specifiek zijn beslissing om de voorbereidende fase te verlengen, alsook zijn beslissing om in het kader van deze verlenging voorlopige maatregelen te treffen of te handhaven, met inachtneming van de in § 2, 1ste lid bedoelde criteria.

§4. Wanneer een beslissing die in het kader van de voorbereidende fase is genomen, het voorwerp is van een beroep, worden de in § §1 en 2 bedoelde termijnen geschorst vanaf de dag van de akte van hoger beroep tot aan het arrest van de beroepsinstantie. De duur van deze opschorting mag niet langer zijn dan twee maanden.

Het rechtscollege van beroep kan de in artikel 64 bepaalde voorlopige maatregelen nemen binnen de grenzen voorzien in artikel 62.

De voorlopige maatregelen die voorheen door de jeugdrechter genomen zijn, worden behouden zolang ze niet door het rechtscollege van beroep gewijzigd werden.

Art. 63. Wanneer de jeugdrechtbank een voorlopige maatregel neemt, kan ze, uit noodzaak voor informatie of onderzoek, de jongeren verbieden om vrij te

Les mesures provisoires prises antérieurement par le juge de la jeunesse sont maintenues tant qu'elles n'ont pas été modifiées par la juridiction d'appel.

Art. 63. Lorsque le tribunal de la jeunesse prend une mesure provisoire, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction, interdire au jeune de communiquer librement avec les personnes nommément désignées autres que son avocat, pour une période de trente jours au plus, renouvelable plusieurs fois.

Section 2. Mesures de garde provisoires et d'investigations à disposition du juge de la jeunesse

Art.64. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa décision.

Dès la saisine du juge, le jeune peut proposer au juge d'élaborer et d'exécuter le projet visé à l'article 58 et ce, au plus tard jusqu'à l'audience publique.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le juge peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 41 et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre à titre de mesure provisoire de garde ou d'investigations les mesures suivantes :

1° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent ;

2° imposer au jeune d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses

communiquer met de personnes die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, voor een periode van dertig dagen of langer, één keer verlengbaar.

Afdeling 2. Onderzoeksmaatregelen en voorlopige maatregelen van bewaring die ter beschikking staan van de jeugdrechter

Art.64. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bedoeld in artikel 50 bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Vanaf de aanhangigmaking van de rechter kan de jongere aan de rechter voorstellen om het in artikel 58 bedoelde project op te stellen en uit te voeren, en dit ten laatste tot aan de publieke hoorzitting.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechter, mits met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 41 rekening te houden en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, bij wijze van onderzoeks- en voorlopige bewaringsmaatregel de volgende maatregelen treffen:

1° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen;

2° de jongere opleggen een prestatie van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum vijftien uur en maximum dertig uur, die georganiseerd wordt door de dienst die hij aanwijst;

3° de jongere verplichten om, voor observatiedoeleinden, zich door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een erkende psycho-medische-sociale

capacités, de minimum quinze heures et de trente heures au plus, organisée par le service qu'il désigne;

3° soumettre le jeune, aux fins d'observation, à un suivi par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie;

4° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou autre accompagnement que le juge détermine ou à une guidance aux fins d'observation par le service que le juge désigne ;

5° soumettre le jeune à des conditions, le cas échéant de façon cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

6° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie;

7° placer le jeune en institution publique.

Art. 65. Le juge détermine la durée de toute mesure provisoire qu'il ordonne.

Le juge peut, même si la réquisition du procureur du Roi est postérieure à la date à laquelle le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, prendre ou maintenir des mesures provisoires jusqu'à ce que le jeune ait atteint l'âge de vingt ans, sans préjudice de l'article 62 (durée phase préparatoire).

Art. 66. Lorsque le juge soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service social compétent informe régulièrement le juge sur l'exécution de la mesure.

07/09/2017

dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen te laten volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

4° de jongere verplichten om een intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechter bepaalt of een begeleiding te volgen met als doel observatie door de dienst die de rechter aanwijst;

5° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving;

6° de jongere aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

7° de jongere in een openbare instelling plaatsen.

Art. 65. De rechter bepaalt de duur van iedere voorlopige maatregel die hij beveelt.

De rechter kan, zelfs al gebeurt de vordering van de procureur des konings na de datum waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft, voorlopige maatregelen treffen of handhaven tot de jongere de leeftijd van vijftientig jaar bereikt heeft, zonder daarbij afbreuk te doen aan artikel 62 (duur voorbereidende fase).

Art. 66. Wanneer de rechter de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook het soort van verwacht toezicht. De bevoegde sociale dienst licht de rechter regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

Art. 67. De prestatie van algemeen nut bedoeld in artikel 64, 3de lid, 2° kan enkel bij wijze van voorlopige maatregel bevolen worden met als doel de verwezenlijking van de in artikel 40 bedoelde onderzoeken mogelijk te maken.

Art. 68. § 1. Wanneer de rechter de jongere in zijn leefomgeving onder voorwaarden handhaaft, legt hij de duur

Art. 67. La prestation d'intérêt général visée à l'article 64, alinéa 3, 2° ne peut être ordonnée à titre de mesure provisoire que dans le but de permettre la réalisation des investigations visées à l'article 40.

Art. 68. §1er. Lorsque le juge maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à un an dans son ordonnance et motive sa décision.

Le juge prévoit simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge. La mesure de remplacement consiste en la mesure prévue à l'article 64, alinéa 3, 2°, 4° ou 7°.

§2. Le juge de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions.

§3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont il précise les modalités;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative ;
6. suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-

hiervan vast die niet hoger dan een jaar in zijn beschikking mag zijn en motiveert hij zijn beslissing.

De rechter bepaalt gelijktijdig een alternatieve maatregel in het geval dat de jongere de door de rechter vastgelegde voorwaarden niet naleeft. De vervangingsmaatregel bestaat uit de in artikel 64, lid 3, 2°, 4° of 7° bedoelde maatregel.

§2. De jeugdrechter kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden:

1. niet op bepaalde plaatsen komen;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan hij de voorwaarden nader omschrijft;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken;
5. hem onderwerpen aan de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting;
6. hem onderwerpen aan de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;
7. zich tot de consulent van de Aide à la Jeunesse de Bruxelles of tot het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel wenden;

médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;

7. s'adresser au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou au Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel ;

8. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce;

9. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées;

10. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont il précise la durée et les modalités.

Le juge peut confier le respect des conditions au service social compétent. Il peut confier à un service de police le contrôle de l'exécution de l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou certains lieux ainsi que le respect de l'interdiction de sortie. Si le service social compétent intervient également dans l'exécution de l'ordonnance du juge, ce dernier l'informe régulièrement des résultats de ce contrôle.

§4. Dans le cas de la condition visée au §3, 5 et 6, le service mandaté par le juge fait rapport au juge dans le mois du commencement de la directive pédagogique ou médicale et chaque fois que le service l'estime nécessaire ou à la demande du juge. Un rapport est fait au minimum tous les trois mois.

Si l'accompagnement ou le traitement est interrompu, le service mandaté en informe immédiatement le juge.

8. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden;

9. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten;

10. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de duur en de voorwaarden nader omschreven worden, in acht nemen.

De rechter kan de controle op de naleving van de voorwaarden aan de bevoegde sociale dienst toevertrouwen. Hij kan de controle op de uitvoering van het verbod om met bepaalde personen om te gaan of op bepaalde plaatsen te komen, alsook de naleving van het huisarrest, aan een politiedienst toevertrouwen. Indien de bevoegde sociale dienst ook optreedt bij de uitvoering van de beschikking van de rechter, informeert die regelmatig over de resultaten van deze controle.

§4. In het geval van de voorwaarde bedoeld in §3, 5 en 6, doet de dienst die een mandaat van de rechter kreeg binnen de maand van de start van de pedagogische of medische richtlijn en iedere keer dat de dienst dat noodzakelijk acht of op verzoek van de rechter verslag aan de rechter. Minstens iedere drie maanden wordt er een verslag opgemaakt.

Indien de begeleiding of de behandeling onderbroken is, brengt de dienst die een mandaat kreeg de rechter hiervan onmiddellijk op de hoogte.

§5. Het huisarrest bedoeld in §3, 2. bestaat erin dat de jongere op de plaatsen en de uren die de rechter vaststelt aanwezig is.

Het huisarrest mag de jongere niet verhinderen naar school te gaan, noch een behandeling of een begeleiding te volgen.

De rechter kan, op verzoek van de

§5. L'interdiction de sortie visée au §3, 2. consiste pour le jeune à être présent aux lieux et heures que le juge fixe.

L'interdiction de sortie ne doit pas empêcher le jeune d'aller à l'école ni de suivre un traitement ou un accompagnement.

Le juge peut, à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou d'office autoriser le jeune à quitter les lieux visés à l'alinéa 1er.

§6. Le juge de la jeunesse adresse sa décision qui reprend les conditions à respecter par le jeune au service social compétent ainsi que, le cas échéant, au service qui va devra garantir leur exécution.

Le service visé à l'alinéa 1er adresse un rapport au juge dans le mois de leur désignation et ensuite à chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou chaque fois que le juge le demande.

Un rapport est adressé au juge au moins tous les trois mois sur l'accompagnement et le respect des conditions. Le jeune est informé du contenu de ce rapport.

§7. Le juge de la jeunesse peut d'office et par décision motivée adapter les conditions aux circonstances de l'espèce. Il ne peut cependant pas les renforcer ou les alourdir.

Si le juge estime devoir adapter les conditions, il ne peut le faire qu'après avoir entendu le jeune et son avocat. Le juge peut également entendre les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune ainsi que le procureur du Roi.

Le juge peut également adapter les conditions à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune ainsi que du procureur du Roi sans pouvoir cependant les renforcer ou les alourdir.

07/09/2017

jongere, van de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen of ambtshalve de jongere toelaten om de plaats bedoeld in het 1ste lid te verlaten.

§ 6. De jeugdrechter stuurt zijn beslissing met een overzicht van de door de jongere na te leven voorwaarden aan de bevoegde sociale dienst alsook, in voorkomend geval, aan de dienst die de uitvoering ervan zal moeten garanderen.

De in het 1ste lid bedoelde dienst stuurt een verslag naar de rechter binnen de maand van zijn aanwijzing en vervolgens iedere keer dat hij dat noodzakelijk acht of iedere keer dat de rechter dat vraagt.

Een verslag over de begeleiding en de naleving van de voorwaarden wordt minstens iedere drie maanden aan de rechter overgemaakt. De jongere wordt over de inhoud van dit verslag ingelicht.

§ 7. De jeugdrechter kan ambtshalve en door middel van een gemotiveerde beslissing de voorwaarden aan de specifieke omstandigheden aanpassen. Hij kan ze evenwel niet versterken of verzwaren.

Indien de rechter van oordeel is de voorwaarden te moeten aanpassen, kan hij dit pas doen na de jongere en zijn advocaat gehoord te hebben. De rechter kan ook de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen alsook de procureur des konings horen.

De rechter kan de voorwaarden ook aanpassen op verzoek van de jongere, van personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen, alsook van de procureur des konings zonder ze evenwel te kunnen versterken of te verzwaren.

§ 8. De voorwaarden kunnen ingetrokken worden wanneer in de loop van de uitvoering uit het onderzoek ernstige aanwijzingen blijken dat een nieuw misdrijf door de jongere gepleegd is en dat de procureur des konings de zaak bij de rechter in overeenstemming met artikel 45, 2, a) van de wet van 8 april

§8. Les conditions peuvent être rapportées lorsqu'en cours d'exécution il ressort de l'enquête des indices sérieux qu'une nouvelle infraction a été commise par le jeune et que le procureur du Roi saisi le juge conformément à l'article 45, 2, a) de la loi du 8 avril 1965.

Les conditions peuvent également être rapportées si le jeune ne respecte pas les conditions ou si le juge estime que leur respect est insuffisant.

Si le juge estime devoir rapporter les conditions, il ne peut le faire qu'après avoir entendu le jeune et son avocat. Le juge peut également entendre les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune ainsi que le procureur du Roi.

Si le juge rapporte les conditions pour non-respect de celles-ci, il ordonne la mesure de remplacement visée au §1^{er}, alinéa 2.

Si les circonstances qui existent au moment où la mesure de remplacement, en cas de non-respect des conditions, est appliquée ont considérablement changé des circonstances qui existaient au moment où le juge a prévu la mesure de remplacement, le juge peut, exceptionnellement et par décision expressément motivée, ordonner une autre mesure plus adaptée.

Si le juge rapporte les conditions parce que le jeune a commis un nouveau fait qualifié infraction, il peut ordonner une mesure conformément à l'article 64 alinéa 3.

Art. 69. §1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

07/09/2017

1965, aanhangig maakt.

De voorwaarden kunnen ook ingetrokken worden indien de jongere de voorwaarden niet naleeft of indien de rechter van oordeel is dat hun naleving ontoereikend is.

Indien de rechter van oordeel is de voorwaarden te moeten intrekken, kan hij dit pas doen na de jongere en zijn advocaat gehoord te hebben. De rechter kan ook de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen alsook de procureur des konings horen.

Indien de rechter de voorwaarden wegens het niet naleven ervan intrekt, beveelt hij de alternatieve maatregelen bedoeld in §1, 2de lid.

Indien de omstandigheden die bestaan op het ogenblik dat de alternatieve maatregel, in geval van niet-naleving van de voorwaarden, toegepast wordt, op beduidende wijze verschillen van de omstandigheden die op het ogenblik dat de alternatieve maatregel bepaald is, bestonden, kan de rechter, uitzonderlijk en door middel van uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing, een andere aangepastere maatregel bevelen.

Indien de rechter de voorwaarden intrekt omdat de jongere een nieuw als misdrijf omschreven feit gepleegd heeft, kan hij een maatregel overeenkomstig artikel 64, 3de lid, bevelen.

Art. 69. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechter, wordt de beslissing van de dokter-diensthoofd om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag dat de rechter hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd. Binnen deze termijn, en

En cas d'application de cette loi par le juge, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le juge statue sur toute autre mesure visée à l'article 64 alinéa 3 qu'il juge utile.

§2. Le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un rapport pédopsychiatrique circonstancié dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 70. Lorsque le juge de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée, conformément à l'article 76, que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.

Art. 71. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 72. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

zonder deze te kunnen verlengen, doet de rechter een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§2. De jeugdrechter kan de jongere enkel op basis van een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen. Dit verslag stelt, na een onderzoek dat niet ouder dan vijftien dagen is, de therapeutische noodzaak van deze maatregel vast.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag gestaafd wordt.

§3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 70. Wanneer de jeugdrechter beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt zijn beslissing de duur van de maatregel, die, overeenkomstig artikel 76, enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, alsook of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt.

Art. 71. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling verdient de voorkeur boven plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 72. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 73. De rechter kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open en gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten en die:

Art. 73. Le juge ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui:

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes telle que visée à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44, §1er, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment. Dans ce cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf als gevolg kan hebben;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd;

3° ofwel een feit dat door het internationaal humanitair recht als ernstig misdrijf wordt beschouwd, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van boosdoeners met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd of een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd;

5° ofwel het voorwerp uitmaakt van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, §1, omdat hij de eerder opgelegde voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde niet nageleefd heeft. In dit geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en mag ze niet verlengd worden.

Art. 74. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 73, § 1 en 2 opgesomde voorwaarden, kan de rechter de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in een open of gesloten afdeling bevelen ten aanzien van een

Art. 74. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 73, le juge peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

Art. 75. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être ordonné que lorsque les conditions suivantes sont en outre rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Art. 76. La mesure de placement provisoire en institution publique, en régime ouvert ou fermé, ne peut excéder un mois. Elle peut néanmoins être prolongée de mois en mois par décision motivée du juge de la jeunesse. La décision de prolongation devra être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique ou propres à la personnalité de l'intéressé, et qui nécessitent le maintien de ces mesures. L'intéressé, son conseil et le directeur de l'établissement seront préalablement entendus.

La mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé en institution publique peut faire l'objet d'un rapport ou
07/09/2017

jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een andere persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 75. De plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer bovendien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven pleegt, zich aan het gerecht onttrekt, bewijsmateriaal probeert te doen verdwijnen of tot een heimelijke verstandhouding komt met derden.

Art. 76. De voorlopige plaatsingsmaatregel in een openbare instelling, in een open of gesloten afdeling, mag niet langer dan een maand duren. Ze kan evenwel van maand tot maand door middel van een gemotiveerde beslissing van de jeugdrechter verlengd worden. De beslissing tot verlenging moet verantwoord worden door ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die betrekking hebben op de vereisten van de openbare veiligheid of eigen zijn aan de persoonlijkheid van de betrokkene en die de handhaving van deze maatregelen noodzakelijk maken. De betrokkene, zijn raadsman en de directeur van de instelling worden vooraf gehoord.

De voorlopige maatregel die een plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling voorschrijft, kan het voorwerp van een verslag of van een wijziging in overeenstemming met artikel 46 uitmaken.

Art. 77. Wanneer de jeugdrechter een voorlopige maatregel van plaatsing in een openbare instelling treft, kan hij, omwille van de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek of van het

d'une modification conformément à l'article 46.

Art. 77. Lorsque le juge de la jeunesse prend provisoirement une mesure de placement en institution publique, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction et pour un délai renouvelable de trente jours renouvelables, interdire au jeune par décision motivée de communiquer librement avec les personnes nommément désignées, autres que son avocat conformément à l'article 63.

En outre, le juge de la jeunesse peut, pour des raisons identiques et pour la même durée, interdire au jeune toute sortie de l'institution.

Sous-chapitre III. La phase de jugement

Section 1. Les mesures de garde à disposition du tribunal de la jeunesse

Art. 78. Pendant la phase de jugement, le tribunal peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa décision.

Il examine ensuite la faisabilité du projet visé à l'article 58.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le tribunal peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 41 et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre les mesures suivantes :

1° réprimander le jeune;

gerechtelijke onderzoek en voor een hernieuwbare termijn van dertig werkdagen met gemotiveerde beslissing de jongere vrij verkeer verbieden met de personen die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, in overeenstemming met artikel 63.

Bovendien kan de jeugdrechter, wegens dezelfde redenen en voor dezelfde duur, de jongere verbieden de instelling te verlaten.

Onderhoofdstuk III. Fase van het vonnis

Afdeling 1. De maatregelen voor het ter beschikking houden van de jeugdrechtbank

Art. 78. Tijdens de fase van het vonnis kan de rechtbank het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bedoeld in artikel 50 bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Hij onderzoekt vervolgens de haalbaarheid van het project bedoeld in artikel 58.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechtbank, mits met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 41 rekening te houden en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, de volgende maatregelen treffen:

1° de jongere berispen;

2° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen;

3° hem opleggen een prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum dertig

2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent;

3° lui imposer d'effectuer une prestation éducative et d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de minimum trente heures et de 150 heures au plus, organisée par le service que la tribunal désigne;

4° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou autre accompagnement que le tribunal précise ou à une guidance par le service que le tribunal désigne ;

5° soumettre le jeune à un suivi par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale, un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;

6° imposer au jeune de participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes organisés par le service que le tribunal désigne ;

7° imposer au jeune de participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées ;

8° lui imposer de fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial ;

9° soumettre le jeune a des conditions, le cas échéant de manière cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

uur en maximum 150 uur, die georganiseerd wordt door de dienst die de rechtbank aanwijst;

4° de jongere verplichten om een intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechtbank bepaalt of een begeleiding te volgen van de dienst die de rechtbank aanwijst;

5° de jongere verplichten om zich door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een erkende psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen te laten volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

6° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele slachtoffers georganiseerd door de dienst die ze aanwijst;

7° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer begeleide sportieve, sociale of culturele activiteiten;

8° de jongere verplichten geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs te bezoeken;

9° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving;

10 ° de jongere verplichten om een postinstitutionele begeleiding te volgen;

11° de jongere aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

10 ° soumettre le jeune à un accompagnement post-institutionnel ;

11° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie;

12° placer le jeune en institution publique.

Art. 79. § 1er. Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de toute mesure qu'il ordonne au fond, à l'exception de la réprimande.

§ 2. Les mesures prennent fin lorsque le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le tribunal peut :

1° sur réquisition du procureur du Roi, en cas de mauvaise conduite persistante ou de comportement dangereux du jeune, prolonger ces mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans. Dans ce cas, le tribunal est saisi de la réquisition dans les trois mois précédant le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

2° lorsque le fait qualifié infraction a été commis après l'âge de seize ans, prendre ou maintenir des mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans.

Art. 80. La mesure de réprimande peut être prononcée indépendamment de l'âge du jeune au moment du jugement.

Art. 81. Lorsque le tribunal de la jeunesse soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service informe régulièrement le tribunal sur l'exécution de la mesure.

07/09/2017

12° de jongere in een openbare instelling plaatsen.

Art. 79. § 1. De jeugdrechtbank bepaalt de duur van elke maatregel die ze ten gronde beveelt, met uitzondering van de berisping.

§ 2. De maatregelen eindigen wanneer de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt.

§ 3. Bij afwijking van paragraaf 2 kan de rechtbank:

1° bij vordering van de procureur des Konings, in geval van aanhoudend wangedrag of gevaarlijk gedrag van de jongere, deze maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur verlengen die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt. In dit geval wordt de vordering binnen de drie maanden die de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, voorafgaan, bij de rechtbank ahangig gemaakt.

2° wanneer het als misdrijf omschreven feit na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is, maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt, treffen of handhaven.

Art. 80. De maatregel van berisping kan onafhankelijk van de leeftijd van de jongere op het moment van het vonnis uitgesproken worden.

Art. 81. Wanneer de jeugdrechtbank de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook het soort van verwacht toezicht. De dienst licht de rechtbank regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

Art. 82. § 1. Wanneer de rechtbank de jongere onder voorwaarden in zijn leefomgeving handhaaft, legt ze de duur hiervan die niet hoger dan twee jaar in haar vonnis mag zijn, vast en motiveert ze haar beslissing.

De rechtbank bepaalt gelijktijdig een

Art. 82. §1er. Lorsque le tribunal maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à deux ans dans son jugement et motive sa décision.

Le tribunal prévoit simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge. La mesure de remplacement consiste en la mesure prévue à l'article 78, alinéa 3, 3°, 4°, 6°, 7° ou 12°.

§2. Le tribunal de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions.

§3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont le tribunal précise les modalités;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative
6. suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière

alternative maatregel in het geval dat de jongere de door de rechter vastgelegde voorwaarden niet naleeft. De vervangingsmaatregel bestaat uit de in artikel 78, lid 3, 3°, 4°, 6°, 7° of 12° bedoelde maatregel.

§2. De jeugdrechtbank kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden:

1. niet op bepaalde plaatsen komen;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan de rechtbank de voorwaarden nader omschrijft;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken;
5. de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting volgen;
6. de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor geestelijke gezondheid, van een professionele hulpverlener, van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een psycho-medische-sociale dienst of van een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;
7. deelnemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde

d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie;

7. participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et de leur impact sur les éventuelles victimes par le service que le tribunal désigne;
8. s'adresser au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou au *Comité voor Bijzondere Jeugdzorg van Brussel* ;
9. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce;
10. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées;
11. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont le tribunal précise la durée et les modalités.

Le tribunal peut prévoir que l'exécution de la ou des mesures d'accompagnement ou de guidance visées à l'article 78, alinéa 3, 4° est une condition au maintien du jeune dans son milieu de vie.

§4. La procédure est identique à celle visée à l'article 68.

Art. 83. §1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale, ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne

handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele slachtoffers georganiseerd door de dienst die de rechtbank aanwijst;

8. zich tot de consultant van de Aide à la Jeunesse de Bruxelles of tot het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel wenden;
9. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden;
10. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten;
11. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de rechtbank de duur en de modaliteiten nader omschrijft, in acht nemen.

De rechtbank kan bepalen dat de uitvoering van de maatregel of maatregelen van begeleiding of gespecialiseerde begeleiding bedoeld in artikel 78, 3de lid, 4° een voorwaarde is voor de handhaving van de jongere in zijn leefomgeving.

§4. De procedure is identiek met die bedoeld in artikel 68.

Art. 83. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechtbank, wordt de beslissing van de dokter-diensthoofd om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag dat de rechtbank hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd.

des malades mentaux.

En cas d'application de cette loi par le tribunal, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le tribunal en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 78, alinéa 3 qu'il juge utile.

§2. Le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un rapport pédopsychiatrique circonstancié dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 84. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.

Art. 85. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 86. La mesure peut être cumulée

Binnen deze termijn, en zonder deze te kunnen verlengen, doet de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 78, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§2. De jeugdrechter kan de jongere enkel op basis van een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen. Dit verslag stelt, na een onderzoek dat niet ouder dan vijftien dagen is, de therapeutische noodzaak van deze maatregel vast.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag gestaafd wordt.

§3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 84. Wanneer de jeugdrechtbank beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt haar beslissing de duur van de maatregel die enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, alsook of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt.

Art. 85. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling verdient de voorkeur boven plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 86. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 87. De rechtbank kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open of gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten

avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 87. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui:

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique ;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes telle que visée à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44 §1^{er} pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment. Dans ce cas, la

en die:

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf als gevolg kan hebben;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd;

3° ofwel een feit dat door het internationaal humanitair recht als ernstig misdrijf wordt beschouwd, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van boosdoeners met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd of een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd;

5° ofwel het voorwerp is van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, §1, om reden dat hij de eerder opgelegde, voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde niet nageleefd heeft. In dit geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en mag ze niet verlengd worden.

Art. 88. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 87, § 1 en 2 opgesomde voorwaarden, kan de rechtbank een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare

durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

Art. 88. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 87 le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux .

Art. 89. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être imposé que lorsque les conditions suivantes sont en outre rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Art. 90. La mesure prescrivant un placement en régime fermé d'une institution publique prise par jugement est, conformément à l'article 47, réexaminée avant l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où la décision est devenue définitive.

Section 2. Le dessaisissement

Art. 91. § 1er. Si le jeune visé à l'article 2, 9°, b) déféré devant le tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait et que le tribunal estime inadéquate une mesure de protection visée à l'article 78 alinéa 3, il peut, par décision dûment motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au
07/09/2017

instelling bevelen ten aanzien van een jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 89. De plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer bovendien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven pleegt, zich aan het gerecht onttrekt, bewijsmateriaal probeert te doen verdwijnen of tot een heimelijke verstandhouding komt met derden.

Art. 90. De door vonnis getroffen maatregel die een plaatsing in gesloten afdeling van een openbare instelling voorschrijft, is, in overeenstemming met artikel 47, opnieuw onderzocht vóór het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing definitief geworden is.

Afdeling 2. De onttrekking

Art. 91. § 1. Indien de jongere bedoeld in artikel 2, 9°, b) die voor de jeugdrechtbank wegens een als misdrijf omschreven feit voorgeleid is, op het ogenblik van de feiten zestien jaar of ouder was en de rechtbank een in artikel 78, 3de lid, bedoelde beschermingsmaatregel ongepast vindt, kan ze, via met redenen omklede beslissing, de zaak uit handen geven en naar de procureur des Konings doorverwijzen om, zo nodig, krachtens artikel 57 bis, §1 van de wet van 8 april 1965 bij de bevoegde rechtbanken verder behandeld te worden.

De rechtbank kan evenwel de zaak pas uit handen geven wanneer bovendien de

procureur du Roi aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes en vertu de l'article 57 bis, §1^{er} de la loi du 8 avril 1965 s'il y a lieu.

Le tribunal ne peut toutefois se dessaisir que si en outre les deux conditions suivantes sont rencontrées:

1° le jeune a déjà fait l'objet d'une ou plusieurs mesures visées aux articles 64, alinéa 3 ou 78 alinéa 3 ;

2° le fait pour lequel le jeune est poursuivi constitue en vertu du code pénal :

1. un attentat à la pudeur commis sur des personnes ou à l'aide de personnes de l'un ou de l'autre sexe, avec violence, contrainte, menace, surprise ou ruse, ou qui a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime ;
2. un viol ;
3. un meurtre ou une tentative de meurtre ;
4. des coups et blessures volontaires, avec ou sans préméditation, dont il est résulté soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, soit la mort ;
5. une torture ou un traitement inhumain ;
6. un vol commis à l'aide de violences ou menaces ou une extorsion.

Par dérogation à l'alinéa 2, le tribunal peut se dessaisir sans respecter la
07/09/2017

twee volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere heeft al het voorwerp van een of meerdere in de artikelen 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregelen uitgemaakt;

2° het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt, vormt krachtens het strafwetboek:

1. een aanranding van de eerbaarheid, gepleegd op personen of met behulp van personen met het ene of het andere geslacht, met geweld, onder dwang, bedreiging, verrassing of list, of die mogelijk werd gemaakt door een invaliditeit of fysieke of mentale beperking van het slachtoffer;
2. een verkrachting;
3. een moord of poging tot moord;
4. Vrijwillige slagen en verwondingen, met of zonder voorbedachte rade, met ofwel een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, ofwel een persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, ofwel het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, ofwel een ernstige verminking, ofwel de dood tot gevolg;
5. een mishandeling of onmenselijke behandeling;
6. een diefstal met geweld of bedreiging of een afpersing.

In afwijking van het 2de lid, kan de rechtbank de zaak uit handen geven zonder de in het 2de lid, 1° bedoelde voorwaarde na te leven, in het geval dat het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt een feit is dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten een straf van tien tot vijftien jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kon hebben.

condition visée à l'alinéa 2, 1°, dans le cas où le fait pour lequel le jeune est poursuivi est un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde.

La motivation porte sur la personnalité du jeune et sur son degré de maturité.

La présente disposition peut être appliquée lorsque l'intéressé a atteint l'âge de dix-huit ans au moment du jugement mais qu'il était âgé de seize ans ou plus au moment des faits. Il est dans ce cas assimilé à un mineur pour l'application de la présente section.

§ 2. Le tribunal ne peut se dessaisir d'une affaire qu'après avoir fait procéder à une étude sociale et à un examen médico-psychologique.

L'examen médico-psychologique a pour objectif d'évaluer la situation en fonction de la personnalité de la personne concernée et de son entourage, ainsi que du degré de maturité de la personne concernée. La nature, la fréquence et la gravité des faits qui lui sont reprochés, sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer du rapport de l'examen médico-psychologique, lorsqu'il constate que le jeune se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique :

1° lorsqu'une mesure a déjà été prise par jugement à l'égard du jeune de moins de dix-huit ans en raison d'un

De motivering heeft betrekking op de persoonlijkheid van de jongere en op zijn graad van rijpheid.

Onderhavige bepaling kan toegepast worden wanneer de betrokkene de leeftijd van achttien jaar op het moment van het vonnis bereikt heeft, maar hij op het moment van de feiten zestien jaar of ouder was. Hij wordt in dit geval met een minderjarige voor de toepassing van onderhavige afdeling gelijkgesteld.

§ 2. De rechtbank kan een zaak pas uit handen geven wanneer ze een maatschappelijk onderzoek en een medisch-psychologisch onderzoek heeft laten uitvoeren.

Het medisch-psychologisch onderzoek heeft als doel om de situatie in functie van de persoonlijkheid van de betrokken persoon en van zijn omgeving, alsook van de graad van rijpheid van de betrokken persoon te beoordelen. De aard, de frequentie en de ernst van de feiten die hem ten laste worden gelegd, worden in de mate dat ze voor de beoordeling van zijn persoonlijkheid relevant zijn, in overweging genomen.

De rechtbank kan zonder over het verslag van het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, een zaak uit handen geven wanneer ze vaststelt dat de jongere zich aan dit onderzoek onttrekt of weigert er zich aan te onderwerpen.

De rechtbank kan zonder over het maatschappelijk onderzoek of het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, een zaak uit handen geven:

1° wanneer er ten aanzien van de jongere jonger dan achttien jaar al een maatregel via vonnis getroffen is wegens een of meerdere feiten die na de leeftijd van zestien jaar gepleegd zijn en de jongere opnieuw voor een of meerdere van deze feiten die na de eerste veroordeling gepleegd zijn, vervolgd wordt. De beoogde feiten zijn: aanranding van de eerbaarheid; moord; opzettelijke slagen of verwondingen met de dood tot gevolg, toegebracht zonder

ou plusieurs des faits commis après l'âge de seize ans et que le jeune est à nouveau poursuivi pour un ou plusieurs de ces faits commis postérieurement à la première condamnation. Les faits visés sont : attentats à la pudeur ou viol ; meurtre ; coups ou les blessures faites volontairement ayant causé la mort sans intention de la donner ; vols à l'aide de violences ou de menaces ; participation comme provocateurs, chefs de bande ou personnes ayant exercé un commandement quelconque d'une association qui a eu pour but la perpétration de crimes emportant la peine de réclusion à perpétuité ou la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur.

Les pièces de la procédure antérieure sont jointes à celles de la nouvelle procédure.

2° s'il s'agit d'un fait qualifié de crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans commis après seize ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

TITRE IV. – DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 92. Le tribunal de la jeunesse fixe, après enquête sur les capacités financières des intéressés, la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments, dans les frais résultant des mesures prises en application des Titres II et III. Les débiteurs d'aliments qui ne sont pas à la cause y sont appelés.

La fixation d'une participation aux frais dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments lorsque l'aide ou la protection est dispensée par son intermédiaire.

het oogmerk te doden; diefstal met geweld of bedreigingen; deelname als uitlokkers, bendeleiders of personen die om het even welk bevel gevoerd hebben van een vereniging die tot doel had misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn.

De stukken van de vorige procedure worden bij die van de nieuwe procedure gevoegd.

2° het gaat om een als strafbare misdaad omschreven feit met een straf hoger dan twintig jaar opsluiting die na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is en waarbij de jongere pas vervolgd wordt na de leeftijd van achttien jaar bereikt te hebben.

TITEL IV. – FINANCIËLE BEPALINGEN

Art.92. De jeugdrechtbank stelt, na onderzoek van de financiële vermogens van de belanghebbenden, de bijdrage van de minderjarigen en de personen die hen levensonderhoud verplicht zijn in de kosten die voortvloeien uit de in toepassing van Titels II en III genomen maatregelen, vast. De onderhoudsplichtigen die niet gedagvaard werden, worden opgeroepen.

De vaststelling van een deelname in de kosten in hoofde van een onderhoudsplichtige die niet in de eerste graad met de onderhoudsgerechtigde verwant is, sluit niet uit dat er subsidies aan deze onderhoudsplichtige toegekend kunnen worden wanneer de hulp of de bescherming via hem geboden wordt.

De beslissingen die de bijdragen vaststellen, kunnen het voorwerp zijn van beroep en herziening.

Niet-nakoming van de verplichtingen die door deze beslissingen worden opgelegd, wordt bestraft in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 391bis van het Strafwetboek.

Les décisions fixant les parts contributives sont susceptibles d'appel et de révision.

La violation des obligations imposées par ces décisions est punie conformément aux dispositions de l'article 391bis du Code pénal.

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi par le Gouvernement compétent.

En cas d'exécution forcée, le recouvrement, par les pouvoirs qui allouent des subsides, des frais mis à charge des intéressés est poursuivi à l'intervention de l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. L'action se prescrit par cinq ans conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

TITRE V. DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Art. 93. L'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse est abrogée.

Art. 94. La loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction est abrogée.

Art. 95. Sont abrogées les dispositions suivantes de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse :

- 1° au sein du Titre préliminaire, les points 3° et 4°, 5° a), c) à f)
- 2° l'article 29bis
- 3° l'article 36bis alinéas 1 et 2
- 4° l'article 37 à l'exception du §3 alinéa 5

De invordering van de kosten die ten laste vallen van de belanghebbenden wordt door de bevoegde Regering opgevolgd.

In geval van gedwongen tenuitvoerlegging wordt de invordering, door de instanties die de subsidies toekennen, van de kosten die ten laste worden gelegd van de belanghebbenden, opgevolgd met tussenkomst het bestuur der Registratie en Domeinen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949. De rechtsvordering verjaart per vijf jaar, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

TITEL V. OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. 93. De ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren is ingetrokken.

Art. 94. De wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd wordt, is ingetrokken.

Art. 95. De volgende bepalingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de bescherming van de jeugd zijn ingetrokken:

- 1° in de Inleidende titel, de punten 3° en 4°, 5° a), c), f)
- 2° artikel 29bis
- 3° artikel 36bis leden 1 en 2
- 4° artikel 37 met uitzondering van §3 lid 5
- 5° artikel 37 bis
- 6° artikel 37ter
- 7° artikel 37quater
- 8° artikel 37quinquies
- 9° artikel 42
- 10° artikel 43
- 11° artikel 45bis
- 12° artikel 45ter
- 13° artikel 45quater

5° l'article 37 bis
6° l'article 37ter
7° l'article 37quater
8° l'article 37quinquies
9° l'article 42
10° l'article 43
11° l'article 45bis
12° l'article 45ter
13° l'article 45quater
14° l'article 50
15° l'article 52
16° l'article 52bis
17° l'article 52quater , alinéas 1 à 8, et la phrase suivante de l'alinéa 10 : " Passé ce délai, la mesure cesse d'être d'application. ";
18° l'article 52quinquies
19° l'article 53
20° l'article 57bis, § 1er, à l'exception des mots, à l'alinéa 1er, " devant, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou crime correctionnalisable, une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune, s'il y a lieu, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable, une cour d'assises composée conformément aux dispositions de l'article 119, alinéa 2, du Code Judiciaire, s'il y a lieu " et les §§ 2 et 4.
21° l'article 59;
22° l'article 60, à l'exception de la phrase suivante de l'alinéa 3 : " Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public ";
23° l'article 72
24° l'article 74
26° l'article 79
27° l'article 85
28° l'article 89.

TITRE VI. – DISPOSITION FINALE.

Art. 96. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

14° artikel 50
15° artikel 52
16° artikel 52bis
17° artikel 52quater, leden 1 tot 8, en de volgende zin van het 10de lid: "Na het verstrijken van deze termijn vervalt de maatregel.";
18° artikel 52quinquies
19° artikel 53
20° artikel 57bis, § 1, met uitzondering van de woorden, in het eerste lid, 'voor ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een bijzondere kamer binnen de jeugdrechtbank die het gemeen strafrecht en de gemeenrechtelijke strafprocedure toepast, als daartoe grond bestaat, ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een hof van assisen dat samengesteld is overeenkomstig de bepalingen van artikel 119, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, als daartoe grond bestaat' en de §§ 2 en 4.
21° artikel 59;
22° artikel 60, met uitzondering van de volgende zin van het derde lid: 'De griffie bezorgt het openbaar ministerie onverwijld een afschrift van het verzoekschrift';
23° artikel 72
24° artikel 74
26° artikel 79
27° artikel 85
28° artikel 89.

TITEL VI. – SLOTBEPALING.

Art. 96. Onderhavige ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020.

Avis du Délégué général aux droits de l'enfant sur l'avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse

Le Délégué général aux droits de l'enfant a analysé cet avant-projet à travers le prisme de la Convention internationale des droits de l'enfant et des normes et standards internationaux relatifs à l'administration de la justice juvénile et à la prise en charge des mineurs en conflit avec la loi. Il a, pour ce faire, adopté une grille de lecture interdisciplinaire et mis en exergue certaines marges d'amélioration visant l'optimisation de l'effectivité des droits de l'enfant dans l'aide et la protection de la jeunesse.

Nous saluons l'efficacité avec laquelle cet avant-projet a été élaboré ainsi que la volonté de prendre dûment en considération l'avis de nombreux spécialistes du secteur via une large consultation. De manière générale, nous accueillons avec enthousiasme les dispositions renforçant le respect des droits fondamentaux des enfants et des jeunes et celles offrant des alternatives au retrait du jeune de son milieu de vie, que ce soit dans l'aide contrainte ou dans le cadre de la protection des jeunes poursuivis d'un fait qualifié infraction.

Cependant, nous nous étonnons de l'absence chronique de références au rôle de l'avocat.e pourtant fondamental à tous les stades de la procédure. Nous rappelons que les jeunes en contact avec la justice sont dans une situation particulièrement vulnérable et que les droits de la défense depuis le début de la procédure et à toutes les étapes de la procédure de la justice des mineurs constituent un élément essentiel du dispositif¹.

Nous nous inquiétons également du fait que le droit à la participation du mineur soit totalement occulté des débats. Aucune disposition ne favorise l'expression de l'enfant et du jeune. Le droit de donner son avis n'est consacré nulle part. Le droit de contester les décisions du juge ou du tribunal est également absent.

De manière plus spécifique nous attirons l'attention sur certaines formulations parfois vagues voire inexactes. Il conviendrait en effet de remplacer les termes « *enseignement spécial* » par « *enseignement spécialisé* ».

Par ailleurs, nous suggérons de remplacer les termes « *un rapport pédopsychiatrique circonstancié* » par « *un certificat médical rédigé par un (pédo)-psychiatre* ».

¹ CourEDH (GC), 27 novembre 2008, *Salduz c. Turquie*.

Enfin, à la lecture de l'article 64 al.3, 3° et de l'article 68 § 3, 6° nous interprétons le fait que le professionnel auquel il est fait référence n'appartiendrait qu'au secteur de la santé mentale. Or, *a priori*, le secteur de la santé est aussi concerné. C'est pourquoi nous proposons de mettre le terme « *le professionnel* » en début de phrase.

Titre I – Chapitre II. Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs

Art. 4 : « Cette aide et cette protection tendent à lui permettre de se développer dans des conditions d'égalité des chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine ».

Cette disposition est des plus pertinentes. Nous la considérons toutefois incomplète et recommandons l'ajout de la phrase suivante : « Elles [l'aide et la protection] visent à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant, le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités ainsi que le renforcement des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

Art. 5 al. 1 : Nous suggérons de modifier le libellé de cet article en ajoutant les mots : « l'intérêt supérieur de l'enfant ou du jeune ».

Art. 5 al. 2 : Nous suggérons que soit ajoutée, en plus de la Constitution et de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, une référence à la Convention européenne de sauvegarde des droits et libertés fondamentales compte tenu du fait que certaines mesures d'aide et de protection de la jeunesse peuvent être maintenues après l'âge de 18 ans.

Art. 5 al. 2, a) : Le droit de l'enfant à l'information ne se limite pas aux moments où « *la loi est susceptible de porter atteinte à certains de ses droits et libertés* ». L'effectivité de l'information est une garantie contre le non-recours aux droits. Elle permet à l'enfant d'avoir des points de repères et de ne pas se perdre dans les méandres d'un système administratif, institutionnel et judiciaire qui le dépasse.

Nous suggérons donc la formulation suivante : « les jeunes ont le droit, à tous les stades de la procédure, d'être informés, à l'écrit et oralement, dans un langage accessible sur le contenu de leurs droits et libertés ».

Art. 5 al. 2, c) : Nous proposons la formulation suivante : « toute intervention comportant une mesure éducative s'effectue dans des conditions psychosociales, physiques et matérielles qui respectent la dignité humaine, permettent de préserver ou d'accroître chez le jeune le respect de soi et d'autrui et sollicitent son sens des responsabilités personnelles et sociales tout en favorisant son droit à la participation ».

Art. 5 al. 2, e) : La formulation « un minimum d'entraves » nous semble vague. Nous recommandons de la substituer par les mots suivants : « L'enfant ou le jeune n'est soumis à aucune limitation de ses droits politiques, civils, sociaux, économiques ou culturels autre que les limitations qui découlent de sa privation de liberté strictement nécessaire à la poursuite du but légitime de protection de la société et qui sont déterminées par ou en vertu de la loi ».

Proposition d'ajout d'un point f) à l'Art. 5 al. 2: Nous recommandons l'ajout d'un paragraphe disposant que « quiconque concourt à l'application de la présente ordonnance veillera au respect et à la protection de l'intégrité physique, psychique, psychologique, morale, émotionnelle et affective de chaque enfant et, qu'à ce titre, l'usage de toute forme de violence éducative est proscrit ».

Art. 6 : Il conviendrait de faire mention explicite du principe de non-discrimination et de reprendre l'ensemble des critères protégés en vertu de l'article 2 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.

Ainsi nous suggérons la formulation suivante : « Tous les services, publics ou privés, prévus par la présente ordonnance, ainsi que les personnes physiques ou morales, chargées d'apporter leur concours à l'application de la présente ordonnance sont tenus de respecter les droits de l'enfant ou du jeune, sans discrimination aucune, fondée notamment sur la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, l'état civil, la naissance, la fortune, l'origine

sociale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique de l'enfant ou de ses parents. »

Art. 7 al. 2 : Il conviendrait de rappeler que l'éloignement du milieu de vie du jeune, au-delà de devoir constituer une exception doit également être toujours envisagé de manière provisoire. Par ailleurs, nous suggérons d'ajouter « sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant ».

De plus, nous insistons sur le fait d'indiquer de manière précise l'ordre de priorité concernant les mesures d'éloignement mises à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse pour confier l'enfant à : 1/ un membre de sa famille ou à un de ses familiers ; 2/ un accueillant familial qui n'est ni un membre de sa famille ni un de ses familiers ; 3/ un établissement approprié en vue de son éducation ou de son traitement.

Enfin, il est important d'ajouter à la fin de cet article le fait que le juge ou le tribunal doit autant que possible veiller à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses frères et sœurs, sauf si cela est contraire à son intérêt supérieur.

Titre II – L'aide contrainte aux jeunes et à leurs familles.

Chapitre I. Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse.

Art 11, al 2 : la formulation suivante « *soit parce que le jeune adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui compromettent réellement et directement ses possibilités d'épanouissement affectif, social ou intellectuel* » nous pose question. En effet, la notion d'épanouissement est très relative et dépend de plusieurs éléments, notamment celle de la personnalité du jeune mais aussi celle du professionnel et/ou de l'intervenant judiciaire dans leurs rapports aux normes. C'est pourquoi nous suggérons que cette référence soit remplacée par une référence à son intégrité physique et psychique. La phrase pourrait être remplacée comme suit : « soit parce que le jeune adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui compromettent réellement et directement son intégrité physique ou psychique. »

Chapitre II. La phase préparatoire.

Art 12 : Nous suggérons d'ajouter « lorsqu'il est démontré que l'intérêt supérieur du jeune ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire ... »

Art. 13 : Nous regrettons l'alignement des délais maximum de la phase préparatoire qui passe de 6 mois à 9 mois et ce uniquement pour des raisons liées au traitement de dossier de mineurs suspectés d'un ou de faits qualifiés infraction par le Tribunal. Cette augmentation du délai engendre une augmentation de la durée maximale des mesures provisoires qui peuvent être imposées à des jeunes et des familles qui sont certes en voie d'être soumises à une aide contrainte, mais qui sont majoritairement dans des situations différentes de celles que peuvent vivre des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction.

Chapitre III. Les mesures d'aide à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art. 15 § 1^{er}, 2^o, e) : si nous pouvons considérer avec intérêt la volonté du juge ou du tribunal de la jeunesse de trouver des solutions les plus adaptées à la situation de chacune des familles concernées ou des jeunes et ce, dans l'optique de maintenir le jeune dans son milieu de vie, nous ne pouvons que nous inquiéter d'une formulation aussi hasardeuse que celle décrite comme telle : « *respecter d'autres conditions dont le juge ou le tribunal précise les modalités.* » Sans forcer une précision exhaustive, il serait utile d'y lister les motifs qui devraient être invoqués pour justifier la décision d'imposer ces «autres» conditions.

Art. 16 § 4 : Nous suggérons la formulation suivante : « *Les mesures visées à l'article 15 qui ne sont pas compatibles avec l'application de la loi du 26 juin 1990 sont suspendues lorsque le jeune est confié à une institution psychiatrique* ».

En effet, toute une série des mesures reprises dans l'article 15 doivent pouvoir rester d'application.

Titre III – La protection des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction

Chapitre I. Champ d'application

Art. 18 § 2 : Nous saluons ici la définition d'un âge minimum en dessous duquel le droit relatif à la délinquance juvénile ne peut être d'application. L'âge de 12 ans définit le minimum absolu fixé par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Nous sommes donc satisfaits face à cette limitation et à la lecture d'une disposition consacrant explicitement une présomption irréfragable de non-responsabilité.

Chapitre III – Les prérogatives du procureur du Roi

Section 2 – La médiation

Art. 27 à 33: Nous nous alignons sur les recommandations des quatre services mettant en œuvre les offres restauratrices sur Bruxelles ainsi que celles des organisateurs du séminaire « *vers une approche de la délinquance juvénile à Bruxelles* » quant à la nécessité de rendre obligatoire la proposition de médiation au niveau du parquet.

Par ailleurs, nous souhaiterions l'extinction automatique de l'action publique si la médiation mène à un accord entre les parties en vue de conserver le caractère extrajudiciaire du processus.

L'article 29, 1^o prévoit le droit de l'enfant ou du jeune d'être assisté par un avocat à tout moment de la procédure. L'exposé des motifs énonce toutefois que « *la présence de l'avocat n'est pas imposée pour ne pas mettre en échec un processus de médiation dans les cas où, par exemple, les victimes n'ont pas pris d'avocat* ». Si nous comprenons les arguments invoqués, nous recommandons fermement de rendre obligatoire la présence de l'avocat au moment de la signature de l'accord par l'enfant ou le jeune. Il s'agit là d'une garantie procédurale fondamentale en vue de garantir le respect de son intérêt supérieur.

Art. 48 : Le rapport pédopsychiatrique circonstancié définit ce qui est demandé dans la loi du 26 juin 1990. Cela implique un diagnostic et la levée du secret médical. Ce qui n'est prévu que de manière tout à fait exceptionnelle dans la loi du 26 juin 1990 en cas de péril imminent soit pour le jeune lui-même soit pour la société ou son entourage.

Nous suggérons de substituer la notion de « rapport pédopsychiatrique circonstancié » par les termes suivants : « *un rapport d'évolution circonstancié sans préjudice des dispositions relatives au secret médical* ».

Chapitre IV – L'intervention du juge et du tribunal de la jeunesse

Section 3 – Art. 58 : Le projet du jeune

Le projet du jeune définit une alternative efficace à la privation de liberté qui demeure sous-utilisée par les magistrats de la jeunesse.

Il s'agit également de la mesure qui mobilise le mieux les capacités du jeune et favorise de surcroît l'exercice effectif de son droit à la participation.

De manière générale, nous nous inquiétons du manque de garanties favorisant l'effectivité d'une telle mesure. En effet, à ce stade, il n'y a pas de service habilité en tant que tel pour réaliser un accompagnement du jeune dans la rédaction de son projet comme il n'y a pas non plus de service habilité pour accompagner le jeune dans l'exécution de son projet. Le projet du jeune est en soi une bonne idée qui peut devenir préjudiciable pour le jeune sans garanties suffisantes.

Il est fondamental que ce projet émane du jeune et non du juge ou du parquet. Nous saluons le fait que les rédacteurs de cet avant-projet aient prévu des contours flexibles ouvrant les champs des possibles en termes de créativité et d'idées novatrices. En effet, l'exposé des motifs prévoit que le projet peut constituer « *tout autre engagement que le jeune souhaite prendre* ». Nous insistons pour que la parole et l'engagement du jeune soient valorisés. Il convient ici de mettre la parole du jeune au centre des débats et non d'adopter une posture paternaliste en décidant ce qui est le mieux pour le jeune.

Nous attirons l'attention sur une incohérence de l'exposé des motifs à cet égard. Il y est dit que le juge ou le tribunal désigne le service qui sera chargé d'assister le jeune pour élaborer son projet. Le service pourrait être le service social compétent (SPJ), un service qui met en œuvre les offres restauratrices ou les prestations d'intérêt général (SARE) ou un service qui intervient en milieu ouvert. Nous nous interrogeons sur la nature des services visés ici. Nous rappelons qu'un service d'action en milieu ouvert (AMO) n'intervient que de manière non contraignante et en dehors de tout mandat et ne saurait donc être visé par cette disposition.

De plus, nous nous étonnons de lire que le projet du jeune doit être exécuté dans les 6 mois de sa confirmation écrite. Il serait plus cohérent d'allonger ce délai à au moins 9

mois. Enfin, la notion d'exécution du projet devrait être précisée. Le projet doit-il avoir été entamé (procédures, prises de contact, etc.) ou totalement réalisé ? Dans la seconde hypothèse, nous nous interrogeons sur la faisabilité de ce projet notamment s'il implique la participation à un programme de réinsertion scolaire ou dans le cadre d'un projet d'apprentissage et de formation.

Nous nous interrogeons sur ce qu'implique la notion de « conséquences possibles d'une non-exécution ou d'une exécution partielle des engagements » du jeune par rapport à son projet. Cette formulation pose question en matière de sécurité juridique.

Pour finir, nous recommandons que les différents types d'engagements pouvant être pris par le jeune soient intégrés dans le libellé de l'article et pas uniquement dans l'exposé des motifs.

Section 4 – Art. 59 : Le soutien à la parentalité

La notion de « soutien » à la parentalité nous pose sémantiquement problème. Le Délégué général aux droits de l'enfant préfère adopter le terme « d'accompagnement des parents et des familles ». Il voit là l'opportunité d'instituer un double mandat. Un travail doit être mené avec les familles d'enfants adoptant un comportement délinquant en parallèle de leur prise en charge dans un service public ou privé compétent. L'éloignement du mineur de son milieu de vie n'est pas une fin en soi. Il est impératif de concrétiser un travail de fond avec les familles et de les accompagner pendant et après l'exécution de la mesure éducative appliquée au jeune contrevenant.

Art. 64, 3° : Supprimer « *aux fins d'observation* » car contradiction avec la phrase « *si la nécessité thérapeutique en est établie* ».

Art. 64, 5° : Même commentaire que pour l'article 15 § 1er, 2°, e).

Art. 69 § 2 : Pour les mêmes raisons invoquées dans notre commentaire de l'article 48, il faudrait remplacer les termes « *un rapport pédopsychiatrique circonstancié* » par « *un certificat médical rédigé par un (pédo)-psychiatre* ».

Art. 69 § 2 al. 2 : Remplacer « *un rapport médical circonstancié* » par « *un certificat médical circonstancié* » et remplacer les termes « *un rapport pédopsychiatrique circonstancié* » par « *un certificat médical rédigé par un (pédo)-psychiatre* ».

Art. 74 et 88 : Le placement du jeune en IPPJ

Nous regrettons que la possibilité de placer des jeunes âgés de moins de 14 ans en IPPJ soit conservée. Par ailleurs, l'une des conditions cumulatives devant être rencontrée nous semble trop vague. En effet, quels critères permettront d'objectiver un « *comportement particulièrement dangereux* » ?

Par ailleurs, nous recommandons que chaque décision de placement d'un jeune en IPPJ, que ce soit par ordonnance à titre provisoire ou par jugement à titre définitif, soit accompagnée d'objectifs de placement.

Art. 91 : Le dessaisissement

Nous réaffirmons fermement notre opposition au maintien du dessaisissement qui représente purement et simplement une violation de la Convention internationale aux droits de l'enfant.

À défaut de le supprimer, le législateur devrait à tout le moins adopter une approche plus restrictive des conditions cumulatives devant être rencontrées en amont du dessaisissement.

Nous suggérons donc de modifier l'article 91 §1er al.2, 1° ainsi : « *le jeune a déjà fait l'objet d'une mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé pour un fait antérieur déclaré établi par jugement définitif* ».

Ceci permettrait de concrétiser l'idée selon laquelle le dessaisissement est une mesure de dernier recours.

Advies

DATUM 10 oktober 2018
VOLGNUMMER

COMMISSIE Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
Brussels Hoofdstedelijk
Gewest

Advies bij het voorontwerp van ordonnantie betreffende de jeugdhulp en de jeugdbescherming

Op 7 september 2018 ontving het Kinderrechtencommissariaat van de leden van het Verenigd College bevoegd voor Bijstand aan Personen de vraag advies te verlenen over het voorontwerp van ordonnantie betreffende de jeugdhulp en jeugdbescherming.

Dit voorontwerp kwam mede tot stand op basis van de input die werd geleverd op het seminarie dd. 15 januari 2018.
Ook het Kinderrechtencommissariaat was daar vertegenwoordigd.

Het voorontwerp van ordonnantie heeft zowel betrekking op de jeugdhulpverlening als op de jeugdbescherming. Zij vervangt daarmee zowel de ordonnantie inzake hulpverlening aan jongeren van 2004 (POS) als de materiële bepalingen van de wet van 8 april 1965 (MOF).

Dit advies bevat 2 delen, enerzijds wordt ingezoomd op de bepalingen die betrekking hebben op de gerechtelijke jeugdhulp, anderzijds op de bepalingen die verband houden met 'als misdrijf omschreven feiten'.

1. Gerechtelijke jeugdhulpverlening

Het voorontwerp van ordonnantie spreekt van ‘hulpverlening aan de jeugd en hun gezin’.

De gronden waarop gerechtelijke jeugdhulp kan worden gevorderd zijn dezelfde als in de ordonnantie van 2004. Deze waren trouwens geïnspireerd op de vorderingsgronden uit de decreten bijzondere jeugdbijstand van de Vlaamse gemeenschap, die naderhand ook zijn overgenomen in het decreet integrale jeugdhulpverlening.

1.1. Mogelijke maatregelen

Procureur des Konings

De procureur des Konings kan hulpverleningsmaatregelen vorderen wanneer er een ernstig gevaar is voor de gezondheid of de veiligheid van de jongere, en de vrijwillige hulpverlening eerder werd geweigerd of heeft gefaald.

In geval van dringende noodzaak, als er gevaar is voor de fysieke of psychische integriteit van de jongere, en er niet op vrijwillige hulp kan worden gewacht, kan een voorlopige maatregel worden gevorderd.

Jeugdrechter/jeugdrechtbank

De maatregelen die de jeugdrechter / jeugdrechtbank kan opleggen komen grotendeels uit de ordonnantie van 2004.

Er is slechts één lichte wijziging voor wat betreft de voorwaarden die kunnen worden gekoppeld aan de maatregel van toezicht.

Daar waar eerder sprake was van vier welomschreven voorwaarden, wordt er nu een vijfde aan toegevoegd, met name ‘het naleven van andere voorwaarden waarvan de rechter of de rechtbank de modaliteiten bepaalt’.

Het onthaalcentrum waar bij hoogdringendheid kan worden geplaatst heet nu in de tekst van het voorontwerp ‘opvangcentrum’, maar in het Frans is nog altijd sprake van ‘un centre d’accueil’.

Terecht wordt niet geplaatst in een gesloten gemeenschapsinstelling

Net zoals in de ordonnantie van 2004 kan er niet geplaatst worden in een gesloten gemeenschapsinstelling, in tegenstelling tot het Vlaamse decreet integrale jeugdhulp. Door deze gemaakte keuze kunnen jongeren die feiten hebben gepleegd niets samen zitten met jongeren in een moeilijke opvoedingssituatie.

Gelet op het feit dat het Kinderrechtencommissariaat pleit voor een scheiding tussen jonge ouders en andere jongeren, vinden wij dit een terechte keuze. Uit de gesprekken die in het verleden werden gevoerd met kinderen en jongeren is het immers duidelijk dat het samen plaatsen van jongeren die delicten pleegden, en jongeren van wie de gezondheid of de veiligheid in het gedrang komt, niet wenselijk is.

Het Kinderrechtencommissariaat ondersteunt ook de principiële keuze om jongeren in gevaar niet op te sluiten. Sommige ernstige gevaar

situaties vereisen echter structurele en veilige opvang als antwoord. Het is niet duidelijk hoe hieraan wordt tegemoet gekomen.

1.2. Brussel kiest voor eigen accenten

De federale wetgever blijft bevoegd voor de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en hun rechtspleging.

De procedureregels worden dus nog steeds in de Belgische wet geregeld.

Evenwel kunnen de gemeenschappen, en dus ook de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gebruik maken van de zogenaamde impliciete bevoegdheden wanneer ze van oordeel zijn dat bepaalde procedureregels onlosmakelijk verbonden zijn met de maatregelen die in een ordonnantie worden voorzien.

In die zin bevat het voorontwerp de volgende bepalingen :

- De voorbereidende fase is beperkt tot 9 maanden (voorheen 6 maanden), vanaf de aanhangig making bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de Jeugdrechtbank. Vanaf de kennisgeving van het dossier heeft de procureur een termijn van 2 maanden om te dagvaarden;
- De maatregelen die in de voorbereidende fase worden genomen gelden slechts voor maximaal 6 maanden, maar kunnen op vraag van de jongere of zijn gezin worden verlengd tot de dag van de uitspraak ten gronde;
- De maatregelen ten gronde duren maximaal één jaar, en zijn, met uitzondering van het opvoedend project en het toevertrouwen aan een observatie- oriëntatie of opvangcentrum (OOOC), telkens met één jaar verlengbaar;
- Nieuw is dat herziening op elk moment mogelijk is, op ieders initiatief, ook ambtshalve door de jeugdrechter. Zowel de jeugdrechter, de jeugdrechtbank of de procureur des Konings, als de jongere, zijn ouders of leeftijdsgenoten, kunnen op elk moment vragen om de maatregel terug te schroeven of te vervangen door een andere maatregel, 'in het beste belang van de minderjarige';
- De maatregelen eindigen in principe op de leeftijd van 18 jaar, maar kunnen bij vonnis verlengd worden tot maximaal 20 jaar, op vraag van de jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten, maar ook op vordering van de procureur des Konings;
- De procedure hoogdringendheid : de maatregel die bij hoogdringendheid is genomen, is geldig voor maximum 30 dagen en is één keer verlengbaar.
 - In principe zijn alleen plaatsingsmaatregelen mogelijk : observatie, oriëntatie, opvang, het toevertrouwen aan een gezin of een betrouwbaar persoon, verblijf in een gepaste instelling.
 - De Nederlandstaligen worden doorgestuurd naar het Ondersteuningscentrum jeugdzorg (OCJ) te Brussel, met het oog op het onderzoeken van vrijwilligheid.

Indien er na twee maanden geen vrijwilligheid mogelijk is, kan de procureur alle mogelijke maatregelen uit de ordonnantie vorderen.

1.3. Sterke rechtspositie van de minderjarige in gerechtelijke jeugdhulp

Herziening van de maatregel steeds mogelijk

Er was eerder al een sterke rechtspositie voor de jongere in de ordonnantie van 29 april 2004 met betrekking tot de gedwongen jeugdhulp. Zo voorziet deze ordonnantie dat de door de jeugdrechter / jeugdrechtbank genomen maatregelen ten allen tijde ook op verzoek van de jongere, van zijn familie of zijn naasten, kunnen worden ingetrokken of vervangen door een andere maatregel.

Het voorontwerp van ordonnantie behoudt ook het geheel van mogelijke maatregelen dat door de jeugdrechter / jeugdrechtbank kan worden opgelegd, met een uitdrukkelijke bevestiging van het principe van de subsidiariteit. Dit geeft de jongere in de gedwongen jeugdhulpverlening behoorlijk wat rechtszekerheid. De mogelijkheid tot herziening in elke stand van het geding vindt het Kinderrechtencommissariaat positief.

Gedwongen hulpverlening na de meerderjarigheid moet participatief worden ingevuld

In het voorontwerp van ordonnantie maakte de wetgever de keuze om in de mogelijkheid te voorzien om de maatregelen van hulp ook na de leeftijd van 18 jaar te kunnen verlengen, niet alleen op vraag van de jongere, zijn familie of zijn naasten, maar ook op verzoek van het Openbaar Ministerie¹.

Hoewel uiteraard voorrang dient te worden verleend aan hulpverlening binnen een vrijwillig kader, is het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wel degelijk mogelijk dat er voortgezette hulpverlening wordt opgelegd aan jong volwassenen.

Het Kinderrechtencommissariaat juicht deze mogelijkheid voorwaardelijk toe.

- **Er dient voorrang te worden verleend aan hulpverlening binnen een vrijwillig kader**
- **Het moet over bijzonder kwetsbare en hulpbehoevende jongeren gaan, die bij hun meerderjarigheid onvoldoende gemotiveerd zijn om een formele hulpvraag te stellen.**
- **Het is dus belangrijk om de hulpverlening participatief vorm te geven zodanig dat jongeren de meerwaarde van hulpverlening duidelijk ervaren. Niet zelden vertellen jongeren ons dat ze op hun 18de de hulpverlening zo beu zijn, dat ze er echt mee willen stoppen.**

Vrijwillige jeugdhulpverlening na een hoogdringende tussenkomst? Vergeet de VK's niet

Wanneer hoogdringende hulpverlening door de jeugdrechtbank wordt opgelegd, bepaalt het voorontwerp terecht dat dit gepaard moet gaan met de organisatie van vrijwillige jeugdhulpverlening. Zo kan vlug overgeschakeld worden naar vrijwilligheid, indien daartoe bereidheid is.

¹ Een gelijkaardig wetsvoorstel werd ingediend in het federale parlement, maar de Raad van State oordeelde in zijn advies dat de federale wetgever daarvoor niet bevoegd is.

Art. 17§3 van het voorontwerp vertrouwt het onderzoek naar de mogelijkheid van vrijwillige jeugdhulpverlening enkel toe aan het OCJ, hoewel in het decreet integrale jeugdhulp zowel het ondersteuningscentrum Jeugdzorg als het vertrouwenscentrum kindermishandeling als gemandateerde voorziening worden aangeduid.

Het Kinderrechtencommissariaat is er van overtuigd dat het een meerwaarde kan zijn dat niet alleen het ondersteuningscentrum Jeugdzorg, maar ook het Vertrouwenscentrum Kindermishandeling kan worden belast met het onderzoek naar de mogelijkheden van vrijwillige hulpverlening.

2. Jeugddelinquentie: behouden wat goed is, verbeteren waar mogelijk

In essentie kan men zeggen dat de nieuwe ordonnantie een overname is van de materieelrechtelijke bepalingen van de wet van 1965. De gewijzigde bepalingen blijven immers relatief beperkt.

2.1. Bemiddeling op vraag van de partijen versterkt vrijwilligheid

In het voorontwerp van ordonnantie is nu ook sprake van de bemiddeling 'op vraag van de partijen'. Daar waar voorheen alleen bemiddeling mogelijk was op gerechtelijk bevel, zo zegt de memorie van toelichting, moet aan de partijen nu ook de mogelijkheid geboden worden om zelf rechtstreeks beroep te doen op bemiddeling. Er wordt daarbij verwezen naar de artikelen 553-555 W.Sv.

Wanneer, om één of andere reden, de procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank beslissen om niet te verwijzen naar bemiddeling of geen herstelrechtelijk aanbod doen, dienen zij toch de betrokkenen in te lichten over de mogelijkheid om beroep te doen op de vrijwillige bemiddeling.

Deze bemiddeling moet in elke fase van de procedure mogelijk zijn, zelfs na de uitspraak van een vonnis.

De betrokkene kiest dan zelf zijn bemiddelingsdienst, maar deze dienst kan wel aan de procureur des Konings toelating vragen kennis te nemen van het dossier.

Het Kinderrechtencommissariaat is voorstander van deze vrijwillige bemiddeling, net omwille van het feit dat vrijwilligheid de absolute hoeksteen is van een bemiddeling.

Door (ook) de nadruk te leggen op herstelbemiddeling, helemaal los van het justitiële traject, krijgt herstelbemiddeling de plaats die het verdient, met name een parallel traject dat helemaal los staat van de maatschappelijke reactie.

De bemiddelingsdienst beslist zelf over de keuze herstelbemiddeling / herstelgericht groepsoverleg. Het voorontwerp van ordonnantie handhaaft beide mogelijkheden van herstelbemiddeling en herstelgericht groepsoverleg (hergo). Nieuw is evenwel dat die keuze niet meer gemaakt wordt door de rechter, maar door de bemiddelingsdienst die door de rechter wordt aangewezen.

Blijkbaar heeft men moeten vaststellen dat er in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nauwelijks of geen gebruik werd gemaakt van de mogelijkheid van het herstelgericht groepsoverleg. Uit het overleg met de bemiddelingsdiensten is men tot de vaststelling gekomen dat deze diensten misschien wel beter de inschatting kunnen maken welke bemiddelingsvorm het meest geschikt is voor de betrokken partijen in een bepaald dossier, zodat het voorontwerp van ordonnantie nu deze bevoegdheid toebedeelt aan de door de rechter of rechtbank aangewezen dienst.

Klaarblijkelijk werd rekening gehouden met de verzuchtingen van de HCA - diensten, wat het Kinderrechtencommissariaat enkel kan toejuichten.

2.2. Verbeterde rechtspositie bij bemiddeling

Voorstel van herstelbemiddeling: quasi geen beperkingen

De enige voorwaarde voor het aanbieden van herstelbemiddeling is dat er een slachtoffer is dat geïdentificeerd is.

Een voorwaarde, zoals het niet ontkennen van een als misdrijf omschreven feit, zijn niet in het voorontwerp van ordonnantie weerhouden, conform de visie van het Grondwettelijk Hof. Dit betekent dat er aan het voorstellen van herstelbemiddeling – zowel door het parket als door de jeugdrechter – quasi geen beperkingen zijn verbonden, wat het Kinderrechtencommissariaat positief vindt.

Wanneer de procureur geen bemiddeling voorstelt, dan moet hij dat op bijzondere wijze motiveren, zo niet is de aanhangig making voor de Jeugdrechtbank onregelmatig.

Tussenkomst van de advocaat wordt uitgebreid

Daar waar in de wet van 1965 alleen nog werd aangegeven dat de tussenkomst van een advocaat mogelijk was bij de start van de bemiddeling én op het ogenblik van het ondertekenen van het akkoord, wordt in het huidige voorontwerp de tussenkomst van de advocaat uitgebreid. De jongere en het minderjarige slachtoffer kan zich in ieder stadium van de procedure door een advocaat laten adviseren en bijstaan. De memorie van toelichting geeft duidelijk aan dat dit een mogelijkheid is, geen verplichting.

Deze uitbreiding van juridische bijstand verstevigt de bijstandsgarantie van dader en slachtoffer, wat het Kinderrechtencommissariaat een noodzaak vindt.

Geen sepotgarantie = minder risico op instrumentaliseren

Een geslaagde bemiddeling levert geen sepotgarantie op, maar de procureur des Konings moet er wel rekening mee houden in zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. Indien de procureur dan toch beslist om de strafvordering toe te passen, moet hij dit wel uitdrukkelijk motiveren.

De afwezigheid van een sepotgarantie verkleint volgens ons het risico tot instrumentaliseren van de herstelbemiddeling in functie van een mogelijk positief effect op de dader.

2.3. Jongerenproject verhoogt participatie van de jongere

Het geschreven project uit de wet van 1965 is in het voorontwerp herdoopt naar het 'project van de jongere'.

Het jongerenproject wordt in het voorontwerp van ordonnantie mogelijk gemaakt op het niveau van de jeugdrechter, het kan met andere woorden door de jongere zelf worden voorgesteld van zodra de zaak bij de jeugdrechter is aanhangig gemaakt. Meer nog, de jeugdrechter moet de

jongere ook dadelijk informeren over de mogelijkheid van het jongerenproject.

Op die manier krijgt het jongerenproject een prominente plaats toebedeeld in het voorontwerp van ordonnantie.

Het Kinderrechtencommissariaat is voorstander van de actieve participatie van jongeren aan het besluitvormingsproces. Dit zorgt voor een grotere gedragenheid bij de jongere zelf, en kan het gevoel van procedurele rechtvaardigheid vergroten.

De rechter (of de rechtbank) duidt de dienst aan die belast zal zijn met het bijstaan van de jongere bij het samenstellen van zijn project. Volgens de memorie van toelichting kan dit een dienst zijn die het herstelrechtelijk aanbod of de prestaties van algemeen nut uitvoert, een dienst zijn die in een open omgeving optreedt, maar het kan ook de bevoegde sociale dienst zijn.

Hoewel de memorie van toelichting een overzicht geeft van de mogelijke verbintenissen die de jongere in zijn project kan aangaan, vindt het Kinderrechtencommissariaat het noodzakelijk dat deze expliciet in het voorontwerp van ordonnantie zelf worden opgenomen. Op die manier kan de jongere immers een proportionele inschatting maken van de verbintenis die hij wenst aan te gaan. Door de toevoeging 'elke andere verbintenis die de jongere wenst aan te gaan' kan de jongere zijn eigen project volledig zelf invullen, en moet hij zich niet houden aan de verbintenissen die door de wetgever zijn naar voor gebracht.

2.4. De steun aan het ouderschap

De maatregel van ouderstage, die in 2006 werd ingevoerd in de wet van 1965, maar de facto nooit echt werd uitgevoerd, wordt indirect hernomen. Het werd in het voorontwerp van ordonnantie omgevormd tot een aanbod van ondersteuning voor het ouderschap. Dit aanbod kan worden geformuleerd door de procureur des Konings, de jeugdrechter of de Jeugdrechtbank, indien het 'voor de jongere zelf heilzaam kan zijn'.

Hoewel het nog relatief onduidelijk is wat deze 'steun aan het ouderschap' precies zal inhouden, benadrukt het Kinderrechtencommissariaat dat dit aanbod nooit verplichtend kan worden opgelegd aan de ouders, en het de gezins- en opvoedingssituatie ten goede moet komen.

2.5. Geen uitbreiding bevoegdheden Openbaar Ministerie

De Brusselse wetgever heeft er uitdrukkelijk voor gekozen om de bevoegdheden van het Openbaar Ministerie niet uit te breiden. Het Kinderrechtencommissariaat vindt dit een terechte keuze.

De memorie van toelichting is duidelijk: 'In verband met het respect voor de fundamentele rechten van de verdediging en met een eerlijk proces is de keuze gemaakt om de bevoegdheden van het parket niet uit te breiden. Het advies van de Raad van State over het voorontwerp van decreet van de Vlaamse gemeenschap stelt trouwens vragen bij de uitbreiding van de bevoegdheden van het parket naar bevoegdheden die tot de functie van rechter en niet tot de bevoegdheid van vervolging van de procureur behoren.'

De voorrechten van de procureur des Konings blijven dan ook beperkt tot :

- seponering;
- waarschuwingsbrief;
- herinnering aan de wet;
- aanbod tot bemiddeling;
- aanbod ter ondersteuning van het ouderschap.

2.6. Transparantie versterkt rechtswaarborgen voor minderjarigen

Subsidiariteit, efficiëntie en transparantie

Het voorontwerp van ordonnantie schetst een aantal principes die van toepassing zijn bij de jeugdrechter in het kader van de voorbereidende rechtspleging, alsook bij de jeugdrechtbank in de fase ten gronde.

Zo wordt in het voorontwerp het principe van de subsidiariteit naar voren gebracht, waarbij de naleving van de hiërarchie van de maatregelen doeltreffender wordt gemaakt door de rechter en de rechtbank te verplichten zijn beslissingen te motiveren.

In eerste instantie moet gedacht worden aan het herstelrechtelijk aanbod en moeten jongeren de kans krijgen om een jongerenproject voor te stellen.

Nieuw is dat het maatschappelijk onderzoek, waar voorheen een termijn van 75 dagen voor was voorzien, nu binnen de 45 dagen moet worden afgeleverd, zodat de rechter sneller geschikte maatregelen kan nemen. Dit kan ons inziens de jongere enkel ten goede komen.

Er wordt geen maatschappelijk onderzoek meer bevolen als de jongere in een openbare instelling verblijft, en dit om dubbel gebruik met de verslaggeving uit de openbare instelling te vermijden.

Voor elke jongere die aan een openbare instelling wordt toevertrouwd, komt er een evaluatieverslag, binnen de 25 dagen, en ook nog eens een evaluatieverslag of een voortgangsverslag aan het einde van elk kwartaal. De eerste termijn van 25 dagen heeft de bedoeling om de rechter op een geïnformeerde manier te laten beslissen over een eventuele verlenging van de plaatsing, die van maand tot maand moet worden overwogen.

Ook nieuw is dat de jongere en zijn advocaat binnen dezelfde termijnen kopieën van deze verslagen ontvangen.

Het Kinderrechtencommissariaat juicht deze transparantie bijzonder toe, omdat het de jongere toelaat veel meer zicht te krijgen op hoe men zijn functioneren inschat, en op welke manier naar hem wordt gekeken. Het dossier dat op de jeugdrechtbank ter inzage ligt, wordt op die manier voor de jongere veel tastbaarder.

2.7. Herziening van maatregel mogelijk in elke stand van geding

Jongeren zijn in volle ontwikkeling. Het is dan ook noodzakelijk dat de maatregel die aan een jongere wordt opgelegd naar aanleiding van het plegen van een als misdrijf omschreven feit, te allen tijde kan worden gewijzigd.

De Brusselse wetgever zet in op maximale flexibiliteit, met aandacht voor de rechtswaarborgen van minderjarigen. De concrete termijnen die in het

voorontwerp van ordonnantie terug te vinden zijn, garanderen deze rechtswaarborgen.

Voorlopige fase

De voorlopige plaatsingsmaatregel in een openbare instelling, zowel open als gesloten, werd beperkt tot één maand, met dien verstande dat ze van maand tot maand gemotiveerd kan worden verlengd, wanneer er ernstige en uitzonderlijke omstandigheden zijn die betrekking hebben op de vereisten van de openbare veiligheid of eigen zijn aan de persoonlijkheid van de betrokkenen.

Elke maand opnieuw zal de rechter moeten toetsen of de (ingrijpende) plaatsingsmaatregel nog noodzakelijk is.

De duur van de voorbereidende rechtspleging is beperkt tot 9 maanden, vanaf de vordering tot aan het vonnis, waarbij de procureur des Konings ook (slechts) over een termijn van 2 maanden beschikt om de jongere tijdig te dagvaarden, zo niet hem te informeren over zijn beslissing om de zaak te seponeren.

Evenwel kan deze voorbereidende fase – in tegenstelling tot een dossier van de gerechtelijke jeugdhulpverlening – wel worden verlengd met (telkens) drie maanden, indien deze verlenging noodzakelijk is voor het onderzoek, en dit tot een maximale duur van 24 maanden.

Artikel 60 uit de wet van 1965 wordt ingetrokken, maar wordt vervangen door een nieuw artikel 44, dat stelt dat de jeugdrechter en de jeugdrechtbank op elk moment, ambtshalve of op initiatief van de procureur des Konings, of de directeur van de instelling waar de jongere aan is toevertrouwd, de maatregelen kan intrekken of wijzigen, in het belang van de jongere.

Ook de jongere zelf, zijn ouders, of zij die het ouderlijk gezag uitoefenen, of hem feitelijk opvangen, kunnen om de 6 maanden de herziening vragen.

Fase ten gronde

De maatregelen die ten gronde zijn genomen moeten elk jaar opnieuw worden onderzocht, met het oog op een eventuele verlenging, wijziging of intrekking. De plaatsingsmaatregel in een gesloten afdeling moet om de 6 maanden opnieuw worden onderzocht.

Het Kinderrechtencommissariaat stelt vast dat art. 44 en art. 45 van het Voorontwerp zorgen voor grote onduidelijkheid, nu deze artikelen elkaar tegenspreken. Een jongere heeft recht op rechtszekerheid, wat voor het Kinderrechtencommissariaat impliceert dat de maatregelen opgelegd in het vonnis niet kunnen worden verlengd. De opgelegde maatregel moet immers proportioneel zijn ten aanzien van het als misdrijf omschreven feit.

De maatregel moet ten allen tijde kunnen worden herzien in het voordeel van de minderjarige, met name intrekken of wijzigen naar een minder ingrijpende maatregel.

2.8. Schrap uithandengeving

Het voorontwerp stelt dat de jeugdrechtbank kan beslissen om de jongere uit handen te geven. Het voorontwerp spreekt van de 'onttrekking', in het Frans is wel nog sprake van 'le dessaisissement'.

In vergelijking met de wet van 1965 zijn de voorwaarden voor uithandengeving wel strenger geworden. De rechtbank kan de jongere pas uit handen geven onder een dubbele voorwaarde, met name dat er ten aanzien van hem al eerder maatregelen zijn genomen, én het gaat om een aantal wel omschreven ernstige feiten, zoals een aanranding van de eerbaarheid met geweld, een verkrachting, een moord of poging tot moord, vrijwillige slagen en verwondingen met een werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, een mishandeling of onmenselijke behandeling, of een diefstal met geweld of bedreiging of afpersing.

Uitzonderlijk, als het gaat om een misdrijf dat bij volwassenen kan bestraft worden met een opsluiting van 10 jaar of meer, is uithandengeving ook mogelijk zonder dat er eerder al maatregelen werden genomen.

Het Kinderrechtencommissariaat betreurt dat de uithandengeving in het Brussels gewest wordt gehandhaafd. Er is eerder al voldoende aangetoond dat de uithandengeving niet strookt met het kinderrechtenverdrag. Recent onderzoek heeft nu bovendien ook aangetoond dat de uithandengeving contraproductief werkt met het oog op de reclassering of de re-integratie van de jongere in de samenleving. We vragen dan ook opnieuw om de mogelijkheid van de uithandengeving niet langer te weerhouden.

Uithandengeving opent de deur naar het sanctioneren van minderjarigen als volwassenen, wat tegen artikel 40.3 van het kinderrechtenverdrag ingaat. De voorbije drie keer dat België zijn landenrapport indiende bij het VN-Kinderrechtencomité, trok het Comité telkens volgende conclusie: 'Uithandengeving is niet verenigbaar met het kinderrechtenverdrag'.

De Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind lijst in zijn advies de volgende ernstige bezwaren op .

- General Comment nr.10 van het Comité voor de Rechten pleit voor een 'comprehensive juvenile justice policy'. Het jeugdrechtstelsel moet toegepast worden op alle jongeren tot 18 jaar, zonder uitzondering.
- Uithandengeving heeft een negatieve impact op het verdere leven.

De mogelijkheid tot verlenging van de maatregelen als reactie op een als misdrijf omschreven feit tot de maximale leeftijd van 23 jaar, maakt de uithandengeving overbodig.

Observations des Juges de la jeunesse du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles sur l'avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la Jeunesse

Préambule

Les juges de la jeunesse bruxellois sont sensibles au fait d'avoir été consultés sur cet avant-projet.

Le texte est bien structuré mais peu concis, assez lourd dans sa rédaction et particulièrement répétitif en ce qui concerne les mesures alternatives.

Deux mesures de l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 ne sont pas reprises dans l'avant-projet d'ordonnance alors qu'elles présentent une utilité certaine.

Il s'agit, d'une part, de la possibilité pour le tribunal d'assortir la mesure de placement d'un sursis pour une durée de 6 mois à compter de la date du jugement, pour autant que le jeune effectue une prestation éducative et d'intérêt général à raison de 150 heures au plus (art 37 § 2 al. 5) et, d'autre part, d'une des conditions auxquelles le tribunal peut subordonner le maintien du jeune dans son milieu de vie, soit l'accomplissement d'un travail rémunéré en vue de l'indemnisation de la victime (art 37 § 2bis, 3°).

Le sursis au placement est utilisé fréquemment lorsque le jeune est proche de la majorité, il permet de lui donner une perspective et présente une utilité certaine.

Quant au travail rémunéré, il est certes moins imposé par les juges mais il constitue un outil supplémentaire, intéressant et utile, notamment pour des jeunes isolés qui doivent faire face seuls à l'indemnisation des parties civiles.

Les juges de la jeunesse bruxellois ignorent les motifs et regrettent ces suppressions.

Observations

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1 – Définitions et champ d'application

Art 2.

6° Famille - Le subrogé tuteur devrait être repris dans la définition « famille ».

10° Juge - Le juge ne statue pas seulement en audience de cabinet mais aussi simplement par écrit – suppression des termes « en audience de cabinet ».

13° Médiation- L'hypothèse d'un parent qui n'a pas l'autorité parentale, parce que l'autre parent a l'autorité parentale exclusive, n'a pas été intégrée dans le texte, or ce parent reste civilement responsable de son enfant – ajout des termes « aux parents non déchus » après « aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ».

16° Personnes qui exercent l'autorité parentale - Le subrogé tuteur devrait être repris dans la définition.

Chapitre 2 – Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs

Art 6. « Tous les services, publics ou privés, ... » visés plutôt que prévus ;

Art 9. Quelle est la portée de cet article rédigé en des termes très génériques qui pourraient engendrer des difficultés ?

Cet article ne peut pas concerner le plan civil... ne faudrait-il pas indiquer qu'il ne vise que la sphère protectionnelle ?

TITRE II - L'AIDE CONTRAINTE AUX JEUNES ET A LEUR FAMILLE

Chapitre 1 – Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse

Art 11. §1^{er} in fine : prévoir une ou plusieurs mesures (comme prévu d'ailleurs à l'article 15)

Chapitre 2 – La phase préparatoire

Art 13 . Cet article est à mettre en parallèle avec l'article 16. Il paraît cohérent de faire correspondre la durée de la phase préparatoire et la durée de la mesure.

Si la mesure ne vaut que pour 6 mois alors que la phase préparatoire dure éventuellement 9 mois, la mesure devra être prolongée alors que le dossier est transmis à toutes fins au parquet pour fixation à l'audience publique, ce qui entraîne des risques de perte, de retard ou de non fixation en temps utile.

Les mesures provisoires devraient valoir pour une période de 9 mois.

Chapitre 3 – Les mesures d'aide à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art 15.

§ 1^{er} 2^ob - Prévoir les services d'accompagnement en général et pas un seul type de service.

Art 16 .

§ 2 al. 1 – cf art 13 : il serait plus judicieux de prévoir que les mesures prises pendant la phase préparatoire de la procédure valent pour une période de 9 mois, en concordance avec la durée de la phase préparatoire.

§ 6 – En raison du nombre de jeunes placés, il n'est matériellement pas possible pour le juge de la jeunesse de rendre visite une fois par semestre à tout mineur qui fait l'objet d'une des mesures prévues à l'article 15§1^{er}, 6° à 10°.

La visite du juge à un jeune placé en famille d'accueil n'a pas de sens pour le jeune et la famille d'accueil, bien au contraire. Et, en ce qui concerne les lieux de placement de courte durée, les visites ne sont pas possibles.

Les juges de la jeunesse proposent la rédaction suivante : « Le juge de la jeunesse ou le délégué du service social compétent rend visite au moins une fois par an à tout mineur qui fait l'objet d'une mesure prévue à l'article 15 §1^{er}, 10°. »

Art 17.

§ 4 al 7 – Il n'appartient pas au juge d'informer le procureur du Roi de ce que l'aide volontaire n'a pas pu aboutir mais au responsable de l'aide volontaire qui, en outre, doit

être invité formellement à transmettre en même temps que l'avis d'échec une note de synthèse qui permettra au procureur du Roi de saisir le juge, en connaissance de cause, sur la nouvelle base légale.

TITRE III – LA PROTECTION DES JEUNES POURSUIVIS DU CHEF D'UN FAIT QUALIFIE INFRACTION

Chapitre 1 – Champ d'application

Art 20 .

Dernier § - Le renvoi ne portera que sur la mesure. Il vaut mieux laisser le magistrat spécialisé statuer sur les éléments de l'infraction et sur l'indemnisation civile.

Les juges de la jeunesse proposent la rédaction suivante : « Si les débats devant ces juridictions font apparaître qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire, **sur la mesure uniquement**, au Procureur du Roi aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu. »

Chapitre 2 – La médiation à la demande des parties

Art 21.

§3 dernier al. - Le juge de la jeunesse n'a pas toujours la visibilité suffisante pour identifier « toute personne qui a intérêt direct » qu'il devrait aviser de la possibilité de recourir à une médiation volontaire.

Il paraît préférable que ces personnes soient avisées par le procureur du Roi, via éventuellement le Service d'Aide aux Victimes.

Chapitre 3 – La phase d'information et les prérogatives du procureur du Roi

Section 1 . Classement sans suite

Art 24 . Il paraît nécessaire de préciser que le procureur du Roi indique, **par courrier, au juge de la jeunesse et aux justiciables**, le motif des décisions de classement sans suite qu'il prend.

Section 2 . La médiation

Art 27 . L'hypothèse d'un parent qui n'a pas l'autorité parentale, parce que l'autre parent a l'autorité parentale exclusive, n'a pas été intégrée dans le texte, or ce parent reste civilement responsable de son enfant – ajout des termes « aux parents non déchus » après « aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ».

Art 29 .

1° et 2° - Il paraît opportun de regrouper ces deux alinéas en un seul paragraphe.

5° - L'hypothèse d'un parent qui n'a pas l'autorité parentale, parce que l'autre parent a l'autorité parentale exclusive, n'a pas été intégrée dans le texte, or ce parent reste civilement responsable de son enfant – ajout des termes « aux parents non déchus » après « aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ».

Section 3 . Le soutien à la parentalité

Art 34 . (cf aussi art 59)

- Quels sont les services qui pourraient offrir ce soutien à la parentalité dès lors qu'il n'y a pas de nouveaux moyens prévus pour de nouveaux services ?
- Cette mesure (il ne s'agit pas d'une offre restauratrice) avait été critiquée à l'époque en raison de la stigmatisation des parents qu'elle visait. Un texte alternatif du §1^{er} de l'article 34 pourrait être rédigé comme suit : «Le procureur du Roi peut proposer aux personnes dont l'autorité parentale paraît difficile à exercer quant au comportement délinquant du mineur de participer à un groupe de soutien à la parentalité ».
- Quant à la confidentialité des documents, elle est en contradiction avec l'intérêt du jeune. La prise de connaissance par le juge de la jeunesse de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné lui permettra de prendre les mesures adéquates. A défaut, le juge risque de recommencer le même processus que celui qui a été effectué dans le cadre du soutien à la parentalité, ce qui engendrera perte de temps et de moyens.

Chapitre 5 – L'intervention du juge et du tribunal de la jeunesse

Sous-chapitre 1. Principes communs à la phase préparatoire et à la phase de jugement

Section 1 – Principes généraux

Art 37 .

Alinéa 2 – cf art 16 §6 - En raison du nombre de jeunes placés, il n'est matériellement pas possible pour le juge de la jeunesse de rendre visite une fois par semestre à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.

La visite du juge à un jeune placé en famille d'accueil n'a pas de sens pour le jeune et la famille d'accueil, bien au contraire. Et, en ce qui concerne lieux de placement de courte durée, les visites ne sont pas possibles.

Les juges de la jeunesse bruxellois proposent la rédaction suivante : « Le juge de la jeunesse ou le délégué du service social compétent rend visite au moins une fois par an à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.»

Sous-section 1 – Facteurs à prendre en considération

Sous-section 2 - Investigations

Art 40 .

§ 1^{er} alinéa 2 – L'impossibilité de faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent lorsque le jeune est confié à une institution publique amène les remarques suivantes :

- Difficilement conciliable avec l'article 57 bis de la loi du 8 avril 1965 qui prévoit que le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale.

- L'étude sociale comporte certaines spécificités qui nécessitent qu'elle soit faite par un service spécialisé, tiers au lieu de placement. Les rapports produits par les institutions publiques n'ont pas les mêmes spécificités, ils ne comportent par exemple pas d'anamnèse familiale.
- Le délai du placement peut être inférieur au temps nécessaire à établir une étude sociale (selon les services compétents cela nécessiterait 3 mois) et dans ce cas, l'institution publique n'a pas le temps matériel de réaliser l'étude sociale.
- L'étude sociale en famille et dans le milieu bruxellois du jeune entraînera d'importants déplacements pour les intervenants de l'institution publique.

Il faut maintenir la possibilité de demander une étude sociale au SPJ, même en cas de placement.

§ 1^{er} alinéa 3 – Le délai de 45 jours ne paraît pas praticable.

Comment définir « l'extrême urgence » ? Ne serait-il pas préférable de prévoir le terme « urgence » ?

Sous-section 3 – Hiérarchie des offres et des mesures

Sous-section 4 – Cumul des mesures

Art 42 . L'offre restauratrice devrait pouvoir être proposée à tout moment. En effet :

- La victime n'est pas toujours identifiée dès le départ
- Une médiation qui intervient trop rapidement après les faits n'est pas toujours idéal
- Le texte semble partir de l'hypothèse minoritaire qu'il n'y a qu'un seul fait et ne pas tenir compte de la possibilité d'évolution de la situation du jeune

Les juges de la jeunesse bruxellois proposent la suppression de l'alinéa 2 de l'article 42.

Sous-section 5 – Rapports transmis au juge et au tribunal

Art 43 . Il convient de protéger le jeune d'une lecture « brute » des rapports, ceux-ci peuvent en effet contenir des renseignements familiaux sensibles.

Il semble opportun qu'il ne puisse lire les rapports qu'avec son avocat et sous la responsabilité de ce dernier.

Seul l'avocat doit recevoir les copies des rapports et non le jeune.

Sous-section 6 – Modifications et réexamens des mesures

Art 44.

§ 2 – Le terme « requête » est trop rigide et trop formel. Dans un souci de souplesse, il conviendrait de prévoir que les personnes visées puissent solliciter un report ou une modification des mesures par simple demande.

Par ailleurs, le point de départ des délais (tant pour l'article 44 que l'article 45) devrait être fixé sur la base du même critère : la prise de décision (et pas le jour où la décision est devenue définitive).

Art 46 . En cas de recours, le travail éducatif du jeune sera bloqué. Trop de possibilités de recours rendent le travail éducatif et pédagogique impossible.

Par ailleurs, l'article 46 constitue une redondance au regard de l'article 76 qui aura des conséquences tout aussi néfastes sur le travail pédagogique du jeune.

Art 48 . Le rapport doit être envoyé au procureur du Roi mais aussi au tribunal et/ou au juge.

Sous-section 7 – Communication des décisions

Sous-section 8 – Les offres restauratrices à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art 50 . Cette obligation d'information par écrit (présente aussi dans d'autres articles) n'est ni possible, ni adéquate pour les raisons suivantes :

- Elle suppose un travail de secrétariat trop important au regard des moyens dont disposent les juges et le tribunal de la jeunesse ;
- Cette information n'est pas compatible avec le rôle du juge de la jeunesse. Au moment où le jeune est mis à disposition, le juge de la jeunesse prend une décision le concernant et l'informer de la possibilité de participer à une offre restauratrice à ce moment-là n'a pas de sens ;
- La victime n'est pas toujours identifiée au moment où le jeune est mis à disposition ;
- Il paraît préférable d'informer le jeune au moment de son interpellation, dans le déroulé de ses droits.

Art 52.

1° et 2° - Il paraît opportun de regrouper ces deux alinéas en un seul paragraphe (cf art. 29)

§ 5 – coquille : lire fait au lieu de faire

Outre la question du moment où le jeune doit être informé, le processus d'information repris dans les articles 50, 52 et 53 est peu clair et répétitif, il gagnerait à plus de clarté.

Art 57. Un seul article devrait reprendre l'ensemble des documents qui ne peuvent être produits.

Section 3 – Le projet du jeune

Art 58 .

§ 1^{er} – « Dès sa saisine... » : le jeune n'est pas nécessairement mis à disposition au moment de la saisine du juge, dans cette hypothèse le juge devrait informer le jeune par courrier sans l'avoir rencontré au préalable. Dans ce cas, le juge ne respecterait pas la présomption d'innocence.

Par ailleurs, même en opportunité, il paraît peu adéquat d'un point de vue éducatif de signaler au jeune, par exemple dans le cadre d'un fait gravement attentatoire à l'intégrité physique d'une victime, qu'il a le droit de présenter un projet.

La rédaction suivante serait plus adéquate : « Le juge peut informer le jeune lors de la saisine... ».

Le projet devrait pouvoir être approuvé pendant la phase préparatoire et pas uniquement à l'audience publique.

Cette disposition semble se baser sur l'hypothèse d'un fait/ un projet mais qu'en est-il s'il y a plusieurs faits ?

In fine : quel est le service que le tribunal pourra désigner ? Un nouveau service va-t-il être créé ?

Coquille : « Le juge tribunal... ». Dans la version néerlandophone, il s'agit du tribunal...

§3 al 1 – Différence entre le texte francophone et néerlandophone : juge / tribunal

§4 – Le fait de ne pas pouvoir utiliser le projet non abouti en défaveur du jeune n'a pas de sens. Ces termes sont en contradiction avec le troisième alinéa du §3.

Quant à la confidentialité des documents, elle est en contradiction avec l'intérêt du jeune. La prise de connaissance par le juge de la jeunesse de ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné lui permettra de prendre les mesures adéquates.

Les deux premiers alinéas devraient être supprimés dans ce paragraphe.

Section 4 – Soutien à la parentalité

Art 59 . (cf art 34)

- Quels sont les services qui pourraient offrir ce soutien à la parentalité dès lors qu'il n'y a pas de nouveaux moyens prévus pour de nouveaux services ?
- Cette mesure (il ne s'agit pas d'une offre restauratrice) avait été critiquée à l'époque en raison de la stigmatisation des parents qu'elle visait. Un texte alternatif du §1^{er} de l'article 34 pourrait être rédigé comme suit : «Le procureur du Roi peut proposer aux personnes dont l'autorité parentale paraît difficile à exercer quant au comportement délinquant du mineur de participer à un groupe de soutien à la parentalité ».
- Quant à la confidentialité des documents, elle est en contradiction avec l'intérêt du jeune. La prise de connaissance par le juge de la jeunesse de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné lui permettra de prendre les mesures adéquates. A défaut, le juge risque de recommencer le même processus que celui qui a été effectué dans le cadre du soutien à la parentalité, ce qui engendrera perte de temps et de moyens.

§ 4 – coquille : « le service mettent en œuvre.. »

§5 – « si des éléments de la **médiation...** » : inexact, il ne s'agit pas de médiation.

Sous-chapitre 2 – La phase préparatoire

Section 1 – Règles spécifiques à la phase préparatoire

Art 60 . Le placement étant une forme de contrainte, il convient de supprimer les termes « ou toute autre forme de contrainte ».

Art 62 .

§1^{er} – « A l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, les mesures provisoires cessent de plein droit » : le fait que les mesures cessent est extrêmement dangereux (par exemple en matière de terrorisme).

L'obligation de motiver les prolongations devrait constituer un garde-fou suffisant.

La phase préparatoire devrait pouvoir être prolongée de 6 mois, renouvelables, et non de trois mois, renouvelables.

§2 – « La phase préparatoire ne peut jamais excéder une durée totale de vingt-quatre mois » : le juge de la jeunesse est tributaire des enquêtes pénales et le délai de 24 mois ne semble pas compatible avec les gros dossiers d’instruction particulièrement graves.

Section 2 – Mesures de garde provisoires et d’investigations à disposition du juge de la jeunesse

Art 64 . 7° : l’institution privée et la famille d’accueil sont à rajouter.

Art 68 .

§1^{er} alinéa 2 – prévoir une mesure de remplacement n’a pas de sens et pas d’intérêt d’un point de vue pédagogique. Le juge doit pouvoir apprécier les différents éléments au moment du non-respect des conditions, la situation du jeune évolue et il faut être au plus près de sa réalité.

Dans certains cas, tel qu’un vol simple, le juge n’a pas la possibilité de proposer une mesure de remplacement.

§3 2° - Les services de police et le procureur du Roi ont signalé que l’encodage en BNG ne permettait pas un contrôle dans les trois mois et ont demandé que la durée soit augmentée à 6 mois.

§3 7 – Cette condition est étonnante dans le cadre de l’aide contrainte.

§5 alinéa 2 – Inutile à préciser, c’est évident.

§7 alinéa 2 – Il s’agit d’une évidence, le respect du contradictoire s’entend dans l’obligation d’entendre le jeune lors d’un changement de mesure.

§8 – la mesure de remplacement ne peut être anticipée.

Art 70. Cet article, en ce qu’il prévoit que le juge détermine la durée du placement dans une institution publique est en contradiction avec :

- art 76 qui prévoit que la mesure de placement ne peut excéder un mois
- art 73, 5° qui prévoit que la durée de la mesure ne peut excéder 6 mois

Art 73 . les juges de la jeunesse notent un durcissement des conditions de placement en IPPJ, en régime ouvert. Ces limitations renforcent la nécessité de pouvoir placer ailleurs qu’en IPPJ, si un éloignement familial s’impose.

Art 76 . La révision mensuelle de la mesure de placement paraît inadéquate pour les raisons suivantes:

- trop contraignante pour les IPPJ
- non adéquate d’un point de vue pédagogique : le jeune est porté par un espoir sur une très courte période. Cela pourrait entraîner un non-investissement du jeune
- incompatible avec les projets pédagogiques des IPPJ
- coût important des transferts en taxi depuis les IPPJ
- mobilisation importante d’effectifs policiers

En outre, au regard de nos moyens matériels et humains, actuels, ceci paraît difficilement praticable.

Cette révision mensuelle paraît inutile au regard de l’article 46.

Art 77 . coquille : terme « renouvelable » indiqué à deux reprises.

Sous-chapitre 3 – La phase de jugement

Section 1 – Les mesures de garde à disposition du tribunal de la jeunesse

Art 78 . 12° l’institution privée et la famille d’accueil sont à rajouter.

Art 79 .

§3 – Prolongation possible jusqu’au jour où le jeune atteint l’âge de 23 ans – les IPPJ ne travaillent pas avec les jeunes de cet âge qui nécessitent des moyens spécifiques en relation avec des projets pédagogiques spécifiquement réfléchis pour eux.

Art 82 .

§ 1^{er} - prévoir une mesure de remplacement n’a pas de sens et pas d’intérêt d’un point de vue pédagogique. Le juge doit pouvoir apprécier les différents éléments au moment du non-respect des conditions, le situation du jeune évolue et il faut être au plus près de sa réalité.

§3, 8 - Cette condition est étonnante dans le cadre de l’aide contrainte.

Section 2 – Le dessaisissement

Art 91 .

§ 1^{er} – Pour éviter toute confusion quant à la portée du dernier alinéa de ce paragraphe et se conformer à l’exposé des motifs relatifs à cette disposition, il paraît opportun de modifier les termes « La présente disposition... » par les termes « Le présent article ... ».

Dans le cas de certaines infractions, le jeune ne pourra pas faire l’objet d’un dessaisissement. Par exemple, en cas de vols avec effraction, même s’il est multi récidiviste, le jeune saura qu’il ne pourra faire l’objet d’un dessaisissement, ce qui paraît être un mauvais message éducatif pour le jeune.

Les juges de la jeunesse relèvent aussi que seule une partie des infractions liées au terrorisme sont visées par le dessaisissement sans qu’il n’y ait eu de mesure préalable. La participation aux activités d’un groupe terroriste (art. 140 CP), punie de la réclusion de 5 à 10 ans, n’est pas visée. Il en est de même des infractions liées au terrorisme visées aux articles 137 et 138 CP dont les peines n’atteignent pas le seuil prévu par l’ordonnance.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 92, al. 2 . les juges de la jeunesse ne perçoivent ni l’intérêt, ni la portée de cette disposition.

Avis du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles et du procureur du Roi de Bruxelles concernant l'avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'aide et à la protection de la jeunesse. (avis définitif du 05 novembre 2018)

INTRODUCTION

Par courriers du 13 septembre 2018, les ministres Céline Frémault et Pascal Smet ont sollicité l'avis du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles et du procureur du Roi de Bruxelles à propos de l'avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse approuvé en première lecture par le Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles – Capitale le 6 septembre 2018.

Le texte communiqué a été examiné par les magistrats du parquet général et du parquet, en charge de la matière de l'aide et de la protection de la jeunesse. Il a été opté pour la rédaction d'un avis commun du procureur général et du procureur du Roi.

Vu le temps limité accordé pour rédiger le présent avis, celui-ci se limitera à des considérations générales et à l'énoncé des points essentiels suscitant des difficultés de compréhension, de cohérence ou faisant craindre des difficultés d'application. Des propositions concrètes seront également formulées.

PARTIE I - CONSIDERATIONS GENERALES

1. Le ministère public prend acte du choix fait par les auteurs de l'avant-projet d'ordonnance de maintenir la philosophie générale de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait, telle que réformée en 2006.

Les modifications apportées en matière d'aide contrainte à la jeunesse en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2009 ne touchent pas au dispositif de l'ordonnance de 2004. S'agissant de la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, l'avant-projet maintient le système protectionnel « intégrant des éléments de nature sanctionnelle en insistant sur la responsabilité du jeune, celle des titulaires de l'autorité parentale à son égard et le critère de protection sociétale »¹.

L'avis du ministère public est animé du souci d'assurer une application pratique des dispositions en projet qui soit effectivement de nature à atteindre les objectifs d'éducation, de restauration, de responsabilisation et d'insertion sociale poursuivis par la protection de la jeunesse.²

2. La réunion dans une ordonnance unique des dispositions relatives à l'aide contrainte à l'égard des mineurs en danger et la prise en charge des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction doit être approuvée.

3. Même s'il est inhérent à un système fédéral que les compétences exercées par les communautés donnent lieu à des normes différentes, en l'espèce potentiellement à quatre normes, le ministère public

¹ Exposé des motifs, p. 22.

² Exposé des motifs, p. 24 et art. 8 du projet.

s'inquiète du manque de cohérence sur des questions fondamentales entre les différentes normes et du traitement différencié des mineurs poursuivis devant les tribunaux de la jeunesse, le cas échéant pour un même fait (concernant, entre autres, les offres restauratrices, les pouvoirs du parquet, les conditions du placement en institution publique, la phase préparatoire, l'âge limite des mesures ou le dessaisissement).

4. Le ministère public s'inquiète également de l'accroissement des moyens requis au niveau du parquet et du tribunal pour appliquer dans la Région de Bruxelles-Capitale le dispositif de prise en charge des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction. A titre d'exemple, on évoquera les moyens nécessaires pour remplir les nouvelles obligations d'information ou pour permettre l'application des offres ou mesures prévues par le texte, notamment en matière d'offre restauratrice et de soutien à la parentalité ou concernant le projet du jeune ; des moyens supplémentaires seront également requis pour assurer les audiences mensuelles imposées pour les placement en institution publique, en régime fermé, mais également en régime ouvert, et les transfèrements.

5. Par ailleurs, pour une plus grande clarté du texte, il serait opportun d'insérer des sous-titres, en particulier dans la section 2 du sous-chapitre II *La phase préparatoire* consacrée aux *mesures de garde provisoires et d'investigations du juge de la jeunesse* (art. 64 à 77) ou dans la section 1 du sous-chapitre III *La phase de jugement* consacrée aux mesures de garde à la disposition du tribunal de la jeunesse (art. 78 à 90).

6. Enfin, la lecture de l'avant-projet laisse apparaître des erreurs ou des différences dans la traduction. Une relecture attentive du texte s'avère nécessaire. A titre d'exemple, la section 1 du sous-chapitre III consacré à la phase de jugement est intitulée en français *Les mesures de garde à disposition du tribunal de la jeunesse* et en néerlandais *De maatregelen voor het ter beschikking houden van de rechtbank* et le *dessaisissement* est traduit par de *onttrekking* au lieu de *uithandengeving*.

7. Dans la suite de l'avis, les mineurs à l'égard desquels des mesures d'aide contrainte à la jeunesse son prises seront désignés par l'abréviation MD (mineurs en danger) et les mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié par l'abréviation MFQI.

PARTIE II - ANALYSE DES DISPOSITIONS EN PROJET

Pour l'analyse des dispositions en projet, nous suivrons le plan de celui-ci.

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre I. Définitions et champ d'application

Définitions n°10 juge et n° 21 tribunal et suggestion de définir le juge d'appel de la jeunesse et la cour d'appel

Il conviendrait de préciser que le juge de la jeunesse est aussi compétent pour prendre des décisions par ordonnance dans la phase d'exécution et de révision du jugement, ceci valant aussi bien pour les MD que pour les MFQI. Dans le texte en néerlandais il y a lieu de remplacer les termes «in een zitting in een kabinet » par « kabinetszitting ».

Il paraît utile d'ajouter la définition de la cour d'appel dont il est question dans différents articles du projet (ex : articles 45, 46 et 47). La définition suggérée est la « chambre de la jeunesse de la cour d'appel qui statue sur l'appel formé contre les décisions du juge ou du tribunal de la jeunesse ». Par ailleurs, les « termes juridiction d'appel » sont mentionnés, sans raison apparente, à l'article 62, § 4, du projet relatif à l'appel formé contre les décisions prises dans la phase préparatoire de la procédure.

S'il s'agit d'englober la cour statuant en audience publique et le juge d'appel de la jeunesse statuant par ordonnance de cabinet, il est préférable de les distinguer dans les définitions, à l'instar de ce qui est prévu pour le juge et le tribunal de la jeunesse.

La définition du juge d'appel de la jeunesse pourrait être la suivante : « le juge d'appel de la jeunesse qui statue par ordonnance provisoire de cabinet pendant la procédure d'appel ».

Il y aura dans ce cas lieu de mentionner, à la place de « juridiction d'appel »:

- À l'article 62, § 4, alinéa 1, la cour d'appel
- A l'article 62, § 4, alinéa 2, le juge d'appel de la jeunesse ou la cour d'appel
- A l'article 62, § 4, alinéa 3, le juge d'appel de la jeunesse ou la cour d'appel.

Champ d'application

Le ministère public approuve le libellé de l'article 3 du projet qui dispose que « la présente ordonnance s'applique aux jeunes visés à l'article 2, 9° pour lequel le tribunal de la jeunesse est territorialement compétent pour la Région de Bruxelles-Capitale... ».

Cette disposition consacre la jurisprudence de la cour d'appel de Bruxelles encore rappelée dans un arrêt rendu le 14 août 2018 (Arrêt J/308/2018) et levant l'équivoque suscitée par le libellé de l'article 3 de l'ordonnance du 29 avril 2004 qui dispose que : « La présente ordonnance s'applique : 1° aux jeunes dont la résidence familiale est située dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui se trouvent dans une des situations visées aux articles 8 et 9 ... »

Or l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 29 avril 2004 définit la résidence familiale comme étant « la résidence des parents, tuteurs ou personnes qui ont la garde du jeune et avec au moins un desquels il réside, ou à défaut, l'endroit où le jeune est éduqué et où il est subvenu à ses besoins », ce qui a pu faire croire à certains qu'en cas de placement en famille d'accueil ou dans un service résidentiel dans un autre arrondissement, l'ordonnance ne s'appliquait pas à la situation du jeune.

Il n'y aura dès lors aucun doute quant au fait que la compétence territoriale déterminée par l'article 44 de la loi du 8 avril 1965 correspondra au champ d'application de l'ordonnance.

Chapitre II. Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs

Dans le texte en néerlandais de l'article 4, il convient de remplacer les termes « de jeugdhulperlening de en jeugdbescherming » par « de jeugdhulperlening en-bescherming »..

TITRE II. L'AIDE CONTRAINTE AUX JEUNES ET À LEUR FAMILLE

Chapitre I. Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse

Dans la version en néerlandais, il y a lieu de remplacer les termes « rechtstreeks en op dit moment » par « rechtstreeks en onmiddelijk ».

Chapitre II. La phase préparatoire (art. 13)

La phase préparatoire est actuellement définie à l'article 52*bis* de la loi du 8 avril 1965. L'ordonnance de 2004 prévoit uniquement la limitation de la durée des mesures provisoires à six mois, sauf prolongation décidée par jugement à la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers.

Le projet abroge l'article 52*bis* et organise désormais la phase préparatoire aux articles 13 pour les MD et 62 pour les MFQI³.

L'article 13 prévoit de limiter la phase préparatoire à neuf mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse. Il octroie en outre au ministère public un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer l'intéressé à comparaître devant le tribunal de la jeunesse. Ce délai est manifestement compris dans la durée de la phase préparatoire. Cela signifie de manière sous-entendue que le dossier doit être communiqué au parquet plus de deux mois avant l'expiration de la phase préparatoire sans quoi le tribunal n'aurait pas suffisamment de temps pour examiner l'affaire et rendre sa décision.

Le ministère public suggère donc de prévoir que le dossier sera communiqué au ministère public en vue de sa fixation à l'audience du tribunal de la jeunesse au plus tard six mois après la saisine de manière à lui permettre de fixer l'affaire dans un délai qui suffira au tribunal pour rendre son jugement avant l'expiration du délai de neuf mois.

Chapitre III. Les mesures d'aide à la disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

La durée des mesures provisoires (art. 16)

S'agissant de la durée des mesures provisoires réglée à l'article 16, § 2, du projet, le ministère public note que celle-ci est limitée à six mois et qu'elle ne peut être prolongée que si le jeune, sa famille ou ses familiers en font la demande.

Le ministère public estime que cette prolongation doit pouvoir être ordonnée d'office par le tribunal et que le ministère public doit être autorisé à la requérir. Cette prolongation peut en effet être indispensable pour obtenir la réalisation des investigations sociales ou médico-psychologiques nécessaires pour rendre une décision au fond adéquate et motivée.

Le libellé du paragraphe 3 de l'article est source de confusion car il donne à penser que la prolongation des mesures peut être décidée d'office par le juge ou le tribunal de la jeunesse ou être requise par le procureur du Roi, qu'il s'agisse d'une mesure provisoire ou de la mesure au fond.

³ L'article 62 sera examiné plus loin.

Il conviendrait de clarifier ce point en distinguant plus clairement dans l'article 16 les mesures provisoires et les mesures au fond. Cette clarification pourrait être opérée en faisant glisser l'alinéa 2 du paragraphe 2 au paragraphe 3 de l'article 16. En effet la limitation à un an des mesures vise évidemment les mesures au fond.

En conclusion sur ce point le ministère public propose :

1° de distinguer la durée des mesures provisoires et des mesures au fond dans l'article 16 ;

2° de prévoir que les mesures provisoires ont une durée de six mois maximum pouvant être prolongée d'office ou à la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers ou sur réquisitions du procureur du Roi, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où il est statué au fond. Il serait toutefois plus simple de fixer la durée des mesures provisoires à neuf mois et de prévoir qu'elles peuvent être rapportées ou modifiées à tout moment, d'office, à la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers ou sur réquisitions du ministère public.

3° prévoir que dans les limites de la durée maximale des mesures provisoires, le juge peut rapporter ou remplacer la mesure en cours mais également la prolonger. Ceci est important pour les hypothèses de prises en charge limitées dans le temps avec prolongation possible aux conditions prévues dans les projets pédagogiques des services agréés.

Placement psychiatrique (art. 15)

Le libellé de l'article 15, § 2, doit être clarifié car il pourrait être interprété comme ne permettant plus de placer un mineur dans une section ouverte d'un service psychiatrique qui contient également une infrastructure fermée. Dans ce cas, seul un placement sur la base de la loi du 26 juin 1990 serait possible dans cet établissement, ce qui serait évidemment aberrant.

Il convient donc de rectifier le texte pour qu'il se limite à ne permettre le placement dans une infrastructure fermée (il serait plus indiqué d'utiliser le terme section fermée) d'un service psychiatrique que sur la base de la loi de 1990. Le placement dans une section ouverte restera dès lors possible sur la base de l'article 15, § 1^{er}, 10°.

Durée des mesures au fond (art. 16)

Concernant la durée des mesures au fond, l'article 16, § 2, alinéa 3, (qui devrait logiquement devenir l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3) prévoit une limitation à une année et la possibilité de prolongation pour une ou plusieurs périodes maximales d'un an, sauf en ce qui concerne le projet éducatif, le placement en centre d'observation et/ ou d'orientation et le placement en centre d'accueil d'urgence. Cette disposition n'appelle pas d'observation.

En revanche, s'agissant du point de départ du calcul de la durée d'un an, c'est-à-dire « le jour où la mesure est prise par le tribunal de la jeunesse », le ministère public suggère qu'il soit ajouté « ou du jour de l'arrêt de la cour d'appel ». Le but de la limitation de la durée de la mesure de protection est d'imposer qu'il y ait un débat judiciaire tous les ans à propos des conditions permettant l'application d'une mesure d'aide contrainte et de la détermination de la mesure imposée.

Si ce débat a eu lieu devant la cour d'appel, c'est dès lors la date de l'arrêt rendu par celle-ci qui devrait faire débiter le délai d'un an. Ceci correspond à la pratique actuelle bien que le texte de l'article 10 de l'ordonnance de 2004 ne le prévoit pas. Il s'agirait d'une clarification garantissant la sécurité juridique. C'est d'ailleurs la solution retenue par les auteurs du projet pour le réexamen annuel des mesures prises à l'égard des mineurs FQI à l'article 45.

A nouveau, comme mentionné ci-dessus à propos des mesures provisoires, il apparaît important de préciser qu'à tout moment la mesure ordonnée par jugement peut non seulement être rapportée ou remplacée mais également être prolongée.

Suspension des mesures en cas de placement en institution psychiatrique en vertu de la loi du 26 juin 1990 (art. 15, § 2 et art. 16, § 4)

Il serait plus lisible et cohérent de regrouper les dispositions de l'article 15, § 2, traitant des effets sur les mesures de protection d'une mesure de placement psychiatrique fermé (loi du 26 juin 1990) et de l'article 16, § 4, prévoyant la suspension des mesures de protection pendant le placement psychiatrique.

De plus, la question de la suspension des mesures de protection évoquée à l'article 16 est indépendante de la question de leur durée qui fait l'objet de cet article.

On peut par ailleurs se demander si un placement psychiatrique doit avoir pour conséquence la suspension de toutes les mesures de protection dès lors que celles-ci ne sont pas nécessairement inconciliables et qu'elles peuvent mêmes être imposées aux personnes exerçant l'autorité parentale. C'est entre autres le cas des directives pédagogiques (art. 15, § 1^{er}, 1^o), de la guidance (15, § 1^{er}, 3^o), et du projet éducatif (art. 15, § 1^{er}, 5^o). La suspension ne se conçoit d'office que pour les mesures de placement (art. 15, § 1^{er}, 6^o à 10^o). Dans les autres cas, cela devrait s'apprécier au cas par cas. Une différence nous paraît devoir être faite à cet égard entre les MD et les MFQI.

Enfin, le projet ne prévoit pas l'incidence de cette suspension si elle intervient dans le courant de la phase préparatoire. Il faudrait impérativement que le texte prévoie explicitement que la phase préparatoire est également suspendue en cas d'application de la loi de 1990.

Mesures énumérées à l'article 15

Mesures de traitement.

L'exposé des motifs fait longuement référence à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 mars 2008 dont il résulte que « pour toutes les dispositions prévues au sein du projet d'ordonnance qui concernent les mesures ambulatoires et les mesures de placement de type « santé mentale et assuétudes », prises tant sur la base de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux que sur la base du projet d'ordonnance, la nécessité thérapeutique de ces mesures doit être établie par un rapport médical. »⁴ L'article 15, § 1^{er}, 2^o, c), qui concerne le suivi de directives médicales et/ou psychologiques d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes, et l'article 15, §1^{er}, 10^o, qui autorise d'ordonner un hébergement du mineur dans un établissement approprié en vue de son traitement, prévoient simplement que la nécessité thérapeutique doit être établie sans préciser que celle-ci doit être établie sur la base d'un avis médical.

Sous peine de risquer de voir ces dispositions être annulées par la Cour constitutionnelle, il apparaît nécessaire de prévoir dans les articles précités, à l'instar des articles 120, alinéa 1, 4^o, et 123 du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, que la nécessité thérapeutique doit être établie sur la base d'un examen datant de quinze jours au plus en précisant

⁴ Exposé des motifs, commentaire des articles 15 à 17, pages 50 à 52.

toutefois qu'en cas d'urgence, le placement thérapeutique pourra être décidé sur la base d'un rapport médical plus ancien mais qui devra être confirmé dans les trente jours qui suivent le début de la mesure, par un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant la nécessité thérapeutique⁵.

Il convient d'ajouter que la nécessité thérapeutique doit également être établie pour la guidance thérapeutique prévue au tertio de l'article 15, § 1^{er}, 3^o.

Le respect d'autres conditions

Répondant au souhait exprimé par les juges de la jeunesse, les auteurs du projet ont prévu à l'article 15, § 1^{er}, 2^o, e) que d'autres conditions que celles précisées à l'article 15, § 1^{er}, 2^o, a) à d), puissent être imposées au jeune. Le juge devra en préciser les modalités. Il conviendrait que cette possibilité soit réservée aux hypothèses dans lesquelles les autres conditions s'avèreraient insuffisantes ou inadéquates pour répondre à la situation du jeune.

Les mesures urgentes (art. 17)

Lorsque la mesure urgente est prise par le juge de la jeunesse sur la base de l'article 12 du projet, l'article 17, § 3, prévoit la transmission de la décision, soit au conseiller de l'aide à la jeunesse (CAJ) de Bruxelles, soit au Ondersteuningscentrum jeugdzorg Brussel (OCJ) en vue de tenter d'organiser une aide volontaire

Dans le décret de la Communauté flamande concernant l'aide intégrale à la jeunesse du 12 juillet 2013 (decreet betreffende de integrale jeugdhulp), la compétence de tenter d'organiser une aide volontaire avec les personnes concernées n'appartient pas à l'OCJ mais au service social auprès du tribunal de la jeunesse.

Jusqu'à présent, cette disposition du décret flamand n'a pas été appliquée à Bruxelles où le juge de la jeunesse requis sur la base de l'urgence ne peut pas faire appel au service social pour vérifier si une aide volontaire est à présent possible car l'ordonnance bruxelloise relative à l'aide à la jeunesse du 20 avril 2004 n'accorde pas cette compétence au service social mais au comité voor bijzondere jeugdzorg qui n'existe plus.

Afin de trouver une solution pragmatique, une concertation menée entre les différents acteurs a permis d'aboutir à un accord visant à donner cette compétence aux gemandateerde voorzieningen, à savoir het Ondersteuningscentrum jeugdzorg Brussel (OCJ) et Het Vertrouwenscentrum kindermishandeling (VK) qui sont considérés comme ayant succédé au comité voor bijzondere jeugdzorg, dans l'attente d'une modification de l'ordonnance.

Cette manière de procéder qui déroge aux règles de la Communauté flamande est maintenue dans le projet d'ordonnance. L'exposé des motifs n'en précise pas la justification et n'indique pas si les gemandateerde voorzieningen sont disposées à continuer à assumer cette mission.

Si tel était bien le cas, il conviendrait de prévoir que pour les dossiers en néerlandais, l'avis sera transmis, soit au Ondersteuningscentrum jeugdzorg Brussel (OCJ), soit au Vertrouwenscentrum kindermishandeling (VK).

⁵ Décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, articles 120, alinéa 1, 4^o et 123.

Concernant l'inscription à l'article 17, § 3, alinéa 2, de la faculté de désigner un service ou une institution qui relève d'une autre autorité, il conviendrait de préciser la portée de cette disposition dans l'exposé des motifs. S'il s'agit de permettre de confier un jeune à un service ou une institution de l'autre communauté soit en raison de la langue parlée, soit afin de pouvoir bénéficier d'un service correspondant aux besoins spécifiques du jeune, le ministère public ne peut qu'approuver cette disposition.

Dans ce cas, il conviendrait de prévoir que cette disposition sera également applicable en cas de mesure provisoire ou de mesure au fond et pas uniquement en cas de mesure urgente.

Il y aurait aussi lieu de préciser que cette disposition devra faire l'objet d'un accord de coopération entre les communautés qui en fixera les modalités.

Le ministère public propose par ailleurs de préciser à l'article 17, § 4, alinéa 4, que l'avis de l'impossibilité d'organiser l'aide volontaire pendant le premier délai de trente jours sera transmis au juge de la jeunesse et au procureur du Roi par le service compétent, non pas « au moins vingt-quatre heures avant l'échéance de ce délai » mais « au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai ». C'est ce qui avait été convenu avec les instances communautaires avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 29 avril 2004 le 1^{er} octobre 2009 et a été mentionné dans la circulaire du procureur général de Bruxelles du 30 septembre 2009, pages 5 et 6. Ce délai est nécessaire pour permettre au tribunal de décider s'il y a lieu de prolonger la mesure urgente pour un nouveau délai de trente jours.

Le texte néerlandais de cet article doit être corrigé. Il y a lieu d'ajouter « niet » avant « georganiseerd kon worden . »

Une discordance existe également entre le texte en français et le texte en néerlandais de l'article 17, § 4, alinéa 6. Le texte néerlandais ne semble pas laisser au procureur du Roi la possibilité de ne pas saisir le tribunal lorsque le juge de la jeunesse a décidé de ne pas prolonger la mesure urgente. Il est évident qu'il doit s'agir d'une possibilité dès lors que la décision de ne pas prolonger la mesure urgente peut être due à la disparition de l'état de danger justifiant la prise d'une mesure de protection. Il conviendrait donc de remplacer les termes « aanzoekt » par « zal kunnen aanzoeken ».

Enfin, aucun délai n'est prévu pour l'information donnée au juge de la jeunesse et au procureur du Roi, que l'aide volontaire n'a pu être organisée dans le second délai de trente jours. Le ministère public suggère de prévoir également que cette information devra être donnée au plus tard trois jours ouvrables avant l'expiration du second délai de trente jours de manière à permettre au procureur du Roi de saisir le tribunal, le cas échéant, sur la base des articles 11 et 14 en vue de la prise d'une mesure provisoire par le juge de la jeunesse.

TITRE III. LA PROTECTION DES JEUNES POURSUIVIS DU CHEF D'UN FAIT QUALIFIÉ INFRACTION

Chapitre I. Champ d'application

Mineurs de moins de 12 ans (art. 18, § 2)

L'article 18, § 2, du projet prévoit une présomption irréfutable de non-responsabilité de sorte qu'aucun mineur suspecté d'avoir commis un fait qualifié infraction ne pourra faire l'objet d'une saisine du juge de la jeunesse sur la base de l'article 19. La seule réaction possible consistera en un renvoi vers les dispositifs d'aide à la jeunesse.

Il s'agit d'un choix politique. Le ministère public estime de son devoir d'attirer l'attention des autorités politiques sur les éléments suivants :

1° le parquet de Bruxelles est fréquemment informé de faits impliquant des mineurs de moins de 12 ans⁶.

2° considérer les auteurs de ces faits comme étant totalement irresponsables de leurs actes et ne pouvant dès lors faire l'objet de la moindre mesure sur la base de ces faits risque de favoriser l'utilisation par des adultes peu scrupuleux de mineurs de plus en plus jeunes pour commettre des faits (vols à la tire ou dans des habitations, par exemple) vu l'impossibilité de prendre des mesures à leur égard ;

3° si ces situations doivent désormais toutes être prises en charge par l'aide à la jeunesse, il convient de faire en sorte que les services compétents disposent des moyens requis pour apporter une réponse adéquate à leur situation.

Infraction de roulage – compétence des juridictions de droit commun (art.20)

Le texte reprend la disposition de l'actuel article 36*bis* de la loi du 8 avril 1965. Vu l'abandon du terme mesure de « préservation » dans la qualification des mesures pouvant être prises à l'égard des MFQI, il y aurait lieu de supprimer ce terme dans l'article 20, alinéa 2, du projet. Le texte deviendrait ainsi : « si les débats devant ces juridictions font apparaître qu'une mesure de garde ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent [...] renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu. »

De manière tout à fait justifiée, les auteurs du projet ont maintenu dans la loi de 1965 le dernier alinéa de l'article 36*bis* de la loi du 8 avril 1965 qui dispose que : « La loi relative à la détention préventive n'est pas applicable aux personnes visées par le présent article sauf en cas de délit de fuite. » Le ministère public rappelle qu'il conviendrait que les communautés acceptent d'accueillir dans le centre communautaire pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » les mineurs détenus préventivement ou condamnés suite à une infraction de roulage commise avec délit de fuite. Cette question devrait être clarifiée dans le cadre d'une concertation avec l'Etat fédéral, seul compétent pour modifier en ce sens l'article 606 du Code d'instruction criminelle.

⁶ En 2017, 261 affaires impliquant des mineurs de moins de 12 ans ont été signalées au parquet dont 223 concernaient des mineurs entre 6 et 12 ans. Parmi ces derniers, 45 % concernaient des atteintes aux biens (principalement des vols) et 32 % des atteintes aux personnes, étant majoritairement des coups et blessures volontaires (source : rapport des analystes statistiques du Collège des procureurs généraux).

Une erreur de traduction s'est glissée dans le texte en néerlandais. A la neuvième ligne de l'alinéa 1 de l'article 20, il y a lieu d'écrire « ouder dan zestien » au lieu de « jonger dan zestien ». Il y a aussi lieu de remplacer les termes « politie van het vervoeg » par « politie van het wegverkeer », « onvrijwillige doodslag » par « onopzettelijke doodslag » et « onvrijwillige letsels of onvrijwillige slagen » par « onopzettelijke letsels of opzettelijke slagen ».

Chapitre II. La médiation à la demande des parties (art. 21)

L'une des principales innovations du projet concerne la mise en place d'une médiation à la demande des parties calquée sur la médiation extrajudiciaire inscrite à l'article 3^{ter} du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et aux articles 553 à 555 du Code d'instruction criminelle.

Le ministère public approuve cette innovation tout en souhaitant une plus grande clarté concernant la différence existant entre cette forme de médiation et la médiation prévue pour le parquet aux articles 27 à 33 et pour le tribunal aux articles 50 à 57.

L'article 21, § 3, prévoit toutefois des conditions peu compatibles avec le principe du droit de s'adresser à un service de médiation qui met en œuvre la médiation à la demande des parties, et, en outre, peu praticables. Ces conditions sont les suivantes :

- 1° le procureur prend une décision de classement sans suite ;
- 2° le procureur du Roi ne propose pas la médiation visée à l'article 27 ;
- 3° le juge ou le tribunal de la jeunesse ne propose pas l'offre restauratrice visée à l'article 50 ;

On ne voit pas pourquoi les parties devraient attendre que le procureur du Roi prenne la décision de classer sans suite le dossier pour solliciter une médiation. Par ailleurs, la portée de la deuxième hypothèse est peu précise. A quel moment se situe-t-on pour considérer que le procureur du Roi ne propose pas lui-même une médiation ? Sans doute vise-t-on le moment de la saisine du juge ou du tribunal de la jeunesse. Ceci devrait être précisé. Quant à la troisième hypothèse, la question se pose à nouveau de savoir quand le constat de l'absence d'offre de médiation aura lieu.

Le ministère public suggère de supprimer ces trois hypothèses et de permettre que toute personne qui a un intérêt direct puisse s'adresser « dans chaque phase de la procédure judiciaire et de l'exécution de la mesure » au service de médiation tel que le prévoit l'article 21, § 1^{er}.

Comme ce qui est prévu pour les majeurs, l'article 21, § 3, alinéa 2, impose au procureur du Roi, au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse d'informer les personnes impliquées dans une procédure judiciaire sur la possibilité de recourir à une telle médiation. Toutefois, contrairement à l'article 553 CIC, le projet limite cette obligation d'information à certains moments dont nous avons indiqué, ci-dessus, qu'il n'apparaissait pas opportun de les maintenir dans le projet.

L'article 22 est intégralement repris de l'article 555 CIC et n'appelle pas de commentaire.

Le projet ne précise pas si, lorsqu'il est informé qu'une personne a entamé les démarches auprès d'un service de médiation sur la base de l'article 21, le procureur du Roi, le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse pourront encore faire une offre restauratrice de médiation.

Chapitre III. La phase d'information et les prérogatives du procureur du Roi

Section 1. Classement sans suite

L'information, le classement sans suite, la lettre d'avertissement et le rappel à la loi

La « phase d'information » doit être traduite par de « onderzoeksfase ».

Il convient ici de rappeler que l'article 62 de la loi du 8 avril 1965 dispose que : « Sauf dérogation, [...] les dispositions légales concernant les poursuites en matière correctionnelle s'appliquent aux procédures visées au titre II, chapitre III, et à l'article 63^{ter}, alinéa 1^{er}, a) et c). ». Il convient dès lors de ne régler dans le projet que ce qui est particulier à l'objet de celui-ci, à savoir les règles de procédure concernant la prise en charge des mineurs poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction.

L'article 24 définit la mission du procureur du Roi de manière générale dans les articles 28^{bis} et suivants du Code d'instruction criminelle. Il en est ainsi de son pouvoir de juger de l'opportunité des poursuites et de classer le dossier sans suite, ainsi que de l'obligation d'indiquer le motif du classement sans suite lorsqu'il prend une telle décision au terme de l'information (art. 28^{quater} CIC). Il n'y a dès lors pas lieu de reprendre cette règle dans le projet, et ce d'autant plus qu'elle est plus complètement précisée dans les dispositions du Code d'instruction criminelle.

Il est en revanche indiqué de préciser que le classement sans suite peut être assorti d'une lettre d'avertissement ou d'un rappel à la loi (art. 25 du projet). Concernant le rappel à la loi, le texte prévoit que lors de celui-ci, le procureur du Roi notifie au mineur et aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard un rappel à la loi et les risques qu'ils courent. Il s'agit des termes de l'article 45^{ter} de la loi du 8 avril 1965. Il paraît préférable d'y substituer les termes plus précis figurant dans l'article 96 du décret du 18 janvier 2018, à savoir « et les conséquences possibles d'un fait qualifié infraction ».

Le texte en néerlandais de l'alinéa 2 de l'article 25 est celui de l'article 45^{ter} de la loi du 8 avril 1965 et n'est pas identique au texte en français. Il convient dès lors de mettre les deux textes en concordance.

Section 2 La médiation (art. 27 à 33)

Il s'agit ici de l'offre de médiation faite par le parquet.

L'article 28, § 2, du projet prévoit que : « Si le procureur du Roi ne propose pas de médiation, celles-ci peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisées conformément aux articles 21 à 23. » Le texte est obscur dans la mesure où il n'est pas précisé à qui se rapporte le mot « celles-ci », aucune personne n'étant identifiée dans l'article 28.

Il paraît inutile de maintenir ce paragraphe dès lors qu'il fait double emploi avec le secundo de l'article 21, § 3, déjà évoqué et commenté ci-dessus. S'il devait être maintenu, il y aurait lieu de remplacer « celles-ci » par « toute personne qui a un intérêt direct » ou « toute personne visée à l'article 21, § 1. »

La possibilité de consulter un avocat est écartée pour les victimes majeures ou les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard d'une victime mineure (art. 29). Cette différence de traitement ne se justifie pas.

Dans l'article 29, 1° , le mot "notamment" doit être traduit par "onder andere ».

L'article 31, § 2, alinéa 3, du projet prévoit la possibilité de notification du procès-verbal établi par le procureur du Roi, soit par pli judiciaire, soit par courriel conformément à l'article 32*bis* du Code judiciaire. La référence à cet disposition apparaît inexacte. Par ailleurs, l'utilisation du courriel n'est pas encore organisée, ni d'usage courant. Le ministère public suggère de se limiter à prévoir que la copie du procès-verbal est transmise aux personnes concernées à qui la copie n'a pas pu être remise.

Enfin, l'article 31, § 2, alinéa 2, prévoit que lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le procureur du Roi [...] en tient compte dans sa décision de classer ou non le dossier sans suite ». Cette disposition est identique à celle de l'article 12, § 4, de l'avant-projet de décret de la Communauté flamande (decreet betreffende het jeugd delinquentierecht) mais diffère de la position adoptée par la Communauté française qui a prévu dans l'article 97, § 4, alinéa 6, du Code que l'exécution de l'accord entraîne l'extinction de l'action publique. Le ministère public regrette cette différence de traitement qui aura pour conséquence qu'en cas de médiation impliquant pour un même fait des mineurs se voyant appliquer des normes différentes, aucune poursuite ne pourra plus être exercée à l'égard de l'un alors qu'un juge pourra être encore être saisi pour l'autre. Cette différence de traitement sera source d'incompréhension et pourra développer un sentiment d'injustice que seule une action cohérente et concertée des parquets compétents permettra d'éviter.

L'issue d'une médiation est loin d'être la seule différence concernant les pouvoirs du parquet puisque l'avant-projet de décret de la Communauté flamande donne au procureur du Roi des pouvoirs nettement plus étendus que le projet d'ordonnance et que le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française.

Section 3. Le soutien à la parentalité (art. 34)

Le remplacement du stage parental par une offre de participer à un groupe de soutien à la parentalité doit être approuvé. Le ministère public propose toutefois :

1° d'éliminer tout effet stigmatisant de cette offre et donc de supprimer les termes repris pratiquement mot pour mot de l'article 45*bis* de la loi du 8 avril 1965 à savoir : « Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifeste, à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, un désintérêt caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le procureur du Roi peut leur proposer de participer à un groupe de soutien à la parentalité ». C'est pour une bonne part, le caractère stigmatisant de l'offre de stage parental qui a conduit à ce qu'il ne soit pas appliqué et que l'article 45*bis* précité soit rapidement tombé en désuétude ;

2° d'ouvrir l'offre à tous les parents, y compris ceux qui ne se désintéressent pas du tout de la délinquance de leur enfant mais se trouvent démunis pour y répondre adéquatement.

Il y aurait par ailleurs du sens à permettre la participation à un groupe de soutien à la parentalité à la demande des personnes qui exercent l'autorité parentale sans qu'une offre formulée soit préalablement par le procureur du Roi, à l'instar de ce qui est prévu pour la médiation.

Le soutien à la parentalité nécessitera en outre une large information sur cette offre et la mise à disposition de services chargés d'organiser ce soutien.

Enfin, plusieurs corrections s'imposent. Dans le paragraphe 4 de l'article 34, il est fait erronément référence à la médiation alors qu'il s'agit ici du soutien à la parentalité. Les termes « uit de bemiddeling » doivent par ailleurs être supprimés dans le texte en néerlandais du paragraphe 5 du même article.

CHAPITRE IV. L'intervention du juge ou du tribunal de la jeunesse

Le sous-chapitre 1. Principes communs à la phase préparatoire et à la phase de jugement

Section 1. Principes généraux (art. 35)

L'article 35 relatif à la saisine du juge et du tribunal de la jeunesse fait directement référence à l'article 45.2. de la loi du 8 avril 1965 qui précise les modes de saisine. Il s'agit d'un choix légistique qui offre l'avantage de renvoyer directement à la disposition de la loi fédérale applicable mais aussi l'inconvénient de risquer de ne plus être correct en cas de modification de la loi fédérale.

La rédaction de l'article 36 indique à juste titre clairement que le tribunal a les mêmes pouvoirs que le juge de la jeunesse.

Par ailleurs, le libellé de l'article 37 donne à penser que le juge de la jeunesse peut prendre des mesures de garde et d'éducation alors que ces dernières sont de la compétence du seul tribunal. Le libellé du texte devrait dès lors être plus précis.

En outre, l'article 37, alinéa 2, qui concerne les visites que le juge doit rendre à tout jeune éloigné de son milieu de vie n'a pas de lien logique avec le premier alinéa qui précise les pouvoirs du juge et du tribunal de la jeunesse. Il serait donc plus adéquat d'en faire un article séparé.

Sous-section 1. Facteurs à prendre en considération (art. 39)

Pas d'observation

Sous-section 2. Investigations (art. 40)

L'article 40, alinéa 2, prévoit que désormais, le juge et le tribunal de la jeunesse ne pourront plus faire procéder à une étude sociale lorsque le jeune est confié à une institution publique. Traditionnellement, les investigations sociales étaient du ressort du service social qui a accès au milieu de vie du jeune, l'institution publique se concentrant plus particulièrement sur des éléments médico-psychologiques. De plus, le séjour en institution publique est appelé à être aussi bref que possible alors que le service social intervient, avant, pendant et après le séjour du jeune dans l'institution.

Le ministère public n'est dès lors pas favorable à cette disposition et propose de supprimer les termes « sauf lorsque le jeune est confié à une institution publique » dans l'alinéa 2 de l'article 40. S'ils devaient néanmoins être maintenues, il conviendrait de préciser dans l'ordonnance que l'institution publique réalisera les investigations sur le milieu du jeune et de lui en donner les moyens (voir la sous-section relative aux rapports ci-après) .

Sous-section 3. Hiérarchie des offres et des mesures (art. 41)

Pas d'observation

Sous-section 4. Cumul des mesures (art. 42)

A l'article 42, 2°, du projet, il y a lieu de supprimer le mot « écrit » après « projet » et le mot « geschreven » avant « project ». De plus, dans le texte en néerlandais, il convient de remplacer « mag niet » par « mag slechts ».

On ne voit pas ce qui justifie le fait que l'offre restauratrice doive être proposée préalablement à l'examen de la faisabilité d'un projet du jeune et qu'elle ne puisse plus l'être après l'approbation d'un projet du jeune (art. 42 al. 2).

Le cumul sera à nouveau évoqué dans les dispositions relatives au placement en institution publique. Il conviendrait de rassembler toutes les dispositions relatives au cumul des mesures ou faire clairement référence dans l'article 42 aux autres dispositions du projet abordant ce point.

Sous-section 5. Rapports transmis au juge et au tribunal (art. 43)

Il serait plus judicieux d'évoquer les rapports que l'institution publique doit transmettre au juge ou au tribunal de la jeunesse, soit dans la sous-section 2. Investigations (voir ci-dessus), soit dans les articles consacrés au placement en institution publique (art. 70 et s. et art. 84 et s.)

L'alinéa 2 de l'article 43 prévoit que les rapports de l'institution publique destinés au juge ou au tribunal de la jeunesse sont transmis au jeune et à son avocat. Le ministère public demande à figurer parmi les destinataires des rapports de l'institution publique et du service social. Ceci le dispensera de devoir demander le dossier du tribunal en communication pour prendre connaissance de ces rapports. Dans la pratique, cette transmission pourra se faire par mail afin de limiter la charge administrative.

L'envoi du rapport au jeune est contraire à l'article 55 de la loi du 8 avril 1965 qui prévoit que les pièces concernant la personnalité de l'intéressé et le milieu où il vit ne peuvent lui être communiquées, son avocat y ayant toutefois accès. Le ministère public estime qu'il conviendrait de prévoir la transmission des rapports à l'avocat avec autorisation pour celui-ci d'en donner connaissance au mineur.

Sous-section 6. Modifications et réexamen des mesures (art. 44 et s.)

L'article 45 impose le réexamen annuel des mesures prises par jugement. La prise de cours du délai sera désormais le jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, le jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Nous approuvons cette modification par rapport au libellé de l'article 60, alinéa 4, de la loi du 8 avril 1965.

A la fin de la dernière phrase de l'article qui prévoit que la procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45, 2, b), sous réserve de ce qui a déjà été exposé ci-dessus à propos des références à des articles de la loi du 8 avril 1965, il y a lieu d'ajouter les termes « de la loi du 8 avril 1965 ».

S'agissant toujours de l'article 45, il conviendrait de préciser l'exception à la règle du réexamen annuel fait pour le « placement en institution ». Ce terme englobe d'autres placements que le placement en institution publique pour lequel une règle particulière est prévue à l'article 47 pour le placement en régime fermé. Tel que le texte est actuellement libellé, il n'y aurait pas d'obligation de réexaminer un placement en institution de traitement, ni un placement en institution publique, en régime ouvert. Telle n'a certainement pas été la volonté des auteurs du projet, raison pour laquelle, il est suggéré d'ajouter après « placement en institution », les termes « publique, en régime fermé ».

Contrairement à ce que le commentaire des articles 44 à 47 mentionne, ce nouveau point de départ des délais n'a pas été repris pour toutes les actions possibles. En effet, l'article 44, § 2, prévoit que le délai de six mois à l'expiration duquel le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard peuvent déposer une requête en vue de d'entendre rapporter ou modifier une mesure prend cours « à compter du jour où la décision ordonnant la mesure est devenue définitive ». Par souci de cohérence, il y aurait lieu de reprendre le même libellé que pour les autres hypothèses, notamment celle prévue à l'article 46 qui concerne la mesure de placement en régime fermé au sein d'une institution publique.

A propos de cette dernière hypothèse, il existe une autre incohérence qui tient au fait que, en vertu de l'article 76 du projet, la mesure initiale de placement provisoire en régime fermé d'une institution publique sera limitée à un mois (et non plus trois mois comme prévu à l'article 52^{quater} de la loi du 8 avril 1965). Si la requête ne peut être déposée qu'au plus tôt un mois après la date de la décision imposant la mesure, il n'y a plus de sens à en demander la levée ou la modification dès lors qu'elle aura nécessairement pris fin à ce moment ou fait l'objet d'une décision de prolongation.

S'agissant du réexamen périodique, il existe un double emploi entre l'article 47 et l'article 90 pour le réexamen de la décision de placement dans une institution publique en régime fermé. Ces deux dispositions sont même contraires en ce qui concerne le point du départ du délai de six mois.

Afin d'éviter la confusion et les contradictions, ne serait-il pas plus judicieux de rassembler toutes les règles particulières réservées aux placements dans une institution publique à l'endroit où les conditions d'accès aux institutions publiques sont situées et de se limiter dans la sous-section 6 consacrée aux modifications et réexamens des mesures à mentionner « sans préjudice des articles XXX concernant...). »

Sous-section 7. Communication des décisions

Il y a lieu d'ajouter « au service social » dans le titre.

Section 2 – Les offres restauratrices à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

L'article 50 n'a pas la même portée dans la version française que dans la version néerlandaise. Dans la première, il y a une obligation pour le juge ou le tribunal d'informer les personnes intéressées qu'elles peuvent participer à une offre restauratrice (« informer ») tandis que dans la seconde, il ne s'agit que d'une possibilité « kunnen ... voorstellen »). Dans le second alinéa, le mot « enkel » ne se retrouve pas dans le texte en français. La traduction de cette disposition doit absolument être revue.

La disposition de l'article 51 paraît imposer aux personnes intéressées d'attendre une décision du juge ou du tribunal de la jeunesse pour recourir à la médiation à la demande organisée conformément aux

articles 21 à 23. Il y a lieu de se référer à ce qui a été exposé ci-dessus à ce sujet dans le commentaire de l'article 21 à propos de la période d'information avant saisine du juge ou du tribunal de la jeunesse. Pour les mêmes raisons, il paraît inadéquat de faire attendre que la décision soit prise par le juge ou le tribunal de ne pas proposer une médiation pour permettre aux personnes concernées de s'engager dans un processus de médiation à la demande.

Le ministère public approuve l'innovation principale inscrite à l'article 53, § 4, qui consiste à donner au service de médiation mandaté la mission de déterminer la forme que prendra l'offre restauratrice en fonction des contacts pris avec les personnes intéressées. Cela permettra de rechercher la forme la plus adaptée à la situation des parties, soit la médiation, soit la concertation restauratrice en groupe.

Les autres observations faites à propos des offres restauratrices au niveau du parquet, notamment en ce qui concerne l'intervention de l'avocat, valent *mutatis mutandis* pour les offres proposées au niveau du juge ou du tribunal.

Section 3. Le projet du jeune (art. 58)

Le ministère public approuve les modifications importantes que contient le texte en projet par rapport aux dispositions de l'article 37, § 2^{ter}, de la loi du 8 avril 1965. Il salue notamment le fait que le juge informe le jeune de son droit de présenter un projet au plus tard à l'audience publique du tribunal et qu'il peut s'adresser à un service pour l'élaboration de son projet. Il en est de même de l'assistance par son avocat lors de la confirmation écrite du projet, de l'exécution du projet dans un délai de six mois, et de la précision des personnes devant signer le projet.

Il conviendrait toutefois de préciser dans l'ordonnance et non seulement dans le commentaire des articles les engagements que peut contenir le projet du jeune.

Par ailleurs, la désignation par le tribunal d'un service qui sera chargé de contrôler l'exécution du projet du jeune doit aussi être approuvée. Il serait peut-être plus judicieux de lui donner une mission d'accompagnement plutôt qu'exclusivement de contrôle ce qui n'empêcherait nullement de prévoir la remise au tribunal de rapports portant sur l'exécution du projet⁷.

Le texte ne précise pas si le projet du jeune peut déjà être approuvé par le juge de la jeunesse dans la phase préparatoire mais ne paraît pas l'exclure de façon suffisamment précise. Vu la nature des engagements que pourrait prendre le jeune, il convient de prévoir que le projet préparé dans la phase préparatoire sera nécessairement examiné lors de l'audience publique.

La confusion provient de l'usage insuffisamment précis des termes « juge » ou « tribunal » en différents endroits du texte de l'article 58, notamment à l'alinéa 4 du paragraphe 1 et à l'alinéa 1 du paragraphe 3. Par ailleurs, dans l'alinéa 3 du paragraphe 3, il conviendrait de préciser de quelle « décision » et de « quelle audience ultérieure » il s'agit. S'agit-il d'une audience publique ou d'une audience de cabinet ?

Les conséquences possibles de la non-exécution ou d'une exécution partielle doivent être déterminées et communiquées au jeune conformément à l'article 58, § 1^{er}, alinéa 4. Ne faudrait-il pas être plus précis et indiquer que le tribunal informe le jeune qu'en cas de non- exécution, même partielle, il pourra

⁷ Un parallèle peut être fait avec le modèle d'aide et de contrôle des maisons de justice intervenant à l'égard des adultes poursuivis ou condamnés et à qui le respect de conditions est imposé.

faire l'objet d'une ou plusieurs autres mesures prévues aux articles 64, alinéa 3, ou 78, alinéa 3 de l'ordonnance ? C'est d'ailleurs ce que le tribunal sera autorisé à faire par l'article 58, § 3, alinéa 3.

Il n'est en outre pas possible de décider à l'avance, dès l'approbation du projet, quelle sera la sanction de la non-exécution du projet. La notion de sursis apparaît s'opposer à la philosophie du projet du jeune.

L'article 58, § 3, alinéa 4, du projet prévoit la possibilité de la notification par courriel de la décision du tribunal d'imposer une autre mesure, conformément à l'article 32*bis* du Code judiciaire. La référence à cet disposition apparaît inexacte. Par ailleurs, l'utilisation du courriel n'est pas encore organisée ni d'usage courant dans les greffes. Le ministère public suggère de se limiter à prévoir que la décision est notifiée aux personnes mentionnées auxquelles la copie n'a pas pu être remise.

D'autres questions se posent encore en ce qui concerne l'intervention du ministère public au cours de la phase préparatoire ainsi que l'interférence entre le projet du jeune et la durée de la phase préparatoire et la possibilité pour le juge d'approuver le projet avant le jugement au fond.

Section 4. Soutien à la parentalité (art. 59)

Le ministère public se réfère aux observations faites à propos de l'offre de participation à un groupe de soutien à la parentalité faite aux parents par le procureur du Roi prévue à l'article 34.

Il y aura également lieu de rectifier certaines erreurs matérielles :

- « mettant » au lieu de « mettent » au paragraphe 4 dans le texte en français;
- « si des éléments du soutien à la parentalité » au lieu de « si des éléments de la médiation / « indien elementen uit de steun aan het ouderschap » et niet « indien de elementen uit de bemiddeling », dans le paragraphe 5.

Sous-chapitre II. La phase préparatoire.

Section 1. Règles spécifiques à la phase préparatoire

Existence d'indices sérieux de culpabilité

Le projet soumet la prise d'une mesure provisoire à l'existence d'indices sérieux de culpabilité (art. 60). Il convient ici de rappeler que la Cour constitutionnelle a annulé cette condition en ce qui concerne le placement en institution publique (arrêt 49/2008 du 13 mars 2008) afin de permettre de maintenir l'unité du juge de la jeunesse qui peut intervenir dans la phase préparatoire, dans la phase de jugement et dans la phase d'exécution ou de révision. Le ministère public suggère dès lors de supprimer cette condition. Il suffit pour qu'une mesure provisoire soit prise que le mineur fasse l'objet de poursuites du chef d'un quelconque fait qualifié infraction (ou d'un fait d'une certaine nature ou gravité en ce qui concerne le placement en institution publique).

Si cette condition était maintenue, il y aurait un risque de devoir prévoir l'intervention d'un autre juge pour le jugement de l'affaire au fond.

Limitation de la durée de la phase préparatoire et des mesures provisoires (art.62).

La phase préparatoire est actuellement définie à l'article 52*bis* de la loi du 8 avril 1965. Le projet abroge l'article 52*bis* et organise désormais la phase préparatoire à l'article 62.

L'article 62 prévoit de limiter la phase préparatoire à neuf mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou la décision du procureur du Roi de classer le dossier. Il octroie en outre au ministère public un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer l'intéressé à comparaître devant le tribunal de la jeunesse ou l'informer de sa décision de classer le dossier sans suite. Ce délai est manifestement compris dans la durée de la phase préparatoire. Cela signifie de manière sous-entendue que le dossier doit être communiqué au parquet plus de deux mois avant l'expiration de la phase préparatoire sans quoi le tribunal n'aurait pas suffisamment de temps pour examiner l'affaire et rendre sa décision.

Le projet prévoit une possibilité de prolongation exceptionnelle de la phase préparatoire pour une durée de « trois mois renouvelables si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie » (art. 62, § 2). Toutefois la phase préparatoire ne pourra jamais excéder vingt-quatre mois.

Le projet associe à cette limitation de la durée de la phase préparatoire une limitation de la durée des mesures provisoires pouvant être prises pendant cette phase. L'article 62, § 1^{er}, alinéa 2, dispose qu'à l'expiration de la phase préparatoire, « les mesures provisoires cessent de plein droit » mais des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues dans le cadre de l'éventuelle prolongation de la phase préparatoire, à la condition que « des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent » (art. 62, § 3).

Si le ministère public partage la volonté de limiter la durée de la phase préparatoire et des mesures provisoires et de tenir le plus rapidement possible l'audience au fond, il estime que la limitation à vingt-quatre mois de la durée totale de la phase préparatoire n'est ni suffisante, ni adéquate, pour les raisons suivantes :

1° Dans un certain nombre de situations complexes, il ne sera pas possible de disposer d'une enquête complète sur les faits. Or le tribunal doit se prononcer dans un même jugement sur la culpabilité et sur la mesure. Le jugement au fond ne peut donc intervenir avant la fin de l'enquête sur les faits. La durée de certaines instructions judiciaires dépassant vingt-quatre mois dans des affaires criminelles, de terrorisme ou de banditisme notamment, en raison, entre autres, d'expertises, de commissions rogatoires internationales, de certaines limites de capacité d'enquête des services de police, de l'exercice de recours devant la chambre des mises en accusation, ou du nombre de faits ou de personnes impliquées, il sera dans ce cas impossible de juger le jeune avant l'expiration de la durée des mesures provisoires.

2° Ceci est inacceptable si on se situe au niveau des intérêts de la société et des victimes, mais il peut aussi être de l'intérêt du jeune de ne pas statuer au fond trop rapidement, notamment en cas de faits criminels graves et de placement en institution publique, en régime fermé. L'expérience montre en effet que certains jeunes ont besoin de temps pour prendre conscience de la gravité des faits et de leur responsabilité, pour profiter du placement et entamer une évolution personnelle.

3° D'autres circonstances survenant pendant la procédure au fond, telles que la régularisation d'actes de procédures (ex : une citation), des demandes de remise de la défense, ou la nécessité d'ordonner des devoirs d'enquête complémentaires ou une expertise, peuvent justifier une prolongation du temps nécessaire pour juger l'affaire.

Le ministère public propose dès lors de ne pas limiter la durée de la procédure préparatoire et des mesures provisoires. Les conditions de la prolongation prévues dans le projet ainsi que l'exigence de motivation spéciale constituent des garanties importantes et suffisantes pour éviter des abus.

Par ailleurs, le ministère public suggère de prévoir que le dossier sera communiqué au ministère public en vue de sa fixation à l'audience du tribunal de la jeunesse au plus tard six mois après la saisine de manière à lui permettre de fixer l'affaire dans un délai qui suffira au tribunal pour rendre son jugement avant l'expiration du délai de neuf mois. Il n'y a pas de sens à maintenir le délai de deux mois dans lequel le ministère public doit fixer le dossier à l'audience.

Interdiction de communiquer (art. 63)

Dans la version en néerlandais, les terme « trente jours au plus » ont été traduits par « periode van dertig dagen of langer, één keer verlengbaar ». Il y a lieu d'écrire « periode van maximum dertig dagen, meermaals verlengbaar ».

Section 2. Mesures de garde provisoires et d'investigations à disposition du juge de la jeunesse

Pour une plus grande lisibilité du projet, il conviendrait des prévoir des sous-sections au sein de cette section.

Le projet du jeune (art. 64, al. 2 et 3)

L'article 64, alinéa 2, prévoit que « dès la saisine du juge, le jeune peut proposer au juge d'élaborer et d'exécuter le projet visé à l'article 58 et ce, au plus tard jusqu'à l'audience publique ».

L'alinéa 3 du projet évoque la primauté des offres restauratrices et du projet du jeune dans la hiérarchie des offres et mesures. Il précise que : « Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés, ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le juge peut... pendre à titre de mesure provisoire de garde ou d'investigations les mesures suivantes... »

Se référant à ce qui a déjà été mentionné ci-dessus concernant le projet du jeune, le ministère public insiste sur la nécessité de clarifier ce qui peut, voire doit déjà être réalisé durant la phase préparatoire. Le texte précité donne à penser que le juge de la jeunesse est déjà amené à prendre position dans la phase préparatoire à propos du caractère réaliste et approprié du projet du jeune. Comment le juge pourrait-il déjà apprécier cela dès le début de la procédure alors qu'il doit statuer sur des réquisitions du ministère public de prendre une mesure provisoire. Ne conviendrait-il pas de laisser au jeune le temps de la phase préparatoire pour préparer un projet s'il le souhaite ?

La prestation d'intérêt général à titre d'investigation de minimum 15 et maximum 30 heures (art. 40, § 2 ; 64, al. 3, 2° et 67) et l'accompagnement éducatif intensif (art. 64, al. 3, 4°)

Le projet impose de prévoir un nombre d'heures minimal pour la prestation à titre d'investigation. Le ministère public approuve cette innovation.

Il ne paraît pas approprié de prévoir à l'article 40, § 2, que la mesure provisoire de prestation peut être prise afin de permettre la réalisation des mesures d'investigations dès lors que ceci est déjà clairement visé à l'article 67 du projet qui dispose que la prestation ne peut être ordonnée à titre de mesure provisoire que dans le but de permettre la réalisation des investigations prévues à l'article 40. Il serait préférable de mentionner la règle de l'article 67 à l'article 64, al. 3, 2°, afin d'attirer plus clairement l'attention sur le fait que la mesure ne peut être ordonnée qu'à titre d'investigation et non de réponse au fait commis par le jeune concerné.

La solution ainsi préconisée rejoint ce qui a été prévu pour l'accompagnement éducatif intensif ou tout autre accompagnement que le juge détermine. Le caractère d'investigation est précisé dans l'article 64, al. 3, 4°, et non à l'article 40 alors que le commentaire de l'article 64 précise que cette mesure « contribue à la réalisation d'investigations . »⁸

Les mesures imposant un traitement (art. 64, al. 3, 3° et 6°)

Le commentaire de l'article 64 renvoie au commentaire de l'article 15 déjà évoqué ci-dessus et qui fait référence aux conséquences devant être tirées de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 mars 2008⁹.

Le ministère public estime qu'il n'est pas suffisant de prévoir que la nécessité thérapeutique doit être établie. Il convient de préciser qu'elle doit l'être sur la base d'un avis médical.

S'agissant du suivi par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale ou un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétude (art. 64, al. 3, 3°), la nécessité thérapeutique devrait être établie sur la base d'un examen médical datant de quinze jours au plus. C'est ce qui fut à juste titre prévu dans le décret du 18 janvier 2018 (article 120, al. 1^{er}, 4°). La même observation vaut pour l'article 68, § 3, 6°, qui prévoit que le même suivi peut être une condition du maintien dans le milieu de vie.

Par ailleurs, il serait indiqué de faire référence dans l'article 64, alinéa 3, 6°, relatif au placement provisoire du jeune dans un établissement en vue de son traitement, aux conditions prévues à l'article 69, § 2, portant sur l'établissement de la nécessité thérapeutique sur la base de rapports médicaux. Il suffirait d'ajouter les mots « conformément à l'article 69, § 2. »

Durée des mesures provisoires (art. 65)

Les versions française et néerlandaise sont contraires sur l'âge à partir duquel il n'est plus possible de prendre ou de maintenir des mesures provisoires. 20 ans dans la version française et 25 dans la version néerlandaise. Le commentaire de l'article prévoit toutefois l'âge de 20 ans dans les deux versions.¹⁰

Vu que la prolongation des mesures est permise jusque 23 ans par l'article 79, § 3, du projet, il paraît logique de permettre également que des mesures provisoires soient prises jusqu'à cet âge. Ceci ne visera bien sûr en principe que de rares situations compte tenu de la limitation de la durée de la phase

⁸ Exposé des motifs, commentaire de l'article 65, page 76.

⁹ Exposé des motifs, commentaire de l'article 64, page 74.

¹⁰ Exposé des motifs, commentaire de l'article 65, page 76.

préparatoire et des mesures provisoires mais pourrait trouver à s'appliquer à des situations de saisine après la majorité de l'intéressé suite à l'élucidation tardive de faits graves.

Suppression de la possibilité de confier un FQI à une personne privée ou un établissement approprié

L'article 64 limite la possibilité de placement au placement thérapeutique et au placement en institution publique. L'exposé des motifs ne contient aucune justification de l'absence de possibilité de confier le jeune à un service privé agréé ou à une famille d'accueil alors qu'il peut s'agir, dans certains cas, d'une réponse adéquate. Il ne sera par exemple plus possible de placer un jeune dans un centre d'accueil d'urgence.

Précision de l'objet et du type de surveillance du service social (art. 66)

Le ministère public approuve la justification donnée dans le commentaire de l'article 66 qui impose désormais de préciser l'objet et le type de surveillance lorsque le juge soumet le jeune à la surveillance du service social¹¹. Il approuve également la suppression de la surveillance automatique jusqu'à la majorité du jeune en cas de mesure de placement prévue à l'article 42 de la loi du 8 avril 1965.

Maintien dans le milieu de vie sous conditions et mesure de remplacement en cas de non-respect des conditions (art. 68)

De manière générale, l'article 68 du projet apparaît fort complexe et gagnerait à être simplifié, notamment en ce qui concerne le remplacement ou la révision de la mesure et les rapports concernant l'exécution de la mesure.

Les principales observations du ministère public sont les suivantes :

1° Lorsqu'il décide de maintenir le jeune dans son milieu de vie sous conditions, le juge doit fixer la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à un an. S'il s'agit d'une mesure provisoire, il n'est pas cohérent d'à la fois limiter la durée des mesures provisoires à celle de la phase préparatoire, soit neuf mois, et de prévoir une durée des conditions pouvant être supérieure à 9 mois. Il conviendrait dès lors de supprimer cette incohérence en prévoyant dans l'article 69 une durée des conditions qui soit inférieure à la durée maximale des mesures provisoires, voire en ne prévoyant pas de durée maximale.

2° Par ailleurs, il paraît difficilement envisageable et peu approprié d'imposer au juge de prévoir simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées dans l'ordonnance. Il s'agit en quelque sorte de sanctionner le non-respect des conditions, ce qui apparaît en contradiction avec le principe inscrit à l'article 60 du projet selon lequel « aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte. » En outre, comment le juge pourra-t-il apprécier au moment de la prise de l'ordonnance de maintien dans le milieu de vie sous conditions quelle sera la mesure de garde adéquate en cas de non-respect des conditions ?

Cette disposition ressemble au placement en institution publique avec sursis soumis à la condition que le jeune accomplisse une prestation éducative et d'intérêt général prévu à l'article 37, § 2, alinéa 3, de

¹¹ Exposé des motifs, commentaire de l'article 66, page 76.

la loi du 8 avril 1965 qui ne peut être appliquée que lors du jugement au fond après établissement de la culpabilité du jeune.

Il apparaît également contradictoire de prévoir à titre de sanction du non-respect des conditions l'imposition d'une prestation d'intérêt général ou d'un accompagnement éducatif intensif qui constituent des mesures d'investigations.

3° Concernant les obligations de faire rapport au juge sur le respect des conditions, le ministère public s'interroge sur l'apparent chevauchement existant entre les paragraphes 4 et 6. Il y aurait lieu de refondre ces deux dispositions dans un seul paragraphe. L'objet des rapports prévus devrait être mieux précisé. S'agit-il simplement de préciser que le jeune respecte la condition ou de faire rapport sur son évolution ? La question est importante concernant la condition n° 6 relative à la directive pédagogique ou médicale. Au paragraphe 4, on emploie le terme directive dans l'alinéa 1 et accompagnement dans le second. S'agit-il de la même condition ? En outre, de quel service mandaté s'agit-il ? Est-il bien clair qu'il ne s'agit pas du service social ou de la police mais d'un service agréé ?

4° Les possibilités d'adaptation, de levée¹², de modification ou de remplacement sont éparpillées dans l'article, ce qui contribue à en rendre la lecture et la compréhension peu aisées. En outre le dispositif paraît complexe et mériterait d'être simplifié.

Le paragraphe 7 permet au juge « d'adapter les conditions aux circonstances de l'espèce » mais il ne peut ni les renforcer, ni les alourdir. Il s'agit d'une notion qu'il sera difficile de mesurer notamment en cas de remplacement d'une condition par une autre. Vu les garanties importantes prévues en termes de droits de la défense, ne serait-il pas plus simple et opportun de donner au juge le pouvoir de rapporter ou modifier toutes les mesures provisoires en fonction de l'évolution de la situation du jeune et/ou de la manière dont il respecte ou non les mesures prises par le juge ?

Il peut exister des raisons de renforcer ou d'alourdir les conditions, même en l'absence d'un nouveau FQI si, par exemple, les investigations sociales révèlent des éléments particuliers. Ainsi en sera-t-il si le juge apprend que le jeune passe toutes ses nuits à l'extérieur de la résidence familiale. Dans ce cas, une interdiction de sortir non prévue dans l'ordonnance initiale pourrait avoir du sens.

Le paragraphe 8 mélange les hypothèses dans lesquelles les conditions peuvent être rapportées, en y incluant l'existence d'un nouveau FQI ainsi que le non-respect ou le respect insuffisant des conditions, avec un régime différent pour ces différentes hypothèses. Le ministère public propose de simplifier le dispositif et attire l'attention sur le risque d'effets pervers, notamment l'inflation du nombre de conditions imposées ou la sévérité de la mesure de remplacement devant être prévue.

Plus fondamentalement, on peut se poser la question de savoir pourquoi un tel système doit être mis en place pour le maintien dans le milieu de vie sous conditions alors que rien de semblable n'est prévu pour les autres mesures provisoires visées à l'article 64, alinéa 3, du projet.

5° Enfin, parmi les conditions au respect desquelles le maintien dans le milieu de vie peut être soumis figure celle de s'adresser au conseiller de l'aide à la jeunesse ou au ondersteuningscentrum jeugdzorg Brussel. Il paraît peu compatible avec les principes de l'aide volontaire d'imposer une telle démarche qui doit par essence être volontaire. En revanche, cette démarche peut, en certaines circonstances, être vivement conseillée au jeune et à ses parents. Si cette disposition était maintenue, il conviendrait

¹² Le terme « levée » doit être préféré au terme « rapport ».

d'ajouter dans le texte néerlandais le *Vertrouwenscentrum kindermishandeling* qui est également une *geemandateerde voorziening*. La même observation vaut également pour l'article 82, § 3, 8°.

Placement dans un service psychiatrique (art. 69)

Le libellé de l'article 69 comme celui de l'article 15, § 2, doit être clarifié car il pourrait être interprété comme ne permettant plus de placer un jeune dans une section ouverte d'un service psychiatrique qui contient également une infrastructure fermée. Dans ce cas, seul un placement sur la base de la loi du 26 juin 1990 serait possible dans cet établissement.

Il convient donc de rectifier le texte pour qu'il se limite à ne permettre le placement dans une infrastructure fermée (il serait sans doute plus indiqué d'utiliser le terme section fermée) d'un service psychiatrique que sur la base de la loi de 1990.

Le placement dans une section ouverte restera dans ce cas possible sur la base de l'article 64, alinéa 3, 6°.

Par ailleurs, les garanties prévues concernant l'établissement de la nécessité thérapeutique sont suffisantes.

Placement en institution publique (art. 70 à 77)

Le ministère public constate, d'une part, que les conditions de base du placement en régime fermé ont été alignées sur celles du placement en régime ouvert alors que le niveau d'atteinte à la liberté du jeune est manifestement plus importante, et, d'autre part, que certaines conditions de l'accès au régime ouvert, ont été durcies (ex : il faut que les coups et blessures volontaires soient accompagnés de circonstances aggravantes).

Le ministère public se demande sur quelle logique reposent ces modifications et quelle en est la motivation. Certes le commentaire de l'article 73 se réfère aux recommandations du rapport relatif à la communautarisation de certaines dispositions de la loi de 1965. Il faut toutefois souligner que ce rapport préconisait de réserver l'accès aux institutions publiques non seulement aux mineurs qui ont commis ou sont suspectés d'avoir commis des faits infractionnels qui constituent des atteintes graves aux personnes mais aussi aux mineurs qui s'inscrivent dans une délinquance répétitive grave¹³. Il ne peut toutefois être perdu de vue que le rapport tenait compte de l'ensemble des autres possibilités de prise en charge des mineurs ne répondant pas à ces critères d'atteintes graves aux personnes ou de délinquance répétitive grave, en particulier des possibilités de prise en charge dans des services privés agréés. Or, comme cela a déjà été souligné ci-dessus, le projet ne prévoit aucune autre possibilité de placement que le placement en institution publique et le placement thérapeutique. Par ailleurs, les atteintes aux biens peuvent dans le chef de certains mineurs être considérées comme une forme de délinquance répétitive grave pour laquelle il n'y aura plus aucune possibilité de placement ni de dessaisissement. L'absence de réaction possible pourra représenter pour certains adultes une motivation supplémentaire d'utiliser des enfants en vue de commettre des faits délictueux.

Une discordance existe par ailleurs au point 4° de l'article 73. Dans la version néerlandaise, il y a manifestement lieu de remplacer « of » par « en ».

¹³ Exposé des motifs, commentaire des articles 70 à 77, page 79 qui cite le rapport du groupe de travail créé à l'initiative de la ministre de l'Aide à la jeunesse, page 50.

Le ministère public approuve la disposition qui permettra en cas de non-respect de la ou des mesures provisoires ou au fond, imposées précédemment, d'ordonner le placement en institution publique. Afin d'éviter la controverse existant à propos de l'actuel article 37, § 2^{quater}, alinéa 2, 5°, de la loi du 8 avril 1965, il y aurait lieu de préciser s'il est nécessaire que l'intéressé ait précédemment commis un fait permettant le placement en institution publique ou s'il suffit de constater le non-respect des mesures prises antérieurement.

L'article 73 du projet élève de 12 à 14 ans l'âge d'accès au régime ouvert comme c'est déjà le cas pour le régime fermé. Comme l'exposé des motifs l'indique, il s'agit également d'une recommandation contenue dans le rapport relatif à la communautarisation de certaines dispositions de la loi de 1965 avec la réserve que les auteurs du rapport insistaient sur la nécessité de disposer de suffisamment de places dans les services privés pour compenser l'impossibilité d'encore placer des jeunes de 12 et 13 ans dans une institution publique. Or il n'y a aucune assurance que ces alternatives seront disponibles. Bien plus, elles ne seront plus « légalement possibles ». Le risque est que l'on utilise de manière extensible la dérogation prévue à l'article 74 du projet qui autorise le placement, aussi bien en régime ouvert qu'en régime fermé, des jeunes de 12 et 13 ans qui ont « gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux ».

S'agissant du placement en régime ouvert, le ministère public s'interroge sur la possibilité, pour le tribunal, de placer un jeune en régime ouvert dans une institution publique de la Communauté flamande dès lors que cette communauté envisage de supprimer les sections ouvertes des institutions publiques.

L'article 76 prévoit que la durée du placement provisoire ne peut excéder un mois avec possibilité de prolongation de mois en mois.

Il s'agit d'une modification sensible puisque :

- 1° pour le régime ouvert, il n'y avait pas jusqu'ici de limitation de la mesure de placement initiale, le tribunal tenant compte du régime pédagogique de l'institution auquel le jeune était confié ;
- 2° pour le régime fermé, le principe était que la mesure initiale était de trois mois avec prolongation possible de trois mois et ensuite de mois en mois. Ici également, le tribunal tenait compte du régime pédagogique de l'institution à laquelle le mineur était confié.

L'exposé des motifs ne justifie pas les raisons de cette modification. Le ministère public s'inquiète de l'incidence de la modification envisagée sur l'organisation du tribunal de la jeunesse en raison de la multiplication des audiences, ainsi que du nombre de transfèrements des mineurs qui en découleront, et de l'obligation d'entendre le directeur de l'établissement (il conviendrait d'écrire « de l'institution ») avant chaque éventuelle prolongation de la mesure provisoire.

Le ministère public s'inquiète également des incidences sur le travail réalisé dans les institutions publiques avec les mineurs.

L'article 76, alinéa 2, prévoit la possibilité de rapporter la mesure conformément à l'article 46. Compte tenu de la limitation à un mois de la durée du placement provisoire, l'article 46 perd tout son sens et sa portée. En effet, cette disposition prévoit que « le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait peuvent demander au juge par requête motivée de rapporter ou modifier la mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé au sein d'une institution publique après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de l'ordonnance

ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel ». Cette disposition ne trouvera jamais à s'appliquer dès lors que la mesure aura pris fin ou aura été remplacée par une mesure de prolongation ou une autre mesure, avant que les personnes concernées puissent introduire cette action. Il y a donc lieu de supprimer la disposition de l'article 46 et de supprimer les termes « conformément à l'article 46 » dans l'article 76.

Enfin, la version française de l'article 77 comprend deux fois le terme « renouvelable ». Il y a par ailleurs lieu de traduire dans l'article 73, 3°, les termes « association de malfaiteurs » par « vereniging van misdadigers ». La même remarque vaut aussi pour l'article 87, 3°.

Sous-chapitre III. La phase de jugement.

Les auteurs du projet ont fait le choix de répéter pour la phase de jugement les dispositions qui sont pourtant identiques à celles déjà formulées de la même façon pour la phase provisoire. Il s'agit d'un choix méthodologie qui a l'avantage de permettre d'avoir une vision complète sur les règles applicables dans chacune des phases de la procédure mais qui présente l'inconvénient de ne pas faire apparaître clairement ce qui diffère, par exemple en ce qui concerne les différentes mesures pouvant être prises.

Section 1. Les mesures de garde à la disposition du tribunal

Comme déjà indiqué ci-dessus, la lisibilité du texte serait améliorée par l'introduction de sous-sections.

L'article 78 énumère les différentes mesures et réaffirme dans ses trois premiers alinéas la primauté des offres restauratrices et de la faisabilité du projet du jeune. Le texte est, sous réserve de légères différences, identique à celui de l'article 64.

Le texte impose donc au tribunal le même raisonnement que celui que doit tenir le juge au cours de la phase préparatoire.

Concernant les mesures énumérées à l'article 78, alinéa 3, du projet, le ministère public constate que celles-ci ne sont plus appelées « mesures d'éducation » mais simplement « mesures ». Ce changement n'est pas explicitement justifié dans l'exposé des motifs. De manière manifestement erronée, le commentaire de l'article 78 qualifie les mesures de « mesures de garde et d'investigations », ce qui correspond à la qualification retenue pour les mesures provisoires visées à l'article 64¹⁴. Le ministère public suggère de maintenir la qualification de mesures de garde et d'éducation (art. 37, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965) qui correspond aux principes de l'administration de la justice à l'égard des MFQI précisés à l'article 5 du projet.

Par ailleurs, le ministère public approuve la fixation d'un minimum d'heures pour la prestation éducative et d'intérêt général (art. 78, al. 3, 3°) ainsi que l'ajout des mesures de participation à un module de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes (art. 78, al. 3, 6°) et de participation à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées (art. 78, al. 3, 7°) qui remplacent adéquatément l'activité positive visée à l'article 37, § 2, 6°, de la loi du 8 avril 1965.

¹⁴ Exposé des motifs, commentaire de l'article 78, page 81.

Il approuve aussi l'ajout des trois mesures visées aux points 8° (fréquentation régulière d'un établissement d'enseignement ordinaire ou spécial), 9° (maintien en famille sous conditions) et 10° (accompagnement post-institutionnel, tout en faisant observer que la fréquentation scolaire ne constitue une obligation légale que jusqu'à dix-huit ans).

Concernant les mesures imposant un traitement (art. 78, al. 3, 5° et 11° ; art 82, § 3, 6° et art. 83) et la mesure de maintien dans le milieu de vie sous conditions (art. 78, al. 3, 9° et art. 82), le ministère public se réfère aux observations formulées dans l'examen des dispositions prévues pour la phase préparatoire.

Les dispositions relatives à la durée des mesures appellent les observations suivantes :

1° Les mesures qui, en principe, prennent fin à l'âge de dix-huit ans pourront soit être prolongées (art. 79, § 3, 1°), soit être prises ou maintenues (art. 79, § 3, 32) jusque 23 ans. Le projet prévoit donc de mettre en oeuvre la disposition qui avait été adoptée lors de la réforme de 2006 de la loi du 8 avril 1965 et finalement abrogée en 2017 après que son entrée en vigueur ait été à plusieurs reprises reportée. Le ministère public soutient cette disposition du projet mais s'inquiète de savoir si un accord a déjà été négocié avec les Communautés flamande et française pour permettre la prise en charge des jeunes concernés jusqu'à leur vingt-troisième anniversaire.

2° L'article 82 qui concerne le maintien dans le milieu de vie sous conditions, fixe à deux ans la durée maximale de cette mesure lorsqu'elle est prise par jugement. Cette durée paraît raisonnable compte tenu du fait qu'en cas de nouveau FQI, il sera possible de prendre une autre mesure.

Placement en institution publique (art. 84 à 90)

Il s'agit d'un exemple de la remarque générale formulée ci-dessus concernant l'intérêt d'insérer des sous-titres. Il serait indiqué d'insérer un sous-titre intitulé « Placement en institution publique » après l'article 83 qui concerne le placement psychiatrique.

Aux importantes observations formulées ci-dessus à propos de la mesure provisoire de placement en institution publique, il y a lieu d'ajouter en ce concerne plus spécifiquement le placement ordonné par jugement qu'il ne paraît pas opportun de prévoir, comme pour le placement provisoire, la double condition supplémentaire mentionnée à l'article 89 du projet à savoir que :

« 1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui ;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers. »

En effet, il s'agit de conditions qui sont normalement associées à une mesure prise avant que la personne poursuivie ait été reconnue coupable. Il s'agit de notions identiques ou semblables à celles prévues par la loi relative à la détention préventive (voir l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990).

Il est même totalement inapproprié de faire référence au risque que l'intéressé fasse disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers dès lors que le FQI a déjà été déclaré établi.

A l'article 86, il conviendrait d'ajouter les termes « de placement en institution publique/ van plaatsing in een openbare instelling » » après « la mesure / de maatregel ».

Enfin, concernant l'article 90, il y a lieu de se référer à ce qui a déjà été exposé ci-dessus à propos de du réexamen périodique des mesures (articles 44 et suivants, en particulier l'article 47, du projet).

Il convient en tout cas de modifier le point de départ du délai de six mois qui doit être situé le jour du jugement ou, en cas d'appel, le jour où la décision est confirmée par la cour d'appel.

Vu que l'article 90 ne vise que le régime fermé, l'analyse du projet laisse apparaître qu'il n'y aurait pas lieu de réexaminer le placement en régime ouvert. L'article 45 du projet qui instaure le réexamen annuel des mesures exclut en effet le placement en institution. Il conviendront donc d'étendre la disposition de l'article 90 au placement en régime ouvert.

Section 2. Le dessaisissement (art. 91) (traduit erronément par « de onttrekking » au lieu de « de uithandengeving »

Le ministère public approuve le maintien du dessaisissement et la motivation de ce choix mentionnée dans le commentaire de l'article 91 du projet : « Le projet d'ordonnance maintient la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de se dessaisir du dossier d'un jeune avec la possibilité pour le parquet de poursuivre le jeune devant une juridiction de droit commun lorsque des mesures protectionnelles ont été tentées par ordonnance ou par jugement mais qu'elles n'ont pas porté leurs fruits et que les infractions consistent en des faits de violence » .¹⁵

Le ministère public estime que le maintien de la possibilité d'un dessaisissement est nécessaire pour garantir l'existence d'un système protectionnel centré sur la mise en œuvre de mesures éducatives. Il faut admettre que dans certaines situations, les mesures éducatives s'avèrent inadéquates, soit que le jeune s'y soustraie, soit qu'il n'y collabore pas ou qu'elles n'aient pas d'impact sur sa personnalité et son comportement.

L'analyse des conditions du dessaisissement prévues à l'article 91 appelle les observations suivantes :

1° Le ministère public n'est pas opposé au durcissement des conditions du dessaisissement et notamment celle concernant le fait d'avoir tenté une mesure avant de se dessaisir (hors exceptions prévues à l'article 91, § 1^{er}, alinéa 3). Pour la clarté du texte, il serait judicieux d'ajouter dans le texte de l'article 91, § 1^{er}, alinéa 2, 1° , les termes soulignés ci-après « avoir fait l'objet d'une plusieurs mesures prononcées par ordonnance ou par jugement et visées aux articles 64, alinéa 3 ou 78, alinéa 3 ».

2° L'énumération des infractions permettant d'envisager un dessaisissement est problématique, même si elle est préférable à l'énumération d'articles du Code pénal. Comme le souligne le commentaire de l'article 91, « il a été choisi de faire référence aux faits désignés dans le projet d'ordonnance et non plus à des articles du Code pénal pour ne pas devoir modifier l'ordonnance si les faits infractionnels ne devaient plus être visés par les actuels articles du Code pénal en cas de révision de ce dernier ¹⁶. »

¹⁵ Exposé des motifs, commentaire de l'article 91, page 84. Il conviendrait de corriger les termes « juridiction de droit commun » car le Code judiciaire confie le jugement après dessaisissement à une chambre spécifique du tribunal de la jeunesse et non au tribunal correctionnel.

¹⁶ Exposé des motifs, commentaire de l'article 91, page 85.

Le souci est louable mais une énumération d'infractions présente un autre écueil, qui est celui d'oublier des infractions répondant au critère auquel les auteurs du projet se réfèrent, à savoir les infractions consistant en des faits de violence grave et pour lesquels il se justifie tout autant de les y inclure.

A titre d'exemple, alors qu'il s'agit d'infractions ayant également pour conséquence la mort de la victime, on ne mentionne pas l'assassinat qui est pourtant plus grave que le meurtre, pas plus que l'empoisonnement qui a causé la mort sans intention de la donner (art. 404 CP), l'entrave méchante à la circulation (art. 406 et 408 CP) ou l'incendie volontaire (art. 510 à 520 du Code pénal).

Le ministère public suggère d'abandonner le principe d'une énumération d'infractions et de retenir deux critères cumulatifs ; d'une part, la hauteur de la peine prévue par la loi pénale, à savoir un emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde et d'autre part, le fait qu'il s'agisse d'une atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'autrui (N.B. = critère repris dans l'article 10 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement).

Par ailleurs, vu la menace que représente pour la société l'action des groupements terroristes, le ministère public demande de prévoir dans l'ordonnance la possibilité de se dessaisir pour des faits qualifiés d'infraction terroriste ou de violation grave du droit international humanitaire.

3° La portée de l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} de l'article 91 n'est pas claire. Cette disposition prévoit que « par dérogation à l'alinéa 2, le tribunal peut se dessaisir sans respecter la condition visée à l'alinéa 2, 1°, dans le cas où le fait pour lequel le jeune est poursuivi est un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusions de dix à quinze ans ou une peine plus lourde. »

La portée de cette disposition devrait être précisée. Tel que libellé, le texte peut donner lieu à deux interprétations.

- Soit, la dérogation ne porte que sur l'alinéa 2, 1°, (avoir fait l'objet d'une mesure provisoire ou au fond) et il ne peut donc s'agir que d'infractions visées au 2° mais pour lesquelles la peine prévue est la réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde¹⁷. Dans ce cas, il conviendrait d'ajouter après les termes « dans le cas où le fait », les termes « visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2° » ;
- Soit, la dérogation de l'alinéa 3 inclut toutes les infractions susceptibles d'être punies d'une peine de réclusion de dix à quinze ans ou d'une peine plus forte et pas seulement celles reprises dans l'énumération du point 2° de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}. Dans ce cas, il conviendrait de préciser dans le point 2° que le dessaisissement est possible pour toute autre infraction dès que le fait pour lequel le jeune est poursuivi est punissable de la peine de la réclusion de dix à quinze ans¹⁸. Le ministère public soutient cette position.

4° Quant au principe d'une dérogation à l'exigence d'avoir tenté des mesures provisoires ou au fond pour les faits considérés comme les plus graves au vu de la peine prévue par la loi pénale, le ministère public y est favorable, comme le prévoit le projet, lorsque les faits reprochés au mineur sont

¹⁷ Plaide pour cette interprétation le fait que l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} précise que « le tribunal ne peut toutefois se dessaisir que si en outre les deux conditions suivantes sont rencontrées. » Or l'alinéa 3 vient après la seconde condition reprenant l'énumération des infractions.

¹⁸ Ce sera par exemple le cas en cas de vol de matières nucléaires commis avec effraction, escalade ou fausses clefs (art. 477bis) ou pour les incendies volontaires les plus graves (art. 510 à 520 du Code pénal, infractions non reprises dans l'énumération du point 2° de l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}.

punissables d'une peine de réclusion de dix à quinze ans ou d'une peine plus lourde (art. 91, § 1^{er}, alinéa 3). Toutefois, s'agissant des faits qualifiés d'infraction terroriste ou de violation grave du droit international humanitaire, il sollicite que la dérogation soit possible dès que la peine prévue est la réclusion de cinq à dix ans de manière à viser les nouvelles infractions terroristes visées aux articles 140*bis* à 140*sexies* et l'article 141 du Code pénal.

Dans la pratique des tribunaux de la jeunesse, les cas dans lesquels aucune mesure au moins provisoire n'est prise sont très peu fréquents. Ce n'est le cas que lorsqu'il est absolument impossible de trouver l'intéressé ou lorsqu'il est poursuivi alors qu'il n'est plus possible de prendre une mesure à son égard vu son âge au moment où les poursuites sont entamées (ex : actuellement un fait commis avant dix-huit ans et élucidé après vingt ans). Cette disposition permettra de donner une réponse judiciaire en tenant bien sûr compte du fait que l'inadéquation de la mesure protectionnelle s'appréciera toujours en fonction de la personnalité de l'intéressé.

5° Le principe de dérogations à l'obligation de réaliser une étude sociale et/ou l'examen médico-psychologique, préalable imposé par l'article 91, § 2, alinéa 1, doit également être approuvé. Toutefois, le recours à une énumération d'infractions à l'article 91, § 2, alinéa 4, 1°, n'est pas souhaitable. Le ministère public suggère dès lors de prévoir la dispense :

- a) de l'examen médico-psychologique lorsque l'intéressé se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre (art. 91, § 2, alinéa 3);
- b) de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique s'il s'agit d'un fait qualifié crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans commis après seize ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de vingt ans (art. 91, § 2, alinéa 4, 2°).

TITRE IV. DISPOSITIONS FINANCIERES

Pas d'observation.

TITRE V. DISPOSITIONS ABROGATOIRES

QUESTIONS PARTICULIERES NON ABORDEES DANS LE PROJET

Le projet ne comprend aucune disposition transitoire prévoyant par exemple le sort des mesures prises avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance et qui seraient contraires aux dispositions de celle-ci. Cette question concerne, entre autres, la situation des mineurs âgés de 12 ou 13 ans et placés en institution publique ou des jeunes placés en régime ouvert suite à des vols simples ou des fraudes informatiques. Il conviendrait dès lors de prévoir des dispositions transitoires claires.

Par ailleurs, même si cette question ne doit sans doute pas être traitée dans l'ordonnance, il y a lieu de se demander quelle norme sera appliquée au mineur en cas de changement de résidence vers un arrondissement d'une autre région linguistique dans laquelle une autre norme est d'application.

Le procureur général
près la cour d'appel de Bruxelles
J. DELMULLE

Le procureur du Roi
de Bruxelles
J.-M. MEILLEUR

Note sur l'avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse.

(réalisée par Christophe Stenmans et Caroline Pépin,
responsables de la section jeunesse du Barreau de Bruxelles.)

Remarques générales :

L'avant-projet d'ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse vise à intégrer, pour les mineurs ayant leur résidence sur le territoire de la région Bruxelles capitale (art. 3), la dernière réforme constitutionnelle. Celle-ci attribue aux Communautés la compétence relative à la définition des mesures applicables aux mineurs poursuivis pour un fait qualifié infraction.

Les auteurs de l'avant-projet font le choix, comme c'est le cas en Communauté française, de proposer un seul texte englobant les mesures relatives aux mineurs en danger et celles relatives aux mineurs en conflit avec la loi.

Le texte est donc plus ambitieux que ce qui est nécessité par la réforme constitutionnelle. Nous soutenons ce choix qui permet de gagner en lisibilité dans une matière devenue de plus en plus complexe au fil des évolutions de la loi du 8 avril 1965.

Nous soulignons aussi positivement le chapitrage du texte et le souci de clarification de certains termes (par exemple : juge – tribunal, la répartition claires des périodes scandant la procédure, reprises des mesures selon les moments de la procédure,...).

Les auteurs de la loi de ont fait le choix de maintenir la protection de la jeunesse dans une philosophie protectionnelle. Le centre de l'intervention de la société demeure le jeune et non le fait infractionnel commis (approche sanctionnelle ou pénale).

Ce modèle n'est en rien incompatible avec une approche visant à responsabiliser le mineur délinquant (prestations d'intérêt général, placement fermé,...) et à le rendre acteur de la réparation des dommages résultant de sa faute (médiation, concertation restauratrice, projet du jeune,...)

Nous souscrivons à cette approche.

Enfin, certains articles repris dans l'avant-projet d'ordonnance impliqueront que les communautés mettent des services nouveaux (ex : soutien à la parentalité) à disposition des juges de la jeunesse. Un accord de coopération entre la Région Bruxelles capitale et les Communautés sera donc nécessaire.

Les remarques suivantes peuvent être formulées par rapport à l'avant-projet :

I) La prévention spécialisée :

Les auteurs n'ont pas intégré la prévention spécialisée dans leur texte, laissant les Communautés développer des initiatives sur ce point (voir notamment le code de la jeunesse de la Communauté française).

Nous nous permettons néanmoins d'attirer l'attention du Conseil communautaire sur la nécessité de soutenir et renforcer les politiques de prévention et de soutien aux familles, notamment les plus précarisées, pour permettre d'éviter autant que possible le recours aux services d'aide et de protection.

Ces politiques mobilisent des moyens qui sont aussi du ressort de la région Bruxelles-Capitale et leur impact sur le bien-être général des jeunes est très important.

II) Le mineur en danger :

Personnes qui exercent l'autorité parentale : (art.2, 16°)

L'article proposé n'évoque pas l'accueillant familial d'accueil comme faisant partie des personnes pouvant exercer l'autorité parentale. (*art. 2,16° Personnes qui exercent l'autorité parentale : les père et mère du jeune, le tuteur ou le protuteur*). Celui-ci a pourtant la possibilité d'exercer une partie des prérogatives de l'autorité parentale depuis l'entrée en vigueur de la loi relative au statut des accueillants familiaux.

Il serait sans doute utile d'évoquer cette réalité juridique dans l'article 2,16°.

Maintien prioritaire en famille : (art.7)

L'article prévoit qu' « *il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents* ». Il serait judicieux d'intégrer les termes « et ses frères et sœurs ». Le droit à vivre auprès de ses frères et sœurs et, en cas de placement, à conserver des contacts avec eux est garanti par la Convention internationale des droits de l'enfant.

Limitation de la phase préparatoire :

Nous souscrivons à l'avant-projet en ce qu'il maintient une phase préparatoire de 9 mois sanctionnée en cas de dépassement de ce délai par la fin des mesures.

Mode de saisine du tribunal de la jeunesse :

De même, le maintien des dispositifs de saisine du tribunal sous bénéfice de l'urgence (art. 12 et) ou lorsque l'aide volontaire a échoué ou a été refusée (art. 11), est une bonne chose.

L'article 17 § 4. Prévoit que « *...lorsque l'aide volontaire a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont avisés par le service compétent au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai. La mesure ordonnée par le juge de la jeunesse est immédiatement levée. La mesure d'aide volontaire est mise en œuvre soit par le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit*

par le Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel dès son homologation par le juge de la jeunesse. »

La formulation de l'article risque de créer un vide puisque la mesure du juge est levée dès la connaissance d'un accord chez le conseiller mais cet accord n'entre en vigueur qu'au moment de son homologation par le juge. Il convient de créer une concomitance entre ces deux moments.

L'homologation de l'accord entraînant la fin de la mesure de placement du juge et permettant la mise en œuvre de l'accord du conseiller.

Le projet pour l'enfant :

Le code de la jeunesse voté en Communauté française contient une nouvelle notion : le projet pour l'enfant « qui vise à garantir son développement physique, psychique, affectif, intellectuel et social et *qui l'accompagne tout au long de son parcours* dans le cadre de l'aide à la jeunesse ou de la protection de la jeunesse » (art. 24 et 41 du code de la jeunesse)

Ce concept permet au conseiller et au directeur de s'inscrire dans une temporalité plus longue que celle d'un an (durée maximum des mesures sans renouvellement). Tout en maintenant la nécessité d'une révision, au minimum annuelle, des mesures, il permet que le mineur et les parents (ou services et accueillants familiaux) puissent aussi se projeter sur une période plus longue.

Nous proposons que cette nouvelle notion soit intégrée dans le projet d'ordonnance.

III) Le Jeune poursuivi pour un FQI :

Médiation sur demande des parties : (art.2, 14° et 21)

L'avant-projet d'ordonnance introduit un nouveau mode de médiation : la médiation sur demande des parties définie comme : « *Processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou les personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base volontaire en dehors de tout mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal. »*

Nous interrogeons sur l'intérêt de l'introduction de ce mode de médiation dans le corps de l'avant-projet. En effet, cet article vise le processus de médiation classique qui existe déjà dans la loi et a fait l'objet d'une réforme importante en juin 2018.

Il n'est pas utile de multiplier les dispositifs législatifs autour de ce processus de résolution des conflits.

Les articles 21 et suivants ne font que confirmer les règles entourant la médiation classique (caractère volontaire, secret,...), on peut dès lors se poser la question de l'opportunité du maintien de ces articles sauf à y voir une fonction « exhortatrice ».

Soutien à la parentalité : (Art. 34. §1^{er} et 59)

Tant le PR que le juge peuvent proposer aux parents un soutien à la parentalité.

« Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifester, à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, un désintérêt caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le procureur du Roi peut leur proposer de participer à un groupe de soutien à la parentalité. »

Nous nous questionnons sur la nécessité de recourir à une définition aussi négativement stigmatisante des parents auxquels le soutien à la parentalité serait proposé.

Si la formule introduite en 2006 dans la loi du 8 avril 1965 était commandée par la répartition des compétences Etat fédéral / Communautés. Le soutien à la parentalité devait être une sanction d'une déficience parentale pour que l'Etat fédéral puisse prendre à sa charge cet outil.

La répartition actuelle des compétences permet de faire de cette mesure « proposée » un outil à destination de tout parent d'un mineur ayant commis un FQI. L'on éviterait ainsi une stigmatisation inutile et on permettrait au magistrat de proposer cette mesure chaque fois qu'elle lui paraît opportune.

Nous proposons de maintenir cette mesure spécifique en tant que proposition faite par le procureur ou le juge de la jeunesse aux parents d'un mineur en conflit avec la loi, chaque fois que le magistrat l'estimera nécessaire ou à la demande des parents. La notion de désintérêt caractérisé qui a contribué aux problèmes serait dès lors abandonnée.

Assistance par un avocat :

Au-delà des articles 52ter et 54bis de la loi du 8/4/1965 qui demeurent d'application, l'avant-projet de loi prévoit l'assistance d'un avocat selon des modalités différentes :

- ➔ En médiation (proposée par le PR ou le juge), l'assistance est possible. Eu égard aux conséquences de la signature d'un accord pour le mineur, il convient de se poser la question d'une assistance obligatoire au moment de la signature de l'accord. Les conséquences de cet accord peuvent être importantes pour le jeune. L'assistance d'un avocat à ses côtés est donc opportune.
- ➔ Pour le projet du jeune, l'avocat doit être présent lors de la confirmation écrite de l'accord.

Durée de la phase préparatoire (art. 62)

« jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou la décision du procureur du Roi de classer sans suite ».

Nous ne voyons pas la portée de cette partie de l'article. Il convient simplement de compter 9 mois à partir de la réquisition prévue à l'article 45,2 a).

Soit un jugement intervient durant cette période, soit la phase provisoire est prolongée, soit les mesures prennent fin.

Le classement sans suite d'une partie des FQI par le procureur est sans effet sur la saisine du tribunal qui doit clôturer son intervention en vidant sa saisine.

Même en cas de dépassement du délai de la phase provisoire, le juge devra vider sa saisine, soit par une ordonnance de levée des mesures, soit après citation par jugement.

« §2. La phase préparatoire peut être exceptionnellement prolongée de trois mois, renouvelables, si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie.

La phase préparatoire ne peut jamais excéder une durée totale de vingt-quatre mois. »

Nous nous interrogeons sur l'étendue de l'exception à la durée de base de la phase provisoire. La connaissance de la personnalité du mineur peut justifier à elle seule de nombreuses extensions. *Par ailleurs, le délai maximal de 24 mois ne paraît pas justifiable et devrait être ramené à 12 voire 18 mois.* Si l'approche protectionnelle implique que le juge prenne du temps pour connaître la personnalité du jeune et voir l'effet des mesures provisoires sur son évolution, le droit pour le mineur de voir statuer rapidement sur sa participation à un délit est aussi un droit fondamental de ce dernier.

Il conviendrait de préciser si cette prolongation doit se faire par ordonnance ou par jugement. Dans le premier cas, il conviendrait de préciser que cela doit se faire après avoir entendu les parties afin de respecter les droits de la défense.

« §3. Dans le cadre de la prolongation visée au §2, des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent »

L'exposé des motifs pourrait préciser que dans ce cas aussi les parties doivent être entendue préalablement.

Placement en institution :

L'article 64 et 74 prévoit les mesures que le juge ou le tribunal peuvent prendre.

Il nous semble que le placement chez un particulier ou en institution (autre qu'en IPPJ) ne soit pas mentionné.

Le point 6° : « confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie » ne rencontre pas ce type de mesure.

Si un éloignement familial est nécessaire, le placement du jeune chez un particulier devrait être privilégié par rapport à tout autre type de placement si il rencontre l'intérêt du jeune et protège la société (meilleur encadrement du jeune,...).

Cette hiérarchie existe pour les mineurs en danger, il n'y a pas de raison, dans le cadre d'une approche protectionnelle, de s'écarter de celle-ci pour un mineur délinquant même si elle se heurtera à certaines contre-indications.

Maintien en FO conditionné et sursis :

L'article 68 introduit une forme de « sursis » au maintien conditionné en famille:

« Le juge **prévoit** simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge. La mesure de remplacement consiste en la mesure prévue à l'article 64, alinéa 3, 2°, 4° ou 7°. »

Tel que libellé, l'article proposé oblige le juge à prévoir une mesure de remplacement en cas de non-respect des conditions imposées.

Il nous semble qu'il n'est pas obligatoire de prévoir initialement dans tous les cas une mesure de remplacement (or le terme « prévoit » et non peut prévoir amène à cette obligation).

Par ailleurs, il peut d'ailleurs se faire que la mesure prévue ne soit plus la plus opportune.

La logique protectionnelle centrée sur le jeune et la possibilité offerte au juge de modifier le dispositif à tout moment nous poussent à proposer la suppression de l'alinéa 2 du §1 de l'article 68.

Le §2 du même article, nous semble superfactoire : « *Le juge de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions* »

L'avocat du mineur peut proposer des conditions au maintien de son jeune client en famille sans qu'il soit autorisé par le juge à le faire. Cela fait déjà partie actuellement de la mission de défense de l'avocat et pourrait être formalisé sous forme de projet écrit.

La suite de l'article est particulièrement complexe. Dans certains cas, les conditions ne peuvent être alourdies, dans d'autres oui. Dans certains cas, il faut appliquer simplement la mesure de remplacement sauf si le contexte a changé auquel cas on peut modifier la mesure prévue.

Une réécriture de cet article sous sa formule plus classique (voir loi 8/4/1965) rendrait son application plus aisée et laisserait au magistrat la latitude nécessaire pour adapter les mesures appliquées au jeune en fonction de l'évolution de son dossier. Le recours à la Cour d'appel est suffisant pour sanctionner les éventuels abus.

Nous proposons dès lors de maintenir le principe du maintien en FO sous condition tout en expurgeant les articles 68 et...de la notion de mesure de remplacement et des autres § qui définissent cette notion (§§ 7 et 8).

Placement en IPPJ :

L'article 76 limite la durée de la mesure de placement en IPPJ à un mois durant la phase provisoire.

Cette durée ne correspond pas à toutes celles pratiquées actuellement dans les IPPJ.

Un accord de coopération sera donc nécessaire sur ce point.

« La mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé en institution publique peut faire l'objet d'un rapport ou d'une modification conformément à l'article 46. »

Nous ne comprenons pas la portée de cet alinéa puisque toutes les mesures provisoires peuvent être modifiées ou rapportées.

Fin des mesures :

L'article 79 permet au juge de prolonger les mesures jusqu'au 23 ans du jeune.

Nous souscrivons à cette possibilité que l'on retrouve dans la réforme de 2006 mais qui n'est jamais entrée en application.

La possibilité de prolonger les mesures pour certains jeunes jusqu'à 23 ans permet d'éviter de recourir au dessaisissement au motif que la durée restante de l'action protectionnelle est trop petite au regard de la gravité des faits.

Maintien dans le milieu de vie conditionné en phase de jugement :

L'article 82 de l'avant-projet stipule que « Lorsque le tribunal maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à deux ans »

L'avant-projet précise que toutes les mesures ont une durée maximale et doivent être revues dans l'année suivant le jugement.

Cette partie de l'article 82 nous semble contraire au principe de révision annuelle.

Placement en centre psychiatrique :

L'article 83 précise que « §1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale, ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 »

En l'état cet article ne permettra plus le placement de mineur dans une unité accueillant aussi des mineurs placés sur base de la loi du 26 juin 1990.

Les placements sur base de l'article 78 al 3 11° « confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie » devront se faire dans des infrastructures séparées.

Un accord de coopération avec les régions sera nécessaire sur ce point.

Dessaisissement :

Nous constatons, contrairement à ce qui est avancé par les auteurs de la loi que la formulation du dessaisissement proposée par l'avant-projet n'est que très légèrement plus restrictive que la formule actuelle dans la loi du 8 avril 1965.

Il convient de rappeler que le dessaisissement est antinomique avec le principe de non responsabilité pénale du jeune ayant commis un fait infractionnel avant ses 18 ans.

A défaut d'être supprimé, il devrait être beaucoup plus circonscrit et être remplacé par une prolongation des mesures protectionnelles.

« et que le tribunal estime inadéquate une mesure de protection visée à l'article 78 alinéa 3 »,

Cette formulation n'a-t-elle pas pour effet de ne pas permettre au juge de prendre en compte l'offre restauratrice ou le projet du jeune ?

**AVANT-PROJET
D'ORDONNANCE**

**RELATIVE A L'AIDE ET A LA
PROTECTION DE LA JEUNESSE**

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Sur la proposition des Membres du Collège réuni chargés de la politique d'Aide aux personnes,

Vu l'avis xxxxx/x du Conseil d'État, donné le ..., en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Après délibération,

ARRÊTE :

Les Membres du Collège réuni chargés de la politique de l'Aide aux personnes sont chargés de présenter, au nom du Collège réuni, à l'Assemblée réunie le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I. Définitions et champ d'application

Article 1. La présente ordonnance règle les matières visées à l'article 135 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, il faut entendre par :

1° accueillant familial : la personne physique qui assume volontairement, dans le cadre d'une mesure d'aide, l'accueil d'un enfant ou d'un jeune dont elle n'est ni le père ni la mère ;

2° aide : l'aide contrainte à la jeunesse spécialisée organisée dans le cadre du Titre II de la présente ordonnance;

07/09/2017

**VOORONTWERP
VAN ORDONNANTIE**

**BETREFFENDE DE
JEUGDHULPVERLENING EN
JEUGDBESCHERMING**

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen,

Gelet op advies XXXX/X van de Raad van State, gegeven op ... met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Na beraadslaging,

BESLUIT:

De Leden van het Verenigd College bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan Personen zijn gelast, in naam van het Verenigd College, bij de Verenigde Vergadering het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

TITEL I – ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt de in artikel 135 van de Grondwet beoogde aangelegenheden.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder:

1° pleegzorger: de natuurlijke persoon die vrijwillig, in het kader van een hulpverleningsmaatregel, een kind of een jongere opvangt wiens moeder of vader hij niet is;

2° hulpverlening: gespecialiseerde jeugdhulpverlening, georganiseerd in het kader van Titel II van onderhavige

ordonnantie;

3° Concertation restauratrice en groupe : Processus de concertation qui permet au jeune qui est soupçonné d'avoir commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction et ce sur base d'un mandat du juge ou du tribunal de la jeunesse ;

4° décret du 18 janvier 2018 : le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

5° décret du 12 juillet 2013 : le décret du 12 juillet 2013 de l'Autorité flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

6° famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation, ainsi que le tuteur et le protuteur;

7° familiaux : les personnes qui composent le milieu de vie du jeune, en ce compris les accueillants familiaux ;

8° Institution publique : institution qui accueille, en régime ouvert ou fermé, les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction en vertu du Titre III en leur offrant un travail pédagogique et axé sur la restauration avec pour objectif la réintégration du jeune dans la société.

9° jeune :

a) pour l'application du Titre II : la personne qui fait l'objet d'une procédure devant une juridiction de la

3° herstelgericht groepsoverleg: Overlegproces dat de jongere die ervan verdacht wordt een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, alsook het slachtoffer, hun sociale omgeving en alle andere nuttige personen in staat stelt om, in groep en met behulp van een neutraal bemiddelaar, in overleg te overwegen hoe het conflict dat het resultaat is van het als misdrijf omschreven feit opgelost kan worden, met name door rekening te houden met de relationele en materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de rechter of de jeugdrechtbank;

4° decreet van 18 januari 2018: het decreet van 18 januari 2018 van de Franse Gemeenschap houdende het wetboek van preventie, jeugdhulpverlening en jeugdbescherming;

5° decreet van 12 juli 2013: het decreet van de Vlaamse overheid betreffende de integrale jeugdhulp;

6° gezin: personen met wie de jongere zich in een afstammingsband bevindt, alsook de voogd en de plaatsvervangende voogd;

7° leefgenoten: de personen die de leefomgeving van de jongere uitmaken, met inbegrip van de pleegzorgers;

8° openbare instelling: de openbare instelling die, in een open of een gesloten regime, jongeren die worden vervolgd wegens een feit dat op grond van Titel III als misdrijf wordt omschreven opvangt door hen opvoedkundige begeleiding aan te bieden, gericht op herstel en met als doelstelling de herintegratie van de jongere in de maatschappij;

9° jongere:

a) voor de toepassing van Titel II: de persoon die het voorwerp is van een procedure voor een jeugdrechtbank en

jeunesse et qui est âgée de moins de dix-huit ans ou celle de moins de vingt ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de dix-huit ans;

b) pour l'application du Titre III : la personne poursuivie du chef d'un fait qualifié infraction âgée de plus de douze ans et âgée de moins de dix-huit ans au moment du ou des faits qui a provoqué la procédure;

10° juge : le juge de la jeunesse qui statue, pendant la phase préparatoire de la procédure et la phase de suivi de jugement, en audience de cabinet ;

11° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

12° Mandat : la décision par laquelle le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse confie une mission à un service qu'il désigne ;

13° Médiation: Processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou les personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base d'un mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal de la jeunesse.

14° médiation à la demande des parties : Processus de concertation qui permet au jeune poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux

die jonger dan achttien oud is, of jonger dan 20 jaar oud is en waarvoor de hulpverlening aangevraagd werd vóór de leeftijd van achttien jaar;

b) voor de toepassing van Titel III: de persoon die vervolgd wordt voor een als misdrijf omschreven feit en die jonger dan achttien jaar oud is op het moment van de feiten waarvoor de procedure is opgestart;

10° rechter: de jeugdrechter die in de voorbereidende fase van de procedure en in de fase ter opvolging van het vonnis een uitspraak doet in een zitting in een kabinet;

11° wet van 8 april 1965: wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

12° mandaat: de beslissing waarmee de procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank een opdracht toevertrouwt aan een dienst die door hen is aangeduid;

13° bemiddeling: Overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, de personen die het ouderlijk gezag over deze jongere uitoefenen, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over deze persoon uitoefenen of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op basis van een mandaat van de procureur des Konings, de rechter of de jeugdrechtbank.

14° bemiddeling op vraag van de partijen: Overlegproces dat de jongere die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt, de personen die het ouderlijk gezag over deze jongere

personnes auxquelles il est confié ainsi qu'à la victime et, si cette dernière est mineure, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou les personnes auxquelles elle est confiée, d'envisager ensemble, et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles d'un fait qualifié infraction et ce sur base volontaire en dehors de tout mandat du procureur du Roi, du juge ou du tribunal ;

15° mesure : réaction du juge ou du tribunal de la jeunesse aux faits qualifiés infractions commis par le jeune, autre qu'une offre restauratrice, une offre de soutien à la parentalité ou un projet du jeune.

16° Personnes qui exercent l'autorité parentale : les père et mère du jeune, le tuteur ou le protuteur.

17° phase préparatoire: phase qui s'étend de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou jusqu'à la décision du procureur du Roi de classer sans suite.

18° protection : la protection de la jeunesse organisée dans le cadre du Titre III de la présente ordonnance ;

19° protuteur : la personne désignée par le tribunal de la jeunesse pour exercer les droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déçus et remplir les obligations qui y sont corrélatives;

20° Service social compétent : le service de la protection de la jeunesse mentionné à l'article 19 alinéa 2 et 3 du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse ou le Service d'Aide judiciaire à la Jeunesse mentionné à l'article 56 du décret du 12

uitoefenen, de personen aan wie hij is toevertrouwd, alsook het slachtoffer, en, indien die laatste minderjarig is, de personen die het ouderlijk gezag over deze persoon uitoefenen of de personen aan wie hij is toevertrouwd, in staat stelt om samen, met behulp van een neutraal bemiddelaar, de mogelijkheden te overwegen van het omgaan met in het bijzonder de relationele en materiële gevolgen van een als misdrijf omschreven feit, en dit op vrijwillige basis zonder mandaat van de procureur des Konings, de rechter of de rechtbank;

15° maatregel: reactie van de rechter of de jeugdrechtbank op de als misdrijf omschreven feiten die door de jongeren gepleegd zijn, behalve een herstelrechtelijk aanbod, een ondersteuningsaanbod van het ouderschap of een project van de jongere.

16° personen die het ouderlijk gezag uitoefenen: vader en moeder van de jongere, voogd of plaatsvervangende voogd.

17° voorbereidende fase: fase die loopt vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtbank of tot de beslissing van de procureur des konings om de zaak te seponeren.

18° bescherming: jeugdbescherming, georganiseerd in het kader van Titel III van onderhavige ordonnantie;

19° plaatsvervangende voogd: de persoon die door de jeugdrechtbank is aangesteld om de rechten waarvan de ouders of een van hen ontzet zijn, uit te oefenen, en de overeenkomstige verplichtingen na te komen;

20° bevoegde sociale dienst: de dienst voor jeugdbescherming die vermeld wordt in artikel 19, lid 2 en 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018 houdende het wetboek voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming of de Sociale Dienst voor Gerechtelijke Jeugdhulpverlening, vermeld in artikel 56

juillet 2013 de l'Autorité flamande relatif à l'aide intégrale à la jeunesse ;

21° tribunal : le tribunal de la jeunesse qui statue, dans le cadre de l'audience publique, dans la phase de jugement au fond ou de révision introduite dans les formes prévues à l'article 45,2 b ou c de la loi du 8 avril 1965;

22° Victime : la personne physique ou morale qui déclare avoir subi un dommage moral ou matériel résultant d'un fait qualifié infraction commis par un jeune âgé de moins de dix-huit ans au moment du fait;

Art. 3. La présente ordonnance s'applique aux jeunes visés à l'article 2, 9° pour lesquels le tribunal de la jeunesse est territorialement compétent pour la Région de Bruxelles-Capitale, aux personnes qui font partie de la famille ou des familiers des jeunes et aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles prises par les autorités judiciaires en matière d'aide et de protection de la jeunesse sur la base de la présente ordonnance.

CHAPITRE II. Droits fondamentaux et principes de l'administration de la justice des mineurs

Art. 4. Tout jeune visé à l'article 2, 9° a droit à l'aide et à la protection de la jeunesse organisées dans le cadre de la présente ordonnance. Cette aide et cette protection tendent à lui permettre de se développer dans des conditions d'égalité de chances en vue de son accession à une vie conforme à la dignité humaine.

Art. 5. Quiconque concourt à l'exécution de la présente ordonnance est tenu de prendre en considération l'intérêt supérieur du jeune et de respecter les

07/09/2017

van het decreet van 12 juli 2013 van de Vlaamse Overheid betreffende de integrale jeugdhulp;

21° rechtbank: de jeugdrechtbank die, in het kader van de publieke hoorzitting, in de fase van het vonnis ten gronde of van de herziening, ingediend in de vorm zoals bepaald in artikel 45,2 b of c van de wet van 8 april 1965, een uitspraak doet;

22° slachtoffer: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verklaart morele of materiële schade te hebben geleden als resultaat van een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is door een jongere van minder dan achttien jaar oud op het moment van de feiten;

Art. 3. Onderhavige ordonnantie is van toepassing op de jongeren bedoeld in artikel 2, 9° waarvoor de jeugdrechtbank voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest territoriaal bevoegd is, op de personen die van het gezin deel uitmaken of leefgenoten van de jongeren en op natuurlijke personen en rechtspersonen die bijdragen aan de uitvoering van individuele beslissingen die door de gerechtelijke instanties inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming op basis van onderhavige ordonnantie genomen zijn.

HOOFDSTUK II. Fundamentele rechten en beginselen van de rechtsbedeling van minderjarigen

Art. 4. Elke in artikel 2, 9° bedoelde jongere heeft recht op de jeugdhulpverlening de en jeugdbescherming die in het kader van onderhavige ordonnantie ingericht worden. Deze hulpverlening en bescherming zijn erop gericht om de jongere in staat te stellen zichzelf te ontwikkelen, in het kader van gelijke kansen, met het oog op zijn toetreding tot een leven waarin de menselijke waardigheid wordt geëerbiedigd.

Art. 5. Wie deelneemt aan de uitvoering van onderhavige ordonnantie moet het hoger belang van de jongere en de rechten en vrijheden die hem worden

droits et libertés qui lui sont reconnus.

Parmi ces droits et libertés dont jouissent les jeunes, à titre propre, dans le cadre de la présente ordonnance, figurent ceux qui sont énoncés dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et dans la Constitution, ces droits et libertés devant être assortis de garanties spéciales :

a) les jeunes ont le droit, chaque fois que la loi est susceptible de porter atteinte à certains de leurs droits et libertés, d'être informés du contenu de ces droits et libertés;

b) la situation des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction requiert surveillance, éducation, discipline et encadrement ; toutefois, l'état de dépendance dans lequel ils se trouvent, leur degré de développement et de maturité créent dans leur chef des besoins spéciaux qui exigent écoute, conseils et assistance;

c) toute intervention comportant une mesure éducative vise à encourager le jeune à intégrer les normes de la vie sociale;

d) dans le cadre de la prise en charge des jeunes ayant commis un fait qualifié infraction, il est fait recours, lorsque cela est possible, aux mesures de substitution aux procédures judiciaires prévues par l'ordonnance et ce, en restant cependant attentif à l'impératif de protection sociale ;

e) dans le cadre de la loi, le droit des jeunes à la liberté ne peut souffrir que d'un minimum d'entraves commandées par la protection de la société, compte tenu des besoins des jeunes, des intérêts de leur famille et du droit des victimes.

Art. 6. Tous les services, publics ou privés, prévus par la présente

07/09/2017

toegekend in acht nemen.

Tot deze rechten en vrijheden waarvan de jongeren in het kader van onderhavige ordonnantie formeel genieten, behoren de rechten en vrijheden die in het Internationaal Verdrag voor de Rechten van het Kind en in de Grondwet vermeld zijn, waarbij deze rechten en vrijheden gepaard moeten gaan met bijzondere garanties:

a) telkens als de wet afbreuk kan doen aan bepaalde rechten en vrijheden van de jongeren, hebben die jongeren het recht te worden geïnformeerd over de inhoud van deze rechten en vrijheden;

b) de situatie van de minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, vereist toezicht, opvoeding, tucht en begeleiding. Hun toestand van afhankelijkheid, hun ontwikkelingsgraad en graad van rijpheid scheppen echter bijzondere noden die luisterbereidheid, raad en bijstand vereisen;

c) elk optreden dat een opvoedende maatregel inhoudt, heeft tot doel de jongere aan te moedigen zich de maatschappelijke normen eigen te maken;

d) bij de tenlasteneming van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, wordt, wanneer zulks mogelijk is, een beroep gedaan op de in de ordonnantie bepaalde vervangingsmaatregelen voor de gerechtelijke procedures, waarbij evenwel rekening wordt gehouden met de bescherming van de maatschappij;

e) in het kader van de wet mogen aan het recht op vrijheid van de jongeren slechts minimale belemmeringen worden opgelegd die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de maatschappij, rekening houdend met de noden van de jongeren, de belangen van hun gezin en het recht van de slachtoffers.

Art. 6. Alle diensten, openbaar of privé, die door onderhavige ordonnantie

ordonnance, ainsi que les personnes, physiques ou morales, chargées d'apporter leur concours à l'application de la présente ordonnance sont tenus de respecter les droits du jeune, sans discrimination directe ou indirecte aucune au sens de l'article 3, 6° et 7° de l'ordonnance du visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans les institutions, centres et services relevant de la compétence de la Commission communautaire commune ainsi que dans les Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Art. 7. L'aide et la protection se déroulent prioritairement dans le milieu de vie, l'éloignement de celui-ci étant l'exception.

En cas d'éloignement, sauf si cela est contraire à l'intérêt du jeune, il est particulièrement veillé au respect de son droit d'entretenir des relations personnelles et des contacts directs avec ses parents et la possibilité d'un retour auprès de ses parents est évaluée régulièrement afin de réduire autant que possible la durée de l'éloignement.

L'aide et la protection veillent à respecter et à favoriser l'exercice du droit et du devoir d'éducation des parents.

Art. 8. §1. La protection de la jeunesse poursuit des objectifs d'éducation, de restauration, de responsabilisation, d'émancipation et d'insertion sociale.

§2. Les prises en charge, dans le cadre de la protection de la jeunesse, des services et des institutions publiques répondent aux besoins reconnus en matière de délinquance juvénile, visent à la réinsertion sociale du jeune et s'inscrivent dans une démarche éducative et restauratrice.

voorzien worden, alsook de personen, natuurlijke personen of rechtspersonen, die ermee belast zijn hun medewerking te verlenen aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, dienen de rechten van de jongere te respecteren, zonder enige rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie in de zin artikel 3, 6° en 7° van de ordonnantie van ... ter bevordering van de diversiteit en de strijd tegen discriminatie in de instellingen, centra en diensten die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen, alsook in de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Art. 7. Hulpverlening en bescherming geschieden prioritair in de leefomgeving, waarbij de verwijdering uit deze uitzonderlijk moet zijn.

Als de jongere wordt verwijderd, moet, behalve als dit in strijd is met zijn belang, worden gezorgd voor de eerbiediging van zijn recht om persoonlijke betrekkingen en rechtstreekse contacten met zijn ouders te onderhouden, en wordt de mogelijkheid om bij zijn ouders terug te keren regelmatig geëvalueerd, opdat de duur van de verwijdering zo veel mogelijk beperkt wordt.

Via hulpverlening en bescherming moeten ouders worden bijgestaan bij de uitoefening van hun opvoedingsrecht en -plicht.

Art. 8. §1. De jeugdbescherming streeft doelstellingen inzake opvoeding, herstel, responsabilisering, emancipatie en sociale inschakeling na.

§2. De tenlastenemingen, in het kader van de jeugdbescherming, door de openbare diensten en openbare instellingen, beantwoorden aan erkende behoeften inzake jeugddelinquentie, hebben tot doel de jongere in de samenleving weer in te schakelen en zijn gericht op opvoeding en herstel.

Art. 9. Les jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction ne peuvent, en aucun cas, être assimilés aux majeurs quant à leur degré de responsabilité et aux conséquences de leurs actes.

Art. 10. Toute personne qui, à quelque titre que ce soit, apporte son concours à l'application de la présente ordonnance est, de ce fait, dépositaire des secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de sa mission.

Les articles 458 et 458bis du Code pénal lui sont applicables.

TITRE II – L'AIDE CONTRAINTE AUX JEUNES ET A LEUR FAMILLE

CHAPITRE I. Les conditions d'intervention du tribunal de la jeunesse.

Art. 11. Après avoir constaté que la santé ou la sécurité d'un jeune est actuellement et gravement compromise et que l'aide volontaire, qui a dû être préalablement envisagée soit sur base du décret de la Communauté française du 18 janvier 2018, soit sur base du décret de l'Autorité flamande du 12 juillet 2013, a été refusée ou a échoué, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard de ce jeune, de sa famille ou de ses familiers, une mesure prévue à l'article 15.

La santé ou la sécurité d'un jeune est considérée comme actuellement et gravement compromise lorsque soit son intégrité physique ou psychique est menacée, soit parce que le jeune adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui compromettent réellement et directement ses possibilités d'épanouissement affectif, social ou intellectuel, soit encore parce que le jeune est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels le menaçant directement et réellement.

07/09/2017

Art. 9. De jongeren die vervolgd worden voor het plegen van een als misdrijf omschreven feit, kunnen geenszins met meerderjarigen worden gelijkgesteld wat betreft hun aansprakelijkheidsgraad en de gevolgen van hun handelingen.

Art. 10. Elke persoon die, in welke hoedanigheid ook, zijn medewerking verleent aan de toepassing van onderhavige ordonnantie, staat daardoor in voor de geheimhouding van de feiten die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd.

Artikels 458 en 458bis van het Wetboek zijn van toepassing.

TITEL II – HULPVERLENING AAN DE JEUGD EN HUN GEZIN

HOOFDSTUK I. De voorwaarden voor het optreden van de jeugdrechtbank.

Art. 11. Na te hebben vastgesteld dat de gezondheid of de veiligheid van een jongere momenteel ernstig in gevaar komt en dat de vrijwillige hulpverlening, die vooraf overwogen moest worden, ofwel op basis van het decreet van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2018, ofwel op basis van het decreet van de Vlaamse Overheid van 12 juli 2013, geweigerd werd of gefaald heeft, kan de rechter of de jeugdrechtbank ten aanzien van deze jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten een maatregel zoals voorzien in artikel 15 treffen.

De gezondheid of de veiligheid van een jongere wordt beschouwd als momenteel ernstig in gevaar wanneer zijn fysieke of psychische integriteit bedreigd wordt, ofwel omdat de jongere gewoonlijk of herhaaldelijk gedrag vertoont die zijn mogelijkheden tot affectieve, sociale of intellectuele ontplooiing rechtstreeks en op reële wijze ondermijnen, ofwel omdat de jongere het slachtoffer is van ernstige verwaarlozing, slechte behandeling, machtsmisbruik of seksueel misbruik die hem rechtstreeks en op reële wijze bedreigen.

Art. 12. En cas de nécessité urgente, lorsque l'intégrité physique ou psychique du jeune est exposée directement et actuellement à un péril grave, et lorsqu'il est démontré que l'intérêt du jeune ne permet pas d'attendre l'organisation et la mise en œuvre de l'aide volontaire, le juge de la jeunesse peut prendre, à l'égard de ce jeune, une mesure provisoire dont la nature et les modalités sont définies à l'article 15 §2 et 17 §1^{er}.

CHAPITRE II . La phase préparatoire

Art. 13. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la saisine du juge de la jeunesse jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse. A l'expiration de ce délai, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer l'intéressé à comparaître devant le tribunal de la jeunesse.

Le délai de neuf mois est suspendu entre l'acte d'appel et l'arrêt.

Art. 14. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures pédagogiques contraignantes visées à l'article 15.

CHAPITRE III. Les mesures d'aide à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque les conditions prévues à l'article 11 sont réunies, le juge ou le tribunal de la jeunesse peut prendre une ou plusieurs des mesures contraignantes suivantes :

- 1° donner une directive pédagogique aux personnes investies de l'autorité parentale à l'égard du jeune ou qui en assument la garde en fait ou en droit;

07/09/2017

Art. 12. In geval van dringende noodzaak, wanneer de fysieke of psychische integriteit van de jongere rechtstreeks en op dit moment ernstig in gevaar komt, en wanneer is aangetoond dat in het belang van de jongere niet op de organisatie en uitvoering van vrijwillige hulp gewacht kan worden, kan de jeugdrechter ten aanzien van deze jongere een voorlopige maatregel treffen waarvan de aard en de modaliteiten in artikel 15 §2 en 17 §1 worden gedefinieerd.

HOOFDSTUK II. De voorbereidende fase

Art. 13. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de aanhangigmaking bij de jeugdrechter tot en met het vonnis van de jeugdrechtbank. Bij het verstrijken van deze termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de belanghebbende te dagvaarden voor de jeugdrechtbank.

De termijn van negen maanden wordt geschorst tussen de akte van hoger beroep en het arrest.

Art. 14. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter een of meerdere dwingende pedagogische maatregelen nemen zoals bedoeld in artikel 15.

HOOFDSTUK III. De hulpverleningsmaatregelen die ter beschikking staan van de rechter en de jeugdrechtbank

Art. 15. § 1. Wanneer de in artikel 11 bepaalde voorwaarden vervuld zijn, kan de rechter of de jeugdrechtbank een of meerdere van de volgende dwingende maatregelen nemen:

- 1° een pedagogische richtlijn verstrekken aan de personen die titularis zijn van het ouderlijk gezag over de jongere of die de jongere in feite of in rechte onder hun bewaring hebben;

2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent en lui imposant éventuellement les conditions suivantes :

a) fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;

b) suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative

c) suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;

d) avoir régulièrement un entretien avec l'assistant social compétent ;

e) respecter d'autres conditions dont le juge ou le tribunal précise les modalités.

3° ordonner une guidance familiale, psychosociale, éducative et/ou thérapeutique pour le jeune, sa famille et/ou ses familiers ;

4° imposer au jeune, à sa famille ou ses familiers un projet éducatif,

5° imposer au jeune de fréquenter un service semi-résidentiel ;

6° permettre au jeune, s'il a plus de 16 ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence ;

7° placer le jeune dans un centre d'observation et/ou d'orientation ;

8° en cas d'urgence, placer le jeune

2° de jongere onder toezicht van een bevoegde sociale dienst stellen en hem desgevallend onderwerpen aan de volgende voorwaarden:

a) het regelmatig bezoeken van een schoolinstelling van het gewoon of buitengewoon onderwijs;

b) het volgen van de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting

c) het volgen van de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor mentale gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

d) regelmatig gesprekken hebben met de bevoegde maatschappelijk assistent;

e) het naleven van andere voorwaarden waarvan de rechter of de rechtbank de modaliteiten bepaalt.

3° een familiale, psychosociale, opvoedende en/of therapeutische begeleiding bevelen ten aanzien van de jongere, zijn familie en/of zijn naasten;

4° de jongere, zijn familie of zijn naasten een opvoedend project opleggen,

5° de jongere een semi-residentiële voorziening doen bezoeken;

6° de jongere die ouder is dan zestien jaar, toestaan om zelfstandig of onder permanent toezicht te wonen, en om zich op deze verblijfplaats te laten inschrijven in de bevolkingsregisters;

7° de jongere onder de begeleiding stellen van een observatie- en/of oriëntatiecentrum;

8° bij hoogdringendheid, de jongere

Commenté [U1]: Avancer « un professionnel » dans la phrase : « Suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie » ;

dans un centre d'accueil;

9° placer le jeune dans une famille ou chez une personne digne de confiance;

10° décider, dans des situations exceptionnelles, que le jeune sera hébergé temporairement dans un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle.

§ 2. Les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée au §1^{er} qu'il juge utile.

§ 3. L'application des mesures prévues au présent article devra toujours viser à restaurer le bon fonctionnement de la famille du jeune, et, à cette fin, la distance entre le lieu d'exécution de la mesure et la résidence de la famille du jeune sera limitée dans toute la mesure du possible, sauf s'il est, dans certaines situations exceptionnelles, démontré que

toevertrouwen aan een opvangcentrum;

9° de jongere toevertrouwen aan een gezin of aan een betrouwbaar persoon;

10° in uitzonderlijke omstandigheden, bevelen dat de jongere tijdelijk zal verblijven in een gepaste instelling, met het oog op zijn behandeling indien nood aan behandeling is vastgesteld, op opvoeding, onderrichting of professionele opleiding.

§ 2. De bepalingen uit onderhavige ordonnantie worden toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een psychiatische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoud om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in § 1 bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§ 3. De toepassing van de in dit artikel voorziene maatregelen zal er altijd op gericht moeten zijn om de goede werking van het gezin van de jongere te herstellen, en hiertoe zal de afstand tussen de plaats van uitvoering van de maatregelen en de verblijfplaats van het gezin van de jongere in de mate van het mogelijke beperkt worden, behalve

le bien-être personnel du jeune impose une autre solution.

Art. 16. § 1er. Les mesures visées à l'article 15 peuvent être prises tant pendant la phase préparatoire de la procédure que lorsqu'il est statué au fond.

§ 2. Les mesures prises pendant la phase préparatoire de la procédure ne valent que pour une période de six mois à moins qu'à la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers, elles ne soient préalablement prolongées pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où il est statué au fond.

La durée des mesures visées à l'article 15, est limitée à un an maximum à compter du jour où la mesure est prise par le tribunal de la jeunesse. Sauf celles visées aux 4°, 7° et 8° de l'article 15, les autres mesures peuvent être prolongées pour une ou plusieurs périodes maximales d'un an.

§3. Les mesures visées à l'article 15, peuvent à tout moment, soit d'office par le juge ou le tribunal de la jeunesse, soit à la demande du procureur du Roi, soit encore, par requête, à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune ou des personnes qui ont la garde du jeune en fait ou en droit, être rapportées ou remplacées par une autre mesure prévue à cet article et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du mineur.

§ 4. Les mesures visées à l'article 15 sont suspendues lorsque le jeune est confié à une institution psychiatrique en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

wanneer er in bepaalde uitzonderlijke situaties wordt aangetoond dat het persoonlijk welzijn van de jongere een andere oplossing vereist.

Art. 16. § 1. De in artikel 15 bedoelde maatregelen kunnen zowel in de voorbereidende fase van de procedure genomen worden als wanneer er een uitspraak ten gronde wordt gedaan.

§ 2. De maatregelen die in de voorbereidende fase van de procedure getroffen worden, gelden slechts voor een periode van zes maanden, tenzij ze op vraag van de jongere, zijn gezin of zijn leefgenoten vooraf verlengd werden voor een of meerdere periodes die de dag waarop er een uitspraak ten gronde is gedaan niet mag overschrijden.

De duur van de in artikel 15 bedoelde maatregelen is beperkt tot maximaal één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de maatregel door de jeugdrechtbank getroffen is. Afgezien van de maatregelen bedoeld in 4°, 7° en 8° van artikel 15 kunnen de andere maatregelen voor een of meerdere periodes van maximaal één jaar verlengd worden.

§3. De in artikel 15 bedoelde maatregelen kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege door de rechter of de jeugdrechtbank, ofwel op vraag van de procureur des Konings, ofwel met een verzoekschrift op vraag van de jongere, van de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen of van de personen die de jongere in feite of in rechte onder hun bewaring hebben, teruggeschroefd of vervangen worden door een andere in dit artikel voorziene maatregel, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie en in het beste belang van de minderjarige.

§ 4. De in artikel 15 bedoelde maatregelen worden geschorst wanneer de jongere toevertrouwd wordt aan een psychiatrische instelling op grond van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Commenté [U2]: Proposition de modification :
« Les mesures visées à l'article 15 qui ne sont pas compatibles avec l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, sont suspendues lorsque le jeune est confié à une institution psychiatrique ».

L'idée est de permettre, par exemple, des investigations par le SAJ/SPJ durant la MEO

§5. Les mesures prévues à l'article 15, prennent fin de plein droit le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans à moins qu'elles ne soient préalablement prolongées par jugement, à la demande du procureur du Roi, du jeune, de sa famille ou de ses familiers, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans.

§6. Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout mineur qui fait l'objet d'une des mesures prévues à l'article 15 §1^{er}, 6° à 10°.

Art. 17. § 1er. Dans l'hypothèse visée à l'article 12, le juge peut prendre une des mesures visées à l'article 15, §1^{er}, 7°, 8°, 9° ou 10° et 15 §2.

§ 2. La mesure prise d'urgence par le juge de la jeunesse est valable pour une durée de trente jours, renouvelable une seule fois.

§ 3. Lorsque le juge de la jeunesse est saisi conformément à l'article 12, il en avise immédiatement soit le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit le *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel*, selon la langue dans laquelle la procédure a été menée devant la juridiction, afin que ceux-ci puissent éventuellement organiser une aide volontaire.

Au cas où le jeune ne comprend pas la langue de la procédure, le juge de la jeunesse a la faculté de désigner un service ou une institution qui relève de la compétence d'une autre autorité.

§ 4. Lorsque l'aide volontaire a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont avisés par le service compétent au moins trois jours ouvrables avant l'échéance de ce délai.

§5. De in artikel 15 voorziene maatregelen worden van rechtswege beëindigd op de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, tenzij ze vooraf door een vonnis, op vraag van de procureur des Konings, van de jongere, van zijn gezin of zijn leefgenoten, verlengd werden voor één of meerdere periodes die de dag waarop de jongere de leeftijd van twintig jaar bereikt niet mag overschrijden.

§6. De jeugdrechter bezoekt ten minste één keer per semester elke minderjarige die het voorwerp is van de maatregelen voorzien in artikel 15, §1, 6° tot 10°.

Art. 17. § 1. In de in artikel 12 bedoelde veronderstelling kan de rechter een van de in artikel 15, §1, 7°, 8°, 9° of 10° en 15 §2 bedoelde maatregelen treffen.

§ 2. De maatregel die met hoogdringendheid door de jeugdrechter wordt genomen, is geldig voor een duur van dertig dagen en is één keer verlengbaar.

§ 3. Wanneer de jeugdrechter in overeenstemming met artikel 12 aangezocht wordt, brengt hij hier onmiddellijk ofwel de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel het *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel* van op de hoogte, volgens de taal waarin de procedure voor het gerecht gevoerd werd, zodat zij eventueel vrijwillige hulpverlening kunnen organiseren.

Ingeval de jongere de taal van de procedure niet begrijpt, heeft de jeugdrechter de mogelijkheid om een dienst of instelling aan te duiden die onder de bevoegdheid van een ander gezag valt.

§ 4. Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en ook de procureur des Konings ten minste drie werkdagen voor het aflopen van deze termijn door bevoegde dienst ingelicht.

Commenté [U3]: Nous le trouvons important d'harmoniser l'âge partout en Belgique.

Commenté [U19]: Remplacer « ondersteuningscentrum jeugdzorg » par « gemandateerde diensten ».

Côté NL, le juge demande non seulement le OCJ mais également le VK Brussel.

Commenté [U4]: Plutôt « mandater »

La mesure ordonnée par le juge de la jeunesse est immédiatement levée. La mesure d'aide volontaire est mise en œuvre soit par le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles soit par le *Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel* dès son homologation par le juge de la jeunesse, conformément à l'article 63 bis, §2 de la loi du 8 avril 1965.

Le juge ne peut refuser son homologation que si elle est contraire à l'ordre public.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le premier délai de trente jours, le juge de la jeunesse, ainsi que le procureur du Roi, en sont également avisés par le service compétent au moins vingt-quatre heures avant l'échéance de ce délai.

Le juge de la jeunesse peut alors, si les conditions prévues à l'article 12 sont toujours réunies, prolonger la mesure pour un nouveau délai de trente jours.

Toutefois, si le juge de la jeunesse estime inopportun de prolonger la mesure, il en avise immédiatement le procureur du Roi qui pourra alors saisir le juge ou le tribunal conformément à l'article 11.

Lorsque l'aide volontaire n'a pu être organisée pendant le second délai de trente jours, le juge de la jeunesse en est avisé par le service compétent avant l'échéance de ce délai. Le juge de la jeunesse en avise alors le procureur du Roi qui pourra saisir le juge ou le tribunal de la jeunesse conformément à l'article 11.

De door de jeugdrechter bevolen maatregel wordt onmiddellijk opgeheven. De vrijwillige hulpverleningsmaatregel wordt ofwel door de Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles, ofwel door het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel uitgevoerd vanaf de homologatie door de jeugdrechter, overeenkomstig artikel 63 bis, §2 van de wet van 8 april 1965.

De rechter kan zijn homologatie enkel weigeren indien deze ingaat tegen de openbare orde.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening binnen de eerste termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, worden de jeugdrechter en de procureur des Konings ook ten minste vierentwintig uur voor het verlopen van deze termijn door bevoegde dienst ingelicht.

De jeugdrechter kan op dat moment, indien de in artikel 12 bepaalde voorwaarden nog steeds vervuld zijn, de maatregel verlengen voor een nieuwe termijn van dertig dagen.

Indien de jeugdrechter echter oordeelt dat het ongepast is om de maatregel te verlengen, brengt hij daar onmiddellijk de procureur des Konings van op de hoogte, die op dat moment de rechter of de rechtbank aanzoekt in overeenstemming met artikel 11.

Wanneer de vrijwillige hulpverlening niet binnen de tweede termijn van dertig dagen georganiseerd kon worden, wordt de jeugdrechter hier voor het verlopen van deze termijn door de bevoegde dienst over ingelicht. De jeugdrechter brengt op dat moment de procureur des Konings op de hoogte, die de rechter of de jeugdrechtbank zal kunnen aanzoeken in overeenstemming met artikel 11.

**TITRE III – LA PROTECTION DES
JEUNES POURSUIVIS DU CHEF D'UN
FAIT QUALIFIE INFRACTION**

CHAPITRE I. Champ d'application

Art. 18. §1. Les dispositions du présent Titre s'appliquent au jeune visé à l'article 2, 9°, b) conformément à l'article 3 de la présente ordonnance.

§2. Les jeunes suspectés d'un fait qualifié infraction qui n'ont pas encore atteint l'âge de douze ans au moment du fait sont présumés, de manière irréfragable, non-responsables de leurs actes. A leur égard, le procureur du Roi peut renvoyer l'affaire aux services compétents des Communautés dans le cadre de l'aide à la jeunesse en vertu des décrets du 18 janvier 2018 et du 12 juillet 2013.

§3. Lorsque le jeune est âgé de plus de dix-huit ans au moment du jugement, il est assimilé à un mineur pour l'application des dispositions de la loi du 8 avril 1965 et de la présente ordonnance relatives à la procédure.

Art. 19. Le juge et le tribunal de la jeunesse connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis.

Art. 20. Par dérogation à l'article 18, et sauf en cas de connexité avec des poursuites du chef d'infractions autres que celles prévues ci-dessous, les juridictions compétentes en vertu du droit commun, connaissent des réquisitions du procureur du Roi à l'égard des personnes de plus de seize ans et de moins de dix-huit ans au moment des faits, poursuivis du chef d'infraction :

07/09/2017

**TITEL III – DE BESCHERMING VAN
JONGEREN DIE VERVOLGD WORDEN
VOOR EEN ALS MISDRIJF
OMSCHREVEN FEIT**

HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied

Art 18. §1. De bepalingen van onderhavige Titel zijn op de jongere bedoeld in artikel 2, 9°, b) in overeenstemming met artikel 3 van onderhavige ordonnantie van toepassing.

§2. De jongeren die verdacht worden van een als misdrijf omschreven feit en die op het moment van de feiten de leeftijd van twaalf jaar nog niet bereikt hebben, worden onweerlegbaar geacht niet-verantwoordelijk te zijn voor hun daden. De procureur des Konings kan hun zaak doorverwijzen naar de bevoegde diensten van de Gemeenschappen in het kader van de jeugdhulpverlening op grond van de decreten van 18 januari 2018 en van 12 juli 2013.

§3. Wanneer de jongere ouder dan achttien jaar is op het moment van het vonnis, wordt hij gelijkgesteld met een minderjarige voor de toepassing van de bepalingen uit de wet van 8 april 1965 en onderhavige ordonnantie met betrekking tot de procedure.

Art. 19. De rechter en de jeugdrechtbank hebben kennis van vorderingen van de procureur des Konings ten aanzien van personen die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is voor het aflopen van het achttiende levensjaar.

Art. 20. In afwijking van artikel 18 en behoudens in geval van samenhang met de vervolgingen uit hoofde van andere inbreuken dan die die hieronder bepaald zijn, hebben de op grond van het gemeen recht bevoegde rechtscolleges kennis van vorderingen van de procureur des Konings ten aanzien van personen van jonger dan zestien en jonger dan achttien jaar oud op het moment van de feiten, die vervolgd worden voor inbreuken:

15

1° aux dispositions des lois et règlements sur la police du roulage;

2° d'homicide involontaire ou coups ou blessures involontaires au sens du Code pénal, pour autant que l'infraction soit connexe à une infraction aux lois et règlements visés au 1°;

3° à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicule automoteurs.

Si les débats devant ces juridictions font apparaître qu'une mesure de garde, de préservation ou d'éducation serait plus adéquate en la cause, ces juridictions peuvent, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de réquisitions devant le tribunal de la jeunesse, s'il y a lieu.

CHAPITRE II. La médiation à la demande des parties

Art. 21. §1. Conformément à l'article 3ter du Titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle et sous réserve de l'offre de médiation par le procureur du Roi visée à l'article 27 et de l'offre restauratrice consistant en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe proposée par le juge ou le tribunal de la jeunesse et visée à l'article 50 de la présente ordonnance, toute personne qui a un intérêt direct peut, dans chaque phase de la procédure judiciaire et de l'exécution de la mesure, s'adresser à un service qui met en œuvre la médiation à la demande des parties.

§ 2. La médiation à la demande des parties organisée dans le cadre de la présente ordonnance n'est possible que pour les faits qualifiés infractions dont le

07/09/2017

1° tegen de bepalingen uit de wetten en regelgevingen van de politie van het vervoer;

2° voor onvrijwillige doodslag, onvrijwillige letsels of onvrijwillige slagen en verwondingen in de zin van het Strafwetboek, voor zover de inbreuk verband houdt met een inbreuk tegen de wetten en reglementen die bedoeld zijn in 1°;

3° tegen de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Indien de debatten voor deze rechtscolleges doen blijken dat een bewaringsmaatregel, een beschermingsmaatregel of een opvoedkundige maatregel in dit geval beter geschikt zou zijn, kunnen deze rechtscolleges de zaak via een met redenen omklede beslissing uit handen geven en doorverwijzen naar de procureur des Konings voor vorderingen voor de jeugdrechtbank, indien nodig.

HOOFDSTUK II. Bemiddeling op vraag van de partijen

Art. 21. §1. In overeenstemming met artikel 3ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en onder voorbehoud van het bemiddelingsaanbod door de procureur des Konings bedoeld in artikel 27 en van het herstelrechtelijk aanbod dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bestaat dat door de rechter of de jeugdrechtbank aangeboden en in artikel 56 van onderhavige ordonnantie beoogd wordt, mag iedere persoon die een rechtstreeks belang heeft, in ieder stadium van de gerechtelijke procedure en van de uitvoering van maatregel, zich tot een dienst wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen uitvoert.

§ 2. De bemiddeling op vraag van de partijen die in het kader van onderhavige ordonnantie wordt georganiseerd, is enkel mogelijk voor de als misdrijf

procureur du Roi a connaissance. Il n'appartient en effet pas au service de médiation de porter à la connaissance du procureur du Roi des faits qualifiés infractions.

§3. Toute personne qui a un intérêt direct peut s'adresser à un service de médiation qui met en œuvre la médiation à la demande des parties lorsque soit :

1° le procureur du Roi prend une décision de classement sans suite ;

2° le procureur du Roi ne propose pas la médiation visée à l'article 27 du projet;

3° le juge ou le tribunal de la jeunesse ne propose pas l'offre restauratrice visée à l'article 50 de la présente ordonnance.

En pareils cas, le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse informent les personnes visées au §1^{er} impliquées dans une procédure judiciaire sur la possibilité de recourir à une telle médiation.

§ 4. La personne qui souhaite recourir à la médiation visée au §1^{er} adresse sa demande au service de médiation qu'elle choisit.

Ce service peut solliciter l'autorisation du procureur du Roi de prendre connaissance du dossier.

§ 5. Les parties peuvent se faire assister par un avocat au cours de la médiation.

Art. 22. §1^{er}. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une médiation à la demande des parties sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des

07/09/2017

omschreven feiten waarvan de procureur des Konings kennis heeft. Het is namelijk niet de taak van de bemiddelingsdienst om de procureur des Konings op de hoogte te stellen van de als misdrijf omschreven feiten.

§3. Ieder persoon die een rechtstreeks belang heeft, kan zich richten tot een bemiddelingsdienst die op vraag van de partijen aan bemiddeling doet, en dit wanneer ofwel:

1° de procureur des Konings beslist om de zaak de seponeren;

2° de procureur des Konings de in artikel 27 van onderhavige ordonnantie bedoelde bemiddeling niet voorstelt;

3° de rechter of de jeugdrechtbank het in artikel 50 van onderhavige ordonnantie bedoelde herstelrechtelijke aanbod niet voorstelt.

In dergelijke gevallen licht de procureur des konings, de rechter of de jeugdrechtbank de in §1 bedoelde personen die bij een rechtsprocedure betrokken zijn, in over de mogelijkheid om hun toevlucht te nemen tot dergelijke bemiddeling.

§ 4. De persoon die gebruik wenst te maken van de in §1 bedoelde bemiddeling, richt zijn vraag aan de bemiddelingsdienst die hij kiest.

Deze dienst kan aan de procureur des Konings de toelating vragen om kennis te nemen van het dossier.

§ 5. De partijen kunnen zich tijdens de bemiddeling laten bijstaan door een advocaat.

Art. 22. § 1. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een bemiddelingsprocedure op vraag van de partijen verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke,

conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 2. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 3. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le médiateur ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au médiateur.

Art. 23. Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément à l'article 22, §1er, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE III. La phase d'information et les prérogatives du procureur du Roi

Section 1. Classement sans suite

Art. 24. Le procureur du Roi juge de l'opportunité des poursuites. Il indique le motif des décisions de classement sans suite qu'il prend.

Le classement sans suite peut être pur et simple, ou précédé d'une lettre
07/09/2017

administratieve, scheidrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 2. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de verplichting die de wet oplegt, mag de bemiddelaar de feiten waarvan hij op grond van zijn functie kennis neemt, niet openbaar maken. Hij kan niet als getuige opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidrechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de bemiddelaar.

Art. 23. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met artikel 22, §1, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

HOOFDSTUK III. De informatiefase en de voorrechten van de procureur des Konings

Afdeling 1. Seponering

Art. 24. De procureur des Konings oordeelt over de geschiktheid van de vervolgingen. Hij vermeldt de reden voor de beslissingen tot seponering die hij neemt.

De seponering kan op zichzelf staan of voorafgegaan worden door een

d'avertissement ou d'un rappel à la loi.

Art. 25. Le procureur du Roi peut adresser au jeune une lettre d'avertissement dans laquelle il indique qu'il a pris connaissance des faits, qu'il estime ces faits établis à charge du mineur et qu'il a décidé de classer le dossier sans suite.

Une copie de la lettre d'avertissement est transmise aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur ou aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait.

Le procureur du Roi peut convoquer le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et leur notifier un rappel à la loi et les risques qu'ils courent.

Art. 26. Le classement sans suite ne fait pas obstacle à la possibilité pour les parties de s'adresser à un service de médiation organisant la médiation à la demande des parties conformément aux articles 21 à 23.

Section 2. La médiation

Art. 27. Le procureur du Roi informe par écrit le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une médiation et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service de médiation qu'il désigne.

Le procureur du Roi peut faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

Art. 28. §1^{er}. Sauf s'il souhaite classer l'affaire sans suite, la décision du procureur du Roi de ne pas proposer une

waarschuwingsbrief of een herinnering aan de wet.

Art. 25. De procureur des Konings kan aan de jongere een waarschuwingsbrief richten waarin hij aangeeft dat hij kennis genomen heeft van de feiten, dat hij oordeelt dat deze feiten aan een minderjarige ten laste gelegd worden en dat hij besloten heeft om de zaak te seponeren.

Een kopie van de waarschuwingsbrief wordt overgemaakt aan de vader en moeder, aan de voogd van de minderjarige of aan de personen die hem in rechte of in feite onder bewaring hebben.

De procureur des Konings kan de jongere en diens wettelijke vertegenwoordigers bijeenroepen en kennis geven van een herinnering aan de wet en de risico's die ze lopen.

Art. 26. De seponering staat niet in de weg dat de partijen zich tot een bemiddelingsdienst kunnen wenden die de bemiddeling op vraag van de partijen in overeenstemming met de artikelen 21 tot 23 organiseert.

Afdeling 2. Bemiddeling

Art. 27. De procureur des Konings brengt de jongere, de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, de personen die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en het slachtoffer er schriftelijk van op de hoogte dat ze kunnen deelnemen aan een bemiddeling en dat ze in dit kader de mogelijkheid hebben om zich te richten tot een bemiddelingsdienst die door hem worden aangeduid.

De procureur des Konings kan dergelijk voorstel doen wanneer een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 28. § 1. Behalve indien hij de zaak wil seponeren, dient de beslissing van de procureur des Konings om geen

médiation doit être spécialement motivée.

Hormis les cas visés à l'article 49, al.2 de la loi du 8 avril 1965, l'absence de telles motivations entraînent l'irrégularité de la saisine du juge et du tribunal de la jeunesse.

§2. Si le procureur du Roi ne propose pas de médiation, celles-ci peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux articles 21 à 23.

Art. 29. Le procureur du Roi informe les personnes concernées que :

1° le jeune ainsi que la victime si elle a moins de 18 ans, ont le droit de consulter et de se faire assister par un avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre de médiation et au moment où l'accord intervenu est entériné.

2° les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune et la victime âgée de plus de 18 ans peuvent également demander conseil ou être assisté de leur avocat à tout moment ;

3° les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à la médiation à tout moment ;

4° une médiation ne peut être mise en œuvre que si les parties qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve tout au long du processus.

5° l'accord intervenu est signé par le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

bemiddeling voor te stellen op bijzondere wijze gemotiveerd te worden.

Buiten de gevallen bedoeld in artikel 49, lid 2 van de wet van 8 april 1965 heeft de afwezigheid van dergelijke motivering tot gevolg dat de aanhangigmaking van de rechter en de jeugdrechtbank onregelmatig is.

§2. Indien de procureur des Konings geen bemiddeling voorstelt, kunnen ze hun toevlucht tot bemiddeling op vraag van de partijen nemen die in overeenstemming met de artikelen 21 tot 23 georganiseerd wordt.

Art. 29. De procureur des Konings licht de betrokken personen erover in dat:

1° de jongere en ook het slachtoffer, indien die jonger dan 18 jaar is, het recht hebben om op ieder ogenblik een advocaat te raadplegen en er zich door te laten bijstaan, meer bepaald alvorens zich uit te spreken over het bemiddelingsaanbod en op het ogenblik dat het gesloten akkoord bekrachtigd is.

2° de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen en het slachtoffer ouder dan 18 jaar ook op ieder ogenblik raad kunnen vragen aan hun advocaat of zich door hem kunnen laten bijstaan;

3° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen;

4° een bemiddeling pas dan kan plaatsgrijpen indien de partijen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen.

5° het opgetreden akkoord door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, wordt ondertekend.

Art. 30. §1^{er}. Le procureur du Roi désigne le service chargé d'organiser la médiation et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec les personnes concernées. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à la médiation.

§2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 29, 1° à 4° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 29, 5°.

§3. Lorsque le service a pour information qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le procureur du Roi.

§4. Le service désigné établit au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de la médiation.

Art. 31. §1^{er}. Si la médiation aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 29, 5° et est joint au dossier de la procédure.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est approuvé par le procureur du Roi qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

§2. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au

Art. 30. § 1. De procureur des Konings duidt de dienst aan die ermee belast wordt om de bemiddeling te organiseren en verstuurt een kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen naar de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact op met de betrokken personen. De dienst kan, mits akkoord van de betrokken personen, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij de bemiddeling hebben, contact opnemen.

§2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 29, 1° tot 4°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld in artikel 29, 5°.

§3. Wanneer de dienst over de informatie beschikt volgens die minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst hier onverwijld de procureur des Konings van op de hoogte.

§4. De aangestelde dienst stelt ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij werd aangeduid een beknopt verslag op betreffende de voortgangsstatus van de bemiddeling.

Art. 31. § 1. Indien de bemiddeling tot een akkoord leidt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 29, 5° ondertekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

Het akkoord wordt goedgekeurd door de procureur des Konings, die de inhoud ervan niet kan wijzigen en enkel kan weigeren om het goed te keuren indien het in strijd is met de openbare orde.

§2. De aangewezen dienst stelt een verslag op van de uitvoering van het

procureur du Roi. Il est joint au dossier de la procédure.

Lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le procureur du Roi en dresse procès-verbal et en tient compte dans sa décision de classer ou non le dossier sans suite. Si le procureur du Roi décide néanmoins de mettre en œuvre l'action publique, il motive expressément sa décision.

Une copie du procès-verbal est remise aux personnes concernées, à l'avocat du mineur et au service désigné. Si la remise à l'une de ces personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifiée par pli judiciaire ou par courriel conformément à l'article **32bis du code Judiciaire**.

Art. 32. Si la médiation ne donne aucun résultat, ni la reconnaissance de la matérialité des faits par le jeune, ni le déroulement ou le résultat de la médiation ne peuvent être utilisés, par les autorités judiciaires ou toute autre personne, au préjudice du jeune.

Art. 33. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

akkoord en verstuurt dit naar de procureur des Konings. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Wanneer de jongere het bemiddelingsakkoord volgens de voorziene modaliteiten uitgevoerd heeft, stelt de procureur des Konings hier het proces-verbaal van op en houdt hij er rekening mee in zijn beslissing om de zaak al dan niet te seponeren. Indien de procureur des Konings echter beslist om de strafvordering toe te passen, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Een kopie van het proces-verbaal wordt aan de betrokken personen, aan de advocaat van de minderjarige en aan de aangestelde dienst overgemaakt. Indien de overdracht aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt een kopie van het proces-verbaal overeenkomstig artikel 32bis van het gerechtelijk wetboek via gerechtsbrief of via e-mail betekend.

Art. 32. Indien de bemiddeling noch resultaat, noch de erkenning van de materialiteit van de feiten door de jongere tot gevolg heeft, kunnen noch het verloop noch het resultaat van de bemiddeling door de gerechtelijke instanties of door enig ander persoon aangewend worden in het nadeel van de jongere.

Art. 33. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de bemiddelingsdienst verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen instemmen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Section 3. Le soutien à la parentalité

Art. 34. §1^{er}. Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifester, à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, un désintérêt caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le procureur du Roi peut leur proposer de participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le procureur du Roi informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service mettant en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans

07/09/2017

Afdeling 3. De steun aan het ouderschap

Art. 34. §1 Wanneer de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent gedrag van deze laatste, en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige, kan de procureur des Konings hen voorstellen om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De procureur des Konings licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

§2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet

une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au service.

§5. Si des éléments sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au §2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE IV. L'intervention du juge et du tribunal de la jeunesse

Sous-chapitre 1. Principes communs à la phase préparatoire et à la phase de jugement

Section 1. Principes généraux

Art. 35. Le juge et le tribunal de la jeunesse sont saisis conformément à l'article 45.2. de la loi du 8 avril 1965.

Art. 36. Tous les pouvoirs dont le juge de la jeunesse dispose en vertu de la présente ordonnance, peuvent également être exercés par le tribunal de la jeunesse au terme d'une audience en présence du procureur du Roi.

Art. 37. Le juge ou le tribunal de la jeunesse peut proposer une offre restauratrice, consentir au projet proposé par le jeune et prendre, à l'égard du jeune qui comparait devant lui, les mesures de garde et d'éducation que le juge ou le tribunal estime adéquates.

07/09/2017

openbaar maken. Hij kan niet als getuige opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de dienst.

§5. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met §2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

HOOFDSTUK IV. Tussenkomst van de rechter en van de jeugdrechtbank

Onderhoofdstuk 1. Gemeenschappelijke principes van de voorbereidende fase en de fase van het vonnis

Afdeling 1. Algemene principes

Art. 35. De rechter en de jeugdrechtbank worden aangezocht in overeenstemming met artikel 45.2 van de wet van 8 april 1965.

Art. 36. Alle bevoegdheden waarover de jeugdrechter op grond van onderhavige ordonnantie beschikt, kunnen ook door de jeugdrechtbank worden uitgeoefend na een hoorzitting in aanwezigheid van de procureur des Konings.

Art. 37. De rechter of jeugdrechtbank kan een herstelrechtelijk aanbod voorstellen, instemmen met het project dat door de jongere is ingediend en ten aanzien van de jongere die voor hem verschijnt de bewaringsmaatregelen en opvoedkundige maatregelen treffen die

Le juge de la jeunesse rend visite au moins une fois par semestre à tout jeune éloigné de son milieu de vie en vertu d'une mesure de protection.

Art. 38. A l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis, les dispositions de la présente ordonnance sont appliquées sans préjudice de l'application de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

Le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi précitée.

En cas d'application de la loi du 26 juin 1990 précitée aux personnes renvoyées initialement devant le juge ou le tribunal de la jeunesse, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure, prise conformément à l'article 12, 3°, ou 19, de la loi du 26 juin 1990, n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge ou le tribunal de la jeunesse en est informé. Dans ce délai, et sans pouvoir le prolonger, le juge ou le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 64, alinéa 3 ou 78, alinéa 3 qu'il juge utile.

Sous-section 1. Facteurs à prendre en considération

Art. 39. Pour prendre une décision, le juge ainsi que tribunal de la jeunesse prennent en compte les facteurs suivants:

- 1° l'intérêt du jeune
- 2° la personnalité et le degré de maturité du jeune;
- 3° son milieu de vie;

hij geschikt acht.

De jeugdrechter bezoekt minstens één keer per zes maanden iedere jongere die krachtens een beschermingsmaatregel uit zijn leefomgeving verwijderd is.

Art. 38. Ten opzichte van de personen die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat gepleegd is vóór het bereiken van de leeftijd van achttien jaar, worden de bepalingen uit deze ordonnantie toegepast zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

De plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt op basis van een medische beslissing is enkel mogelijk op grond van voornoemde wet.

Ingeval voornoemde wet van 26 juni 1990 toegepast wordt op de personen die oorspronkelijk naar de rechter of de jeugdrechtbank doorverwezen werden, wordt de beslissing van de arts-diensthoud om de maatregel op te heffen, genomen in overeenstemming met artikel 12, 3°, of 19, van de wet van 26 juni 1990, pas uitgevoerd na een termijn van vijf werkdagen, te tellen vanaf de dag waarop de rechter of de jeugdrechtbank hierover wordt ingelicht. Binnen deze termijn, en zonder die te kunnen verlengen, doet de rechter of de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

Onderafdeling 1. In aanmerking te nemen factoren

Art. 39. Om een beslissing te nemen, houden de rechter en de jeugdrechtbank rekening met de volgende factoren:

- 1° het belang van de jongere
- 2° de persoonlijkheid en de graad van rijpheid van de jongere;
- 3° zijn leefomgeving;

4° la gravité des faits, leur répétition et leur ancienneté, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime;

5° les mesures antérieures prises à l'égard du jeune et son comportement durant l'exécution de celles-ci;

6° la sécurité du jeune ;

7° la sécurité publique.

Le bénéficiaire des moyens de traitement, des programmes d'éducation ou de toutes autres ressources envisagées qu'en retirerait le jeune est pris en compte.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard des facteurs visés à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 2. Investigations

Art. 40. §1^{er}. Le juge et le tribunal de la jeunesse effectuent toutes diligences et font procéder à toutes investigations utiles pour connaître la personnalité du jeune, le milieu où il est élevé, déterminer son intérêt et les moyens appropriés à son éducation ou à son traitement.

Ils peuvent faire procéder à une étude sociale par l'intermédiaire du service social compétent sauf lorsque le jeune est confié à une institution publique. Ils peuvent soumettre le jeune à un examen médico-psychologique, lorsque le dossier qui leur est soumis ne leur paraît pas suffisant.

Lorsque le juge ou le tribunal de la jeunesse fait procéder à une étude sociale, il ne peut, sauf en cas d'extrême urgence, prendre ou modifier sa décision qu'après avoir pris connaissance de l'avis du service social compétent, à moins que cet avis ne lui parvienne pas dans le délai qu'il a fixé et qui ne peut dépasser quarante-cinq jours.

4° de ernst van de feiten, hun herhaling en ouderdom, de omstandigheden waarin ze werden gepleegd, de schade en de gevolgen voor het slachtoffer;

5° de voorgaande maatregelen die ten aanzien van de jongere genomen zijn en diens gedrag tijdens de uitvoering ervan;

6° de veiligheid van de jongere;

7° de openbare veiligheid.

De baten die de jongere uit de behandelingsmiddelen, opvoedkundige programma's of andere overwogen hulpmiddelen zou halen, worden in aanmerking genomen.

De rechter en de rechtbank motiveren hun beslissing ten opzichte van de in lid 1 bedoelde factoren op bijzondere wijze.

Onderafdeling 2. Onderzoeken

Art. 40. § 1. De rechter en de jeugdrechtbank doen al het nodige en laten alle nuttige onderzoeken voeren om de persoonlijkheid van de jongere en de omgeving waarin hij is opgevoed te kennen, zijn belang en de geschikte middelen voor zijn opvoeding of zijn behandeling te bepalen.

Ze kunnen een maatschappelijk onderzoek laten uitvoeren via een bevoegde sociale dienst, behalve wanneer de jongere toevertrouwd is aan een openbare instelling. Ze kunnen de jongere aan een medisch-psychologisch onderzoek onderwerpen wanneer het dossier dat hen wordt voorgelegd onvoldoende blijkt.

Wanneer de rechter of de jeugdrechtbank een maatschappelijk onderzoek laat uitvoeren, kan hij, behalve in geval van hoogdringendheid, zijn beslissing slechts nemen of wijzigen nadat hij kennis heeft genomen van het advies van de bevoegde sociale dienst, tenzij hij dit advies niet ontvangt binnen de termijn die hij bepaald heeft en die niet langer mag zijn dan vijfenveertig dagen.

§2. Afin de permettre la réalisation des mesures d'investigations, le juge peut prendre la mesure visée à l'article 64, alinéa 3, 2°.

Sous-section 3. Hiérarchie des offres et des mesures

Art. 41. Le juge et le tribunal tiennent compte de la hiérarchie des offres et mesures comme suit :

1° La préférence doit être donnée en premier lieu à l'offre restauratrice visée à l'article 50 ;

2° Avant qu'une mesure ne soit imposée, la faisabilité d'un projet proposé par le jeune conformément à l'article 58 doit être considérée.

3° Les mesures qui maintiennent le jeune dans son milieu de vie sont privilégiées par rapport à une mesure de placement.

4° Enfin, le placement en régime ouvert d'une institution publique est privilégié par rapport au placement en régime fermé.

Le juge et le tribunal motivent spécialement leurs décisions au regard de la hiérarchie des normes prévue à l'alinéa 1^{er}.

Sous-section 4. Cumul des mesures

Art. 42. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent cumuler plusieurs mesures, sous réserve des limites suivantes :

1° la réprimande ne peut être cumulée avec d'autres mesures;

2° le projet écrit ne peut être cumulé qu'avec une offre restauratrice.

L'offre restauratrice est proposée préalablement à l'examen de la faisabilité
07/09/2017

§2. Om onderzoeksmaatregelen mogelijk te maken, kan de rechter de in artikel 64, lid 3, 2° bedoelde maatregel nemen.

Onderafdeling 3. Hiërarchie van het aanbod en de maatregelen

Art. 41. De rechter en de rechtbank houden in de volgende mate rekening met de hiërarchie van het aanbod en de maatregelen:

1° De voorkeur moet in de eerste plaats gaan naar het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in artikel 50;

2° Alvorens een maatregel op te leggen, moet de haalbaarheid van een project dat in overeenstemming met artikel 58 door de jongere wordt voorgesteld, overwogen worden.

3° Ten opzichte van een plaatsingsmaatregel wordt de voorkeur gegeven aan de maatregelen die de jongere in zijn leefomgeving houden.

4° Ten slotte gaat de voorkeur naar de plaatsing in een open regime van een openbare instelling ten opzichte van de plaatsing in een gesloten regime.

De rechter en de rechtbank motiveren op bijzondere wijze hun beslissing ten opzichte van de hiërarchie van de normen voorzien in lid 1.

Onderafdeling 4. Combinatie van maatregelen

Art. 42. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen verschillende maatregelen combineren, onder voorbehoud van de volgende beperkingen:

1° de berisping kan niet gecombineerd worden met andere maatregelen;

2° het geschreven project mag niet gecombineerd worden met een ander herstelrechtelijk aanbod.

Het herstelrechtelijk aanbod wordt voorgesteld voorafgaand aan het

d'un projet écrit et ne peut plus être proposée après l'approbation d'un projet écrit.

En cas de cumul de mesures, le juge et le tribunal de la jeunesse motivent leurs décisions spécialement à cet égard.

Sous-section 5. Rapports transmis au juge et au tribunal

Art. 43. Tout jeune confié à une institution publique fait l'objet d'un rapport d'évaluation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille et transmis au juge ou au tribunal de la jeunesse dans les vingt-cinq jours à partir de la date du début de la prise en charge.

Un rapport d'évaluation et d'évolution est également transmis au juge ou au tribunal à la fin du trimestre, le cas échéant, et au plus tard cinq jours avant le terme de la mesure.

Le jeune et son avocat reçoivent copies des rapports dans les mêmes délais.

Sous-section 6. Modifications et réexamens des mesures

Art. 44. § 1er. Le juge et le tribunal de la jeunesse peuvent, en tout temps, soit d'office, soit à l'initiative du procureur du Roi ou du directeur de l'établissement auquel le jeune est confié, rapporter ou modifier les mesures prises à l'égard du jeune et agir, dans les limites de la présente ordonnance, au mieux des intérêts du jeune.

§2. Le juge et le tribunal peuvent être saisis aux mêmes fins par requête du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou des personnes qui l'hébergent en droit ou en

07/09/2017

onderzoek naar de haalbaarheid van een geschreven project en kan niet meer voorgesteld worden na de goedkeuring van een geschreven project.

Bij een combinatie van maatregelen motiveren de rechter en de jeugdrechtbank hun beslissingen hieromtrent op bijzondere wijze.

Onderafdeling 5. Aan de rechter en de rechtbank overgemaakte verslagen

Art. 43. Elke jongere die aan een openbare instelling wordt toevertrouwd, is het voorwerp van een evaluatieverslag, opgesteld door het multidisciplinair team van de instelling die hem opvangt, dat binnen de vijftieng dagen, te tellen vanaf de dag waarop de jongere ten laste wordt genomen, overgemaakt wordt aan de rechter of de jeugdrechtbank.

Een evaluatieverslag of voortgangsverslag wordt ook aan de rechter of de rechtbank overgemaakt aan het einde van het kwartaal, desgevallend, en uiterlijk vijf dagen voorafgaand aan het einde van de maatregel.

De jongere en zijn advocaat ontvangen binnen dezelfde termijnen kopieën van de verslagen.

Onderafdeling 6. Wijzigingen en nieuw onderzoek van de maatregelen

Art. 44. § 1. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen op elk moment, ofwel van ambtswege ofwel op initiatief van de procureur des Konings of de directeur van de instelling waar de jongere aan is toevertrouwd, de maatregelen die zijn genomen ten opzichte van de jongere intrekken of wijzigen, en dit binnen de grenzen van onderhavige ordonnantie in het beste belang van de jongere handelen.

§2. De rechter en de rechtbank kunnen voor dezelfde doeleinden via een verzoekschrift aangezocht worden door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen

fait, après l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où la décision ordonnant la mesure est devenue définitive. Si cette requête est rejetée, elle ne peut être renouvelée avant l'expiration de six mois depuis la date à laquelle la décision de rejet est devenue définitive. Si l'accord de médiation est exécuté conformément à l'article 55 alinéas 2 et 3, le premier délai d'attente ne s'applique pas.

Art. 45. Toute mesure visée à l'article 78, alinéa 3, à l'exception de la réprimande et du placement en institution, prise par jugement, est réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai d'un an à compter du jour où la décision est prise ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45, 2, b) et c).

Art. 46. Le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait peuvent demander au juge, par requête motivée, de rapporter ou modifier la mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé au sein d'une institution publique après l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de l'ordonnance ou, en cas d'appel, du jour où la décision est confirmée par la cour d'appel.

Le juge entend le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et, le cas échéant, les personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi que le procureur du Roi si celui-ci le demande.

Le requérant ne peut introduire une nouvelle requête portant sur le même
07/09/2017

of de personen die hem in rechte en in feite opvangen, en dit na een termijn van zes maanden te tellen vanaf de dag waarop de beslissing tot oplegging van de maatregel definitief is geworden. Indien dit verzoek geweigerd wordt, kan het niet vernieuwd worden voordat zes maanden verstreken zijn vanaf de datum waarop de beslissing tot weigering definitief is geworden. Indien het bemiddelingsakkoord in overeenstemming met artikel 55 leden 2 en 3 uitgevoerd is, is de eerste wachtermijn niet van toepassing.

Art. 45. Elke in artikel 78, 3de lid bedoelde maatregel, met uitzondering van de berisping en plaatsing in een instelling, die via een vonnis genomen is, wordt opnieuw onderzocht met de bedoeling ze te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, en dit vóór het verstrijken van de termijn van één jaar, te tellen vanaf de dag waarop de beslissing is genomen, of in geval van een beroep, de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2, b) en c).

Art. 46. De jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen en de personen die hem in rechte of in feite opvangen, kunnen via een met redenen omkleed verzoekschrift aan de rechter vragen om de voorlopige maatregel die een plaatsing in een gesloten afdeling binnen een openbare instelling voorschrijft, in te trekken of te wijzigen na afloop van een termijn van één maand, te rekenen vanaf de dag van de beschikking of, in geval van beroep, de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd wordt.

De rechter hoort de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten opzichte van hem uitoefenen, en desgevallend de personen die hem in rechte of in feite opvangen, alsook de procureur des Konings indien hij dat vraagt.

De verzoekende partij kan, voorafgaand aan het verstrijken van een termijn van

objet avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter du jour de la dernière décision de rejet de sa demande.

Art. 47. La mesure de placement en régime fermé d'une institution publique prise par jugement est, sans préjudice de l'article 79, réexaminée en vue d'être confirmée, rapportée ou modifiée avant l'expiration du délai de six mois à compter du jour du jugement ou, en cas d'appel, du jour ou la décision est confirmée par la cour d'appel. Cette procédure est introduite par le procureur du Roi selon les formes prévues à l'article 45,2,b) et c) de la loi du 8 avril 1965.

Art. 48. Lorsque le directeur de l'établissement auquel le jeune est confié en vue de son traitement demande au juge ou au tribunal de confirmer, rapporter ou modifier la mesure, il transmet au procureur du Roi un rapport pédopsychiatrique circonstancié.

Sous-section 7. Communication des décisions

Art. 49. Le juge et le tribunal de la jeunesse communiquent immédiatement au service social compétent toute décision par laquelle il prend une ou plusieurs mesures.

Section 2. Les offres restauratrices à disposition du juge et du tribunal de la jeunesse

Art 50. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent par écrit le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, les personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et la victime, qu'elles peuvent participer à une offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe et qu'elles ont, dans ce cadre, la possibilité de s'adresser à un service qu'ils désignent.

Le juge et le tribunal de la jeunesse
07/09/2017

één maand, te tellen vanaf de dag van de laatste beslissing tot weigering van zijn vraag, een nieuw verzoekschrift met hetzelfde voorwerp indienen.

Art. 47. De plaatsingsmaatregel in gesloten afdeling van een openbare instelling die door het vonnis getroffen is, wordt, zonder afbreuk aan artikel 79 te doen, opnieuw onderzocht om bevestigd, ingetrokken of gewijzigd te worden vóór het verstrijken van de termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de dag van het vonnis of, in geval van beroep, vanaf de dag waarop de beslissing door het hof van beroep bevestigd is. Deze procedure wordt ingediend door de procureur des Konings in de vorm voorzien in artikel 45, 2 b) en c) van de wet van 8 april 1965.

Art. 48. Wanneer de directeur van de instelling waar de jongere voor behandeling aan is toevertrouwd aan de rechter of de rechtbank vraagt om de maatregel te bevestigen, in te trekken of te wijzigen, maakt hij aan de procureur des Konings een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag over.

Onderafdeling 7. Mededeling van de beslissingen

Art. 49. De rechter en de jeugdrechtbank delen elke beslissing waarmee een of meerdere maatregelen getroffen worden aan de bevoegde sociale dienst mee.

Afdeling 2. Herstelrechtelijk aanbod dat ter beschikking van de rechter en de jeugdrechtbank staat

Art. 50. De rechter en de jeugdrechtbank kunnen, schriftelijk, ambtshalve of op verzoek van de jongere, van personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, van de personen die de bewaring in rechte of in feite hebben of van het slachtoffer, een herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat bestaat uit een bemiddeling of herstelgericht groepsoverleg.

Een herstelrechtelijk aanbod kan enkel

Commenté [U5]:

Remplacer par « rapport d'évolution circonstancié sans préjudice des dispositions relatives au secret médical »

Pourquoi nous proposons ce changement :

Il doit y avoir un danger imminent pour que le médecin puisse faire un rapport pédopsychiatrique circonstancié et puisse enlever le secret médical.

Un certificat médical n'implique pas de diagnostic ; un rapport pédopsychiatrique demande un diagnostic.

peuvent faire une telle proposition lorsqu'une victime est identifiée.

Art. 51. Si le juge ou le tribunal ne propose pas d'offre restauratrice, il motive expressément sa décision au regard des circonstances de l'espèce.

En pareil cas, les parties peuvent recourir à la médiation à la demande des parties organisée conformément aux articles 21 à 23.

Art. 52. Le juge et le tribunal de la jeunesse informent les personnes concernées que :

1° le jeune ainsi que la victime si elle a moins de 18 ans, ont le droit de consulter et de se faire assister par un avocat à tout moment, notamment avant de se prononcer sur l'offre restauratrice et au moment où l'accord intervenu est entériné.

2° les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune et la victime âgée de plus de 18 ans peuvent également demander conseil ou être assistées de leur avocat à tout moment ;

3° une offre restauratrice ne peut être mise en œuvre que si les personnes qui y participent y adhèrent de manière expresse et sans réserve, tout au long du processus.

4° les personnes concernées ont le droit de revenir sur leur décision de prendre part à la médiation à tout moment ;

5° l'accord intervenu est signé par le jeune, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, la victime et, si cette dernière est âgée de moins de dix-huit ans, les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard.

voorgesteld worden indien een slachtoffer geïdentificeerd is.

Art. 51. Indien de rechter of de rechtbank geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, licht hij uitdrukkelijk zijn beslissing ten aanzien van de specifieke omstandigheden toe.

In dergelijk geval kunnen de partijen hun toevlucht tot bemiddeling op vraag van de partijen nemen die overeenkomstig de artikelen 21 tot 23 georganiseerd wordt.

Art. 52. De rechter en de jeugdrechtbank brengen de betrokken personen ervan op de hoogte dat:

1° de jongere en ook het slachtoffer indien die jonger dan 18 jaar is, het recht hebben om op ieder ogenblik een advocaat te raadplegen en er zich door te laten bijstaan, meer bepaald alvorens zich uit te spreken over het herstelrechtelijk aanbod en op het ogenblik dat het opgetreden akkoord bekrachtigd is.

2° de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen en het slachtoffer ouder dan 18 jaar ook op ieder ogenblik raad kunnen vragen aan hun advocaat of zich door hem kunnen laten bijstaan;

3° een herstelrechtelijk aanbod pas dan kan plaatsgrijpen indien de personen die eraan deelnemen er op uitdrukkelijke wijze en zonder voorbehoud, gedurende het hele proces, mee instemmen.

4° de betrokken personen het recht hebben om op ieder ogenblik op hun beslissing om aan de bemiddeling deel te nemen, terug te komen;

5° het opgetreden akkoord door de jongere, de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, het slachtoffer en, indien die laatste jonger dan achttien jaar is, de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, wordt ondertekend.

Art. 53. §1^{er}. Le juge ou le tribunal de la jeunesse désigne le service chargé d'organiser l'offre restauratrice et adresse copie des propositions écrites au service ainsi que les coordonnées des personnes concernées. Le service accuse réception du mandat et prend contact avec celles-ci. Le service peut, avec l'accord de ces dernières, prendre contact avec d'autres personnes qui ont un intérêt direct à la médiation.

§2. Le service désigné informe les parties concernées des droits prévus à l'article 52, 1° à 4° ainsi que des modalités de signature de l'accord prévu à l'article 52, 5°.

§3. Lorsque le service a pour information qu'au moins une des parties ne consent pas à s'engager dans le processus de médiation, le service en informe sans délai le juge ou le tribunal de la jeunesse.

§4. Le service désigné détermine, en collaboration avec les parties, l'offre restauratrice la plus adaptée à la situation des parties qui consistera soit en une médiation soit en une concertation restauratrice en groupe.

En cas de concertation restauratrice en groupe, le service contacte, en concertation avec les personnes visées à l'article 50, les personnes de leur entourage social et toutes autres personnes utiles.

§5. Le service désigné fait rapport au juge ou au tribunal, au plus tard trois mois à partir de la date à laquelle il a été désigné, sur l'état d'avancement de l'offre restauratrice duquel il doit ressortir l'offre restauratrice qui va être mise en œuvre à savoir une médiation ou une concertation restauratrice en groupe.

Art. 53. § 1. De rechter of de jeugdrechtbank duidt de dienst aan die ermee belast wordt om het herstelrechtelijk aanbod te organiseren en stuurt kopie van de geschreven voorstellen en ook de gegevens van de betrokken personen aan de dienst. De dienst bevestigt de ontvangst van het mandaat en neemt contact met hen op. De dienst kan, mits akkoord van die laatste, ook met andere personen die een rechtstreeks belang bij de bemiddeling hebben, contact opnemen.

§2. De aangewezen dienst brengt de betrokken partijen op de hoogte van de rechten bedoeld in artikel 52, 1° tot 4°, en ook van de modaliteiten voor de ondertekening van het akkoord bedoeld in artikel 52, 5°.

§3. Wanneer de dienst over de informatie beschikt dat minstens een van de partijen er niet mee instemt om zich voor de bemiddelingsprocedure te engageren, brengt de dienst onverwijld de rechter of de jeugdrechtbank hiervan op de hoogte.

§4. De aangewezen dienst bepaalt, in samenwerking met de partijen, het herstelrechtelijk aanbod dat het best aan de situatie van de partijen aangepast is dat ofwel uit een bemiddeling, ofwel uit een herstelgericht groepsoverleg zal bestaan.

In geval van herstelgericht groepsoverleg neemt de dienst, in overleg met de in artikel 50 bedoelde personen, met de personen van hun sociale omgeving en alle andere nuttige personen contact op.

§5. De aangewezen dienst maakt, ten laatste drie maanden vanaf de datum waarop hij aangewezen werd, een verslag op voor de rechter of de rechtbank over de stand van zaken in verband met het herstelrechtelijk aanbod waaruit het herstelrechtelijk aanbod dat ten uitvoer gelegd zal worden, namelijk een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg, duidelijk zal moeten blijken.

Les personnes concernées, avec l'aide du service désigné, présentent dans les plus brefs délais une proposition au juge ou au tribunal de la jeunesse.

Art. 54. Si l'offre restauratrice aboutit à un accord, celui-ci est signé par les personnes concernées conformément à l'article 52, 5° et est joint au dossier de la procédure.

En cas de concertation restauratrice en groupe, une déclaration d'intention du jeune est également insérée. Il y explique les démarches concrètes qu'il entreprendra en vue de restaurer les dommages relationnels et matériels et les dommages subis par la communauté et de s'abstenir d'autres faits qualifiés infraction dans le futur. Cette déclaration d'intention doit également être signée par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et, si ces dernières sont défaillantes, par son avocat.

Si l'accord ne remédie pas entièrement aux conséquences matérielles du fait qualifié infraction, il le mentionne expressément.

L'accord est homologué par le juge ou le tribunal de la jeunesse qui ne peut modifier son contenu et ne peut refuser de l'approuver que s'il est contraire à l'ordre public.

Art. 55. Le service désigné établit un rapport sur l'exécution de l'accord et l'adresse au juge ou au tribunal ainsi qu'au service social compétent. Ce rapport est présenté aux parties concernées pour accord et est joint au dossier de la procédure.

Si l'exécution de l'accord selon les modalités prévues intervient avant le prononcé du jugement, le tribunal tient compte de cet accord et de son exécution.

Si l'exécution de l'accord selon les

De betrokken personen leggen, met de hulp van de aangewezen dienst, binnen de kortst mogelijke termijn, een voorstel aan de rechter of de jeugdrechtbank, voor.

Art. 54. Indien het herstelrechtelijk aanbod in een akkoord uitmondt, wordt dit door de betrokken personen in overeenstemming met artikel 52, 5°, getekend en bij het dossier van de procedure gevoegd.

In geval van herstelgericht groepsoverleg wordt er ook een intentieverklaring van de jongere ingevoegd. Hij licht er de concrete stappen in toe die hij zal ondernemen met het oog op herstel van de relationele en materiële schade en de schade die door de gemeenschap geleden is en zich in de toekomst van andere als misdrijf omschreven feiten te onthouden. Deze intentieverklaring moet ook door de personen die ten aanzien van hem het ouderlijk gezag uitoefenen, en, indien deze laatste in gebreke zijn, door zijn advocaat, ondertekend worden.

Indien het akkoord niet volledig de materiële gevolgen van het als misdrijf omschreven feit verhelpt, vermeldt het dit uitdrukkelijk.

Het akkoord wordt gehomologeerd door de rechter of de jeugdrechtbank die de inhoud ervan niet kan wijzigen en het enkel kan weigeren goed te keuren indien het strijdig met de openbare orde is.

Art. 55. De aangewezen dienst stelt een verslag op over de uitvoering van het akkoord en stuurt het naar de rechter of de rechtbank, alsook naar de bevoegde sociale dienst. Dit verslag wordt aan de betrokken personen voor akkoord voorgelegd en bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de uitvoering van het akkoord volgens de voorziene voorwaarden voor de uitspraak van het vonnis optreedt, houdt de rechtbank met dit akkoord en zijn uitvoering rekening.

Indien de uitvoering van het akkoord

modalités prévues intervient après le prononcé du jugement, le juge peut être saisi sur la base de l'article 44 en vue d'alléger ou de rapporter la ou les mesures ordonnées au fond.

Art. 56. Si l'offre restauratrice n'aboutit pas à un accord, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par l'offre restauratrice ne peuvent pas utiliser le déroulement ou le résultat de l'offre restauratrice en défaveur du jeune.

Art. 57. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service de médiation ou de concertation restauratrice en groupe sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires.

Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 3. Le projet du jeune

Art. 58. §1er. Dès sa saisine, le juge informe le jeune de son droit de présenter un projet au plus tard à l'audience publique du tribunal et qu'il peut s'adresser au service que le juge désigne pour l'élaboration de celui-ci.

Le juge de la jeunesse informe le jeune et les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune que :

1° le jeune doit être assisté par son avocat au moment où le projet est confirmé par écrit ;

2° le projet doit être exécuté dans les 6 mois de sa confirmation

volgens de voorziene voorwaarden na de uitspraak van het vonnis optreedt, kan de rechter op basis van artikel 44 aangezocht worden om de bevolen maatregelen ten gronde te verlichten of in te trekken.

Art. 56. Indien het herstelrechtelijk aanbod niet in een akkoord uitmondt, kunnen de gerechtelijke instanties of de bij het herstelrechtelijk aanbod betrokken personen het verloop of het resultaat van het herstelrechtelijk aanbod niet ten nadele van de jongere aanwenden.

Art. 57. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de dienst van bemiddeling of van herstelgericht groepsoverleg verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen van de gerechtelijke instanties ter kennis te brengen.

Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 3. Het jongerenproject

Art. 58. § 1. Vanaf de aanhangigmaking brengt de rechter de jongere op de hoogte van zijn recht om ten laatste op de openbare hoorzitting van de rechtbank een project voor te leggen en dat hij zich tot de dienst die de rechter aanduidt, kan wenden voor opmaak ervan.

De jeugdrechter brengt de jongere en de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen ervan op de hoogte dat:

1° de jongere door zijn advocaat bijgestaan moet worden op het ogenblik dat het project schriftelijk bevestigd is;

2° het project binnen de 6 maanden na de schriftelijke bevestiging ervan

écrite.

Le projet du jeune doit être signé par celui-ci ainsi que par les personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard et doit être approuvé par le tribunal qui ne peut en modifier son contenu mais peut le refuser par décision expressément motivée.

Le juge tribunal qui approuve le projet adresse copie du projet signé au service qu'il désigne en lui confiant le contrôle de son exécution. Le tribunal informe le jeune des conséquences possibles d'une non-exécution ou d'une exécution partielle de ses engagements.

§2. Le service compétent fait rapport périodiquement au tribunal sur l'exécution du projet. Le jeune est tenu informé du contenu des rapports.

§3. Le service compétent adresse un rapport final au juge sur l'exécution du projet. Il est joint au dossier de la procédure.

Si le jeune a exécuté son projet suivant les modalités écrites convenues, le tribunal le reprend dans la motivation de sa décision.

Si le jeune n'a pas totalement exécuté son projet selon les modalités convenues, le tribunal le reprend dans la motivation de sa décision et en tient compte, le cas échéant, pour imposer au jeune d'autres mesures prévues aux articles 64, alinéa 3 ou 78, alinéa 3 lors d'une audience ultérieure.

Une copie de la décision est remise au jeune, à son avocat, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune et au service mentionné au §1er. Si la remise à l'une de ces

uitgevoerd moet worden.

Het jongerenproject moet door de jongere zelf en ook door de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen, ondertekend worden en moet door de rechter goedgekeurd worden die de inhoud ervan niet kan wijzigen, maar het door uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing kan weigeren.

De rechtbank die het project goedkeurt, stuurt een kopie van het ondertekende project aan de dienst die hij aanwijst en vertrouwt hem de controle op de uitvoering ervan toe. De rechtbank licht de jongere in over de mogelijke gevolgen van een niet of slechts gedeeltelijke uitvoering van zijn verbintenissen.

§2. De bevoegde dienst maakt periodiek een verslag op voor de rechtbank over de uitvoering van het project. De jongere blijft geïnformeerd over de inhoud van de verslagen.

§3. De bevoegde dienst stuurt een eindverslag aan de rechtbank over de uitvoering van het project. Het wordt bij het dossier van de procedure gevoegd.

Indien de jongere zijn project volgens de overeengekomen geschreven voorwaarden uitgevoerd heeft, neemt de rechtbank dit op in de motivering van zijn beslissing.

Indien de jongere zijn project niet volledig volgens de overeengekomen modaliteiten uitgevoerd heeft, neemt de rechter of de rechtbank dit in de motivering van zijn beslissing op en houdt hij er, indien nodig, rekening mee om aan de jongere andere in de artikelen 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregelen op te leggen tijdens een latere hoorzitting.

Een kopie van de beslissing wordt aan de jongere, aan zijn advocaat, aan de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen en aan de in § 1 vermelde dienst

personnes n'a pu avoir lieu, copie du procès-verbal est notifié par pli judiciaire ou par courriel conformément à l'article 32bis du code Judiciaire.

§4. Si le projet n'aboutit pas, les autorités judiciaires ou les personnes concernées par celui-ci ne peuvent pas utiliser le déroulement ou le résultat du projet en défaveur du jeune.

Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'une intervention du service sont confidentiels, à l'exception de ce que les parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires.

Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

Section 4. Le soutien à la parentalité

Art. 59. §1^{er}. Lorsque les personnes qui exercent l'autorité parentale sur le jeune paraissent manifester à l'égard du comportement délinquant de ce dernier un désintérêt caractérisé qui a contribué à ses problèmes, le juge ou le tribunal les invite à participer à un groupe de soutien à la parentalité.

Le juge ou le tribunal informe les personnes visées à l'alinéa 1^{er} des services qui mettent en œuvre ce soutien.

Cette proposition ne peut être faite que si elle peut être bénéfique pour le jeune lui-même.

§2. Les documents établis et les communications faites dans le cadre d'un soutien à la parentalité sont confidentiels, à l'exception de ce que les

overgemaakt. Indien de afgifte aan een van deze personen niet kon plaatsgrijpen, wordt een kopie van het proces-verbaal overeenkomstig artikel 32bis van het gerechtelijk wetboek via gerechtsbrief of via e-mail betekend.

§4. Indien het project niet slaagt, kunnen de gerechtelijke instanties of de bij het project betrokken personen het verloop of het resultaat van het project niet ten nadele van de jongere aanwenden.

De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een tussenkomst van de dienst verricht worden, zijn vertrouwelijk, met uitzondering van datgene waarmee de partijen instemmen van de gerechtelijke instanties ter kennis te brengen.

Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheiderechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

Afdeling 4. De steun aan het ouderschap

Art. 59. §1 Wanneer de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen, zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent gedrag van deze laatste, en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige, nodigt de rechter of de rechtbank hen uit om aan een groep voor steun aan het ouderschap deel te nemen.

De rechter of de rechtbank licht de in het 1ste lid bedoelde personen in over de diensten die dit soort steun aanbieden.

Dit voorstel kan enkel gebeuren indien het de jongere zelf ten goede komt.

§2. De opgestelde documenten en de mededelingen die in het kader van een steun aan het ouderschap verricht worden, zijn vertrouwelijk, met

parties consentent à porter à la connaissance des autorités judiciaires. Ils ne peuvent être utilisés dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure visant à résoudre des conflits et ne sont pas admissibles comme preuve, même comme aveu extrajudiciaire.

§ 3. Les documents confidentiels qui sont tout de même communiqués ou sur lesquels une partie se base en violation de l'obligation de secret sont d'office écartés des débats.

§ 4. Sans préjudice des obligations que la loi lui impose, le service metten en œuvre le soutien à la parentalité ne peut rendre publics les faits dont il prend connaissance du fait de sa fonction. Il ne peut être appelé comme témoin dans une procédure pénale, civile, administrative ou arbitrale ou dans toute autre procédure relative aux faits dont il a pris connaissance au cours d'une médiation.

L'article 458 du Code pénal s'applique au service.

§5. Si des éléments de la médiation sont portés à la connaissance du juge ou du tribunal de la jeunesse conformément au §2, il en est fait mention dans l'ordonnance ou le jugement. Le juge ou le tribunal peut en tenir compte et le mentionne, le cas échéant, dans l'ordonnance ou le jugement.

Sous-chapitre II. La phase préparatoire

Section 1. Règles spécifiques à la phase préparatoire

Art. 60. Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte. Une mesure provisoire ne

07/09/2017

uitzondering van datgene waarover de partijen overeenkomen dat ze het ter kennis brengen van de gerechtelijke instanties. Ze kunnen niet worden aangewend in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke of enige andere procedure voor het oplossen van conflicten en zijn niet toelaatbaar als bewijs, zelfs niet als buitengerechtelijke bekentenis.

§ 3. De vertrouwelijke documenten die toch ter kennis gebracht worden of waarop een partij zich baseert zonder inachtneming van de geheimhoudingsplicht, worden van ambtswege uit de debatten uitgesloten.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen die de wet oplegt, mag de dienst die de steun aan het ouderschap biedt, de feiten waarvan het op grond van diens functie kennis neemt, niet openbaar maken. Hij kan niet als getuige opgeroepen worden in een strafrechtelijke, burgerrechtelijke, administratieve, scheidsrechterlijke procedure, noch in elke andere procedure betreffende de feiten waarvan hij tijdens een bemiddeling kennis heeft genomen.

Artikel 458 uit het Strafwetboek is van toepassing op de dienst.

§5. Indien elementen uit de bemiddeling ter kennis gebracht worden van de rechter of de jeugdrechtbank in overeenstemming met §2, wordt daar melding van gemaakt in de beschikking of het vonnis. De rechter of de jeugdrechtbank kan hier rekening mee houden en vermeldt dit desgevallend in de beschikking of het vonnis.

Onderhoofdstuk II. De voorbereidende fase

Afdeling 1. Specifieke regels in de voorbereidende fase

Art. 60. Geen enkele voorlopige maatregel mag genomen worden om een onmiddellijke bestraffing of elke andere vorm van verplichting uit te

peut être prise que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière.

Art. 61. La décision du juge contient un résumé des faits reprochés et un résumé des éléments touchant à la personnalité du jeune ou à son milieu qui justifient la décision. Elle mentionne également l'audition ou les raisons pour lesquelles l'intéressé n'a pu être entendu.

Art. 62. §1^{er}. La durée de la phase préparatoire est limitée à neuf mois à partir de la réquisition prévue à l'article 45.2.a) de la loi du 8 avril 1965 jusqu'au jugement du tribunal de la jeunesse ou la décision du procureur du Roi de classer sans suite.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, les mesures provisoires cessent de plein droit.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de deux mois à partir de la communication du dossier pour citer le jeune à comparaître devant le tribunal de la jeunesse ou l'informer de sa décision de classer sans suite.

§2. La phase préparatoire peut être exceptionnellement prolongée de trois mois, renouvelables, si cette prolongation est nécessaire pour déterminer les faits qualifiés infractions ou pour connaître la personnalité du jeune et son milieu de vie.

La phase préparatoire ne peut jamais excéder un durée totale de vingt-quatre mois.

§3. Dans le cadre de la prolongation visée au §2, des mesures provisoires peuvent être prises ou maintenues si des

07/09/2017

oefenen. Een voorlopige maatregel kan enkel genomen worden voor een zo kort mogelijke duur, wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld zijn en het einddoel van de voorlopige maatregel niet op een andere manier bereikt kan worden.

Art. 61. De beslissing van de rechter bevat een samenvatting van de aangewezen feiten en een samenvatting van de elementen in verband met de persoonlijkheid van de jongere of diens omgeving die de beslissing verantwoorden. De beslissing vermeldt ook de hoorzitting of de redenen waarom de belanghebbende niet gehoord kon worden.

Art. 62. § 1. De duur van de voorbereidende fase is beperkt tot negen maanden vanaf de vordering bedoeld in artikel 45.2 a) van de wet van 8 april 1965 tot aan het vonnis van de jeugdrechtbank of de beslissing van de procureur des Konings om de zaak te seponeren.

Bij het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn lopen de voorlopige maatregelen van rechtswege ten einde.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van twee maanden vanaf de kennisgeving van het dossier om de jongere te dagvaarden voor de jeugdrechtbank of hem te informeren over zijn beslissing om de zaak te seponeren.

§2. 1° De voorbereidende fase kan uitzonderlijk met drie maanden verlengd worden, die verlengd kunnen worden, indien deze verlenging noodzakelijk is om de als misdrijf omschreven feiten te bepalen of om de persoonlijkheid van de jongere en diens leefomgeving te leren kennen.

De voorbereidende fase mag nooit een totale duur van vierentwintig maanden overschrijden.

§3. In het kader van de in §2 bedoelde verlenging kunnen er voorlopige maatregelen getroffen of gehandhaafd

circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique le nécessitent.

Le juge de la jeunesse motive spécialement sa décision de prolonger la phase préparatoire ainsi que sa décision de prendre ou maintenir des mesures provisoires dans le cadre de cette prolongation au regard des critères visés au §2 alinéa 1^{er}.

§4. Lorsqu'une décision prise dans le cadre de la phase préparatoire est frappée d'appel, les délais visés aux §§ 1 et 2 sont suspendus à partir du jour de l'acte d'appel jusqu'au jour de l'arrêt rendu par la juridiction d'appel. La durée de cette suspension ne peut excéder deux mois.

La juridiction d'appel peut prendre les mesures provisoires prévues à l'article 64 dans les limites prévues à l'article 62.

Les mesures provisoires prises antérieurement par le juge de la jeunesse sont maintenues tant qu'elles n'ont pas été modifiées par la juridiction d'appel.

Art. 63. Lorsque le tribunal de la jeunesse prend une mesure provisoire, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction, interdire au jeune de communiquer librement avec les personnes nommément désignées autres que son avocat, pour une période de trente jours au plus, renouvelable plusieurs fois.

Section 2. Mesures de garde provisoires et d'investigations à disposition du juge de la jeunesse

Art.64. Pendant la phase préparatoire, le juge de la jeunesse peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa

07/09/2017

worden indien ernstige en uitzonderlijke omstandigheden in verband met vereisten inzake openbare veiligheid dit vereisen.

De jeugdrechter motiveert specifiek zijn beslissing om de voorbereidende fase te verlengen, alsook zijn beslissing om in het kader van deze verlenging voorlopige maatregelen te treffen of te handhaven, met inachtneming van de in § 2, 1ste lid bedoelde criteria.

§4. Wanneer een beslissing die in het kader van de voorbereidende fase is genomen, het voorwerp is van een beroep, worden de in § §1 en 2 bedoelde termijnen geschorst vanaf de dag van de akte van hoger beroep tot aan het arrest van de beroepsinstantie. De duur van deze opschorting mag niet langer zijn dan twee maanden.

Het rechtscollege van beroep kan de in artikel 64 bepaalde voorlopige maatregelen nemen binnen de grenzen voorzien in artikel 62.

De voorlopige maatregelen die voorheen door de jeugdrechter genomen zijn, worden behouden zolang ze niet door het rechtscollege van beroep gewijzigd werden.

Art. 63. Wanneer de jeugdrechtbank een voorlopige maatregel neemt, kan ze, uit noodzaak voor informatie of onderzoek, de jongeren verbieden om vrij te communiceren met de personen die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, voor een periode van dertig dagen of langer, één keer verlengbaar.

Afdeling 2. Onderzoeksmaatregelen en voorlopige maatregelen van bewaring die ter beschikking staan van de jeugdrechter

Art.64. Tijdens de voorbereidende fase kan de jeugdrechter het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bedoeld in artikel 50 bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn

décision.

Dès la saisine du juge, le jeune peut proposer au juge d'élaborer et d'exécuter le projet visé à l'article 58 et ce, au plus tard jusqu'à l'audience publique.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le juge peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 41 et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre à titre de mesure provisoire de garde ou d'investigations les mesures suivantes :

1° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent ;

2° imposer au jeune d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de minimum quinze heures et de trente heures au plus, organisée par le service qu'il désigne;

3° soumettre le jeune, aux fins d'observation, à un suivi par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie;

4° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou autre accompagnement que le juge détermine ou à une guidance aux fins d'observation par le service que le juge désigne ;

5° soumettre le jeune à des conditions, le cas échéant de façon cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

beslissing uitdrukkelijk.

Vanaf de aanhangigmaking van de rechter kan de jongere aan de rechter voorstellen om het in artikel 58 bedoelde project op te stellen en uit te voeren, en dit ten laatste tot aan de publieke hoorzitting.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechter, mits met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 41 rekening te houden en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, bij wijze van onderzoeks- en voorlopige bewaringsmaatregel de volgende maatregelen treffen:

1° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen;

2° de jongere opleggen een prestatie van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum vijftien uur en maximum dertig uur, die georganiseerd wordt door de dienst die hij aanwijst;

3° de jongere verplichten om, voor observatiedoeleinden, zich door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een erkende psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen te laten volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

4° de jongere verplichten om een intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechter bepaalt of een begeleiding te volgen met als doel observatie door de dienst die de rechter aanwijst;

5° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving;

Commenté [U6]: Avancer « un professionnel » dans la phrase et supprimer « aux fins d'observation » : soumettre le jeune, ~~aux fins d'observation~~, à un suivi par un professionnel, un centre de santé mentale, un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie; |

6° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie;

7° placer le jeune en institution publique.

Art. 65. Le juge détermine la durée de toute mesure provisoire qu'il ordonne.

Le juge peut, même si la réquisition du procureur du Roi est postérieure à la date à laquelle le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, prendre ou maintenir des mesures provisoires jusqu'à ce que le jeune ait atteint l'âge de vingt ans, sans préjudice de l'article 62 (durée phase préparatoire).

Art. 66. Lorsque le juge soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service social compétent informe régulièrement le juge sur l'exécution de la mesure.

Art. 67. La prestation d'intérêt général visée à l'article 64, alinéa 3, 2° ne peut être ordonnée à titre de mesure provisoire que dans le but de permettre la réalisation des investigations visées à l'article 40.

Art. 68. §1er. Lorsque le juge maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à un an dans son ordonnance et motive sa décision.

Le juge prévoit simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge. La mesure de remplacement consiste en la mesure prévue à l'article 64, alinéa 3, 2°, 4° ou 7°.

§2. Le juge de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à

07/09/2017

6° de jongere aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

7° de jongere in een openbare instelling plaatsen.

Art. 65. De rechter bepaalt de duur van iedere voorlopige maatregel die hij beveelt.

De rechter kan, zelfs al gebeurt de vordering van de procureur des konings na de datum waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft, voorlopige maatregelen treffen of handhaven tot de jongere de leeftijd van vijftig jaar bereikt heeft, zonder daarbij afbreuk te doen aan artikel 62 (duur voorbereidende fase).

Art. 66. Wanneer de rechter de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook het soort van verwacht toezicht. De bevoegde sociale dienst licht de rechter regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

Art. 67. De prestatie van algemeen nut bedoeld in artikel 64, 3de lid, 2° kan enkel bij wijze van voorlopige maatregel bevolen worden met als doel de verwezenlijking van de in artikel 40 bedoelde onderzoeken mogelijk te maken.

Art. 68. § 1. Wanneer de rechter de jongere in zijn leefomgeving onder voorwaarden handhaaft, legt hij de duur hiervan vast die niet hoger dan een jaar in zijn beschikking mag zijn en motiveert hij zijn beslissing.

De rechter bepaalt gelijktijdig een alternatieve maatregel in het geval dat de jongere de door de rechter vastgelegde voorwaarden niet naleeft. De vervangingsmaatregel bestaat uit de in artikel 64, lid 3, 2°, 4° of 7° bedoelde maatregel.

§2. De jeugdrechter kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn

proposer des conditions.

§3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont il précise les modalités;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative ;
6. suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;
7. s'adresser au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou au Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel ;
8. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce;
9. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées;
10. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont il précise la durée et les modalités.

advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden:

1. niet op bepaalde plaatsen komen;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan hij de voorwaarden nader omschrijft;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken;
5. hem onderwerpen aan de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting;
6. hem onderwerpen aan de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of een psychomedische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;
7. zich tot de consultant van de Aide à la Jeunesse de Bruxelles of tot het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel wenden;
8. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden;
9. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten;
10. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de duur en de voorwaarden nader omschreven worden, in acht

Commenté [U7]: Avancer « un professionnel » dans la phrase : « Suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie » ;

nemen.

Le juge peut confier le respect des conditions au service social compétent. Il peut confier à un service de police le contrôle de l'exécution de l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou certains lieux ainsi que le respect de l'interdiction de sortie. Si le service social compétent intervient également dans l'exécution de l'ordonnance du juge, ce dernier l'informe régulièrement des résultats de ce contrôle.

§4. Dans le cas de la condition visée au §3, 5 et 6, le service mandaté par le juge fait rapport au juge dans le mois du commencement de la directive pédagogique ou médicale et chaque fois que le service l'estime nécessaire ou à la demande du juge. Un rapport est fait au minimum tous les trois mois.

Si l'accompagnement ou le traitement est interrompu, le service mandaté en informe immédiatement le juge.

§5. L'interdiction de sortie visée au §3, 2, consiste pour le jeune à être présent aux lieux et heures que le juge fixe.

L'interdiction de sortie ne doit pas empêcher le jeune d'aller à l'école ni de suivre un traitement ou un accompagnement.

Le juge peut, à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard ou d'office autoriser le jeune à quitter les lieux visés à l'alinéa 1er.

§6. Le juge de la jeunesse adresse sa décision qui reprend les conditions à respecter par le jeune au service social compétent ainsi que, le cas échéant, au service qui va devra garantir leur exécution.

07/09/2017

De rechter kan de controle op de naleving van de voorwaarden aan de bevoegde sociale dienst toevertrouwen. Hij kan de controle op de uitvoering van het verbod om met bepaalde personen om te gaan of op bepaalde plaatsen te komen, alsook de naleving van het huisarrest, aan een politiedienst toevertrouwen. Indien de bevoegde sociale dienst ook optreedt bij de uitvoering van de beschikking van de rechter, informeert die regelmatig over de resultaten van deze controle.

§4. In het geval van de voorwaarde bedoeld in §3, 5 en 6, doet de dienst die een mandaat van de rechter kreeg binnen de maand van de start van de pedagogische of medische richtlijn en iedere keer dat de dienst dat noodzakelijk acht of op verzoek van de rechter verslag aan de rechter. Minstens iedere drie maanden wordt er een verslag opgemaakt.

Indien de begeleiding of de behandeling onderbroken is, brengt de dienst die een mandaat kreeg de rechter hiervan onmiddellijk op de hoogte.

§5. Het huisarrest bedoeld in §3, 2, bestaat erin dat de jongere op de plaatsen en de uren die de rechter vaststelt aanwezig is.

Het huisarrest mag de jongere niet verhinderen naar school te gaan, noch een behandeling of een begeleiding te volgen.

De rechter kan, op verzoek van de jongere, van de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van hem uitoefenen of ambtshalve de jongere toelaten om de plaats bedoeld in het 1ste lid te verlaten.

§ 6. De jeugdrechter stuurt zijn beslissing met een overzicht van de door de jongere na te leven voorwaarden aan de bevoegde sociale dienst alsook, in voorkomend geval, aan de dienst die de uitvoering ervan zal moeten garanderen.

Le service visé à l'alinéa 1^{er} adresse un rapport au juge dans le mois de leur désignation et ensuite à chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou chaque fois que le juge le demande.

Un rapport est adressé au juge au moins tous les trois mois sur l'accompagnement et le respect des conditions. Le jeune est informé du contenu de ce rapport.

§7. Le juge de la jeunesse peut d'office et par décision motivée adapter les conditions aux circonstances de l'espèce. Il ne peut cependant pas les renforcer ou les alourdir.

Si le juge estime devoir adapter les conditions, il ne peut le faire qu'après avoir entendu le jeune et son avocat. Le juge peut également entendre les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune ainsi que le procureur du Roi.

Le juge peut également adapter les conditions à la demande du jeune, des personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard du jeune ainsi que du procureur du Roi sans pouvoir cependant les renforcer ou les alourdir.

§8. Les conditions peuvent être rapportées lorsqu'en cours d'exécution il ressort de l'enquête des indices sérieux qu'une nouvelle infraction a été commise par le jeune et que le procureur du Roi saisi le juge conformément à l'article 45, 2, a) de la loi du 8 avril 1965.

Les conditions peuvent également être rapportées si le jeune ne respecte pas les conditions ou si le juge estime que leur respect est insuffisant.

Si le juge estime devoir rapporter les conditions, il ne peut le faire qu'après avoir entendu le jeune et son avocat. Le

De in het 1ste lid bedoelde dienst stuurt een verslag naar de rechter binnen de maand van zijn aanwijzing en vervolgens iedere keer dat hij dat noodzakelijk acht of iedere keer dat de rechter dat vraagt.

Een verslag over de begeleiding en de naleving van de voorwaarden wordt minstens iedere drie maanden aan de rechter overgemaakt. De jongere wordt over de inhoud van dit verslag ingelicht.

§ 7. De jeugdrechter kan ambtshalve en door middel van een gemotiveerde beslissing de voorwaarden aan de specifieke omstandigheden aanpassen. Hij kan ze evenwel niet versterken of verzwaren.

Indien de rechter van oordeel is de voorwaarden te moeten aanpassen, kan hij dit pas doen na de jongere en zijn advocaat gehoord te hebben. De rechter kan ook de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen alsook de procureur des konings horen.

De rechter kan de voorwaarden ook aanpassen op verzoek van de jongere, van personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen, alsook van de procureur des konings zonder ze evenwel te kunnen versterken of te verzwaren.

§ 8. De voorwaarden kunnen ingetrokken worden wanneer in de loop van de uitvoering uit het onderzoek ernstige aanwijzingen blijken dat een nieuw misdrijf door de jongere gepleegd is en dat de procureur des konings de zaak bij de rechter in overeenstemming met artikel 45, 2, a) van de wet van 8 april 1965, aanhangig maakt.

De voorwaarden kunnen ook ingetrokken worden indien de jongere de voorwaarden niet naleeft of indien de rechter van oordeel is dat hun naleving ontoereikend is.

Indien de rechter van oordeel is de voorwaarden te moeten intrekken, kan hij dit pas doen na de jongere en zijn advocaat gehoord te hebben. De rechter

juge peut également entendre les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune ainsi que le procureur du Roi.

Si le juge rapporte les conditions pour non-respect de celles-ci, il ordonne la mesure de remplacement visée au §1^{er}, alinéa 2.

Si les circonstances qui existent au moment où la mesure de remplacement, en cas de non-respect des conditions, est appliquée ont considérablement changé des circonstances qui existaient au moment où le juge a prévu la mesure de remplacement, le juge peut, exceptionnellement et par décision expressément motivée, ordonner une autre mesure plus adaptée.

Si le juge rapporte les conditions parce que le jeune a commis un nouveau fait qualifié infraction, il peut ordonner une mesure conformément à l'article 64 alinéa 3.

Art. 69. §1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En cas d'application de cette loi par le juge, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le juge en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le juge statue sur toute autre mesure visée à l'article 64 alinéa 3 qu'il juge utile.

§2. Le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la

kan ook de personen die het ouderlijk gezag ten aanzien van de jongere uitoefenen alsook de procureur des konings horen.

Indien de rechter de voorwaarden wegens het niet naleven ervan intrekt, beveelt hij de alternatieve maatregelen bedoeld in §1, 2de lid.

Indien de omstandigheden die bestaan op het ogenblik dat de alternatieve maatregel, in geval van niet-naleving van de voorwaarden, toegepast wordt, op beduidende wijze verschillen van de omstandigheden die op het ogenblik dat de alternatieve maatregel bepaald is, bestonden, kan de rechter, uitzonderlijk en door middel van uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing, een andere aangepastere maatregel bevelen.

Indien de rechter de voorwaarden intrekt omdat de jongere een nieuw als misdrijf omschreven feit gepleegd heeft, kan hij een maatregel overeenkomstig artikel 64, 3de lid, bevelen.

Art. 69. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechter, wordt de beslissing van de dokter-diensthoofd om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag dat de rechter hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd. Binnen deze termijn, en zonder deze te kunnen verlengen, doet de rechter een uitspraak over elke andere in artikel 64, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§2. De jeugdrechter kan de jongere enkel op basis van een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen. Dit verslag stelt, na een onderzoek dat niet ouder

Commenté [8]: On a considéré qu'il s'agissait d'une mesure de placement en milieu psychiatrique ; si les autres mesures, par exemple, les placements en pédiatrie ou en service général sont concernés, la définition du type de certificat doit être adaptée.

Commenté [9]: Ce texte permet que ce rapport soit réalisé par l'institution médicale qui accueille le patient ou par un médecin tiers. Dans ce dernier cas, si c'est contraignant (ou possible) il faut préciser qui est compétent ? Dans quel délai maximum ? qui paie le rapport ? (etc)

nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un rapport pédopsychiatrique circonstancié dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 70. Lorsque le juge de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée, conformément à l'article 76, que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.

Art. 71. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 72. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 73. Le juge ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui:

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié

dan vijftien dagen is, de therapeutische noodzaak van deze maatregel vast.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag gestaafd wordt.

§3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 70. Wanneer de jeugdrechter beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt zijn beslissing de duur van de maatregel, die, overeenkomstig artikel 76, enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, alsook of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt.

Art. 71. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling verdient de voorkeur boven plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 72. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 73. De rechter kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open en gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten en die:

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of

Commenté [U10]: Proposition de changements :

En dehors de l'application de la Loi 90, le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un **certificat médical rapport pédopsychiatrique circonstancié rédigé par un (pedo)psychiatre** établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

Commenté [U11]: Proposition de changements :

En cas d'urgence, **le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que** la nécessité thérapeutique de la mesure doit être confirmée par un **certificat médical pédopsychiatrique d'évolution circonstancié rédigé par un médecin spécialiste traitant provenant de l'institution médicale**, dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

Commenté [12]: Ne faudrait il pas ajouter « ou au plus tard

avant le terme de la mesure lorsque la durée du traitement est inférieure à un mois ». (on pense aux hospitalisations courtes en K de crise ou K Crise médicolégal)

de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes telle que visée à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44, §1er, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment. Dans ce cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

Art. 74. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 73, le juge peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux.

Art. 75. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être

een zwaardere straf als gevolg kan hebben;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd;

3° ofwel een feit dat door het internationaal humanitair recht als ernstig misdrijf wordt beschouwd, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van boosdoeners met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd of een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd;

5° ofwel het voorwerp uitmaakt van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, §1, omdat hij de eerder opgelegde voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde niet nageleefd heeft. In dit geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en mag ze niet verlengd worden.

Art. 74. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 73, § 1 en 2 opgesomde voorwaarden, kan de rechter de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in een open of gesloten afdeling bevelen ten aanzien van een jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een andere persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 75. De plaatsing in een openbare

ordonné que lorsque les conditions suivantes sont en outre rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Art. 76. La mesure de placement provisoire en institution publique, en régime ouvert ou fermé, ne peut excéder un mois. Elle peut néanmoins être prolongée de mois en mois par décision motivée du juge de la jeunesse. La décision de prolongation devra être justifiée par des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique ou propres à la personnalité de l'intéressé, et qui nécessitent le maintien de ces mesures. L'intéressé, son conseil et le directeur de l'établissement seront préalablement entendus.

La mesure provisoire prescrivant un placement en régime fermé en institution publique peut faire l'objet d'un rapport ou d'une modification conformément à l'article 46.

Art. 77. Lorsque le juge de la jeunesse prend provisoirement une mesure de placement en institution publique, il peut, pour les nécessités de l'information ou de l'instruction et pour un délai renouvelable de trente jours renouvelables, interdire au jeune par décision motivée de communiquer librement avec les personnes nommément désignées, autres que son avocat conformément à l'article 63.

instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer bovendien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven pleegt, zich aan het gerecht onttrekt, bewijsmateriaal probeert te doen verdwijnen of tot een heimelijke verstandhouding komt met derden.

Art. 76. De voorlopige plaatsingsmaatregel in een openbare instelling, in een open of gesloten afdeling, mag niet langer dan een maand duren. Ze kan evenwel van maand tot maand door middel van een gemotiveerde beslissing van de jeugdrechter verlengd worden. De beslissing tot verlenging moet verantwoord worden door ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die betrekking hebben op de vereisten van de openbare veiligheid of eigen zijn aan de persoonlijkheid van de betrokkene en die de handhaving van deze maatregelen noodzakelijk maken. De betrokkene, zijn raadsman en de directeur van de instelling worden vooraf gehoord.

De voorlopige maatregel die een plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling voorschrijft, kan het voorwerp van een verslag of van een wijziging in overeenstemming met artikel 46 uitmaken.

Art. 77. Wanneer de jeugdrechter een voorlopige maatregel van plaatsing in een openbare instelling treft, kan hij, omwille van de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek of van het gerechtelijke onderzoek en voor een hernieuwbare termijn van dertig werkdagen met gemotiveerde beslissing de jongere vrij verkeer verbieden met de personen die bij naam aangewezen worden, zijn advocaat uitgezonderd, in

En outre, le juge de la jeunesse peut, pour des raisons identiques et pour la même durée, interdire au jeune toute sortie de l'institution.

Sous-chapitre III. La phase de jugement

Section 1. Les mesures de garde à disposition du tribunal de la jeunesse

Art. 78. Pendant la phase de jugement, le tribunal peut proposer l'offre restauratrice qui consiste en une médiation ou une concertation restauratrice en groupe visée à l'article 50. S'il ne propose pas l'offre restauratrice, il motive expressément sa décision.

Il examine ensuite la faisabilité du projet visé à l'article 58.

Si l'offre restauratrice et le projet du jeune s'avèrent irréalisables ou inappropriés ou si l'offre restauratrice s'avère insuffisante, le tribunal peut, en tenant compte des facteurs visés à l'article 39 et de la hiérarchie prévue à l'article 41 et, le cas échéant, de manière cumulative, prendre les mesures suivantes :

- 1° réprimander le jeune;
- 2° soumettre le jeune à la surveillance du service social compétent;
- 3° lui imposer d'effectuer une prestation éducative et d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de minimum trente heures et de 150 heures au plus, organisée par le service que la tribunal désigne;
- 4° soumettre le jeune à un accompagnement éducatif intensif ou autre accompagnement que le

07/09/2017

overeenstemming met artikel 63.

Bovendien kan de jeugdrechter, wegens dezelfde redenen en voor dezelfde duur, de jongere verbieden de instelling te verlaten.

Onderhoofdstuk III. Fase van het vonnis

Afdeling 1. De maatregelen voor het ter beschikking houden van de jeugdrechtbank

Art. 78. Tijdens de fase van het vonnis kan de rechtbank het herstelrechtelijk aanbod voorstellen dat uit een bemiddeling of een herstelgericht groepsoverleg bedoeld in artikel 50 bestaat. Indien hij geen herstelrechtelijk aanbod voorstelt, motiveert hij zijn beslissing uitdrukkelijk.

Hij onderzoekt vervolgens de haalbaarheid van het project bedoeld in artikel 58.

Indien het herstelrechtelijk aanbod en het jongerenproject onuitvoerbaar of ongeschikt blijken te zijn of indien het herstelrechtelijk aanbod ontoereikend blijkt te zijn, kan de rechtbank, mits met de factoren bedoeld in artikel 39 en de hiërarchie bedoeld in artikel 41 rekening te houden en, in voorkomend geval, op cumulatieve wijze, de volgende maatregelen treffen:

- 1° de jongere berispen;
- 2° de jongere onder het toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatsen;
- 3° hem opleggen een prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut te leveren, in verhouding tot zijn leeftijd en zijn vaardigheden, van minimum dertig uur en maximum 150 uur, die georganiseerd wordt door de dienst die de rechtbank aanwijst;
- 4° de jongere verplichten om een

tribunal précise ou à une guidance par le service que le tribunal désigne ;

5° soumettre le jeune à un suivi par un centre de santé mentale, un professionnel, un service de soins en santé mentale, un service psycho-médico-social agréé ou un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;

6° imposer au jeune de participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et à leur impact sur les victimes organisés par le service que le tribunal désigne ;

7° imposer au jeune de participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées ;

8° lui imposer de fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial ;

9° soumettre le jeune à des conditions, le cas échéant de manière cumulative, en vue de son maintien dans son milieu de vie ;

10 ° soumettre le jeune à un accompagnement post-institutionnel ;

11° confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement si la nécessité thérapeutique en est établie ;

12° placer le jeune en institution publique.

Art. 79. § 1er. Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de toute mesure qu'il

07/09/2017

intense educatieve begeleiding of andere begeleiding te volgen die de rechtbank bepaalt of een begeleiding te volgen van de dienst die de rechtbank aanwijst;

5° de jongere verplichten om zich door een centrum voor geestelijke gezondheid, een professionele hulpverlener, een dienst voor geestelijke gezondheidszorg, een erkende psycho-medische-sociale dienst of een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen te laten volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

6° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele slachtoffers georganiseerd door de dienst die ze aanwijst;

7° de jongere verplichten deel te nemen aan een of meer begeleide sportieve, sociale of culturele activiteiten;

8° de jongere verplichten geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs te bezoeken;

9° de jongere voorwaarden opleggen, die indien nodig cumulatief zijn, met het oog op zijn handhaving in zijn leefomgeving;

10 ° de jongere verplichten om een postinstitutionele begeleiding te volgen;

11° de jongere aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;

12° de jongere in een openbare instelling plaatsen.

Art. 79. § 1. De jeugdrechtbank bepaalt

Commenté [U13]: Avancer « un professionnel » dans la phrase : « soumettre le jeune à un suivi d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie » ;

ordonne au fond, à l'exception de la réprimande.

§ 2. Les mesures prennent fin lorsque le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, le tribunal peut :

1° sur réquisition du procureur du Roi, en cas de mauvaise conduite persistante ou de comportement dangereux du jeune, prolonger ces mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans. Dans ce cas, le tribunal est saisi de la réquisition dans les trois mois précédant le jour où le jeune atteint l'âge de dix-huit ans.

2° lorsque le fait qualifié infraction a été commis après l'âge de seize ans, prendre ou maintenir des mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt-trois ans.

Art. 80. La mesure de réprimande peut être prononcée indépendamment de l'âge du jeune au moment du jugement.

Art. 81. Lorsque le tribunal de la jeunesse soumet le jeune à la surveillance du service social compétent, il en précise l'objet ainsi que le type de surveillance attendue. Le service informe régulièrement le tribunal sur l'exécution de la mesure.

Art. 82. §1er. Lorsque le tribunal maintient le jeune dans son milieu de vie sous conditions, il fixe la durée de celles-ci qui ne peut être supérieure à deux ans dans son jugement et motive sa décision.

Le tribunal prévoit simultanément une mesure de remplacement au cas où le jeune ne respecte pas les conditions fixées par le juge. La mesure de remplacement consiste en la mesure

07/09/2017

de duur van elke maatregel die ze ten gronde beveelt, met uitzondering van de berisping.

§ 2. De maatregelen eindigen wanneer de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt.

§ 3. Bij afwijking van paragraaf 2 kan de rechtbank:

1° bij vordering van de procureur des Konings, in geval van aanhoudend wangedrag of gevaarlijk gedrag van de jongere, deze maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur verlengen die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt. In dit geval wordt de vordering binnen de drie maanden die de dag waarop de jongere de leeftijd van achttien jaar bereikt, voorafgaan, bij de rechtbank aanhangig gemaakt.

2° wanneer het als misdrijf omschreven feit na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is, maatregelen ten gronde voor een bepaalde duur die de dag waarop de jongere de leeftijd van drieëntwintig jaar bereikt, niet overschrijdt, treffen of handhaven.

Art. 80. De maatregel van berisping kan onafhankelijk van de leeftijd van de jongere op het moment van het vonnis uitgesproken worden.

Art. 81. Wanneer de jeugdrechtbank de jongere onder toezicht van de bevoegde sociale dienst plaatst, verduidelijkt hij het voorwerp alsook het soort van verwacht toezicht. De dienst licht de rechtbank regelmatig over de uitvoering van de maatregel in.

Art. 82. § 1. Wanneer de rechtbank de jongere onder voorwaarden in zijn leefomgeving handhaaft, legt ze de duur hiervan die niet hoger dan twee jaar in haar vonnis mag zijn, vast en motiveert ze haar beslissing.

De rechtbank bepaalt gelijktijdig een alternatieve maatregel in het geval dat de jongere de door de rechter vastgelegde voorwaarden niet naleeft.

prévue à l'article 78, alinéa 3, 3°, 4°, 6°, 7° ou 12°.

§2. Le tribunal de la jeunesse peut inviter le jeune, avec l'assistance de son avocat, à proposer des conditions.

§3. Les conditions suivantes peuvent être imposées au jeune :

1. ne pas fréquenter certains lieux déterminés ;
2. respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont le tribunal précise les modalités ;
3. ne pas fréquenter ou importuner certaines personnes déterminées ;
4. fréquenter régulièrement un établissement scolaire d'enseignement ordinaire ou spécial ;
5. suivre les directives pédagogiques d'un centre d'orientation éducative
6. suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un centre de santé mentale, d'un professionnel, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médico-social agréé ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie ;
7. participer à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et de leur impact sur les éventuelles victimes par le service que le tribunal

De vervangingsmaatregel bestaat uit de in artikel 78, lid 3, 3°, 4°, 6°, 7° of 12° bedoelde maatregel.

§2. De jeugdrechtbank kan de jongere uitnodigen om, met bijstand van zijn advocaat, voorwaarden voor te stellen.

§3. De volgende voorwaarden kunnen aan de jongere opgelegd worden:

1. niet op bepaalde plaatsen komen;
2. het huisarrest naleven waarvan de duur drie maanden niet mag overschrijden en waarvan de rechtbank de voorwaarden nader omschrijft;
3. niet omgaan met bepaalde personen of hen niet lastigvallen;
4. hem geregeld een school voor gewoon of bijzonder onderwijs laten bezoeken;
5. de pedagogische richtlijnen van een centrum voor opvoedkundige voorlichting volgen;
6. de medische en/of psychologische richtlijnen van een centrum voor geestelijke gezondheid, van een professionele hulpverlener, van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg of van een psycho-medische sociale dienst of van een centrum dat bevoegd is inzake verslavingen volgen, indien nood aan behandeling is vastgesteld;
7. deelnemen aan een of meer opleidingsmodules of modules ter bewustmaking van de gevolgen van de gestelde handelingen, alsook van de invloed daarvan op eventuele

Commenté [U14]: Avancer « un professionnel » dans la phrase : « Suivre les directives médicales et/ou psychologique d'un professionnel, d'un centre de santé mentale, d'un service de soins en santé mentale ou d'un service psycho-médicosocial ou d'un centre compétent en matière d'assuétudes si la nécessité thérapeutique en est établie » ;

désigne;

8. s'adresser au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse de Bruxelles ou au *Comité voor Bijzondere Jeugdzorg van Brussel*;
9. ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce;
10. participer à une ou plusieurs activités sportives, sociales ou culturelles encadrées;
11. respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont le tribunal précise la durée et les modalités.

Le tribunal peut prévoir que l'exécution de la ou des mesures d'accompagnement ou de guidance visées à l'article 78, alinéa 3, 4° est une condition au maintien du jeune dans son milieu de vie.

§4. La procédure est identique à celle visée à l'article 68.

Art. 83. §1^{er}. Conformément à l'article 38 de la présente ordonnance, le placement dans un service psychiatrique disposant d'une infrastructure éventuellement fermée sur décision médicale, ne peut se faire qu'en vertu de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux.

En cas d'application de cette loi par le tribunal, la décision du médecin-chef de service de lever la mesure n'est exécutée qu'après un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour où le tribunal en est informé. Dans ce délai et sans pouvoir le prolonger, le tribunal statue sur toute autre mesure visée à l'article 78, alinéa 3 qu'il juge utile.

07/09/2017

slachtoffers georganiseerd door de dienst die de rechtbank aanwijst;

8. zich tot de consultant van de Aide à la Jeunesse de Bruxelles of tot het Ondersteuningscentrum Jeugdzorg Brussel wenden;
9. een of meer bepaalde bezigheden niet uitoefenen, gelet op de specifieke omstandigheden;
10. deelnemen aan een of meerdere sportieve, sociale of culturele activiteiten;
11. andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen waarvan de rechtbank de duur en de modaliteiten nader omschrijft, in acht nemen.

De rechtbank kan bepalen dat de uitvoering van de maatregel of maatregelen van begeleiding of gespecialiseerde begeleiding bedoeld in artikel 78, 3de lid, 4° een voorwaarde is voor de handhaving van de jongere in zijn leefomgeving.

§4. De procedure is identiek met die bedoeld in artikel 68.

Art. 83. § 1. In overeenstemming met artikel 38 van onderhavige ordonnantie, kan de plaatsing in een psychiatrische dienst die over een eventueel gesloten infrastructuur beschikt wegens medische beslissing enkel krachtens de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke gebeuren.

In geval van toepassing van deze wet door de rechtbank, wordt de beslissing van de dokter-diensthoud om de maatregel op te heffen, pas na een termijn van vijf werkdagen te rekenen vanaf de dag dat de rechtbank hiervan op de hoogte gebracht is, uitgevoerd. Binnen deze termijn, en zonder deze te

§2. Le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un rapport pédopsychiatrique circonstancié établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un rapport pédopsychiatrique circonstancié dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

§3. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 84. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique, sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.

Art. 85. Le placement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

Art. 86. La mesure peut être cumulée avec une mesure d'accompagnement ou de guidance.

Art. 87. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui:

kunnen verlengen, doet de rechtbank een uitspraak over elke andere in artikel 78, 3de lid, bedoelde maatregel die hij nuttig acht.

§2. De jeugdrechter kan de jongere enkel op basis van een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag aan een geschikte instelling met het oog op zijn behandeling toevertrouwen. Dit verslag stelt, na een onderzoek dat niet ouder dan vijftien dagen is, de therapeutische noodzaak van deze maatregel vast.

In geval van dringendheid kan de rechter de in het 1ste lid bedoelde maatregel op basis van een gedetailleerd medisch verslag bevelen, op voorwaarde dat de therapeutische noodzaak van de maatregel binnen de dertig dagen na het begin van de maatregel door een gedetailleerd kinderpsychiatrisch verslag gestaafd wordt.

§3. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 84. Wanneer de jeugdrechtbank beslist om de jongere aan een openbare instelling toe te vertrouwen, bepaalt haar beslissing de duur van de maatregel die enkel wegens uitzonderlijke redenen in verband met het gevaarlijke gedrag van de jongere voor zichzelf of voor anderen, verlengd kan worden, alsook of de plaatsing in een open of gesloten afdeling gebeurt.

Art. 85. De plaatsing in een openbare instelling in open afdeling verdient de voorkeur boven plaatsing in een openbare instelling in gesloten afdeling.

Art. 86. De maatregel kan met een maatregel tot begeleiding of gespecialiseerde begeleiding gecumuleerd worden.

Art. 87. De rechtbank kan de plaatsingsmaatregel in een openbare instelling in open of gesloten afdeling enkel bevelen ten aanzien van de jongere die minstens veertien jaar is op het ogenblik van het plegen van de feiten

Commenté [15]: Ne faudrait-il pas spécifier « psychiatrique » ? Mais il peut y avoir des placements en vue de soins psychiatriques en pédiatrie, surtout pour les plus jeunes

Commenté [U16]: (CF plus haut) En dehors de l'application de la Loi 90, le juge de la jeunesse ne peut confier le jeune à un établissement approprié en vue de son traitement que sur la base d'un certificat médical rapport pédopsychiatrique circonstancié rédigé par un (pedo)psychiatre établissant, à la suite d'un examen datant de quinze jours au plus, la nécessité thérapeutique de cette mesure.

Commenté [U17]: (CF plus haut)
Proposition de changements :
En cas d'urgence, le juge peut ordonner la mesure visée à l'alinéa 1er sur base d'un rapport médical circonstancié, à condition que la nécessité thérapeutique de la mesure soit confirmée par un certificat médical pédopsychiatrique d'évolution circonstancié rédigé par un médecin spécialiste traitant de l'institution médicale, dans les trente jours qui suivent le début de la mesure.

Commenté [18]: Ne faudrait-il pas ajouter « ou au plus tard avant le terme de la mesure lorsque la durée du traitement est inférieure à un mois ». (On pense aux hospitalisations courtes en K de crise ou K Crise médico-légal)

1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principale de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol simple, recel ordinaire et fraude informatique ;

2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante;

3° soit a commis un fait qualifié violation grave du droit international humanitaire, infraction terroriste, attentat à la pudeur avec violence ou menaces, association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou encore un fait qualifié menaces contre les personnes telle que visée à l'article 327 du Code pénal ;

4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction;

5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure, conformément à l'article 44 §1^{er} pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment. Dans ce cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée.

Art. 88. Sans préjudice des conditions énumérées à l'article 87 le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté

en die:

1° ofwel een als misdrijf omschreven feit, uitgezonderd gewone diefstal, gewone heling en Internetfraude gepleegd heeft dat, indien het door een meerderjarige gepleegd was, in de zin van het Strafwetboek of de bijzondere wetten, een correctionele hoofdgevangenisstraf van vijf jaar of een zwaardere straf als gevolg kan hebben;

2° ofwel een als slagen en verwondingen omschreven feit, met verzwarende omstandigheid heeft gepleegd;

3° ofwel een feit dat door het internationaal humanitair recht als ernstig misdrijf wordt beschouwd, een terroristisch misdrijf, een aanranding van de eerbaarheid met geweld of bedreigingen, vereniging van boosdoeners met als doel het plegen van misdaden of een feit dat beschouwd wordt als bedreiging van personen zoals bedoeld in artikel 327 van het Strafwetboek, heeft gepleegd;

4° ofwel ten aanzien van hem reeds eerder een definitief vonnis is uitgesproken waarin een plaatsingsmaatregel in een open of gesloten afdeling van een openbare instelling werd opgelegd of een nieuw als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd;

5° ofwel het voorwerp is van een herziening van de maatregel overeenkomstig artikel 44, §1, om reden dat hij de eerder opgelegde, voorlopige maatregelen of maatregelen ten gronde niet nageleefd heeft. In dit geval mag de duur van de maatregel zes maanden niet overschrijden en mag ze niet verlengd worden.

Art. 88. Zonder afbreuk te doen aan de in artikel 87, § 1 en 2 opgesomde voorwaarden, kan de rechtbank een plaatsingsmaatregel in een open of

atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux .

Art. 89. L'hébergement en institution publique à régime fermé ne peut être imposé que lorsque les conditions suivantes sont en outre rencontrées :

1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui;

2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux crimes ou délits, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers.

Art. 90. La mesure prescrivant un placement en régime fermé d'une institution publique prise par jugement est, conformément à l'article 47, réexaminée avant l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où la décision est devenue définitive.

Section 2. Le dessaisissement

Art. 91. § 1er. Si le jeune visé à l'article 2, 9°, b) déferé devant le tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait et que le tribunal estime inadéquate une mesure de protection visée à l'article 78 alinéa 3, il peut, par décision dûment motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au procureur du Roi aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes en vertu de l'article 57 bis, §1^{er} de la loi du 8 avril 1965 s'il y a lieu.

Le tribunal ne peut toutefois se dessaisir que si en outre les deux conditions

07/09/2017

gesloten afdeling van een openbare instelling bevelen ten aanzien van een jongere tussen twaalf en veertien jaar die een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een persoon en van wie het gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Art. 89. De plaatsing in een openbare instelling in een gesloten afdeling kan alleen bevolen worden wanneer bovendien de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere geeft blijk van een gedrag dat voor hemzelf of voor anderen gevaarlijk is;

2° er bestaan ernstige redenen om te vrezen dat de jongere, indien hij opnieuw in vrijheid wordt gesteld, nieuwe misdaden of wanbedrijven pleegt, zich aan het gerecht onttrekt, bewijsmateriaal probeert te doen verdwijnen of tot een heimelijke verstandhouding komt met derden.

Art. 90. De door vonnis getroffen maatregel die een plaatsing in gesloten afdeling van een openbare instelling voorschrijft, is, in overeenstemming met artikel 47, opnieuw onderzocht vóór het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de dag waarop de beslissing definitief geworden is.

Afdeling 2. De onttrekking

Art. 91. § 1. Indien de jongere bedoeld in artikel 2, 9°, b) die voor de jeugdrechtbank wegens een als misdrijf omschreven feit voorgeleid is, op het ogenblik van de feiten zestien jaar of ouder was en de rechtbank een in artikel 78, 3de lid, bedoelde beschermingsmaatregel ongepast vindt, kan ze, via met redenen omklede beslissing, de zaak uit handen geven en naar de procureur des Konings doorverwijzen om, zo nodig, krachtens artikel 57 bis, §1 van de wet van 8 april 1965 bij de bevoegde rechtbanken verder behandeld te worden.

suivantes sont rencontrées:

1° le jeune a déjà fait l'objet d'une ou plusieurs mesures visées aux articles 64, alinéa 3 ou 78 alinéa 3 ;

2° le fait pour lequel le jeune est poursuivi constitue en vertu du code pénal :

1. un attentat à la pudeur commis sur des personnes ou à l'aide de personnes de l'un ou de l'autre sexe, avec violence, contrainte, menace, surprise ou ruse, ou qui a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime ;
2. un viol ;
3. un meurtre ou une tentative de meurtre ;
4. des coups et blessures volontaires, avec ou sans préméditation, dont il est résulté soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, soit la mort ;
5. une torture ou un traitement inhumain ;
6. un vol commis à l'aide de violences ou menaces ou une extorsion.

Par dérogation à l'alinéa 2, le tribunal peut se dessaisir sans respecter la condition visée à l'alinéa 2, 1°, dans le cas où le fait pour lequel le jeune est poursuivi est un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde.

07/09/2017

De rechtbank kan evenwel de zaak pas uit handen geven wanneer bovendien de twee volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de jongere heeft al het voorwerp van een of meerdere in de artikelen 64, 3de lid of 78, 3de lid bedoelde maatregelen uitgemaakt;

2° het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt, vormt krachtens het strafwetboek:

1. een aanranding van de eerbaarheid, gepleegd op personen of met behulp van personen met het ene of het andere geslacht, met geweld, onder dwang, bedreiging, verrassing of list, of die mogelijk werd gemaakt door een invaliditeit of fysieke of mentale beperking van het slachtoffer;
2. een verkrachting;
3. een moord of poging tot moord;
4. Vrijwillige slagen en verwondingen, met of zonder voorbedachte rade, met ofwel een schijnbaar ongeneeslijke ziekte, ofwel een persoonlijke werkonbekwaamheid van meer dan vier maanden, ofwel het verlies van het absolute gebruik van een orgaan, ofwel een ernstige verminking, ofwel de dood tot gevolg;
5. een mishandeling of onmenselijke behandeling;
6. een diefstal met geweld of bedreiging of een afpersing.

In afwijking van het 2de lid, kan de rechtbank de zaak uit handen geven zonder de in het 2de lid, 1° bedoelde voorwaarde na te leven, in het geval dat het feit waarvoor de jongere vervolgd wordt een feit is dat, ingeval het zou zijn gepleegd door een meerderjarige, in de zin van het Strafwetboek of de

La motivation porte sur la personnalité du jeune et sur son degré de maturité.

La présente disposition peut être appliquée lorsque l'intéressé a atteint l'âge de dix-huit ans au moment du jugement mais qu'il était âgé de seize ans ou plus au moment des faits. Il est dans ce cas assimilé à un mineur pour l'application de la présente section.

§ 2. Le tribunal ne peut se dessaisir d'une affaire qu'après avoir fait procéder à une étude sociale et à un examen médico-psychologique.

L'examen médico-psychologique a pour objectif d'évaluer la situation en fonction de la personnalité de la personne concernée et de son entourage, ainsi que du degré de maturité de la personne concernée. La nature, la fréquence et la gravité des faits qui lui sont reprochés, sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer du rapport de l'examen médico-psychologique, lorsqu'il constate que le jeune se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre.

Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique :

- 1° lorsqu'une mesure a déjà été prise par jugement à l'égard du jeune de moins de dix-huit ans en raison d'un ou plusieurs des faits commis après l'âge de seize ans et que le jeune est à nouveau poursuivi pour un ou plusieurs de ces faits commis postérieurement à la première condamnation. Les faits visés sont : attentats à la pudeur ou viol ;

bijzondere wetten een straf van tien tot vijftien jaar opsluiting of een zwaardere straf tot gevolg kon hebben.

De motivering heeft betrekking op de persoonlijkheid van de jongere en op zijn graad van rijpheid.

Onderhavige bepaling kan toegepast worden wanneer de betrokkene de leeftijd van achttien jaar op het moment van het vonnis bereikt heeft, maar hij op het moment van de feiten zestien jaar of ouder was. Hij wordt in dit geval met een minderjarige voor de toepassing van onderhavige afdeling gelijkgesteld.

§ 2. De rechtbank kan een zaak pas uit handen geven wanneer ze een maatschappelijk onderzoek en een medisch-psychologisch onderzoek heeft laten uitvoeren.

Het medisch-psychologisch onderzoek heeft als doel om de situatie in functie van de persoonlijkheid van de betrokken persoon en van zijn omgeving, alsook van de graad van rijpheid van de betrokken persoon te beoordelen. De aard, de frequentie en de ernst van de feiten die hem ten laste worden gelegd, worden in de mate dat ze voor de beoordeling van zijn persoonlijkheid relevant zijn, in overweging genomen.

De rechtbank kan zonder over het verslag van het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, een zaak uit handen geven wanneer ze vaststelt dat de jongere zich aan dit onderzoek onttrekt of weigert er zich aan te onderwerpen.

De rechtbank kan zonder over het maatschappelijk onderzoek of het medisch-psychologisch onderzoek te beschikken, een zaak uit handen geven:

- 1° wanneer er ten aanzien van de jongere jonger dan achttien jaar al een maatregel via vonnis getroffen is wegens een of meerdere feiten die na de leeftijd van zestien jaar gepleegd zijn en de jongere opnieuw voor een of meerdere van deze feiten die na de eerste veroordeling gepleegd zijn, vervolgd

meurtre ; coups ou les blessures faites volontairement ayant causé la mort sans intention de la donner ; vols à l'aide de violences ou de menaces ; participation comme provocateurs, chefs de bande ou personnes ayant exercé un commandement quelconque d'une association qui a eu pour but la perpétration de crimes emportant la peine de réclusion à perpétuité ou la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur.

Les pièces de la procédure antérieure sont jointes à celles de la nouvelle procédure.

2° s'il s'agit d'un fait qualifié de crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans commis après seize ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

TITRE IV. – DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 92. Le tribunal de la jeunesse fixe, après enquête sur les capacités financières des intéressés, la part contributive des mineurs et des personnes qui leur doivent des aliments, dans les frais résultant des mesures prises en application des Titres II et III. Les débiteurs d'aliments qui ne sont pas à la cause y sont appelés.

La fixation d'une participation aux frais dans le chef d'un débiteur d'aliments autre qu'un ascendant au premier degré n'exclut pas l'octroi de subventions à ce débiteur d'aliments lorsque l'aide ou la protection est dispensée par son intermédiaire.

Les décisions fixant les parts contributives sont susceptibles d'appel et de révision.

La violation des obligations imposées par ces décisions est punie conformément

07/09/2017

wordt. De beoogde feiten zijn: aanranding van de eerbaarheid; moord; opzettelijke slagen of verwondingen met de dood tot gevolg, toegebracht zonder het oogmerk te doden; diefstal met geweld of bedreigingen; deelname als uitlokkers, bendeleiders of personen die om het even welk bevel gevoerd hebben van een vereniging die tot doel had misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn.

De stukken van de vorige procedure worden bij die van de nieuwe procedure gevoegd.

2° het gaat om een als strafbare misdaad omschreven feit met een straf hoger dan twintig jaar opsluiting die na de leeftijd van zestien jaar gepleegd is en waarbij de jongere pas vervolgd wordt na de leeftijd van achttien jaar bereikt te hebben.

TITEL IV. – FINANCIËLE BEPALINGEN

Art.92. De jeugdrechtbank stelt, na onderzoek van de financiële vermogens van de belanghebbenden, de bijdrage van de minderjarigen en de personen die hen levensonderhoud verplicht zijn in de kosten die voortvloeien uit de in toepassing van Titels II en III genomen maatregelen, vast. De onderhoudsplichtigen die niet gedagvaard werden, worden opgeroepen.

De vaststelling van een deelname in de kosten in hoofde van een onderhoudsplichtige die niet in de eerste graad met de onderhoudsgerechtigde verwant is, sluit niet uit dat er subsidies aan deze onderhoudsplichtige toegekend kunnen worden wanneer de hulp of de bescherming via hem geboden wordt.

De beslissingen die de bijdragen vaststellen, kunnen het voorwerp zijn van beroep en herziening.

aux dispositions de l'article 391bis du Code pénal.

Le recouvrement des frais mis à charge des intéressés est poursuivi par le Gouvernement compétent.

En cas d'exécution forcée, le recouvrement, par les pouvoirs qui allouent des subsides, des frais mis à charge des intéressés est poursuivi à l'intervention de l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949. L'action se prescrit par cinq ans conformément aux dispositions de l'article 2277 du Code civil.

TITRE V. DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Art. 93. L'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse est abrogée.

Art. 94. La loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction est abrogée.

Art. 95. Sont abrogées les dispositions suivantes de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse :

- 1° au sein du Titre préliminaire, les points 3° et 4°, 5° a), c) à f)
- 2° l'article 29bis
- 3° l'article 36bis alinéas 1 et 2
- 4° l'article 37 à l'exception du §3 alinéa 5

- 5° l'article 37 bis
- 6° l'article 37ter
- 7° l'article 37quater
- 8° l'article 37quinquiès
- 9° l'article 42
- 10° l'article 43

07/09/2017

Niet-nakoming van de verplichtingen die door deze beslissingen worden opgelegd, wordt bestraft in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 391bis van het Strafwetboek.

De invordering van de kosten die ten laste vallen van de belanghebbenden wordt door de bevoegde Regering opgevolgd.

In geval van gedwongen tenuitvoerlegging wordt de invordering, door de instanties die de subsidies toekennen, van de kosten die ten laste worden gelegd van de belanghebbenden, opgevolgd met tussenkomst het bestuur der Registratie en Domeinen, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949. De rechtsvordering verjaart per vijf jaar, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

TITEL V. OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. 93. De ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren is ingetrokken.

Art. 94. De wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd wordt, is ingetrokken.

Art. 95. De volgende bepalingen van de wet van 8 april 1965 betreffende de bescherming van de jeugd zijn ingetrokken:

- 1° in de Inleidende titel, de punten 3° en 4°, 5° a), c), f)
- 2° artikel 29bis
- 3° artikel 36bis leden 1 en 2
- 4° artikel 37 met uitzondering van §3 lid 5
- 5° artikel 37 bis
- 6° artikel 37ter
- 7° artikel 37quater
- 8° artikel 37quinquiès

11° l'article 45bis
12° l'article 45ter
13° l'article 45quater
14° l'article 50
15° l'article 52
16° l'article 52bis
17° l'article 52quater , alinéas 1 à 8, et la phrase suivante de l'alinéa 10 : " Passé ce délai, la mesure cesse d'être d'application. ";
18° l'article 52quinquies
19° l'article 53
20° l'article 57bis, § 1er, à l'exception des mots, à l'alinéa 1er, " devant, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou crime correctionnalisable, une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune, s'il y a lieu, soit, si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable, une cour d'assises composée conformément aux dispositions de l'article 119, alinéa 2, du Code Judiciaire, s'il y a lieu " et les §§ 2 et 4.
21° l'article 59;
22° l'article 60, à l'exception de la phrase suivante de l'alinéa 3 : " Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public ";
23° l'article 72
24° l'article 74
26° l'article 79
27° l'article 85
28° l'article 89.

TITRE VI. – DISPOSITION FINALE.

Art. 96. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

9° artikel 42
10° artikel 43
11° artikel 45bis
12° artikel 45ter
13° artikel 45quater
14° artikel 50
15° artikel 52
16° artikel 52bis
17° artikel 52quater, leden 1 tot 8, en de volgende zin van het 10de lid: "Na het verstrijken van deze termijn vervalt de maatregel.";
18° artikel 52quinquies
19° artikel 53
20° artikel 57bis, § 1, met uitzondering van de woorden, in het eerste lid, 'voor ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een bijzondere kamer binnen de jeugdrechtbank die het gemeen strafrecht en de gemeenrechtelijke strafprocedure toepast, als daartoe grond bestaat, ofwel, indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd, een hof van assisen dat samengesteld is overeenkomstig de bepalingen van artikel 119, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, als daartoe grond bestaat' en de §§ 2 en 4.
21° artikel 59;
22° artikel 60, met uitzondering van de volgende zin van het derde lid: 'De griffie bezorgt het openbaar ministerie onverwijld een afschrift van het verzoekschrift';
23° artikel 72
24° artikel 74
26° artikel 79
27° artikel 85
28° artikel 89.

TITEL VI. – SLOTBEPALING.

Art. 96. Onderhavige ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020.